

École Doctorale 519

Sciences humaines et sociales – Perspectives européennes

Laboratoire de Psychologie des Cognitions

UR4440

THÈSE présentée par :

Marie MANCASSOLA

soutenue le : 25 septembre 2025

pour obtenir le grade de : **Docteur de l'Université de Strasbourg**

Discipline : Psychologie sociale

**La délégitimation du système politique en
France :
entre valorisation de la contestation et
processus de jugement**

THÈSE dirigée par :

LOUVET Eva

Professeure en psychologie sociale (HDR), Université de Strasbourg

RAPPORTEURS :

PANSU Pascal

PRIOLO Daniel

Professeur en psychologie sociale (HDR), Université Grenoble Alpes

Maître de conférence en psychologie sociale (HDR), Université de Montpellier

AUTRES MEMBRES DU JURY :

BONNOT Virginie

MILHABET Isabelle

NDOBO André

Professeure en psychologie sociale (HDR), Université Paris Cité

Professeure en psychologie sociale (HDR), Université Côte d'Azur

Professeur en psychologie sociale (HDR), Université de Nantes

Avertissement au lecteur / Warning to the reader

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition des membres de la communauté universitaire. Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Cela implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document. D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction ou représentation illicite encourt une poursuite pénale.

This document is the result of a long process approved by the jury and made available to members of the university community. It is subject to the intellectual property rights of its author. This implies an obligation to quote and reference when using this document. Furthermore, any infringement, plagiarism, unlawful reproduction or representation will be prosecuted.

Code de la Propriété Intellectuelle

Article L122-4 :

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite. Il en est de même pour la traduction, l'adaptation ou la transformation, l'arrangement ou la reproduction par un art ou un procédé quelconque.

Any representation or reproduction in whole or in part without the consent of the author or his successors in title or assigns is unlawful. The same applies to translation, adaptation or transformation, arrangement or reproduction by any art or process whatsoever.

Articles L335-1 à L335-9 : Dispositions pénales / Penal provisions.

La délégitimation du système politique en France : entre valorisation de la contestation et processus de jugement

Résumé

La politique française est le théâtre depuis quelques années de contestation grandissante. L'objectif de cette thèse est de comprendre certains mécanismes psychosociaux qui sous-tendent la tendance des Français à se montrer critique face à leur système politique. Le premier objectif de cette thèse est de comprendre comment cette délégitimation du système politique prend forme en prenant appui sur la théorie de justification du système. A partir de 5 études menées auprès d'échantillons variés, nous montrons que les stéréotypes (négatifs) à l'égard des personnalités politiques peuvent constituer un levier de délégitimation du système politique en France. Un second objectif était d'explorer les raisons de cette contestation qui pourrait reposer sur une sorte de « culture de contestation » enracinée dans l'Histoire de la France. A partir de 3 études menées en France et en Allemagne, nous montrons que la contestation du système politique tend à être perçue comme normative spécifiquement en France.

Abstract

In recent years, the French political landscape has been marked by increasing levels of contestation. This doctoral thesis aims to investigate the psychosocial mechanisms underlying French citizens' propensity to express criticism toward their political system. The first objective is to examine how the delegitimization of the political system takes shape, drawing on System Justification Theory. Through five studies conducted among diverse samples, we demonstrate that (negative) stereotypes about political figures can serve as a mechanism for delegitimizing the political system in France. A second objective is to explore the roots of this political contestation, which may be linked to a historically embedded "culture of dissent" specific to France. Based on three comparative studies conducted in France and Germany, our findings suggest that political contestation is more likely to be perceived as normative in the French context.

À ma famille,

*« Ne croyez aucune autorité, vérifiez par vous-même.
Réfléchissez, pensez, développez vos propres idées.
N'arrêtez jamais. »*

Gert-Martin GREUEL (mathématicien)

Remerciements

Alors que je commence à écrire ces lignes, mon esprit s'embrume légèrement. Il y a tant de personnes auxquelles je pense subitement et que j'aimerais prendre le temps de remercier que je ne sais par où commencer. Au moment où j'ai besoin d'eux, tous ces si beaux mots que j'aime tant manier d'ordinaire, s'échappent et m'échappent. En attendant qu'ils reviennent, je vous propose de reprendre avec moi le fil de ma pensée, qui est également le fil qui m'a amenée ici, à écrire les remerciements de ma thèse.

Si j'ai commencé cette aventure de thèse, c'est en grande partie grâce à ma famille. J'ai eu la chance merveilleuse de naître dans un foyer familial toujours plein de discussions en tout genre et d'effusions intellectuelles. Que ce soient des questions de sciences, de philosophie, de religions, de politique ou d'histoire, tout était sujet à débat. Lorsque mon frère aîné a entrepris une thèse en histoire, j'ai compris que c'était une voie possible, et surtout, que je voulais faire de même. Je voulais réfléchir, je voulais apprendre, je voulais transmettre.

Ha ! Nous y voilà, tout s'éclaircit, les mots reviennent peu à peu... En premier lieu, je tiens à remercier mes parents, parce que vous nous avez toujours poussés à faire ce qu'on aimait, à poursuivre nos rêves, même si tout le monde nous dissuadait de les poursuivre (*« une fac de psychologie ? Quelle idée ! Tu manques d'ambition. Tu es une scientifique, Marie. Pourquoi pas médecine ? »*). Vous m'avez toujours soutenue et poussée à aller aussi loin que possible. Merci à mes frères, qui savent à quel point mener des études peut être exigeant et épuisant, merci d'avoir été là. Merci à toi, Jérôme, d'avoir ouvert la voie (même si tu as mis la barre un peu haute, avouons-le !), et de m'avoir conseillée sur les passages historiques de cette thèse. Merci à toi, Jérémie, pour tout ce que tu m'apportes, même loin de moi, et qui (jamais deux sans trois) commence aussi une aventure de thèse. Un remerciement particulier à mes grands-parents, Denise et André, qui ont toujours été là pour nous et qui se sont toujours intéressés à mes recherches et à ma thèse.

J'aimerais évidemment remercier ma directrice de thèse, Eva. Je crois que pour cela, il faut faire un bond de 8 ans en arrière (*8 ans ?!*), et revenir à l'étudiante de L2 – pleine de doutes mais déterminée – qui venait te voir pour savoir si faire une thèse auprès de toi était envisageable. Merci d'avoir cru dans cette étudiante, merci de m'avoir accompagnée dans la création de ce sujet de thèse, merci d'avoir compris à quel point j'aimais les questions de politique et de m'avoir fait confiance sur ce sujet. Tu as été une encadrante à l'écoute, pleine de bienveillance et de patience à mon égard, et toujours prête à me défendre. Ta foi en moi a

été mon pilier durant toutes ces années passées à travailler à tes côtés. Tu le sais, j'ai énormément évolué sur le plan scientifique ces dernières années, et c'est en grande partie grâce à ton encadrement et tes conseils. Il y a quelques années, je m'étais promis que tu serais un jour ma directrice de thèse, et aujourd'hui, je ne le regrette pas.

J'aimerais également prendre le temps de remercier chaleureusement mon jury de thèse, Virginie Bonnot, Pascal Pansu, Daniel Priolo, André Ndobbo et Isabelle Milhabet pour avoir accepté de lire et d'évaluer mon travail. Merci à Virginie d'avoir accepté de faire partie de mon comité de suivi individuel de thèse et de m'avoir fait réfléchir sur nombre de points de ma thèse.

J'aimerais aussi chaleureusement remercier les doctorants de mon laboratoire. Tout d'abord un immense merci à Hiba, Théo et Charlotte. Hiba, on s'est lancée dans cette aventure en même temps, et on a partagé nombre de difficultés et de joies. Tu es une personne merveilleuse et je suis infiniment reconnaissante d'avoir pu vivre ces trois années à tes côtés. Théo – mon cher voisin de bureau – merci pour ta gentillesse, ton humour et toutes les discussions qu'on a pu avoir qui m'ont fait aimer mes journées au labo. La team pharmacie a été une belle réussite ! Nos discussions et nos pauses me manqueront. Un grand merci à toi. Charlotte, tu as été, on peut le dire, notre maman du labo. Quand j'ai commencé ma thèse, tu as été là pour m'accueillir, me guider et répondre à mes mille et une questions. Merci pour tout. Enfin, merci à l'ensemble des doctorants et anciens doctorants du labo, cela a été un plaisir de vous avoir représenté durant un an et d'avoir partagé ces verres « décharge thèse » avec certains d'entre vous. Savoir que je vous verrais était ma plus belle motivation pour venir au bureau !

Je remercie également mes collègues de l'Université de Landau, en Allemagne, qui m'ont accueilli avec beaucoup de bienveillance pour mon Indoc et qui m'ont montré une manière différente de penser et faire de la recherche.

Enfin et surtout, merci à mon mari, Joris. Tu sais à quel point la route a été à la fois belle, mais aussi semée d'embûches. Durant ces trois années de thèse, j'ai énormément changé en tant que personne et dans ma vie, tu as été le premier à voir et vivre ces changements, et tu as été à l'origine de beaucoup d'entre eux. Merci d'être le roc sur lequel je peux m'appuyer tous les jours, merci pour ces heures à m'écouter douter de tout (je n'oublie pas non plus tes conseils en termes statistiques !). Merci de croire en moi et en nos projets. À présent, il est temps de terminer cette page, et d'en écrire une autre. Ensemble, toujours.

Table des matières

Remerciements	6
Table des matières	8
Liste des Tableaux.....	12
Liste des Figures.....	13
Liste des Annexes.....	16
Introduction générale.....	17
Partie 1 :	24
Les stéréotypes et la justification du système politique	24
1. La Fonction légitimatrice des stéréotypes	25
1.1. La théorie de la justification du système	25
1.2. Le modèle de contenu des stéréotypes	28
1.2.1. La dimension de compétence	28
1.2.2. La dimension de chaleur	30
1.3. La décomposition des dimensions de chaleur et de compétence	32
1.4. Conclusion.....	35
2. Les stéréotypes à l'égard des personnalités politiques.....	36
2.1. Le jugement des personnalités politiques sur la dimension horizontale	36
2.2. Le jugement des personnalités politiques sur la dimension verticale	38
3. Hypothèses et mesures	41
4. Résumé de l'article 1	44
5. Cold and incompetent: how stereotypes toward politicians contribute to delegitimize the political system?	57
5.1. Introduction	58
5.1.1. Stereotyping politicians.....	58
5.1.2. The legitimizing function of stereotypes.....	60
5.1.3. Overview	61
5.2. Study 1.....	62
5.2.1. Method	63
5.2.1.1. Participants	63
5.2.1.2. Procedure and materials.	63

5.2.2. Results	64
5.2.3. Discussion	66
5.3. Study 2.....	67
5.3.1. Method	67
5.3.1.1. Participants	67
5.3.1.2. Procedure and materials	67
5.3.2. Results	67
5.3.3. Discussion	69
5.4. Study 3.....	70
5.4.1. Method	70
5.4.1.1. Participants	70
5.4.1.2. Procedure and materials	70
5.4.2. Results	71
5.4.3. Discussion	73
5.5. General discussion.....	73
References	78
6. Études complémentaires.....	83
6.1. Étude complémentaire 1 : le pouvoir et la politique	83
6.1.1 Méthode.....	86
6.1.1.1. Participants.	86
6.1.1.2. Procédure et matériel.....	86
6.1.2. Hypothèses	87
6.1.3. Résultats	88
6.1.4. Discussion	94
6.2. Étude complémentaire 2 : le genre et la politique	97
6.2.1. Méthode.....	99
6.2.1.1. Population.....	99
6.2.1.2. Matériel et procédure	99
6.2.2. Hypothèses	100
6.2.3. Résultats	100
6.2.4. Discussion	106
7. Conclusion générale de la partie	109
Partie 2 :	110
La normativité de la contestation du système politique	110

1. Les différences interculturelles en matière de justification du système.....	111
2. Justification du système et normativité	114
3. la culture de contestation en France	118
4. Hypothèses	121
3. Résumé de l'article 2	122
4. La contestation du système politique est-elle socialement valorisée en France ?.....	129
4.1. Introduction	131
4. 2. Étude 1.....	133
4.2.1. Méthode.....	134
4.2.1.1 Population.....	134
4.2.1.2 Matériel et procédure	134
4.2.2. Résultats	135
4.2.2.1. Évaluation du niveau d'utilité et de désirabilité de la cible.	135
4.2.2.2. Jugement de la cible en termes de compétence et de chaleur.	138
4.2.3. Discussion	139
4.3. Étude 2.....	141
4.3.1. Méthode.....	141
4.3.1.1 Population.....	141
4.3.1.2. Matériel et procédure	142
4.3.2. Résultats	142
4.3.3. Discussion	143
4.4. Discussion générale.....	144
4.5. Références	148
5. La contestation du système politique : une comparaison franco-allemande.....	153
6. Résumé de l'article 3	154
7. Is political system justification normative? A comparison between France and Germany	159
7.1. Introduction	160
7.2. The Present Research	161
7.3. Method	162
7.3.1. Transparency and openness.....	162
7.3.2. Participants and power	162
7.3.3. Procedure and materials	163
7.4. Results	163

7.5. Discussion	166
7.6. References	169
8. Conclusion de la partie	172
Conclusion générale	173
1. Retour sur la problématique et les hypothèses	174
2. Partie 1 : Stéréotypes et justification du système politique.....	176
2.1. Résumé des résultats et interprétations	176
2.2. Limites et perspectives	179
3. Partie 2 : La normativité de la contestation.....	183
3.1. Résumé des résultats et interprétation.....	183
3.2. Limites et perspectives	184
4. Conclusion sur le plan appliqué : la contestation en France	187
5. La place du chercheur dans les recherches sur la politique et les idéologies.....	190
Bibliographie	193
Annexes	205

Liste des Tableaux

Table 1. Mean (and standard deviation) of assertiveness, competence, morality, empathy according to the descriptive and prescriptive stereotype associated with politicians and the level of political system justification of participants.	64
Table 2. Mean (and standard deviation) of assertiveness, competence, morality, empathy according to the descriptive and prescriptive stereotype associated with politicians and the level of political system justification of participants.	67
Table 3. Mean and (standard deviation) of assertiveness, competence, morality, empathy as a function of target power and political system justification of participants.	71
Table 4. Moyenne et (erreur standard) d'assertivité, de la compétence, de la moralité et de l'empathie en fonction de du niveau de pouvoir de la cible et de la justification du système politique des participants.....	89
Table 5. Moyenne et (erreur standard) d'assertivité, de la compétence, de la moralité et de l'empathie en fonction de du niveau de pouvoir perçu de la cible et de la justification du système politique des participants.....	91
Table 6. Moyenne (et écart type) de moralité, d'empathie, de compétence et d'assertivité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux hommes et aux femmes politiques.	101
Table 7. Moyenne de jugement en termes d'utilité (US) et de désirabilité sociale (DS) selon que la cible adhère ou conteste le système et le niveau de justification du système politique (JSP) des participants.	136
Table 8. Moyenne de jugement en termes de compétence et de chaleur selon que la cible adhère ou conteste le système et le niveau de justification du système politique (JSP) des participants.	138
Table 9. Moyenne (et écart type) du niveau de justification du système politique pour donner une bonne ou une mauvaise image de soi dans un contexte d'utilité sociale (US) ou de désirabilité sociale (DS).	143
Table 10. Average (and standard deviation) of the level of political system justification according to self-presentation instruction (normative versus counter-normative) and context (social utility versus social desirability) in France and Germany.	164

Liste des Figures

Figure 1. Attribution de moralité, d'empathie, de compétence et d'assertivité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques (étude 1)	46
Figure 2. Attribution de moralité, d'empathie, de compétence et d'assertivité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques (étude 2)	46
Figure 3. Attribution de moralité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 1)	47
Figure 4. Attribution de moralité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 2)	47
Figure 5. Attribution d'empathie en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 1)	48
Figure 6. Attribution d'empathie en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 2)	48
Figure 7. Attribution de compétence en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 1)	49
Figure 8. Attribution de compétence en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 2)	49
Figure 9. Attribution d'assertivité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 1)	50
Figure 10. Attribution d'assertivité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 2)	50

Figure 11. Attribution de compétence en fonction du pouvoir associé aux figures politiques (maire/ministre) et du niveau de justification du système politique du participant (étude 3)	53
Figure 12. Attribution de moralité en fonction du pouvoir associé aux figures politiques (maire/ministre) et du niveau de justification du système politique du participant (étude 3)	53
Figure 13. Attribution d'empathie en fonction du pouvoir associé aux figures politiques (maire/ministre) et du niveau de justification du système politique du participant (étude 3)	54
Figure 14. Attribution de moralité en fonction du niveau de pouvoir perçu élevé (+1SD) vs faible (-1SD) attribué aux fonctions politique et de la justification du système politique des participants	92
Figure 15. Attribution d'empathie en fonction du niveau de pouvoir perçu élevé (+1SD) vs faible (-1SD) attribué aux fonctions politique et de la justification du système politique des participants	93
Figure 16. Attribution de compétence en fonction du niveau de pouvoir perçu élevé (+1SD) vs faible (-1SD) attribué aux fonctions politique et de la justification du système politique des participants	93
Figure 17. Attribution d'assertivité en fonction du niveau de pouvoir perçu élevé (+1SD) vs faible (-1SD) attribué aux fonctions politiques et de la justification du système politique des participants	94
Figure 18. Attribution de moralité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux hommes et aux femmes politiques	103
Figure 19. Attribution d'empathie en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux hommes et aux femmes politiques.	103
Figure 20. Attribution de compétence en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux hommes et aux femmes politiques	104
Figure 21. Attribution d'assertivité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux hommes et aux femmes politiques.	104
Figure 22. Effet de l'utilité sociale et de la désirabilité sociale en fonction de l'adhésion ou de la contestation du système par la cible, chez les participants ayant un faible niveau d'adhésion au système politique	123

Figure 23. Effet de l'utilité sociale et de la désirabilité sociale en fonction de l'adhésion ou de la contestation du système par la cible, chez les participants ayant un niveau élevé d'adhésion au système politique	124
Figure 24. Effet de la compétence et de la chaleur en fonction de l'adhésion ou de la contestation du système par la cible, chez les participants ayant un niveau élevé d'adhésion au système politique	125
Figure 25. Effet de la compétence et de la chaleur en fonction de l'adhésion ou de la contestation du système par la cible, chez les participants ayant un faible niveau d'adhésion au système politique	125
Figure 26. Niveau de justification du système politique affiché afin de donner une bonne ou une mauvaise image de soi dans un contexte d'utilité sociale ou de désirabilité sociale.	127
Figure 27. Niveau de justification du système politique affiché par les participants français afin de donner une bonne ou une mauvaise image de soi dans un contexte d'utilité sociale ou de désirabilité sociale.	155
Figure 28. Niveau de justification du système politique affiché par les participants allemands afin de donner une bonne ou une mauvaise image de soi dans un contexte d'utilité sociale ou de désirabilité sociale.	156
Figure 29. Niveau de justification du système politique affiché par les participants allemands afin de donner une bonne ou une mauvaise image de soi dans un contexte d'utilité sociale en fonction de leur niveau de justification du système politique	157
Figure 30. Niveau de justification du système politique affiché par les participants allemands afin de donner une bonne ou une mauvaise image de soi dans un contexte de désirabilité sociale en fonction de leur niveau de justification du système politique	157

Liste des Annexes

Annexe 1. Echelle de Js générale de kay et jost 2003	205
Annexe 2. Items de jugements de l'étude 1 et 3 de l'article 1	205
Annexe 3. Items de jugements de l'étude 2 de l'article 1	205
Annexe 4. Échelle de justification du système politique inspirée de l'échelle du système démocratique de Rutto et al. (2013)	206
Annexe 5. Matériel de l'étude complémentaire sur le pouvoir - Vignette manipulant un pouvoir faible et haut	207
Annexe 6. Pré-enregistrement de l'étude complémentaire sur le pouvoir	208
Annexe 7. Items de jugement de l'étude complémentaire sur le pouvoir et sur le genre	213
Annexe 8. Pré-enregistrement de l'étude complémentaire sur le genre	213
Annexe 10. Items de jugements de l'étude 1 de l'article 2	218
Annexe 11. Matériel de l'étude 2 de l'article 2 – Manipulation du contexte d'utilité et de désirabilité sociale	218
Annexe 12. Pré-enregistrement de l'étude de l'article 3 (la norme de contestation franco-allemande)	219

Introduction générale

*« Démocratie et contestation constituent les deux faces d'une même médaille.
Elles ne sauraient se passer l'une de l'autre. »*

Staudt, 2024, p. 39.

Les Français seraient-ils ingouvernables (Grossman & Sauger, 2017; Hoffman, 1994; Rougier, 1955) ? Cette interrogation, soulevée depuis longtemps, reflète bien la représentation stéréotypée, clichée et tenace, du français, que ce soit au sein même de la France ou bien à l'étranger. L'image du français râleur, constamment dans la rue, en grève et mécontent par nature est répandue et on peut le dire, communément admise. Après tout, les Français ne sont-ils pas le peuple de la Révolution ? Bien que cela soit fort intéressant, ce travail n'a pas pour vocation à affirmer ou infirmer ces stéréotypes sur les Français, mais de mieux comprendre certains mécanismes psychosociaux qui sous-tendent la tendance des Français à se montrer critique face à leur système (politique), une attitude qui se reflète dans de nombreux événements sociaux et politiques récents.

En 2024, 54% des Français se disaient appartenir à une France mécontente, et 43% d'entre eux se disaient même appartenir à une France en colère et contestataire (Ipsos, 2024). La vie sociétale et politique française est le théâtre depuis quelques années maintenant de cette colère qui se manifeste par une contestation grandissante que l'on peut observer à différents niveaux. On le voit notamment dans les nombreux mouvements de contestation qui ont vu le jour ces dernières années. Le premier à citer, parce qu'il a eu l'impact le plus retentissant, est le Mouvement des Gilets Jaunes. Apparu en 2018, à l'origine pour protester principalement contre la hausse des prix des carburants, le mouvement s'est peu à peu généralisé, jusqu'à devenir un symbole de contestation face au système dans son ensemble et au système politique en particulier. Les revendications se sont diversifiées, allant de l'augmentation du coût de la vie, à la critique des inégalités sociales, et jusqu'à la critique même du gouvernement et de son président, Emmanuel Macron. On pourrait également citer d'autres mouvements de contestation récents comme le mouvement contre la réforme des retraites, ou encore les mouvements de contestation des agriculteurs notamment en raison du traité de libre-échange avec le MERCOSUR. Ces mouvements, qui ont rassemblé un certain nombre d'individus autour de leurs revendications, ont généralement été bien accueillis par une bonne partie des Français. Ainsi, en 2019, 54% des Français déclaraient avoir de la sympathie ou soutenir les Gilets Jaunes (IFOP, 2019). De même, en 2023, 60% des Français soutenaient ou éprouvaient de la sympathie envers la mobilisation contre la réforme des retraites (Elabe, 2023).

Même si ce n'est pas un phénomène nouveau en France, les grèves sont également un indicateur de mécontentement, et souvent la France est citée comme un des pays qui manifestent le plus. Même si ce chiffre tend à baisser dans tous les pays européens, le nombre annuel moyen de jours de grève pour 1000 salariés était malgré tout de 77,3 en France entre 2020 et 2023

contre 39 en Espagne et 20,8 en Allemagne¹. Cette contestation se reflète directement dans la sphère politique et ses principaux acteurs, avec de nombreux projets de loi ou décisions politiques qui se sont vus contestés et remis en question. Ainsi, en 2024, 70% des Français ont déclaré ne pas avoir confiance dans la politique (Cevipof, 2024). Les conséquences de cette défiance se ressentent directement dans les urnes avec un taux d'abstention aux diverses élections qui tend à augmenter depuis quelques années maintenant (notons que la France n'est pas isolée dans cet effondrement, la plupart des pays européens font face aux mêmes « difficultés » quant à la participation électorale). L'abstention au second tour des élections présidentielles françaises de 2017 a ainsi atteint le score historique de 28.01% (ministère de l'Intérieur et des outre-mer)². Quelques années plus tard, en 2022, l'abstention aux élections législatives, au second tour, s'élèvera à 53,7%³. Les causes de l'abstention sont évidemment diverses, mais l'aspect de contestation et de déception face au système politique que revêt cet acte pour beaucoup de personnes est important à prendre en compte ici (Llorca & de Nervaux, 2022). En effet, pour un certain nombre d'électeurs « elle peut servir à exprimer leur malaise à l'égard d'une offre politique jugée insatisfaisante ou encore une sanction à l'encontre des Gouvernements sortants » (Muxel, 2008, p. 4). Au-delà de l'abstentionnisme, dont les raisons peuvent être multiples, un autre signe de contestation politique est l'augmentation de ce qu'on appelle le vote protestataire, c'est-à-dire « l'expression d'un vote contre les partis dominants et non pas en faveur de telle ou telle formation située à la périphérie du système partisan » (Heath & Ivadi, 1996, p.61), en définitive, c'est un vote où « s'exprime avant tout une opposition au système politique et social » (Perrineau, 2007, p. 33). Ainsi, ce vote contestataire peut être une manière de sanctionner le gouvernement en place et ses représentants directs, en votant pour des partis adverses, sans qu'il y ait pour autant pleine adhésion aux idées que ces partis défendent. Ainsi, les mouvements de contestation dont on voit le nombre augmenter ces dernières années, l'abstentionnisme (dans une certaine mesure), ou bien encore le vote protestataire seraient des outils et moyens pour les Français d'exprimer leur mécontentement et leur défiance à l'égard du système politique (Grossman & Sauger, 2016).

Tous ces éléments traduisant une forme de défiance et de contestation du système politique en France m'ont amenée à vouloir comprendre comment et pourquoi les Français

¹ The European Union Trade Institute. Stripke map of Europe. Récupéré le 8 janvier 2025 de : <https://www.etui.org/strikes-map>

² Ministère de l'intérieur et des Outre-Mer. (2022). *Résultats de l'élection présidentielle 2017*. Gouvernement français. Récupéré le 8 janvier 2025 de [https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresultat_presidentielle-2022/\(path\)/presidentielle-2022/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresultat_presidentielle-2022/(path)/presidentielle-2022/FE.html)

³ Ministère de l'intérieur et des Outre-Mer. (2022). *Résultats de l'élection législative de 2022*. Gouvernement français. Récupéré le 8 janvier 2025 de <https://www.archives-resultats-elections.interieur.gouv.fr/resultats/legislatives-2022/FE.php>

contestent le système politique. Pour ce faire, je me suis appuyée sur un concept majeur en psychologie sociale : la justification du système. Les auteurs qui ont été à l'origine de la théorie entendent par système l'ensemble des arrangements sociaux que l'on trouve dans les familles, les institutions, les organisations, les groupes sociaux, les gouvernements et la nature (Jost & Banaji, 1994; Jost et al., 2010). Appliqué à la politique, Heywood (2013) définit ainsi un système politique comme un sous-système du système social global, caractérisé par un ensemble de structures et de processus qui organisent l'interaction entre les institutions de l'État (exécutives, législatives, judiciaires, etc.) et la société dans son ensemble. Cependant, pour cet auteur, il ne se limite pas aux seules institutions gouvernementales, mais inclut aussi les mécanismes par lesquels le pouvoir, les ressources et les richesses sont distribués au sein de la société (comme les lois, le système électoral, les institutions économiques et sociales, les lobbies, etc.).

Justifier le système c'est la tendance à soutenir, légitimer et adhérer à ce système politique, économique ou encore social (Jost & Banaji, 1994), et donc, par extension, c'est approuver ses règles, normes et structures sociales (Kay & Friesen, 2011). Ainsi, le fait de légitimer le système politique reviendrait à légitimer la structure, l'organisation et le fonctionnement de ce système politique. Dans cette idée, on pourrait prendre en exemple comme principe de fonctionnement le recours à certains articles de la Constitution, comme on a pu le voir récemment avec l'utilisation du 49.3, qui permet au Premier ministre de faire adopter un projet de loi sans le vote de l'assemblée de nationale. Quant à la structure et l'organisation du système politique, on peut notamment penser aux différentes instances de pouvoir qui forment ce système politique (l'Assemblée nationale, le Sénat, le Conseil constitutionnel, le Conseil d'État...).

Pour les théoriciens de la justification du système (Jost & Banaji, 1994), justifier le système serait un besoin et une motivation universelle sous-tendue par une motivation à satisfaire des besoins psychologiques de base plus ou moins importants en fonction des individus, tels que le besoin d'évoluer dans un environnement stable et prévisible afin de réduire l'incertitude (motivation épistémique), le besoin de pouvoir gérer des menaces (motivation existentielle) et enfin le besoin de pouvoir partager une réalité commune avec autrui (motivation relationnelle) (Hennes et al., 2012; Jost et al., 2004; Jost & Hunyady, 2005; Jost et al., 2008). Dans ce dernier cas, des études ont ainsi montré que lorsque des enfants s'imaginaient discuter avec un de leur parent plus conservateur ils présentaient un score de justification du système plus élevé que s'ils s'imaginaient discuter avec un parent plus libéral (Jost et al., 2008).

Cependant, à la lumière de tous les éléments cités précédemment, tout porte à croire que la France serait plutôt confrontée à une contestation de son système politique. Dans cette optique, la contestation du système politique correspondrait à un faible niveau de justification du système politique, et donc la tendance non pas à le légitimer, mais à le délégitimer. Au premier abord, on pourrait dire que cette hypothèse irait à l'encontre de la théorie de la justification du système. Cependant, il est important de noter que la théorie de la justification du système ne prétend cependant pas que les individus considèrent toujours le statu quo comme entièrement juste. L'intensité des motivations à justifier le système varie fortement en fonction des individus, des groupes et des contextes (Jost et al., 2010). Ainsi, de nombreuses études interculturelles ont mis en avant que le niveau de justification du système pouvait également varier en fonction des pays et des sociétés (Caricati, 2019; Langer et al., 2023, 2020; Vargas-Salfate et al., 2018). La justification du système serait ainsi plus basse dans des pays postcommunistes comparativement à des pays depuis plus longtemps ancrés dans le capitalisme (Cichocka & Jost., 2014; Van der Toorn et al., 2010; Vargas-Salfate et al., 2018). Cependant et de manière fort intéressante pour notre propos, la France semble occuper une position particulière. À la différence d'autres pays capitalistes, comme l'Allemagne par exemple, le niveau de justification du système est nettement plus bas en France (Caricati, 2019; Langer et al., 2023, 2020; Vesper et al., 2022). Ce constat rejoint ainsi notre hypothèse d'un niveau d'adhésion au système politique qui serait plus bas en France.

Partant du principe qu'il y aurait en France une forme de contestation du système associée à un faible niveau de justification du système politique, le premier objectif de cette thèse est de comprendre comment cette délégitimation du système politique prend forme. Pour répondre à cette question, il faut revenir à la théorie de la justification du système. Une des hypothèses majeures de la théorie stipule qu'une des façons de légitimer le système en place est de recourir à des stéréotypes. Par exemple, stéréotyper la catégorie des pauvres ou des ouvriers comme moins compétente que les riches ou les cadres permet de légitimer leur position au sein de la hiérarchie sociale (Volpatto et al., 2017; Gaubert & Louvet, 2021). Cependant, malgré le caractère plutôt répandu de cette hypothèse, il n'y a que peu de travaux la testant empiriquement, ce qui rend d'autant plus intéressant de continuer à travailler sur ce lien entre stéréotype et justification du système (politique). Le deuxième intérêt de cette partie réside dans l'analyse spécifique du domaine politique et du groupe social des personnalités politiques. En partant du postulat que le niveau justification du système politique est faible en France, on peut formuler l'hypothèse que les stéréotypes associés aux personnalités politiques pourraient alors servir non pas d'outil de légitimation du système comme le postule la théorie de la justification

du système, mais également d'outil de délégitimation du système. Cette hypothèse paraît d'autant plus plausible que, contrairement à d'autres catégories sociales de haut statut, les personnalités politiques ne sont pas forcément considérées comme compétentes (Fiske & Durante, 2014; Wojciszke & Klusek, 1996). On peut également évoquer le fait qu'une des qualités jugées les plus importantes pour une personne engagée en politique est la moralité, et en même temps, c'est une qualité qui n'est souvent pas accordée à ces personnes (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Wojciszke & Klusek, 1996). Ainsi, retirer aux personnalités politiques de la compétence ou de la moralité contribuerait à la délégitimation du système politique qu'ils représentent (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Wojciszke & Klusek, 1996) et à la délégitimation du système politique dans son ensemble. Cette perspective pourrait apporter une nuance importante à la théorie de la justification du système qui met traditionnellement en avant la fonction légitimatrice des stéréotypes. Ici, l'objectif est de montrer que les stéréotypes pourraient également jouer un rôle de délégitimation. Cette hypothèse, pas encore explorée en psychologie sociale à ce jour, constitue un apport central de cette thèse. La première partie de ce travail sera donc consacrée à étudier comment les stéréotypes à l'égard des personnalités politiques pourraient contribuer à délégitimer le système politique.

Si l'existence de cette délégitimation du système politique et de ses personnalités politiques se vérifie, il serait pertinent d'interroger ensuite la raison de son existence. Pourquoi est-ce qu'en France il y aurait un niveau de justification du système (politique) plus faible que chez ses pays voisins ? La littérature suggère qu'une explication à un faible niveau de justification du système, tel qu'on peut notamment l'observer dans certains pays postcommunistes, pourrait se trouver du côté de l'histoire de ces pays marquée par de l'instabilité économique, mais aussi un haut niveau de corruption provoquant une méfiance à l'égard des institutions (Cichocka & Jost, 2014; Mishler & Rose, 2001; Sajó, 2002). Des études internationales ont effectivement mis en évidence une corrélation négative entre le niveau de corruption d'un pays et la confiance accordée aux personnalités politiques (Fiske & Durante, 2014; Mishler & Rose, 2001). Cependant, on ne peut pas ici transposer ces explications à la France. En effet, en 2024, la France possédait un PIB (produit intérieur brut) d'exactly 2917,4 milliards d'euros.⁴ La France ne peut pas non plus être considérée comme un pays

⁴ Ministère de l'économie, de la finance et de la souveraineté industrielle et numérique. Récupéré le 9 janvier 2025 de <https://www.economie.gouv.fr/cedef/pib>

corrompu, la France étant classée 20^e sur 180 territoires en termes de non-corruption, son indice de perception de corruption étant de 71/100 (où 100 correspond à une corruption nulle)⁵.

Une autre explication à ces différences en termes de niveau de justification du système selon les pays pourrait se situer du côté de la normativité de la justification du système. En effet, dans certains pays, notamment les pays capitalistes, légitimer le système semble être socialement valorisé (Alves & Correia, 2008; Cichocka & Jost, 2014). En revanche, dans d'autres pays, notamment les pays postcommunistes, ce serait plutôt la contestation du système qui serait normative. Ces pays seraient caractérisés par une « norme de négativité », selon laquelle il serait souhaitable de voir le monde comme hostile plutôt que bienveillant (Cichocka & Jost, 2014; Wojciszke, 2004). Partant du principe que la justification du système politique serait particulièrement faible en France (contrairement à d'autres pays occidentaux), nous pouvons émettre l'hypothèse que la contestation du système politique pourrait être socialement valorisée en France. Cette hypothèse peut être mise en relation avec l'idée que la France se caractériserait par une sorte de « culture de contestation » enracinée dans son Histoire (Langer et al., 2020; Perrineau, 2007, 2011).

En résumé, en partant des constatations sociétales actuelles, cette thèse a pour objectif de comprendre, dans une approche psychosociale, comment et pourquoi la contestation du système politique rythme la vie politique et sociale, et ce plus particulièrement depuis ces dernières années. Dans une première partie, il s'agit de démontrer que les stéréotypes ne servent pas forcément à justifier un système, mais peuvent également contribuer à sa délégitimation. Dans une seconde partie il s'agit de tester l'hypothèse de l'existence d'une sorte de « norme » de contestation en France, que l'on pourrait rattacher à une certaine culture de contestation enracinée dans des antécédents historiques.

⁵ Transparency International France. Récupéré le 9 janvier 2025 de : <https://transparency-france.org/2024/01/30/indice-de-perception-de-la-corruption-2023-de-transparency-international-la-france-stagne-encore-la-faute-au-manque-d'exemplarité-du-pouvoir-exécutif-et-au-manque-d'indépendanc/>

Partie 1 :

Les stéréotypes et la justification du système politique

Cette première partie a pour objectif d'approfondir la question du lien entre la justification du système et l'utilisation des stéréotypes. Selon la théorie de justification du système, les stéréotypes ont pour fonction de légitimer le système (Jost & Banaji, 1994). Cependant, partant du principe que l'adhésion au système politique serait relativement faible en France, notre objectif est de vérifier dans quelle mesure les stéréotypes à l'égard des personnalités politiques pourraient servir non pas à légitimer le système politique en place, mais à le délégitimer. Pour ce faire, nous commencerons par présenter les travaux concernant la fonction légitimatrice des stéréotypes dans le cadre de la théorie de la justification du système (Jost & Banaji, 1994) et du modèle du contenu des stéréotypes (Fiske et al., 2002). Puis nous ferons un état des lieux des recherches sur le jugement et les stéréotypes à l'égard des personnalités politiques. Nous présenterons ensuite nos propres travaux sur cette question.

1. La Fonction légitimatrice des stéréotypes

1.1. La théorie de la justification du système

En 1994, Jost et Banaji ont introduit la théorie de la justification du système, qui a donné lieu à de nombreuses recherches ultérieures dans divers domaines de la psychologie sociale. Cette théorie puise ses fondements dans plusieurs cadres théoriques (Jost et al., 2004), notamment la théorie de la dissonance cognitive (Festinger, 1957), le concept de croyance en un monde juste (Lerner, 1980), la théorie de l'identité sociale (Tajfel & Turner, 1979) ou encore la théorie de la dominance sociale (Pratto & Sidanius, 1994). Ces différentes théories cherchaient à répondre à des questionnements relatifs aux jugements de soi, aux jugements intergroupes et à leurs interactions (Jost, 2019; Jost & Banaji, 1994; Jost et al., 2004; Jost & Hunyady, 2003) et reposent sur deux concepts centraux : d'une part, la justification de soi (ego-justification), qui postule que les stéréotypes servent à protéger le soi, en justifiant la position de l'individu dans la société ou ses comportements envers autrui (Jost, 2019; Jost & Banaji, 1994; Jost et al., 2004) ; d'autre part, la justification du groupe (group-justification), qui étend cette idée au niveau collectif en postulant que les stéréotypes peuvent également être utilisés pour protéger le groupe auquel l'individu appartient et la position de ce groupe au sein de la hiérarchie sociale. Ainsi, l'objectif ne se limite plus à préserver l'identité personnelle, mais englobe également la défense de l'identité sociale (Jost, 2019; Jost & Banaji, 1994; Jost et al., 2004).

Selon les auteurs de la théorie de la justification du système, bien que les notions de justification de soi et de justification du groupe soient utiles pour comprendre les processus de stéréotypisation et les comportements intergroupes, elles présentent certaines limites. En particulier, ces concepts ne permettent pas d'expliquer certains phénomènes tels que le favoritisme envers l'exogroupe que l'on observe souvent parmi les membres des groupes désavantagés, c'est-à-dire le fait que les membres de ces groupes ont tendance à valoriser les membres de groupes privilégiés au détriment de leur propre groupe (Jost & Banaji, 1994). De même, ils peinent à expliquer l'émergence de stéréotypes négatifs dirigés vers soi ou son propre groupe d'appartenance. Il arrive en effet que des groupes désavantagés intègrent et adoptent des stéréotypes négatifs à leur propre encontre (Glick & Fiske, 1999; Jost & Banaji, 1994, Jost & Burgess, 2000; Jost & Thompson, 2000; Jost et al., 2004). En s'appuyant sur les théories existantes concernant les stéréotypes et le jugement intergroupe, Jost et Banaji (1994) ont proposé d'enrichir les notions de justification de soi et de justification du groupe avec le concept de justification du système (system justification). En complément de la théorie de l'identité sociale, qui postule que les individus cherchent à valoriser leur propre personne et leur groupe d'appartenance (Tajfel & Turner, 1979), la théorie de la justification du système soutient que les individus sont également motivés à défendre et à légitimer le système dans lequel ils évoluent. En effet, un postulat clé de cette théorie est que les stéréotypes ne remplissent pas uniquement une fonction identitaire ou de valorisation de soi ou de son groupe d'appartenance, mais qu'ils remplissent également une fonction idéologique : ils permettent de justifier et de légitimer l'ensemble du système, qu'il soit social, politique ou économique. Bien que cette fonction semble à priori logique pour des individus de statut élevé, qui bénéficient du système en place, la théorie avance de manière novatrice que les individus de statut inférieur participent également à cette justification, parfois même au détriment de leurs propres intérêts ou de ceux de leur groupe (Jost & Banaji, 1994).

Cette hypothèse d'un lien entre stéréotypes et justification du système a été validée dans un certain nombre de travaux empiriques. Dans l'étude de Kay et Jost de 2005, les chercheurs ont manipulé la perception de menace pesant sur le système avant d'observer comment les participants attribuaient certaines caractéristiques à certains groupes sociaux. Les auteurs définissent la menace du système comme une situation qui remet en question la stabilité, la légitimité ou la justesse du système social en place. L'idée sous-jacente est que lorsqu'un individu perçoit que le système est instable ou en déclin, cela crée une menace qui pousse les individus à adopter des stratégies pour restaurer leur confiance dans l'ordre social existant, ce qui les amène donc à justifier plus facilement le système en place. Pour manipuler cette menace,

les participants devaient lire un article de journal fictif leur présentant soit une vision menaçante du système (décrivant les États-Unis comme un pays en déclin économique et social, avec une forte instabilité), soit une vision rassurante (décrivant les États-Unis comme un pays relativement stable et prospère). Après cette lecture, les participants devaient évaluer des groupes sociaux (de statuts différents) sur différents traits. Les participants devaient par exemple indiquer dans quelle mesure ils pensaient que les personnes puissantes étaient intelligentes, indépendantes ou heureuses, et que les personnes obèses étaient paresseuses ou sociables. Les résultats montrent que les participants exposés à la menace du système (entraînant ainsi une plus forte adhésion au système) attribuaient aux groupes des traits causalement liés à leur statut, autrement dit, des traits qui légitiment ce statut : l'intelligence pour ceux ayant du pouvoir et la paresse pour les personnes obèses. Ainsi, l'attribution d'intelligence aux personnes de statut élevé et la paresse aux personnes obèses signifient qu'elles méritent leur position dans la hiérarchie sociale et économique, ce qui permet ainsi aux individus de maintenir une vision du monde dans laquelle chaque groupe « reçoit ce qu'il mérite », ce qui justifie le système en place.

Kay et Jost (2003) mettent également en avant une autre façon d'utiliser les stéréotypes pour justifier le système en place. Précédemment, nous avons vu qu'une première façon consiste à attribuer aux groupes sociaux des traits causalement liés à leur position, une façon alternative est d'utiliser des stéréotypes complémentaires, c'est-à-dire attribuer à tous les groupes sociaux des qualités et des défauts, laissant paraître le monde comme équilibré et juste. Par exemple, les pauvres sont souvent décrits comme plus heureux ou plus honnêtes, tandis que les riches sont présentés comme plus malheureux ou plus corrompus. Contrairement à l'étude précédente où les chercheurs ont manipulé la justification du système et mesuré les stéréotypes, dans l'étude de Kay et Jost de 2003, ce sont les stéréotypes qui sont manipulés et la justification du système qui est mesurée. Pour tester l'effet de ces stéréotypes, les participants étaient divisés en plusieurs groupes et devaient lire un court texte décrivant un individu fictif. Dans la condition complémentaire, l'individu était soit pauvre et heureux, soit riche et malheureux. Dans la condition non complémentaire, l'individu était soit pauvre et malheureux, soit riche et heureux. Après cette lecture, les participants devaient répondre à une série de questions et répondre à une échelle de justification du système (voir Annexe 1). L'étude a démontré que l'exposition à des stéréotypes complémentaires selon lesquels les pauvres sont heureux et les riches pauvres, par exemple, conduit les participants à obtenir des scores significativement plus élevés sur l'échelle de justification du système, par rapport à ceux qui sont exposés à des stéréotypes non complémentaires, tels que les pauvres malheureux et les riches heureux. Cette exposition

favorise une perception plus légitime et acceptable des inégalités sociales, en renforçant l'idée que le système social, malgré ses inégalités, est juste dans la mesure où les qualités, défauts et ressources sont répartis de manière égalitaire entre les groupes sociaux. Cette idée d'équilibre entre la richesse et le bonheur se retrouve dans un dicton populaire qui dit que « l'argent ne fait pas le bonheur ». Ainsi, si chacun possède des qualités et des défauts, on peut dire que le système en lui-même et ce qui le compose est juste, ce qui entraîne dans le même temps le maintien des inégalités.

1.2. Le modèle de contenu des stéréotypes

Cette idée de fonction légitimatrice des stéréotypes se retrouve également dans le modèle de contenu des stéréotypes de Fiske et collaborateurs (2002). Selon ce modèle, lors de la rencontre avec un individu, les gens interrogent deux éléments essentiels afin de savoir comment interagir avec cette personne : ses intentions (est-ce que cette personne a de mauvaises ou de bonnes intentions à mon égard ?) et ses capacités (est-ce que cette personne est capable de mettre en œuvre ses intentions à mon égard ?). L'évaluation des intentions d'autrui et de ses capacités renvoient aux deux dimensions fondamentales qui sous-tendent le jugement des individus, mais aussi des groupes, appelées respectivement la chaleur et la compétence. La compétence fait ainsi référence à des qualités telles que l'efficacité et l'intelligence, tandis que la chaleur se rapporte à des qualités telles que la bienveillance et l'agréabilité (Fiske et al., 2002).

1.2.1. La dimension de compétence

Ces jugements de compétence sont influencés par le statut social ou la position que les groupes occupent au sein dans la hiérarchie sociale. Ainsi, dans l'étude de Fiske et collaborateurs (2002), les participants devaient attribuer un niveau de chaleur et de compétence à différents groupes sociaux de statuts variables, ils ont ainsi mis en avant une corrélation élevée entre statut et compétence (proche de .90), ce qui signifierait que dire d'un groupe qu'il est compétent induirait qu'il est de haut statut, et inversement.

Par la suite, de nombreuses études ont montré ce lien entre compétence et statut (Gaubert & Louvet, 2021; Olmewood & Fiske, 2007; Magee & Galinsky, 2008; Yzerbyt et al., 2021). Par exemple, dans une étude de Olmewood et Fiske (2007), les chercheurs ont manipulé le statut social d'une cible à l'aide d'une photo d'une maison coûteuse (haut statut) par rapport à une maison d'allure plus modeste (bas statut), ils ont ensuite demandé aux participants d'imaginer les habitants de ces maisons et de les juger sur un certain nombre de traits. Les résultats ont

montré une corrélation positive entre le statut et la compétence. Ce lien très fort entre statut et compétence a été notamment expliqué par Fiske par la justification du système. Associer compétence au haut statut serait un moyen de légitimer leur position au sein de la hiérarchie. Autrement dit, attribuer plus de compétences aux groupes à statut élevé qu'aux groupes à statut faible légitimerait la hiérarchie sociale en suggérant que les gens ont ce qu'ils méritent : ils occupent des positions élevées sur l'échelle sociale parce qu'ils sont plus compétents et réussissent mieux que les autres. Des preuves empiriques ont confirmé cette interprétation. Ainsi, Olmewood et Fiske (2007) ont montré que la relation entre la compétence perçue d'une cible et le statut social qu'elle occupe (richesse économique) était plus forte chez des participants ayant un haut niveau de croyance en un monde juste, une idéologie considérée comme légitimant le système. Ce lien a été confirmé dans une recherche plus récente (Gaubert & Louvet, 2021), qui examine l'effet modérateur des croyances justifiant le système (économique) sur la relation entre la position hiérarchique d'une cible dans un contexte organisationnel et la compétence perçue. Dans cette étude, les participants devaient d'abord répondre à une échelle de justification du système économique, puis lire la description d'une personne fictive occupant une position de haut ou de bas statut. Le statut de la cible est manipulé de diverses manières : son salaire, sa place dans la hiérarchie de son entreprise indiquée via la présentation d'un organigramme, ou encore son niveau de contrôle des ressources organisationnelles telles que les promotions ou les primes. Les participants devaient ensuite évaluer cette personne en termes de compétence et de chaleur. Les résultats indiquent que seuls les participants ayant un niveau élevé de justification du système économique considéraient une cible de statut/pouvoir élevé comme plus compétente qu'une cible de faible statut (Gaubert & Louvet, 2021). Une étude menée par Yzerbyt et collaborateurs (2022) présente des résultats allant dans le même sens, mais à un niveau groupal. Autrement dit, les participants devaient évaluer des groupes en fonction de leur statut social, plutôt que de juger un individu spécifique de haut versus bas statut. Dans cette étude, les participants étaient tout d'abord invités à indiquer où ils pensaient eux-mêmes se situer sur une échelle en dix points représentant la hiérarchie sociale. Ensuite, ils devaient imaginer et évaluer deux groupes de personnes, l'un situé deux rangs au-dessus et l'autre deux rangs en dessous d'eux sur l'échelle de statut social. Ils devaient également remplir une échelle de justification du système économique. Les résultats montrent que les participants attribuent systématiquement plus de compétence aux groupes de statut élevé qu'aux groupes de bas statut. Cette différence est observée surtout chez les participants de haut statut : les participants de haut statut ont plus tendance à juger la cible de haut statut plus compétente que celle de bas statut. Ils constatent également que l'effet

d'attribution d'une plus grande compétence aux groupes de haut statut est particulièrement marqué chez les individus ayant une forte adhésion à la justification du système économique. Cela suggère que les personnes plus enclines à percevoir le système économique comme légitime se voient renforcer dans leur tendance à juger les groupes dominants comme plus compétents.

Si l'on applique ce raisonnement au domaine politique, les personnalités politiques occupent une position de haut statut. En effet, les personnalités politiques disposent d'un certain degré de pouvoir, défini comme la capacité d'un individu à contrôler les réalisations des autres en leur accordant ou leur refusant des ressources valorisées (Fragale et al., 2011) - ce qui les place dans un statut social élevé. La littérature souligne en effet l'existence de ces deux formes de hiérarchie sociale. La hiérarchie de statut correspond au degré de respect et d'admiration que suscitent les individus et les groupes, tandis que la hiérarchie de pouvoir renvoie à une asymétrie dans le contrôle des ressources valorisées (Fiske, 1993; Magee & Galinsky, 2008; Fragale et al., 2011). En suivant la logique du modèle du contenu des stéréotypes (SCM) (Fiske et al., 2002) et de la théorie de la justification du système (TJS) (Jost & Banaji, 1994), les personnalités politiques devraient être perçues comme hautement compétentes, car cette attribution de compétence servirait à légitimer leur position de pouvoir. Cependant, dans la réalité, l'attribution de compétence aux personnalités politiques n'est pas systématique (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Fiske & Durante, 2014; Wojciszke & Klusek, 1996). Si, selon le SCM et la TJS, elles ne sont pas perçues comme compétentes, leur position de pouvoir ne peut pas être justifiée sur la base de leurs compétences. Cela signifie qu'en l'absence d'une telle reconnaissance, leur pouvoir élevé n'est pas forcément perçu comme légitime, ce qui peut nourrir la défiance à leur égard.

1.2.2. La dimension de chaleur

En ce qui concerne la dimension de chaleur, le modèle du contenu des stéréotypes (Fiske et al., 2002) stipule que le lien entre statut et chaleur est absent, la chaleur étant prédite par la compétitive entre les groupes. L'attribution de chaleur n'est donc pas liée au statut, ni d'un point de vue théorique ni d'un point de vue empirique. Contrairement à la compétence, la chaleur n'est donc pas une dimension directement liée aux inégalités sociales. Cependant, le SCM (Fiske et al., 2002) repose sur l'idée que la plupart des stéréotypes sont mixtes : lorsqu'un groupe est jugé favorablement sur une dimension (compétence ou chaleur), il tend à être évalué moins positivement sur l'autre. Ainsi, les groupes de haut statut sont perçus comme compétents, mais peu chaleureux, tandis que les groupes de bas statut sont jugés chaleureux,

mais peu compétents. Sur cette base, des travaux en psychologie sociale ont développé un modèle de compensation au niveau intergroupe. Selon cette perspective, l'attribution de chaleur aux groupes de bas statut et de compétence aux groupes de haut statut fonctionnerait comme un mécanisme permettant de maintenir une vision du monde perçue comme équilibrée et juste (Judd, 2005). Contrairement à Judd, qui inscrit son analyse dans une logique identitaire fondée sur le modèle du contenu des stéréotypes (SCM), Kay et Jost (2003, 2005) considèrent que ce schéma compensatoire contribue à renforcer la croyance en la légitimité et la justesse du système social. Bien qu'ils ne s'appuient pas directement sur le SCM, leur approche fait écho à la logique du Big Two à travers l'exemple de la personne pauvre, heureuse et honnête. Ce schéma suggère implicitement que la pauvreté, associée à un statut social bas, renvoie à un manque de compétence, tandis que l'honnêteté est associée à la chaleur. Ainsi, même sans référence explicite au SCM, un rapprochement peut être établi entre ces perspectives : l'attribution différenciée des traits - compétence aux groupes dominants et chaleur aux groupes dominés - peut être comprise comme un mécanisme idéologique de légitimation des inégalités, en entretenant l'illusion d'une répartition équitable des qualités entre les groupes sociaux.

Si le mécanisme de complémentarité - où la chaleur est attribuée aux groupes dominés et la compétence aux groupes dominants - constitue un levier de légitimation dans la théorie de la justification du système (TJS), il ne s'agit pas du seul moyen par lequel la dimension de chaleur peut contribuer à la justification du système. En effet, au-delà de cette logique de répartition compensatoire, la chaleur peut également, dans certains contextes, être perçue comme une forme de compétence en soi permettant de légitimer le statut de manière plus directe, notamment lorsque la réussite dans un domaine dépend d'une perception de chaleur. L'étude de Brambilla et collaborateurs (2010) a ainsi manipulé le statut (élevé ou faible) de deux groupes professionnels (psychologues et ingénieurs) en présentant aux participants les résultats d'un rapport ministériel fictif. Selon la condition expérimentale à laquelle les participants étaient affectés de manière aléatoire, ce rapport décrivait les psychologues (ou les ingénieurs) comme un groupe professionnel de haut ou de bas statut social. Il a ensuite été demandé aux participants d'évaluer ces groupes en termes de chaleur et de compétence. Les psychologues ont été choisis comme exemple d'un groupe où la chaleur humaine est importante pour la réussite professionnelle, tandis que les ingénieurs ont servi de groupe contrôle. Les résultats mettent avant que le statut prédit la chaleur humaine seulement pour les psychologues. De plus, pour les psychologues, la chaleur perçue sert de médiateur entre le statut et la compétence perçue. Ce qui implique que les traits de chaleur peuvent être perçus comme étant nécessaires dans la réalisation d'objectifs pour certaines professions telles que les psychologues.

En appliquant ce raisonnement au domaine politique, on peut se demander quelles qualités sont attendues d'une personnalité politique. Certains traits liés à la chaleur pourraient ainsi apparaître comme essentiels : l'écoute, l'intégrité, la proximité avec les citoyens. Dans ce cadre, la chaleur pourrait jouer un rôle plus important dans le processus de légitimation ou de délégitimation du système politique.

1.3. La décomposition des dimensions de chaleur et de compétence

Les recherches récentes sur le modèle de contenu des stéréotypes et du Big Two ont mis en évidence que chacune des dimensions principales possède différentes facettes (Abele et al., 2021). Dans ce cadre, la dimension de chaleur se décline en sociabilité et moralité. La sociabilité étant définie comme renvoyant à la qualité des relations avec autrui et englobant des traits comme chaleureux, sociable, à l'écoute d'autrui. Tandis que la moralité renvoie à la justice et au respect des normes sociales, renvoyant à des items comme l'honnêteté ou l'intégrité (Brambilla et al., 2011; Leach et al., 2007). La dimension de compétence peut quant à elle être subdivisée en assertivité et capacité. L'assertivité étant définie comme la motivation à promouvoir ses propres intérêts et englobant des traits tels que ambitieux, sûr de soi, déterminé (Abele et al., 2021). Enfin, la capacité est définie comme l'efficacité dans la réalisation des tâches, et se réfère à des qualités comme capable, efficace, intelligent (Carrier et al., 2014).

Il peut être pertinent de s'intéresser ici plus particulièrement à la dimension de compétence, traditionnellement associée au statut perçu des groupes (Gaubert & Louvet, 2021; Olmewood & Fiske, 2007; Magee & Galinsky, 2008; Yzerbyt et al., 2022). En effet, la dimension de compétence joue un rôle central dans la légitimation des inégalités sociales, en justifiant la position dominante de certains groupes (Louvet et al., 2021; Olmewood & Fiske, 2007; Yzerbyt et al., 2022). Cependant, nous l'avons vu, cette dimension regroupe en réalité deux composantes distinctes : la capacité et l'assertivité. Cela invite à s'interroger : ces deux facettes sont-elles également associées au statut social perçu ? Contribuent-elles de manière équivalente à la légitimation des hiérarchies sociales ?

D'autres travaux (Carrier et al., 2014; Louvet et al., 2018) qui s'intéressent plus particulièrement à la dimension de compétence ont également appuyé cette distinction entre capacité et assertivité. Dans l'étude de Carrier et collaborateurs (2014), les participants ont été confrontés aléatoirement à une photo montrant un professionnel, qui était soit de haut ou de bas statut. Afin de manipuler le statut, un prétest a été réalisé sur plusieurs photos de professionnels en activité sur leur lieu de travail. Les participants ont évalué ces photos sur quatre items de statut perçu (statut élevé vs bas, beaucoup vs peu d'argent, beaucoup vs peu d'études, métier

prestigieux vs peu prestigieux). À l'issue du prétest, huit photos ont été sélectionnées : quatre de haut statut et quatre de bas statut. Les participants devaient évaluer la cible en utilisant une liste de traits évaluant la capacité et l'assertivité. Les résultats ont mis en avant que la capacité est moins fortement associée au statut que l'assertivité. En d'autres termes, si la cible de haut statut est perçue systématiquement comme plus assertive que celle de bas statut, elle n'est pas forcément perçue comme plus capable. Une autre étude (Louvet et al., 2018) a mis en avant un même pattern de résultats en manipulant le statut de différentes façons. Par exemple, dans une étude le statut élevé a été manipulé en présentant une personne ayant un revenu élevé (3800 €), une voiture privée, une grande villa, et qui passent ces vacances à l'étranger, tandis que l'autre description présentait une personne au revenu plus faible (1400 €), qui prend les transports en commun, qui possède un petit appartement, et pars en vacances dans un camping en France. Dans une autre étude, le statut social était manipulé par la présentation de photos de bureaux illustrant différents niveaux de statut (faible vs élevé). Ces études convergent vers la conclusion que l'assertivité joue un rôle plus important que la capacité dans la perception du statut social. Les personnes de haut statut sont systématiquement perçues comme plus assertives, tandis que la perception de leur capacité est moins fortement influencée par leur statut. Les auteurs suggèrent que cela pourrait s'expliquer par le fait que l'assertivité est liée à la promotion de soi et aux intérêts personnels, des qualités valorisées dans nos sociétés individualistes et associées au succès socio-économique. La capacité, bien qu'importante, peut être perçue comme plus orientée vers la tâche et ne servant pas nécessairement les intérêts personnels de la même manière (Louvet et al., 2018).

D'autres recherches ont montré que le lien entre les dimensions de la compétence et le statut dépend de l'adhésion des participants aux idéologies légitimatrices du système. Dans une étude de Louvet et collaborateurs (2023), les participants devaient d'abord répondre à une échelle de justification du système économique, puis ils se voyaient présenter la description d'une personne fictive dont le statut était manipulé par sa place dans un organigramme d'entreprise. Les participants devaient évaluer cette personne sur des traits de capacité et d'assertivité. Les résultats indiquent que l'association entre assertivité et statut est indépendante de l'adhésion au système, tandis que la relation entre capacité et statut varie en fonction de cette adhésion. En d'autres termes, ce sont les personnes qui justifient fortement le système économique qui attribuent plus de capacité aux individus de haut statut. Les travaux de Yzerbyt et al. (2022), menés à un niveau groupal, montrent que l'assertivité est plus étroitement liée au statut des cibles que la capacité. En d'autres termes, la différence perçue en termes d'assertivité entre un groupe de haut statut et un groupe de bas statut est généralement plus importante que

la différence perçue en capacité entre ces mêmes groupes. Les auteurs expliquent cela en avançant que l'assertivité est plus directement associée aux positions les plus élevées dans les hiérarchies sociales, impliquant la prise de décision, la dominance et la confiance en soi, indépendamment des contextes spécifiques. La capacité, en revanche, est considérée comme étant requise à tous les niveaux de la hiérarchie et se manifeste de diverses manières selon les contextes. Ainsi, les jugements de capacité seraient moins directement liés au statut que les jugements d'assertivité. Ils mettent également en avant que la différence d'attribution d'assertivité entre les groupes de haut et bas statut est indépendante de l'adhésion au système économique, tandis que l'écart sur la capacité est plus réduit. En effet, les auteurs montrent que les différences perçues entre groupes de haut et de bas statut varient selon la facette de la compétence considérée. Les croyances en la légitimité du système influencent davantage les jugements de capacité que ceux d'assertivité. Les personnes faiblement adhérentes à l'ordre économique existant perçoivent moins d'écart de capacité entre les groupes que celles qui y adhèrent fortement. Les personnes qui adhèrent fortement au système économique pourraient ainsi avoir tendance à aligner davantage la capacité sur le statut, voyant le statut élevé comme mérité par des capacités plus importantes. Inversement, les personnes ayant un faible niveau d'adhésion au système économique pourraient être plus enclines à remettre en question la hiérarchie sociale en réduisant les différences de capacité et en suggérant que les groupes de bas statut sont tout aussi capables que ceux de haut statut. En revanche, la différence d'attribution d'assertivité entre les groupes de haut et bas statut semble être moins influencée par l'adhésion au système économique que la différence d'attribution de capacité. L'assertivité semble perçue comme un indicateur plus direct et moins discutable du statut social, donc moins influencée par les croyances idéologiques (Yzerbyt et al., 2022).

Ces résultats renforcent l'idée que la capacité joue un rôle clé dans la légitimation des positions de pouvoir : un individu est légitime s'il est perçu comme ayant les capacités requises, tandis que l'assertivité, bien qu'associée au statut élevé, ne permet pas de justifier une position de haut statut. Autrement dit, une personne ambitieuse et sûre d'elle ne sera pas forcément perçue comme légitime pour occuper un statut élevé si elle ne démontre pas de réelle capacité dans son domaine.

En appliquant ce raisonnement aux personnalités politiques, on observe qu'en raison de leur position de pouvoir, elles sont souvent perçues comme assertives (ambitieuses, dominantes), mais pas nécessairement comme capables (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Fiske et Durante, 2014; Wojciszke & Klusek, 1996). Or, dans une logique de légitimation du statut, c'est la capacité, et non l'assertivité, qui justifie réellement la position

d'un individu. Ainsi, attribuer aux personnalités politiques de l'assertivité ne permet pas de légitimer leur position de pouvoir, et ne pas reconnaître aux personnalités politiques des caractéristiques de capacité pourrait être un moyen de délégitimer leur pouvoir.

1.4. Conclusion

En conclusion, même si ce lien entre justification du système et stéréotypes apparaît dans un certain nombre de travaux cités précédemment, cela reste dans l'ensemble encore assez modeste et demande d'être encore exploré. En étudiant cette question appliquée à la catégorie sociale des personnalités politiques, notre recherche a donc pour objectif d'apporter de nouvelles données à cette littérature. Par ailleurs, et de façon innovante, alors que la TJS et les travaux menés en référence à cette théorie mettent en avant la fonction légitimatrice des stéréotypes, notre objectif est de vérifier l'hypothèse selon laquelle les stéréotypes pourraient, dans certains cas, également remplir une fonction de délégitimation. En effet, partant du principe que la justification du système politique est relativement basse en France, nous pouvons penser que les Français seraient motivés non pas à légitimer le système politique, mais à le délégitimer. Dans ce cas, les stéréotypes à l'égard des personnalités politiques pourraient être utilisés pour délégitimer et non légitimer le système politique en place. Avant de pousser plus loin ce raisonnement, il est pertinent de commencer par nous pencher plus précisément sur le contenu du stéréotype à l'égard des personnalités politiques pour interroger ensuite leur lien avec la (dé)légitimation du système.

2. Les stéréotypes à l'égard des personnalités politiques

2.1. Le jugement des personnalités politiques sur la dimension horizontale

« Ah ! la politique c'est l'art de créer des faits ; de dominer, en se jouant, les événements et les hommes ; l'intérêt est son but ; l'intrigue son moyen : toujours sobre de vérités, ses vastes et riches conceptions sont un prisme qui éblouit. »

Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais
(La Mère coupable, ACTE IV - Scène IV - 1792)

Selon le cadre conceptuel introduit par Kinder (1986), il existe plusieurs dimensions pertinentes dans l'évaluation des personnalités politiques. Ainsi, les traits communément attribués aux personnalités politiques se répartissent en quatre grandes catégories : l'intégrité (honnêteté, moralité), la compétence (intelligence, efficacité), le leadership (ambition, capacité à diriger) et l'empathie (compassion, l'attention portée aux autres). Certains chercheurs suggèrent que ces quatre dimensions peuvent être regroupées en deux dimensions distinctes : l'intégrité et l'empathie d'un côté, le leadership et la compétence de l'autre (Bittner, 2011; McAllister, 2016; Ohr & Oscarsson, 2013). Le modèle d'évaluation des personnalités politiques de Kinder et ces regroupements en deux dimensions fait inmanquablement penser, pour des chercheurs en psychologie sociale, aux deux dimensions fondamentales qui structurent le contenu des stéréotypes (Fiske et al., 2002, 2007), et de manière plus générale le jugement social (Abele et al., 2016, 2021). Ainsi, l'assertivité pourrait correspondre au leadership, la capacité à la compétence, la moralité à l'intégrité et la sociabilité à l'empathie (Bruckmüller & Methner, 2018).

En effet, le cadre théorique du Big Two (Abele, 2016) repose également sur deux dimensions fondamentales. La première, appelée dimension verticale (également nommé compétence ou agentisme), englobe des qualités telles que l'intelligence, l'ambition ou la détermination, qui sont associées à la réalisation d'objectifs. La seconde, connue sous le nom de dimension horizontale (aussi appelée chaleur ou communalité), comprend des traits liés aux

relations sociales, comme la bienveillance, la sociabilité ou la confiance. Dans la suite de mes recherches, j'ai choisi d'utiliser la dénomination de dimensions horizontale et verticale, en raison de leur neutralité. Cela permet d'éviter toute confusion terminologique, notamment en ce qui concerne la sous-dimension de la capacité, que j'appellerai par la suite compétence. Ce choix est particulièrement pertinent dans le cadre des recherches sur la perception des personnalités politiques, où la notion de compétence est largement utilisée pour désigner les qualités attendues des figures politiques. Ainsi, en maintenant cette terminologie, je m'aligne avec les travaux existants sur le sujet et facilite la comparaison avec les recherches antérieures.

À présent, intéressons-nous d'un peu plus près à la manière dont les personnalités politiques sont évaluées dans chacune de ces dimensions, en commençant par la dimension horizontale. Que ce soit dans le domaine profane ou scientifique, l'intégrité/la moralité constitue le trait le plus central dans l'évaluation des personnalités politiques (Ascensio et al., 2025; Bertolloti & Catellani, 2018; Brückmüller & Methner, 2018; Catellani & Bertolloti, 2015; Chen et al., 2014; Fiske, 2019; Kinder, 1980, 1986; Mondak, 1995; Wojciszke & Klusek, 1996). Par exemple, dans l'étude de Kinder (1980), les participants ont été invités à choisir, parmi une liste de caractéristiques, celles qui définissaient le mieux un président idéal, puis à évaluer dans quelle mesure quatre candidats potentiels existants remplissaient chacun de ces attributs. Les résultats mettent en évidence que le président idéal est perçu notamment comme honnête et digne de confiance. Si la moralité ou l'intégrité apparaît donc comme étant la caractéristique la plus désirable pour une personnalité politique (idéalement, les personnalités politiques devraient posséder cette qualité), la littérature est assez unanime sur le fait que les personnalités politiques sont en réalité perçues comme immorales (Bertolloti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolloti, 2015; Wojciszke & Klusek, 1996). Par exemple, dans une étude de Bertolloti et Catellani (2018), les participants devaient évaluer une personnalité politique et un entrepreneur, la moitié d'entre eux l'ont fait dans la condition d'évaluation de la typicalité et l'autre moitié dans la condition d'évaluation de la désirabilité. Les participants devaient évaluer les deux personnalités en termes de moralité et de leadership. Les résultats ont indiqué que pour les deux groupes la moralité était considérée comme la dimension la moins typique. Les résultats ont aussi mis en avant que la moralité est considérée comme la dimension la plus souhaitable/désirable pour une personnalité politique. Ainsi, de façon assez paradoxale, la moralité est à la fois la dimension la plus désirable, mais aussi la moins typique des personnalités politiques (Bertolloti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolloti, 2015; Wojciszke & Klusek, 1996). Les individus souhaitent ainsi que les personnalités politiques soient morales, mais en même temps, les individus considèrent aussi que c'est également ce qu'elles sont le

moins. Les personnalités politiques ne sont donc pas considérées comme morales et intègres par la majorité des gens, même s'ils voudraient et qu'il faudrait, qu'elles le soient. Une étude a ainsi examiné le lien entre le contexte de corruption et son influence sur les stéréotypes à l'égard des personnalités politiques (Ascensio et al., 2025). Pour cela, les auteurs ont comparé deux pays aux niveaux de corruption perçus opposés (le Brésil et la Suède). Dans l'étude en question, les participants ont reçu une brève description de la corruption dans le pays auquel ils ont été attribués (Brésil ou Suède). Ils ont ensuite été invités à fournir trois adjectifs décrivant comment la société perçoit les personnalités politiques dans ce pays. Les résultats mettent en avant le fait que dans un contexte de corruption élevée (Brésil), les personnalités politiques sont principalement perçues comme ayant une faible moralité, tandis que dans un contexte de faible corruption (Suède), les stéréotypes incluent des traits positifs liés à la moralité. On retrouve cette idée également dans des études sur la représentation sociale des personnalités politiques qui mettent en avant que les problèmes de moralité est un élément central dans la représentation des personnalités politiques (Roussiau & Bonardi, 2001). Fiske et Durante (2014) mettent ainsi en avant que les personnalités politiques obtiennent systématiquement de faibles scores sur la dimension de la chaleur dans divers pays. Elles sont perçues comme froides et malhonnêtes. Cette perception est interprétée comme un manque de confiance envers les personnalités politiques, qui résulte de la perception que les personnalités politiques poursuivent leurs propres intérêts plutôt que ceux de la population. Ces recherches (Fiske & Durante, 2014; Fiske et al., 2019) mettent en avant que les personnalités politiques, en plus d'être jugées comme immorales, sont également jugées assez négativement sur la dimension horizontale dans son ensemble.

2.2. Le jugement des personnalités politiques sur la dimension verticale

La perception de la dimension verticale des personnalités politiques est marquée par sa complexité et ses nuances. En tant que groupe de haut statut et détenant du pouvoir, les personnalités politiques devraient théoriquement être perçues comme compétentes, selon les modèles classiques de jugement social (Fiske et al., 2002). Cependant, cette perception varie considérablement en fonction de la facette considérée. Le leadership, par exemple, est fréquemment considéré comme leur qualité la plus typique, tandis que la compétence suscite davantage de débats (Bertolloti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolloti, 2015; Wojciszke & Klusek, 1996). Tout comme la moralité et l'empathie, la compétence est essentielle en politique (Kinder, 1980; Mignon et al., 2016). L'étude de Kinder (1980) met ainsi en avant qu'au-delà de la moralité, la compétence est une des caractéristiques les plus importantes à posséder pour

un Président « idéal » (afin de rester informé, de nommer de bons conseillers...). Cependant, si cette compétence est en effet parfois attribuée aux personnalités politiques, ce n'est pas systématiquement le cas. Une étude menée par Wojciszke et Klusek (1996) a ainsi montré que les personnalités politiques sont au contraire perçues comme manquant de compétence. Des chercheurs ont également mis en avant que cette perception varie selon les contextes culturels. Par exemple, en Suisse, ils bénéficient d'une perception relativement positive en termes de compétence, alors qu'en Italie, en Inde ou au Mexique, ils sont majoritairement considérés comme incompetents (Fiske & Durante, 2014). Cette variabilité semble liée directement au contexte sociopolitique des pays concernés. Dans les pays où la perception de la corruption est élevée (et donc, on peut émettre l'hypothèse que par extension, la justification du système politique serait faible), telles que l'Italie, l'Inde et le Mexique, les personnalités politiques sont jugées incompetentes, suggérant que ce manque de compétence contribue à délégitimer le système politique – alors que dans les pays où la perception de corruption est basse, comme la Suisse, les personnalités politiques sont considérées comme plus compétentes. Cette relation entre niveau de corruption et attribution de compétence aux personnalités politiques a également été confirmée dans une étude récente réalisée par Ascensio et collaborateurs (2025). Les résultats mettent en avant le fait que dans un contexte de faible corruption (Suède), les stéréotypes envers les personnalités politiques incluent des traits positifs liés à la compétence. Les stéréotypes associés aux personnalités politiques pourraient ainsi jouer un rôle dans la légitimation ou la délégitimation du système politique. Valoriser leur compétence pourrait renforcer la légitimité du système politique en place, et inversement. Autrement dit, si la littérature a montré que la compétence pourrait servir à légitimer les inégalités de statut (Oldmeadow & Fiske, 2007; Gaubert & Louvet, 2021; Louvet et al., 2023), elle pourrait, dans le contexte de la politique, également servir à délégitimer la position de pouvoir qu'occupent les personnalités politiques, ce qui contribuerait à délégitimer le système politique dans son ensemble.

Enfin, l'assertivité est un trait systématiquement attribué aux personnalités politiques (Bertolotti & Catellani, 2018; Brückmuller et Methner, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Chen et al., 2014 ; Funk, 1999). De nombreuses études ont effectivement mis en avant que les personnalités politiques doivent faire preuve de leadership, de dominance et d'assertivité. Le leadership est également considéré comme la dimension la plus typique des personnalités politiques, ces dernières sont jugées comme décidées, résolues et tenaces (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015). On trouve également cette importance de l'assertivité en politique dans la représentation sociale des personnalités politiques où

l'ambition fait partie du noyau central de la représentation (Brissaud et al., 2004). Il est important de faire ici le lien avec la question du pouvoir, car les traits d'assertivité sont directement associés aux caractéristiques du pouvoir. Dans le cadre de la perception des personnalités politiques, ces traits leur sont sans doute attribués par biais de correspondance : les individus déduisent ces caractéristiques à partir du rôle et du statut qu'ils occupent. Parce que les personnalités politiques exercent une influence, prennent des décisions et dirigent, elles sont perçues comme assertives. Cependant, cette attribution automatique ne signifie pas que ces traits légitiment réellement leur position. Comme mentionné précédemment, l'assertivité, bien qu'associée au statut élevé, ne joue pas un rôle direct dans la légitimation du pouvoir (Louvet et al., 2023). Ce n'est pas le simple fait d'être dominant ou ambitieux qui justifie une place dans le monde de la politique, mais bien la compétence perçue. Ainsi, si une personnalité politique est uniquement vue comme assertive sans être perçue comme compétente, son pouvoir peut être remis en question, ce qui illustre un mécanisme potentiel de délégitimation.

3. Hypothèses et mesures

En référence aux travaux montrant que la moralité et l'empathie sont des qualités nécessaires aux personnalités politiques, mais souvent absentes (Bertolloti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolloti, 2015; Wojciszke & Klusek, 1996), nous faisons l'hypothèse que les personnalités politiques seront jugées négativement sur ces dimensions, c'est à dire jugées moins morales et empathiques que ce qu'elles devraient être. En outre, nous nous attendons à ce que ce stéréotype négatif soit plus marqué chez les personnes ayant un faible niveau de justification du système politique. Cette hypothèse repose sur les travaux de Brambilla et collaborateurs (2010), qui suggèrent que la chaleur est une compétence essentielle dans certaines professions, comme celle de psychologue. On pourrait penser qu'il en va de même pour la catégorie des personnalités politiques. La moralité et l'empathie ne seraient alors pas forcément des qualités importantes dans le cadre des relations interpersonnelles, mais des sortes de compétences requises pour être une « bonne » personnalité politique, capable de mener à bien ces tâches (Kinder, 1980). Dès lors, si l'image des personnalités politiques est perçue de manière négative, ces stéréotypes négatifs pourraient contribuer à délégitimer le système politique.

En ce qui concerne la dimension de compétence, la littérature n'est pas unanime, et cette caractéristique n'est pas toujours associée aux personnalités politiques. En effet, dans les pays où la corruption est élevée, les personnalités politiques sont souvent perçues comme incompetentes (Ascensio et al., 2025; Fiske & Durante, 2014), ce qui correspond à des pays où la justification du système serait plus basse – on est plus critique face à un système corrompu. Étant donné que la justification du système est relativement faible en France, on pourrait appliquer ce raisonnement au contexte français, et s'attendre à ce que les personnalités politiques ne soient pas nécessairement jugées comme compétentes et à ce que cela soit d'autant plus vrai chez les individus justifiant peu le système politique en place.

Concernant l'assertivité, on s'attend à ce que personnalités politiques soient évaluées positivement sur cette dimension. En revanche, au regard de la littérature citée précédemment (Louvet et al., 2023; Yzerbyt et al., 2022) mettant en évidence une différenciation de cibles de haut et de bas statut sur l'assertivité indépendamment de l'adhésion des participants à justification du système, on n'attend pas d'effet de la justification du système politique sur l'assertivité.

Ainsi, de manière innovante, notre recherche vise à mettre en évidence que les stéréotypes peuvent non seulement jouer un rôle de légitimation, comme l'indiquent

généralement les travaux de la littérature (Fiske et al., 2002; Jost & Banaji, 1994), mais aussi avoir une fonction de délégitimation. À travers la perception négative prévalente des personnalités politiques, notre travail explore si la tendance à stéréotyper les personnalités politiques comme immorales, non empathiques et incompetentes peut contribuer à la délégitimation du système politique.

Dans l'ensemble des études qui seront présentées dans cette partie, nous avons cherché à mettre en lien la mesure de la justification du système politique avec les stéréotypes à l'égard des personnalités politiques. Pour cela, nous avons à chaque fois mesuré les stéréotypes associés aux personnalités politiques à l'aide de traits, qui ont été sélectionnés à partir de recherches antérieures sur le Big Two et la décomposition en facette (Abele et al., 2016; Brambilla et al., 2012; Cambon, 2022; Carrier et al., 2014; Carrier et al., 2014) ainsi que sur la littérature concernant les stéréotypes associés aux personnalités politiques (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Kinder, 1986; Wojciszke & Klusek, 1996). Les items des études (qui sont sensiblement les mêmes) sont disponibles en annexe (voir Annexe 2, Annexe 3, Annexe 7). Dans toutes nos études, nous avons également mesuré l'adhésion au système politique des participants. Les participants devaient répondre à une échelle de justification du système politique, adaptée de l'échelle de justification du système démocratique de Rutto et collaborateurs (2014). Cette échelle comprenait les items suivants : « Dans l'ensemble, le système politique français fonctionne comme il le devrait », « Le système politique français est juste et digne de confiance », « La plupart des décisions politiques servent le bien commun », « Le système politique français doit être radicalement restructuré » et « Aujourd'hui, les hommes politiques agissent davantage en faveur des lobbyistes que des citoyens » (Annexe 4). Nous avons choisi de remplacer dans l'échelle le terme *système démocratique* par *système politique* afin d'élargir le champ d'application de cette recherche et de permettre une généralisation à d'autres types de systèmes politiques. Par ailleurs, l'échelle originale de Rutto, qui s'inspire des travaux de Kay et Jost (2003), comportait trois autres items : « Les partis politiques sont le reflet des différentes opinions de la société », « La politique est faite de telle sorte que le meilleur puisse voir le jour » et « Le système démocratique français est le meilleur possible ». Toutefois, nous avons décidé de ne pas les conserver pour plusieurs raisons.

Premièrement, l'item « Le système démocratique français est le meilleur possible » est trop ambigu. Il n'est pas clair si l'expression *meilleur possible* renvoie à une préférence nationale et donc à une comparaison avec d'autres systèmes démocratiques ou encore à l'idée que la mise en place actuelle du système en France est optimale. Cette imprécision risquait d'entraîner des interprétations divergentes et une mesure moins fiable.

Deuxièmement, les deux autres items ne nous semblaient pas évaluer directement la justification du *système politique* en tant que structure et fonctionnement, mais plutôt une perception générale de la politique, un concept plus large et plus difficile à cerner. Enfin, nos prétests ont révélé que ces deux items étaient les seuls à ne pas être corrélés avec l'ensemble des autres items de l'échelle. Ces éléments justifient leur exclusion afin de garantir une meilleure validité et fiabilité de notre mesure.

4. Résumé de l'article 1

Mancassola, M., Louvet, E. (Soumis pour publication) Cold and incompetent: how stereotypes toward politicians contribute to delegitimize the political system? (*Political Psychology*).

L'objectif de ce premier article est de montrer que les stéréotypes à l'égard des personnalités politiques sont relativement négatifs et permettent de délégitimer le système politique en place.

Les études 1 et 2 présentées dans l'article cherchent à mettre en lien la mesure de la justification du système politique avec les stéréotypes à l'égard des personnalités politiques. Afin d'évaluer ce stéréotype, nous avons choisi de distinguer plus précisément le stéréotype descriptif (« ce qu'ils sont ») du stéréotype prescriptif (« ce qu'ils devraient être ») associés aux personnalités politiques. Ce choix méthodologique repose sur l'idée que la comparaison entre ces deux dimensions permet d'appréhender la valence du stéréotype. En effet, un stéréotype est considéré comme négatif lorsque l'image perçue (« ce qui est ») s'éloigne de l'image souhaitée (« ce qui devrait être »), conformément à l'approche développée par Barylà et Wojciszke (2015). Afin de mesurer l'adhésion au système des participants, les participants devaient dans un premier temps répondre à une échelle de justification du système politique, adaptée de l'échelle de justification du système démocratique de Rutto et collaborateurs (2014) (Annexe 4). Les participants (des étudiants dans l'étude 1, et une population toute venante dans l'étude 2) ont également été invités à indiquer si une série de traits (relatifs à la compétence, l'assertivité, l'empathie et la moralité) étaient caractéristiques de « comment sont les hommes politiques » et ensuite de « comment les hommes politiques devraient être » (Annexe 2 et Annexe 3).

Pour en venir aux hypothèses de cette recherche, on s'attendait à ce que les personnalités politiques soient considérées comme moins immorales, empathiques et compétentes que ce qu'elles devraient être, nous nous attendions à ce que cela soit particulièrement vrai pour les personnes justifiant peu le système politique. En effet, le décalage entre ce qui est et ce qui doit être pouvant être considéré comme une façon de délégitimer le système. Nous nous attendons également à un effet de la justification du système politique sur le stéréotype descriptif, mais pas sur le stéréotype prescriptif. Sur le plan descriptif, nous faisons l'hypothèse que les participants attribueront d'autant moins de moralité, d'empathie et de compétence aux personnalités politiques qu'ils justifient peu le système politique. Concernant l'assertivité, nous

nous attendions à ce que les personnalités politiques soient évaluées positivement sur cette dimension, c'est à dire aussi assertives qu'elles devraient être. Indissociablement liée à l'exercice du pouvoir, l'assertivité pourrait être à la fois une qualité requise pour faire de la politique (prescriptif) et une qualité typique et possédée par les personnalités politiques (descriptif). Cependant, on ne s'attendait pas à un effet de la justification du système politique du participant sur l'assertivité

Les résultats montrent dans un premier temps que conformément à notre hypothèse, les personnalités politiques sont considérées comme moins morales, empathiques et compétentes que ce qu'elles devraient être (Figure 1 et Figure 2). De plus, comme nous l'attendions, cet écart est modéré par la justification du système politique. Les résultats ont mis en avant que plus la justification du système politique des participants est faible, plus ils désapprouvent les personnalités politiques en les considérant comme moins morales (Figure 3 et Figure 4), moins empathiques (Figure 5 et Figure 6) et moins compétentes (Figure 7 et Figure 8), qu'elles ne devraient l'être.

Ensuite, nous pensions également obtenir un effet de la justification du système politique sur le stéréotype descriptif, mais pas sur le stéréotype prescriptif. Si l'on considère séparément les stéréotypes prescriptifs et descriptifs, on observe que, comme attendu, pour les stéréotypes descriptifs, plus la justification du système politique des participants est faible, moins ils perçoivent les personnalités politiques comme morales, empathiques et compétentes (les résultats apparaissent dans l'étude 1 et 2). Contrairement à ce que l'on pensait, il y a bien eu un effet sur le stéréotype prescriptif, les résultats sont ainsi allés dans le sens inverse pour les stéréotypes prescriptifs : plus la justification du système politique des participants est faible, plus ils considèrent que les personnalités politiques doivent être morales, empathiques et compétentes (notons que dans l'étude 1, l'effet n'était pas significatif pour l'empathie et la compétence). Toutefois, l'ampleur de l'effet s'est révélée plus faible pour les stéréotypes prescriptifs que pour les stéréotypes descriptifs sur les trois dimensions.

En ce qui concerne l'assertivité, les résultats ont révélé le schéma inverse de celui observé sur les autres dimensions. Cette fois, les participants perçoivent les personnalités politiques comme étant plus assertives qu'elles ne devraient l'être. De même, les résultats mettent en avant que plus la justification du système politique des participants est faible, plus ils perçoivent les personnalités politiques comme étant plus assertives qu'elles ne devraient l'être (Figure 9 et Figure 10). Les résultats ne vont pas dans le sens de nos hypothèses, puisque nous nous attendions à ce que l'assertivité soit une caractéristique que les personnalités

politiques possèdent et doivent posséder, et qu'elle ne serait pas modérée par la justification du système politique des participants.

Si l'on considère séparément les stéréotypes prescriptifs et descriptifs, les résultats montrent que plus la justification du système politique est faible, plus les participants perçoivent les personnalités politiques comme étant assertives (stéréotype descriptif). Notons que dans l'étude 1 cet effet n'était pas significatif. En revanche, plus la justification du système politique est faible, moins les participants considèrent que les personnalités politiques doivent être assertives (stéréotype prescriptif)

Figure 1. Attribution de moralité, d'empathie, de compétence et d'assertivité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques (étude 1)

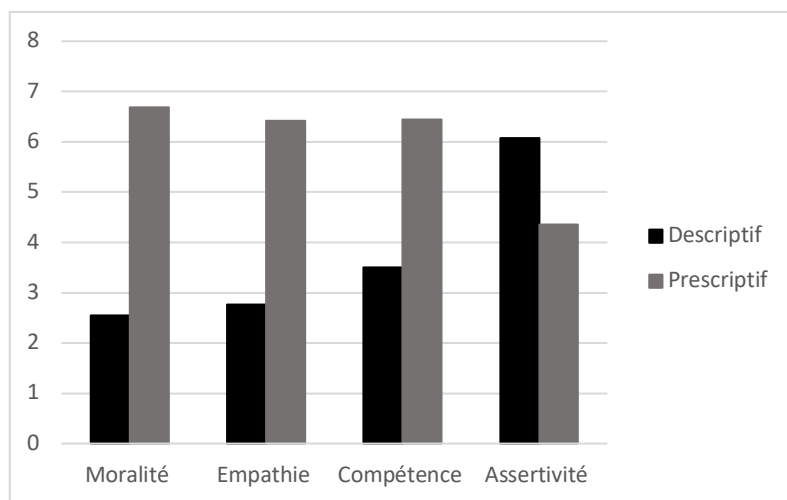


Figure 2. Attribution de moralité, d'empathie, de compétence et d'assertivité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques (étude 2)

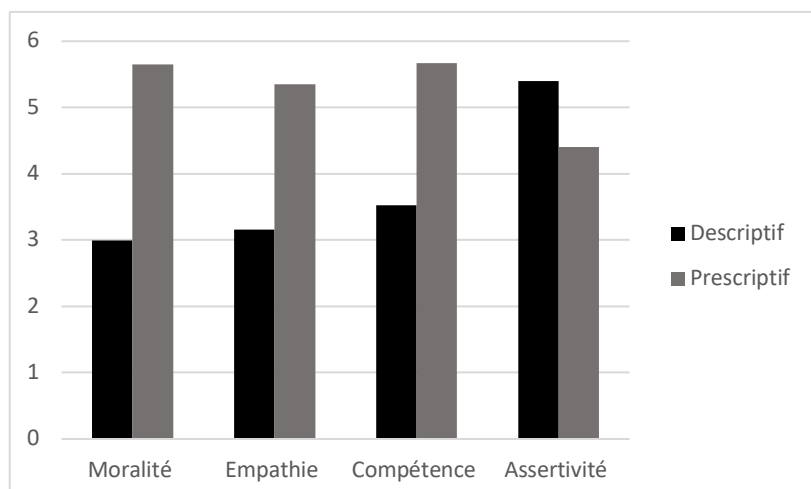


Figure 3. Attribution de moralité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 1)

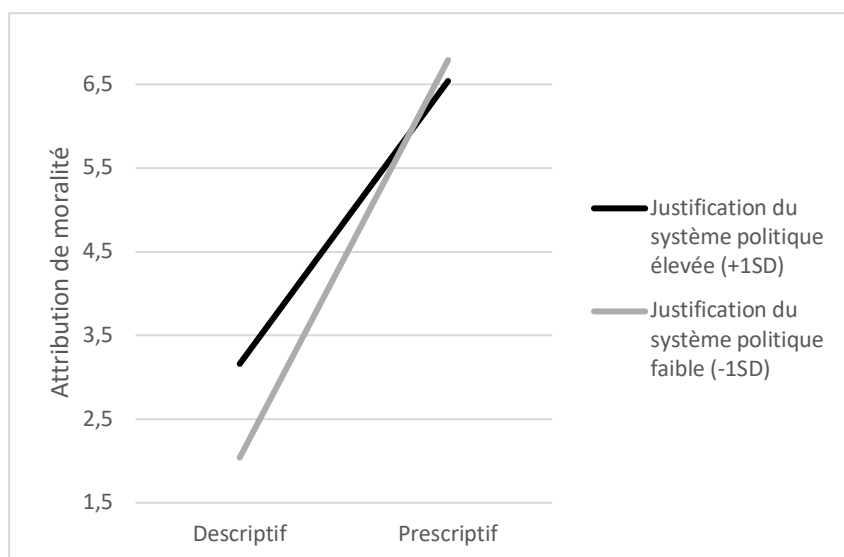


Figure 4. Attribution de moralité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 2)

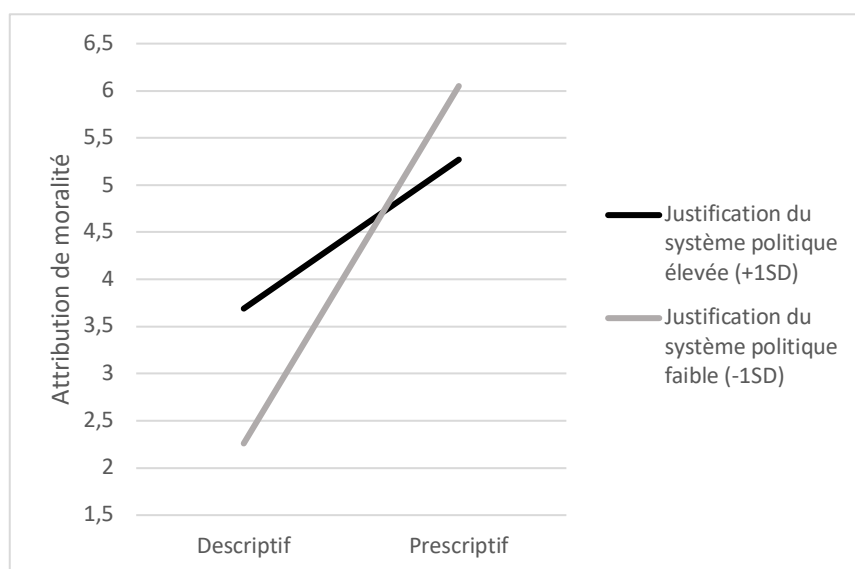


Figure 5. Attribution d'empathie en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 1)

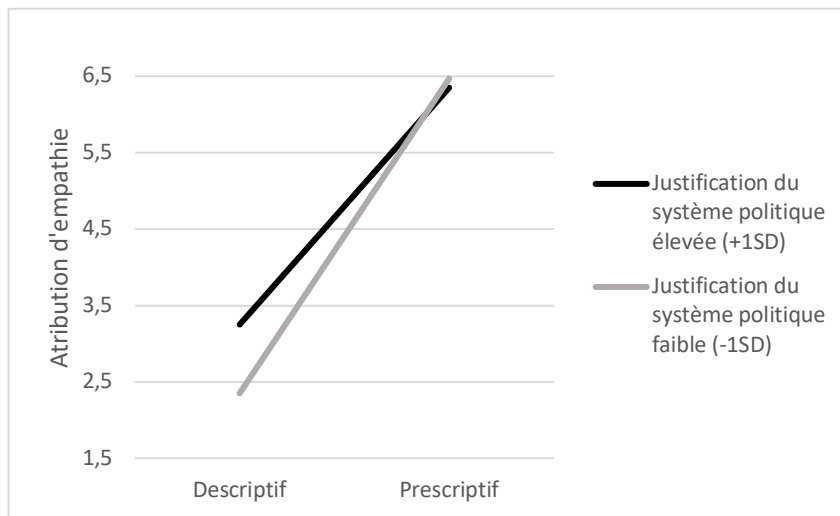


Figure 6. Attribution d'empathie en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 2)

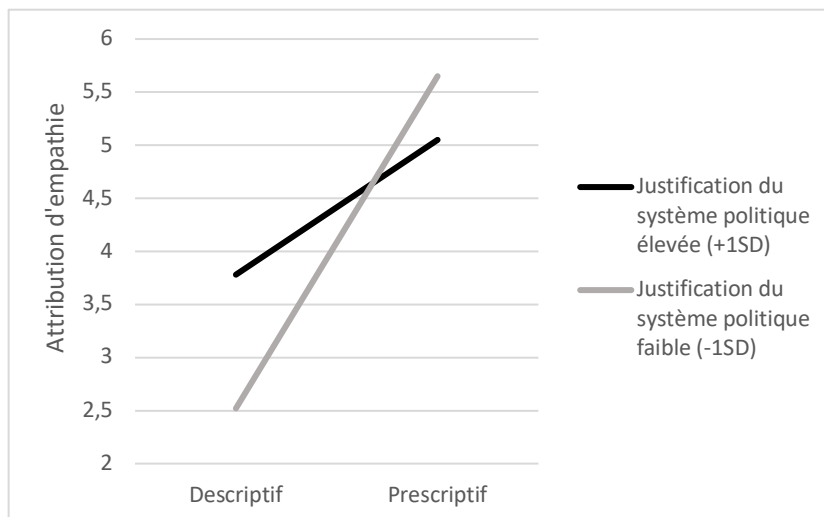


Figure 7. Attribution de compétence en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 1)

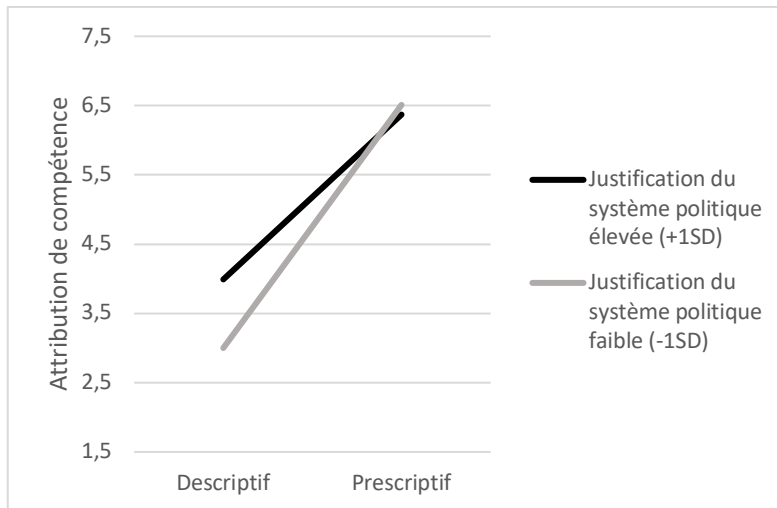


Figure 8. Attribution de compétence en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 2)

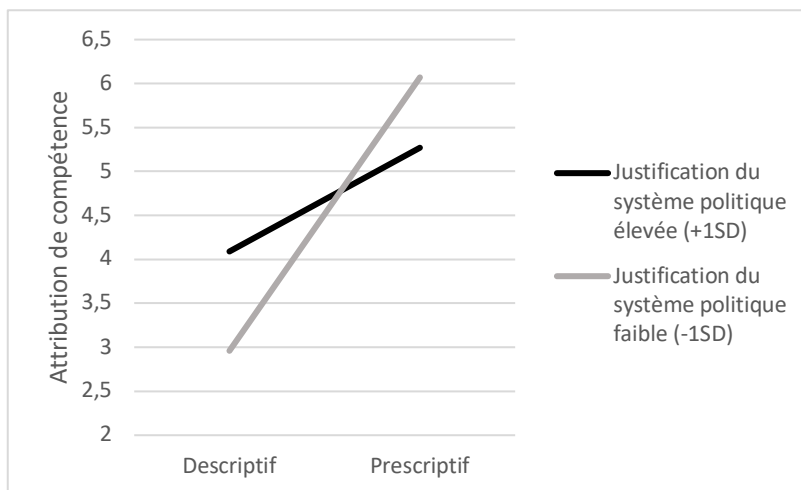


Figure 9. Attribution d'assertivité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 1)

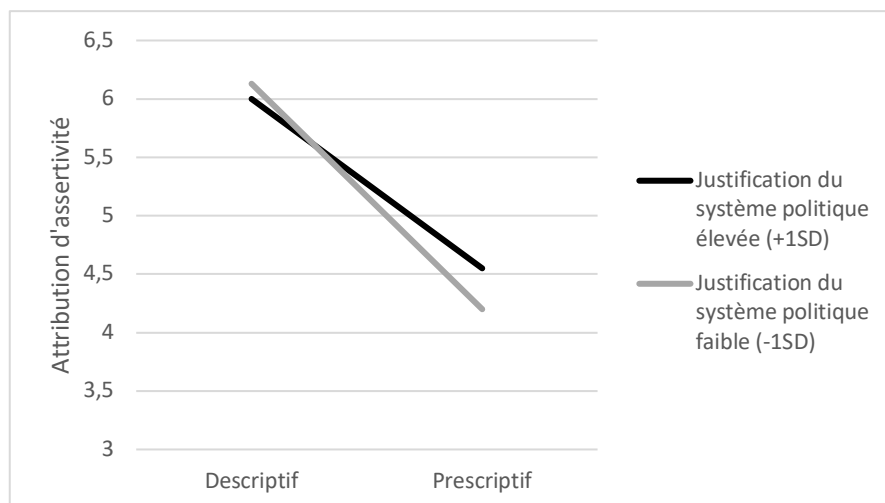
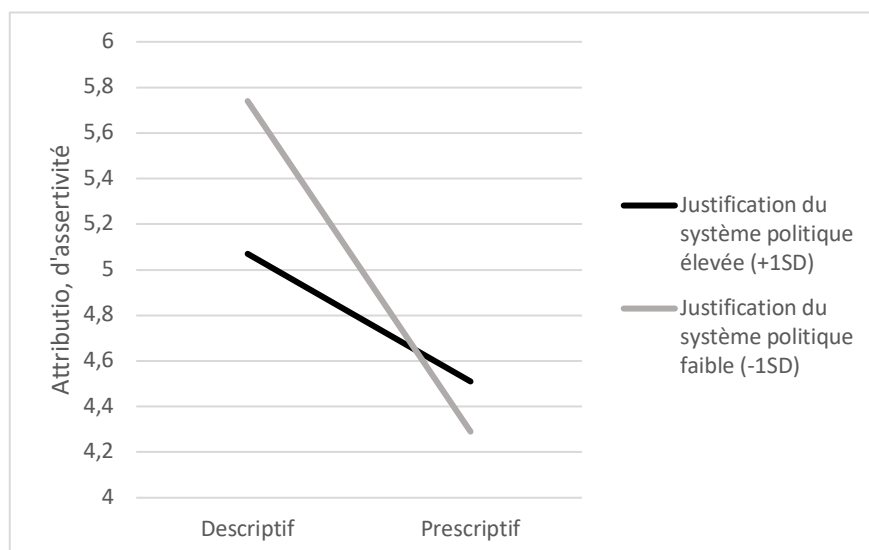


Figure 10. Attribution d'assertivité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux personnalités politiques et du niveau de justification du système politique du participant (étude 2)



Dans l'étude 3, nous nous sommes intéressées à la perception de deux fonctions politiques particulières dont le niveau de pouvoir variait (un maire et un ministre). Nous avons choisi d'introduire cette différence dans le sens où il nous a semblé intéressant de dissocier une potentielle délégitimation du système politique de manière générale (et de ces figures politiques) d'une délégitimation du pouvoir (politique) en lui-même, qui ne se retrouverait peut-être pas pour des figures politiques possédant un pouvoir plus restreint.

Dans un premier temps, les participants (des étudiants) devaient répondre à une échelle de justification du système politique. Nous avons utilisé la même échelle que dans les études 1 et 2 (Rutto et al., 2014). Ensuite, les participants devaient indiquer si une série de 12 traits présentés dans un ordre aléatoire – les mêmes traits que dans l'étude 1 (voir Annexe 2) – étaient caractéristiques de deux figures politiques incarnant un pouvoir élevé ou faible : un ministre et un maire d'un petit village. Les deux fonctions politiques ont été contrebalancées pour contrôler les effets d'ordre. Pour s'assurer qu'un ministre était perçu comme ayant plus de pouvoir qu'un maire, les participants ont également été invités à indiquer, sur une échelle de 7 points allant de "pas du tout d'accord" à "tout à fait d'accord", si cette personne "a de l'influence sur les gens", "a du pouvoir", "a les moyens d'appliquer les décisions".

Les deux fonctions politiques de maire d'un petit village et ministre ont été choisies à la suite d'un prétest dont l'objectif était de trouver deux fonctions politiques inégalement dotées de pouvoir, sans qu'elles se différencient en termes de respect. Comme mentionné précédemment, la littérature met en évidence l'existence de deux formes distinctes de hiérarchie sociale : La hiérarchie de statut qui renvoie au degré de respect et d'admiration accordée aux individus ou aux groupes et hiérarchie de pouvoir qui fait référence à l'asymétrie dans le contrôle et l'accès aux ressources valorisées (Fiske, 1993; Magee & Galinsky, 2008; Fragale et al., 2011). Autrement dit, on voulait manipuler le pouvoir à partir de la fonction, cette dernière se différenciant sur le pouvoir sans se différencier sur d'autres dimensions qui impliquent le respect (Fragale et al., 2011). Dans ce prétest, nous avons choisi différentes fonctions politiques pour opérationnaliser le pouvoir : un maire d'un petit village, un maire d'une grande ville, un ministre, un député et un président. Les participants devaient évaluer le niveau de pouvoir d'une des cinq personnalités politiques sur la base de 7 affirmations sur une échelle en 7 points avec des items tels que « Cette personne a de l'influence. », « Cette personne est respectée », « cette personne occupe une fonction prestigieuse », « Cette personne peut modifier le cours des choses », « Cette personne possède du pouvoir », « cette personne possède un statut élevé » et « cette personne dispose de moyens pour mettre en œuvre ses décisions ». Après avoir effectué

une analyse factorielle sur les différents items, nous avons constaté qu'il y avait deux facteurs qui émergeaient. Un premier facteur ayant attiré au pouvoir (avec les items comme ceux du pouvoir et de la mise en œuvre des décisions) et l'autre au respect (avec les items de respect et de prestige). Nous avons donc réussi, comme nous le souhaitions, à différencier le pouvoir du respect. Au niveau des résultats on a pu constater que le président était la personnalité politique ayant le plus de pouvoir, ensuite venaient le ministre, le député et le maire d'une grande ville. Le maire d'un petit village étant la personnalité politique ayant le moins de pouvoir. Nous avons choisi de garder le maire d'un petit village dans la suite de nos études puisqu'il a été constaté qu'il possédait un pouvoir moins élevé que les autres personnalités politiques. Notons également que, finalement, toutes les personnalités politiques présentaient un niveau de pouvoir situé au-dessus du point central de l'échelle, sous-entendant l'idée que la politique entraîne le pouvoir. Enfin, en ce qui concerne la personnalité politique au pouvoir élevé, nous avons choisi le ministre. Le président a certes le niveau de pouvoir le plus élevé, mais on peut facilement confondre la fonction et la personne, alors que pour le ministre, il en existe plusieurs, ce qui permet de se focaliser sur la fonction de ministre en elle-même. De plus, dans un souci de réplicabilité à l'étranger, il est plus judicieux de choisir un ministre étant donné que le pouvoir du président en France est une exception, à l'étranger, un président n'a pas autant de pouvoir. De plus, comme attendu, nous ne retrouvons pas de différences en termes d'attribution de respect entre les deux personnalités politiques.

En ce qui concerne les hypothèses de l'étude 3, nous nous attendions à ce que la personnalité politique au pouvoir élevé soit considérée comme moins morale, moins empathique et moins compétente que la personnalité politique au pouvoir plus faible, en particulier par les participants dont la justification du système politique est faible. Nous nous attendions également à ce que l'assertivité soit davantage attribuée à la figure politique au pouvoir élevé qu'à la figure politique au pouvoir faible. Enfin, nous ne nous attendions pas à une modération sur l'assertivité.

Les résultats de l'étude 3 confirment les conclusions des études 1 et 2 en suggérant que cette vision négative concerne plus précisément les personnalités politiques possédant un pouvoir plus élevé. Nous avons ainsi constaté que la personnalité politique de haut pouvoir (ministre) était jugée moins morale (Figure 12), empathique (Figure 13) et compétente (Figure 11) que la personnalité politique de faible pouvoir (maire), en particulier par les participants ayant un faible niveau de justification du système politique. Nos résultats indiquent également que le ministre est jugé plus assertif que le maire, quelle que soit la justification du système politique.

Lorsque l'on considère séparément la cible à pouvoir élevé et la cible à faible pouvoir, les résultats indiquent plus la justification du système politique est faible, moins les participants perçoivent un ministre comme moral, empathique et compétent. De même, plus la justification du système politique des participants est faible, moins ils perçoivent un maire comme moral et empathique. Il est intéressant de noter que les tailles d'effet se sont révélées plus faibles pour le maire que pour le ministre. En outre, la justification du système politique n'a pas prédit de manière significative la compétence perçue d'un maire.

Figure 11. Attribution de compétence en fonction du pouvoir associé aux figures politiques (maire/ministre) et du niveau de justification du système politique du participant (étude 3)

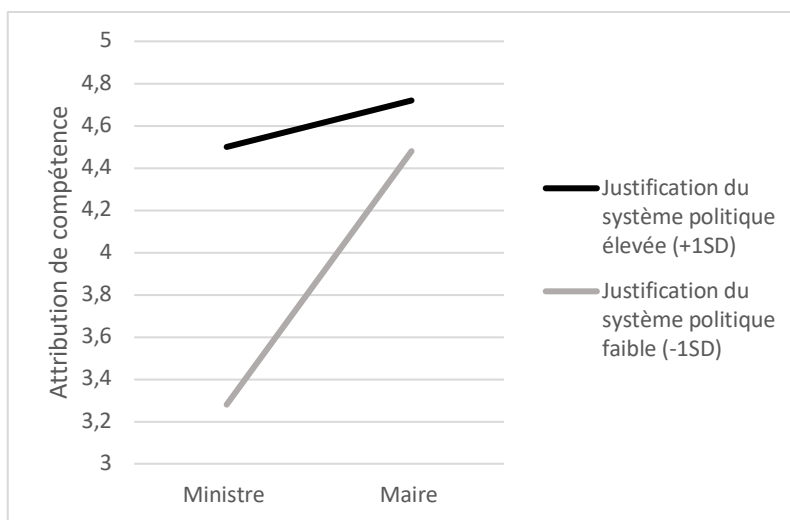


Figure 12. Attribution de moralité en fonction du pouvoir associé aux figures politiques (maire/ministre) et du niveau de justification du système politique du participant (étude 3)

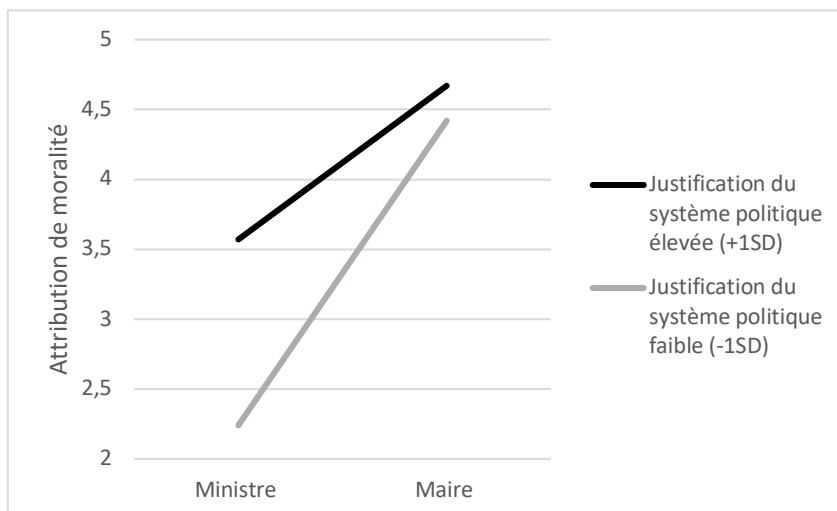
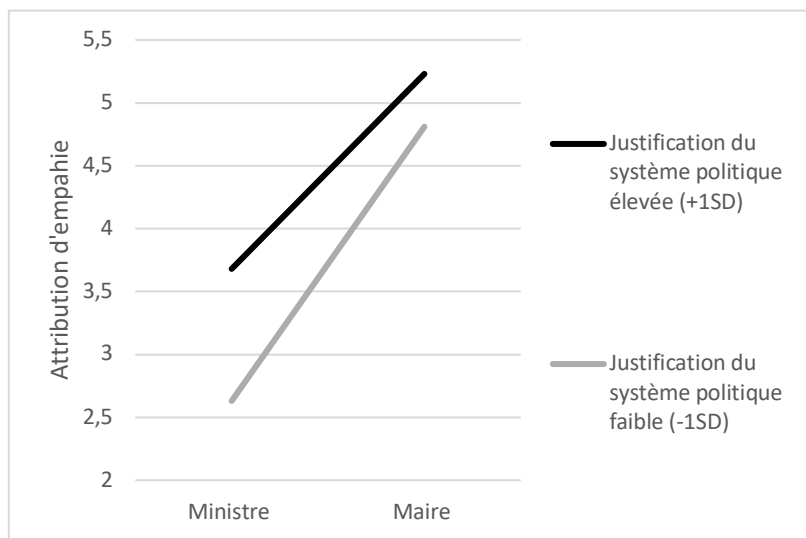


Figure 13. Attribution d'empathie en fonction du pouvoir associé aux figures politiques (maire/ministre) et du niveau de justification du système politique du participant (étude 3)



Pour conclure, nos résultats laissent ainsi penser qu'il y aurait deux voies différentes, mais complémentaires, permettant de délégitimer le système politique : attribuer aux personnalités politiques un manque de moralité, d'empathie et de compétence, mais aussi un excès d'assertivité. Les résultats de l'étude 3 ajoutent encore une subtilité à ces résultats en indiquant qu'en dépréciant les personnalités politiques sur la moralité, l'empathie et la compétence, les individus délégitimeraient le pouvoir (politique) de ces figures politiques, au-delà de la fonction politique elle-même.

Plus globalement, ces trois études montrent que les stéréotypes jouent un rôle essentiel dans la légitimation ou la délégitimation du système politique. En se focalisant sur les stéréotypes des personnalités politiques, elle révèle que ces derniers sont dévalorisés sur la moralité et l'empathie, mais aussi sur la compétence, en particulier lorsque leur pouvoir est élevé, et ce surtout par les individus ayant un faible niveau de justification du système politique. Ainsi, percevoir les personnes engagées en politique comme immorales, peu empathiques et incompétentes servirait à délégitimer leur pouvoir et plus largement le système politique en place. Cependant, les personnalités politiques sont systématiquement jugées très assertives, une qualité qui, bien qu'attribuée aux groupes à haut statut, ne semble pas jouer de rôle légitimant et pourrait même renforcer la contestation du système.

Ces études apportent plusieurs contributions théoriques significatives à la littérature. Tout d'abord, elle renforce l'hypothèse selon laquelle les stéréotypes jouent un rôle clé dans la légitimation de la hiérarchie sociale – une idée largement avancée en théorie (Fiske et al., 2002

; Jost & Banaji, 1994), mais encore peu étudiée de manière empirique. Dans la lignée de travaux récents suggérant que la perception des groupes et individus de haut statut comme compétents contribue à légitimer leur position dans la hiérarchie sociale (Gaubert & Louvet, 2021; Louvet et al., 2023; Yzerbyt et al., 2022), nos résultats révèlent à l'inverse que les stéréotyper comme incompetents pourrait remplir une fonction de délégitimation. Nos études innovent également en mettant en lumière le rôle que peuvent jouer les attributs associés à la dimension horizontale du jugement social dans les processus de (dé)légitimation de la hiérarchie sociale. Plus précisément, nos résultats montrent que les individus ayant une faible adhésion au système politique tendent à percevoir les personnalités politiques comme moins empathiques et moins morales. Cela suggère qu'une manière de délégitimer le système politique en place pourrait consister à retirer à ses représentants des traits de moralité et d'empathie. Ce résultat se distingue des recherches antérieures, qui se sont principalement concentrées sur la dimension verticale du jugement social – et plus spécifiquement la compétence – en tant que vecteur principal de légitimation du statut (Gaubert & Louvet, 2021; Oldmeadow & Fiske, 2007). La spécificité de notre groupe cible, les personnalités politiques, peut toutefois éclairer cette dynamique. En effet, on attend d'elles qu'elles soient honnêtes, justes et soucieuses du bien commun, ce qui confère à des traits comme la moralité et l'empathie une valeur fonctionnelle dans l'exercice de leur rôle. Dans ce contexte, ces traits horizontalement situés pourraient être perçus comme des compétences nécessaires pour incarner un bon représentant politique. Cette interprétation trouve un écho dans les travaux de Brambilla et al. (2010) qui ont montré que des traits de chaleur peuvent être perçus comme fonctionnels, voire essentiels, à l'efficacité dans certaines professions, telles que celle de psychologue. De manière cohérente, nos études révèlent une forte corrélation entre la moralité, l'empathie et la compétence perçue, suggérant que dans certains contextes, des attributs traditionnellement associés à la dimension horizontale peuvent contribuer à la dimension verticale, dans la mesure où ils sont jugés nécessaires à la réussite ou au bon exercice d'un statut. En somme, délégitimer les groupes à statut élevé sur ces dimensions morales pourrait constituer une stratégie implicite de remise en cause de leur position sociale.

Ensuite, nos résultats apportent un soutien supplémentaire aux modèles récents sur les dimensions du jugement social, qui suggèrent qu'il serait pertinent de décomposer le *Big Two* en sous-dimensions distinctes (Abele, 2022; Abele et al., 2016, 2021). En effet, nous avons mis en évidence un pattern contrasté au sein de la dimension verticale : les personnalités politiques sont jugées moins compétentes qu'elles ne devraient l'être, mais plus assertives, un effet particulièrement marqué chez les individus ayant un faible niveau de justification du

système politique. Les résultats sur l'assertivité sont conformes à des travaux récents qui suggèrent que l'assertivité est fortement liée au statut social de la cible, indépendamment des croyances justifiant le système (Louvet et al., 2023; Oldmeadow & Fiske, 2007; Yzerbyt et al., 2022). Nous allons même plus loin en montrant qu'à l'inverse, l'assertivité pourrait favoriser la délégitimation des personnalités politiques.

Enfin, d'un point de vue appliqué, ces résultats permettent d'éclairer certains comportements protestataires en France et, plus largement, en Europe. Depuis plusieurs années, l'abstention, le vote protestataire et le soutien aux partis situés aux extrêmes du spectre politique ne cessent de croître (Perrineau, 2007; Science Po CEVIPOF, 2024). Nos résultats suggèrent que cette dynamique pourrait être liée à une délégitimation des personnalités politiques, perçues comme indignes de confiance et incompetentes, ce qui remet en question leur légitimité à gouverner et, par extension, à être élues.

5. Cold and incompetent: how stereotypes toward politicians contribute to delegitimize the political system?

Abstract:

Focusing on politics and the social group of politicians, the purpose of the present research was to show that stereotypes might embody a delegitimizing function. In order to test this general hypothesis, we conducted three experiments. In all three studies, we measured participants' stereotypes of politicians and their level of political system justification. In Studies 1 and 2, we measured stereotypes of politicians in general. In Study 3, we measured stereotypes of two unequally powerful political functions (a mayor and a minister). Our results showed that politicians were devalued on morality, empathy, and competence, especially when political power was high. This derogation of politicians particularly characterized participants low in political system justification, suggesting that negative stereotyping of politicians on these dimensions can be seen as a way of delegitimizing their high status and power. Furthermore, our results showed that politicians were ascribed a high level of assertiveness, especially when political power was high. This attribution of assertiveness to politicians does not fulfil a legitimizing function, insofar as political system justification was uncorrelated or even negatively correlated to perceived assertiveness.

Highlights:

Focusing on politics and the social group of politicians, the present research showed that stereotypes might not only contribute to legitimize the social hierarchy, but could also embody a delegitimizing function.

Innovatively, our research highlights that not only (in)competence, but also qualities pertaining to the horizontal dimension of social judgment could play a role in (de)legitimizing the social hierarchy, as long as these qualities are functional to the social roles considered.

Our research provided further evidence to the idea that it might be interesting to break down the two Big Two in facets by revealing a very different pattern for the two subcomponents of the vertical dimension, assertiveness and competence: participants delegitimized politicians by ascribing to them a lack of competence but excessive assertiveness.

Finally, from an applied point of view, our research provides a better understanding of some protest behavior in France, and more generally in European countries.

Keywords: (Political) System Justification – Politicians – Delegitimization – Stereotypes – Stereotype Content Model (SCM)

5.1. Introduction

In France and in many parts of the world, politicians embody an immoral and untrustworthy vision of politics. As expressed by Will Rogers (1923), "If you ever injected truth into politics, you'd have no politics." This perception of distrust towards politics and political actors persists today. According to the political confidence barometer, in France 74% of respondents have negative feelings towards politics, 37% distrust politics, and 68% of respondents believe that politicians are corrupt (Sciences po CEVIPOF, 2024). This vision of politicians can be directly related to people's distrust in the political system: only 31% of French people surveyed believe that democracy works well in France. The purpose of the present work is to analyze the relationship between stereotyping politicians and legitimizing the political system. Whereas the system justification theory argues that stereotyping is a way to legitimize the existing social order (Jost & Banaji, 1994), in this work, we aimed to demonstrate that stereotyping politicians could serve to delegitimize the political system.

5.1.1. Stereotyping politicians.

Political science and social psychology literature consistently suggested that integrity or morality is the most central trait for the appraisal of politicians (Bertolotti & Catellani, 2018; Brückmüller & Methner, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Chen et al., 2014; Fiske, 2019; Kinder 1980, 1986; Mondak, 1995; Wojciszke & Klusek, 1996). Beyond morality, other dimensions have been shown to be important in the perception of politicians. According to the popular framework introduced by Kinder (1986), the most common traits used to characterize politicians fall into four dimensions including beyond the fundamental dimension of integrity (e.g. moral, honest), competence (e.g. intelligent, competent), leadership (e.g. ambitious, strong leader), and empathy (e.g. compassionate, cares about people). Some authors have proposed that these four dimensions can be further aggregated into two dimensions, combining empathy and integrity on the one hand, and leadership and competence on the other (Bittner, 2011; McAllister, 2016; Ohr & Oscarsson, 2013). This model of perception of politicians can be related to the well-established "Big Two" model of social judgement (Abele et al., 2016, 2021; Fiske et al., 2002, 2007). According to this approach, there are two fundamental dimensions underlying person and group perception. The first dimension, generally labeled "competence" (Fiske et al., 2002, 2007) or "agency" (Abele & Wojciszke, 2014; Wojciszke & Abele, 2008), and recently called "vertical dimension" (Abele et al., 2021) refers to qualities linked with goal attainment and encompasses qualities such as being capable, intelligent, ambitious, or

determined. The second dimension, generally labeled “warmth” or “communion”, and recently called “horizontal dimension”, refers to qualities linked with social relationships and encompasses qualities such as being kind, sociable, honest or trustworthy. Recent research has shown that each of these fundamental dimensions can be further broken down into two facets (Abele et al., 2016, 2021). Precisely, the vertical dimension can be broken down in assertiveness, i.e. the motivation to promote one’s own interests, and ability, i.e. the efficiency in task achievement (Carrier et al., 2014). The horizontal dimension can be broken down in friendliness, i.e. establishing close relationships with others, and morality, i.e. fairness in interpersonal relations and compliance with social norms (Brambilla et al., 2011; Leach et al., 2007). Comparing these two fundamental dimensions of social judgment and their facets to the dimensions underlying perception of politicians, the parallels in content are obvious (Bruckmüller & Methner, 2018). Specifically, the facet of assertiveness can be linked with leadership, ability with competence, morality with integrity, and friendliness with empathy.

Assuming that politicians are judged on these four dimensions, an interesting next question is to explore the content of this judgment. First, there is a consensus in the literature that politicians are generally considered as immoral (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Wojciszke & Klusek, 1996). For example, a study asking participants to indicate whether Polish politicians are as they should be or if they are lacking something, showed that politicians are generally seen as lacking morality (Wojciszke & Klusek, 1996). Interestingly, morality has been shown to be both the most likeable yet the least typical dimension attributed to politicians (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015 ; Wojciszke & Klusek, 1996). More generally, research suggested that politicians are rated low on the horizontal dimension (Fiske 2019; Fiske & Durante, 2014), which means that they may be perceived not only as immoral but also as lacking empathy. The perception of politicians on the vertical dimension is more complex. As politicians are a powerful high-status group, they should be rated high on this dimension (Fiske et al., 2002). However, results in the literature show ambivalent judgements according to the specific facet at hand. Whereas leadership (or assertiveness) appears to be the most typical dimension of politicians (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Wojciszke & Klusek, 1996), they are not necessarily perceived as competent. Fiske and Durante (2014) analyzed perception of politicians in various international samples, and showed that politicians are systematically seen as low in warmth or trust, whereas ratings on competence considerably varied according to the country: for example, in Switzerland, they are seen as relatively competent, whereas in Italy, India, and Mexico, they are seen as incompetent (Fiske & Durante, 2014). In the same vein, Wojciszke and Klusek

(1996) showed that politicians are not only seen as lacking morality, but also as lacking competence. In sum, politicians are perceived as assertive, not necessarily competent, and most studies agree that they are lacking morality and more generally warmth. An important next step is to understand why politicians are stereotyped in this way.

5.1.2. The legitimizing function of stereotypes.

According to the stereotype content model (Fiske et al., 2002), high status groups (such as politicians) are generally seen as competent but cold, whereas the reverse pattern appears for low status groups. Fiske and her colleagues (2002) suggested that the function of these mixed stereotypes is to legitimate and perpetuate the existing social order. Attributing more competence to high-status groups than to low-status groups legitimates the social hierarchy by suggesting that people get what they deserve: they occupy high positions on the social ladder because they do better than others. Conversely, attributing more warmth to low-status groups than to high-status groups serves to placate low-status groups by assigning them socially desirable traits that are irrelevant for social status and may even imply deference to others. A similar rationale underlies the System Justification Theory (Jost & Banaji, 1994). According to this approach, stereotyping is one important way to justify the social, economic and political system (Jost & Banaji, 1994). To legitimize and perpetuate the prevailing social order and associated inequalities, people tend to derogate low-status individuals (or groups) and to lionize high status individuals on dimensions relevant to their hierarchical or economical standing (Baryl et al., 2015; Kay et al., 2005; 2003). For example, stereotyping the working class as unintelligent or incompetent serve the ideological function of rationalizing their economic situation, and consequently legitimize their position within the social structure (Volpato et al., 2017). This system legitimizing function of stereotypes received some empirical support in the literature. For example, a study conducted by Kay et al. (2005) demonstrated that when individuals perceive a threat to the system, they are inclined to emphasize the connection between power possession and causally relevant traits such as intelligence. Indeed, allocating intelligence to high status peoples means that they deserve their positions within the social and economic hierarchy, thereby legitimizing the socio-economic system. In the same vein, Olmewood and Fiske (2007) manipulated social status through a picture of an expensive versus less expansive house and showed that the relationship between perceived social status and perceived competence was stronger among participants high on system-justifying ideologies such as the belief in a just world or social dominance orientation (Olmewood & Fiske, 2007). Similar results were found in a recent research indicating that only participants high in

economic system justification rated a high-status target as more competent than a low-status target (Gaubert & Louvet, 2021). Interestingly, this legitimizing function of stereotypes has recently shown to be specifically embodied in competence (or ability), whereas the relationship between social status and perceived assertiveness appeared regardless of system justification (Louvet et al., 2023).

Applying this legitimizing function of stereotypes to the specific group of politicians, one way to support the political system would be to credit politicians with competence (or ability). However, as seen previously, competence is not necessarily ascribed to politicians (Fiske & Durante, 2014; Wojciszke & Klusek, 1996). Interestingly, and in line with the relationship between stereotyping and system justification, Fiske and Durante (2014) highlighted that politicians were considered as incompetent when their country scored high on the Corruption Perception Index (Italy, Mexico, or India, for example), suggesting that system justification should be low. Thus, assigning little competence to politicians could be a way to delegitimize the political system. Furthermore, it has been shown in the literature that politicians are seen as immoral, while at the same time morality appears to be the most important and most likable dimension in the domain of politics (Bertolotti & Catellani, 2018 ; Brückmüller & Methner, 2018 ; Catellani & Bertolotti, 2015 ; Chen et al., 2014 ; Fiske, 2019 ; Kinder 1980, 1986 ; Mondak, 1995 ; Wojciszke & Klusek, 1996). This discrepancy between “what is” and “what ought to be” could be considered as an indicator of political system delegitimization (Barylà & Wojciszke, 2015). Finally, the only dimension on which politicians are systematically valued is assertiveness. However, assertiveness seems not to play any role in legitimizing social status (Louvet et al., 2023)

5.1.3. Overview

In an innovative way, the first aim of the present research was to highlight that stereotypes may not only encompass a legitimizing role as generally indicated in the literature (Fiske et al., 2002; Jost & Banaji, 1994), but could also embody a delegitimizing function. In the light of the prevalent negative perception of politicians, we aimed to investigate whether stereotyping politicians as immoral, non-empathic, and maybe incompetent can contribute to the delegitimization of the political system. Through three experiments, we measured participants' level of political system justification and their perception of politicians. In the first two studies conducted among students (study 1) and a more general population (study 2), we assessed the stereotypes of politicians by asking participants to indicate how are and how ought to be politicians. In line with previous research (Bertolotti & Catellani, 2018; Fiske, 2019; Fiske

& Durante, 2014; Wojciszke & Klusek, 1996), we hypothesized that politicians will be evaluated more negatively in terms of morality, empathy and perhaps also competence than they should be. This negative perception of politicians on these three dimensions was expected to be more important among participants low in political system justification. Insofar as leadership appeared to be the most typical dimension of politicians (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Wojciszke & Klusek, 1996), we further expected politicians to be evaluated positively on assertiveness. This positive perception on assertiveness was expected to appear regardless of system justification.

A second and complementary purpose of this research was to disentangle the delegitimization of the political system per se from the delegitimization of power. To achieve this goal, we conducted a third study in which participants were asked to rate two political figures with different levels of power – a mayor of a small village and a minister. We expected the high power political figure to be considered less competent, moral, and empathic than the low power political figure, especially by participants low on the political system justification. We further expected assertiveness to be associated with power regardless of political system justification.

5.2. Study 1

Based on previous research suggesting that for most people politicians are not as they should be, and that the most likable qualities for politicians are also the least typical ones (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Wojciszke & Klusek, 1996), the first aim of this study was to directly investigate potential discrepancies between the descriptive stereotype of politicians (“how they are”) and the prescriptive stereotype (“how they should be”). In line with previous research suggesting that politicians are generally seen as immoral, lacking warmth and perhaps also competence or ability (Bertolotti & Catellani, 2018; Fiske, 2019; Fiske & Durante, 2014; Wojciszke & Klusek, 1996), we hypothesized that politicians are seen as less moral, empathic and competent than they should be; in contrast, as leadership (or assertiveness) has been shown to be the most typical quality of politicians, we did not expect any difference between the descriptive and the prescriptive stereotype on this dimension. Furthermore, based on the idea that disparity between “what is” and “what should be” could be considered as an indirect measure of system justification (Barylá & Wojciszke, 2015), a second aim of the present research was to test the hypothesis that discrepancies between the descriptive and the prescriptive stereotype would be moderated by political system justification. We

expected especially people low on political system justification to perceive politicians as less competent, emphatic, and moral than they should be.

5.2.1.Method

5.2.1.1.Participants

144 French adults (49 males, 91 females, 2 “others” and one unspecified), mostly students (the sample included 85 students), took part in the study (*Mean age* = 30.1, *SD* = 14.9).

5.2.1.2.Procedure and materials.

The study was conducted online via various student Facebook groups. Participants were told that the research was about the “French society and its politicians” and comprised two independent studies. The first study was introduced as measuring “general perception of politics” and aimed to assess participants’ political system justification. Participants were invited to indicate on a 7-point scale ranging from “do not agree at all” to “completely agree” their levels of agreement with five statements about the political system presented in a random order. These items were drawn from the Democratic Justification System Scale (Rutto et al., 2014): *“Overall, the French political system functions as it should”, “The French political system is fair and trustworthy”, “Most political decisions serve the common good”, “The French political system needs to be radically restructured”, “Today, politicians act more in favor of lobbyists than citizens.”* (Cronbach's $\alpha=.88$). The second study was presented as exploring the perception of politicians. Participants were invited to indicate on a 7-point scale ranging from “not at all” to “completely” if a series of 12 traits presented in a random order are characteristic of “how politicians are”. Participants were also invited to indicate on a 7-point scale ranging from “not at all” to “completely” if the same series of 12 traits are characteristic of “how politicians should be”. We counterbalanced the order of presentation of the descriptive and the prescriptive stereotype. The traits were selected from previous research on social judgment (Abele et al., 2016; Brambilla et al., 2012 ; Cambon, 2022; Carrier et al, 2014; Carrier et al, 2014) and aimed to capture the four dimensions highlighted in the literature to be fundamental in the judgment of politicians (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Kinder, 1986; Wojciszke & Klusek, 1996), also covering the four facets of the “Big Two”, namely: assertiveness (*self-confident, ambitious, careerist*), competence (*capable, efficient, competent*), morality (*trustworthy, honest, sincere*), and empathy (*caring, listening, attentive to others*). Finally, participants indicated their gender, age, and occupation.

5.2.2. Results

Analyses were performed using Jamovi software (Version 2.3.28). To test our hypothesis concerning discrepancies between the descriptive and the prescriptive stereotype and potential moderating effects of political system justification, we performed repeated measure ANOVAs on each dimension (assertiveness, competence, morality, empathy) introducing stereotype (descriptive vs. prescriptive) as within-participants factor and political system justification as a covariate.

Table 1. Mean (and standard deviation) of assertiveness, competence, morality, empathy according to the descriptive and prescriptive stereotype associated with politicians and the level of political system justification of participants.

Target	High level of political system justification		Low level of political system justification	
	Descriptive	Prescriptive	Descriptive	Prescriptive
Assertiveness	6.00 (0.74)	4.55 (1.16)	6.13 (0.88)	4.20 (1.20)
Competence	3.99 (1.12)	6.37 (0.72)	3.14 (1.46)	6.51 (0.68)
Morality	3.16 (1.32)	6.54 (0.78)	2.04 (1.43)	6.79 (0.41)
Empathy	3.25 (1.14)	6.35 (0.80)	2.35 (1.41)	6.47 (0.74)

Results first revealed significant main effects of stereotype (prescriptive versus descriptive) on assertiveness, competence, morality and empathy, indicating that politicians are judged to be less competent, $F(1, 142) = 249.40$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .637$, less moral, $F(1, 142) = 547.90$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .794$, and less empathetic, $F(1, 142) = 407.10$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .741$, than they should be. In contrast, they are judged to be more assertive, $F(1, 142) = 80.70$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .363$, than they should be. These effects were moderated by political system justification for all dimensions, assertiveness, $F(1, 142) = 14.10$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .090$, competence, $F(1, 142) = 36.20$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .207$, morality, $F(1, 142) = 83.90$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .372$, and empathy, $F(1, 142) = 56.20$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .284$ (table 1). To further investigate

these interactions, we computed a difference score between the descriptive and perspective stereotypes for each dimension. The more negative the score, the more participants derogated politicians by considering them as less competent, moral and empathic than they should be. We then performed simple regression analyses introducing political system justification (mean score) as the predictor and the difference score as the criterion. We also separately regressed prescriptive and descriptive stereotypes on political system justification. Results revealed a similar pattern for competence, morality and empathy. Political system justification positively predicted the difference score for competence, $\beta = .46$, $t(142) = 6.09$; $p < .001$, morality, $\beta = .61$, $t(142) = 9.16$; $p < .001$, and empathy, $\beta = .53$, $t(142) = 7.50$; $p < .001$. Thus, the lower participants' political system justification, the more they derogated politicians considering them to be less competent, moral, and empathic than they should be. When considering separately prescriptive and descriptive stereotypes, results indicated that political system justification positively predicted descriptive stereotypes for competence, $\beta = 0.48$, $t(142) = 6.51$; $p < 0.001$, morality, $\beta = 0.59$, $t(142) = 8.71$; $p < 0.001$ and empathy, $\beta = 0.56$, $t(142) = 7.95$; $p < 0.001$. The lower participants' political system justification, the less they perceived politicians to be competent, moral and empathic. Concerning prescriptive stereotypes, political system justification negatively predicted expected morality, $\beta = -0.25$, $t(142) = -3.08$; $p < 0.002$, indicating that the lower participants' political system justification, the more they considered that politicians should be moral. However, effect size revealed to be lower than for perceived morality. Moreover, political system justification did not significantly predict expected competence, $\beta = -0.07$, $t(142) = -0.88$; $p = 0.381$, and empathy, $\beta = -0.11$, $t(142) = -1.32$; $p = 0.188$. Regardless of system justification, all participants considered that politicians should be competent and empathic.

Concerning assertiveness, results revealed the reverse pattern. This time political system justification negatively predicted the difference score between the descriptive and the prescriptive stereotype, $\beta = -.30$, $t(142) = -3.75$; $p < .022$. The lower participants' political system justification, the more they perceived politicians to be more assertive than they should be. When considering separately prescriptive and descriptive stereotypes, results indicated that political system justification did not significantly predict perceived assertiveness, $\beta = -0.14$, $t(142) = -1.73$; $p = 0.085$. In other words, regardless of system justification, all participants perceived politicians as assertive. In contrast, political system justification positively predicted expected assertiveness, $\beta = 0.20$, $t(142) = 3.73$; $p < 0.001$. The lower participants' political system justification, the less they considered that politicians should be assertive.

5.2.3. Discussion

This study provides empirical support for our hypothesis suggesting that politicians are not as they should be. Specifically, we found that politicians are seen to be less competent, moral, and empathic than they should be. These results are in line with previous research suggesting that politicians lack important qualities they should have, and are particularly derogated on morality, but also sometimes on competence (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Fiske & Durante, 2014; Wojciszke & Klusek, 1996). Moreover, our results also revealed that the lower participants scored on the political system's justification scale, in other words the more they challenged the political system, the more they derogated politicians by considering them as less competent, moral, and empathic than they should be. Interestingly, when considering separately prescriptive and descriptive stereotypes, our results revealed that political system justification particularly affected descriptive stereotypes. In other words, regardless of political system justification, all participants considered that politicians should be competent, moral and empathic, but especially participants low in political system justification perceived politicians as actually lacking these qualities. Taken together, these results supported our hypothesis suggesting that derogating politicians on qualities they should have is a way of delegitimizing and challenging their position in the social hierarchy, and therefore the political system itself. Concerning assertiveness, as shown in previous research, this dimension revealed to be typically attributed to politicians (descriptive stereotype) (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Wojciszke & Klusek, 1996). Interestingly, our results indicated that this attribution appears regardless of political system justification. This result is in line with previous work showing that the relationship between perceived assertiveness and a target's social status appeared regardless of system justification (Louvet et al., 2023). Finally, our results also indicated that the lower participants' political system justification, the less they considered that politicians should be assertive (prescriptive stereotype). This result suggests that people might delegitimize the political system not only by perceiving politicians as less competent, moral and empathic than they should be, but also by considering that they should be less assertive than they are. In sum, this study offered encouraging initial support for our hypotheses. However, considering the small sample size and the predominance of students in the sample, further empirical evidence is needed to consolidate our findings.

5.3. Study 2

The purpose of Study 2 was to replicate our previous findings with a broader sample. In Study 1, participants were predominantly university students and female. In the present study, we targeted via Online Survey platform Bilendi a more gender-balanced sample of working people.

5.3.1. Method

5.3.1.1. Participants

338 French adults (166 males, 172 females,) took part in the study (*Mean age* = 44.6, *SD* = 10.6). The sample included 162 managers and 176 employees.

5.3.1.2. Procedure and materials

Procedure and materials were nearly the same as those used in Study 1. Again, we first measured political system justification with the same items as those used in Study 1. We averaged all items into a single political system justification score ($\alpha = .76$). Using a within-participants experimental design, each participant had then to rate “how politicians should be” and “how politicians are” in a counterbalanced order. The traits used were approximately the same as those used in the first study, with a few changes: we selected items more closely related to the literature on politicians (Funk, 1999; Kinder 1986; Lautsen & Bohr, 2017). For the morality dimension, instead of "trustworthy", we chose "high in integrity", and for the empathy dimension, we replaced "attentive to others" with "empathic".

5.3.2. Results

To test our hypothesis concerning discrepancies between the descriptive and the prescriptive stereotype and potential moderating effects of political system justification, we performed repeated measure ANOVAs on each dimension (assertiveness, competence, morality, empathy) introducing stereotype (descriptive vs. prescriptive) as within-participants factor and political system justification as a covariate.

Table 2. Mean (and standard deviation) of assertiveness, competence, morality, empathy according to the descriptive and prescriptive stereotype associated with politicians and the level of political system justification of participants.

Target	High level of political system justification		Low level of political system justification	
	Descriptive	Prescriptive	Descriptive	Prescriptive
Assertiveness	5.07 (1.31)	4.51 (1.23)	5.74 (1.21)	4.29 (1.28)
Competence	4.09 (1.18)	5.27 (1.56)	2.96 (1.43)	6.07 (1.44)
Morality	3.69 (1.35)	5.27 (1.59)	2.26 (1.47)	6.05 (1.62)
Empathy	3.78 (1.23)	5.05 (1.36)	2.52 (1.37)	5.65 (1.53)

Results first revealed significant main effects of stereotype (prescriptive versus descriptive) on assertiveness, competence, morality and empathy, indicating that politicians are judged to be less competent, $F(1, 336) = 352.00$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .512$, less moral, $F(1, 336) = 389.00$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .537$, and less empathetic, $F(1, 336) = 352.00$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .511$, than they should be. In contrast, they are judged to be more assertive, $F(1, 336) = 72.8$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .178$, than they should be. These effects were significantly moderated by political system justification interaction for all dimensions, assertiveness, $F(1, 336) = 21.8$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .061$, competence, $F(1, 336) = 126.00$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .273$, morality, $F(1, 336) = 130.00$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .279$, and empathy, $F(1, 336) = 121.00$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .265$. (table 2) To further investigate these interactions, we again computed a difference score between the descriptive and perspective stereotypes for each dimension, and regressed this difference score, as well as prescriptive and descriptive stereotypes separately on political system justification. Results revealed a similar pattern for competence, morality and empathy. Political system justification positively predicted the difference score for competence $\beta = .52$, $t(336) = 11.2$; $p < .001$; $p < .001$, morality, $\beta = .53$, $t(336) = 11.4$; $p < .001$, and empathy, $\beta = .52$, $t(336) = 11.0$; $p < .001$. Thus, the lower participants' political system justification, the more they derogated politicians considering them to be less competent, moral, and empathic than they should be. When considering separately prescriptive and descriptive stereotypes, results indicated that political system justification positively predicted descriptive stereotypes for competence, $\beta = 0.47$, $t(336) = 9.71$; $p < 0.01$, morality, $\beta = 0.50$, $t(336) = 10.6$; $p < 0.001$ and empathy, $\beta = 0.51$, t

(336) = 10.8; $p < 0.001$. The lower participants' political system justification, the less they perceived politicians to be competent, moral and empathic. Results went in the opposite direction for prescriptive stereotypes. Political system justification negatively predicted expected competence, $\beta = -0.25$, $t(336) = -4.67$; $p < 0.001$, morality, $\beta = -0.25$, $t(142) = -4.82$; $p < 0.001$, and empathy, $\beta = -0.20$, $t(336) = -3.73$; $p < 0.001$. In other words, the lower participants' political system justification, the more they considered that politicians should be competent, moral, and empathic. However, effect sizes revealed to be lower for prescriptive stereotypes than for descriptive stereotypes on all three dimensions.

Concerning assertiveness, results revealed the reverse pattern. This time political system justification predicted negatively the difference score between the descriptive and the prescriptive stereotype, $\beta = -.25$, $t(336) = -4.67$; $p < .001$. In other words, the lower participants' political system justification, the more they perceived politicians to be more assertive than they should be. When considering separately prescriptive and descriptive stereotypes, results indicated that political system justification negatively predicted perceived assertiveness, $\beta = -0.21$, $t(142) = -3.89$; $p < 0.001$. The lower participants' political system justification, the more they perceived politicians to be assertive. In contrast, political system justification positively predicted expected assertiveness, $\beta = 0.11$, $t(336) = 1.96$; $p = 0.051$. The lower participants' political system justification, the less they considered that politicians should be assertive.

5.3.3. Discussion

Using a larger and more diversified sample, findings of Study 2 closely replicated those obtained in Study 1. As previously, we found that politicians are perceived as less competent, moral, and empathic, but more assertive than they should be. Furthermore, results confirmed that the participants low in political system justification tended to derogate politicians by considering them as less competent, moral, and empathic than they should be, but also by attributing to them more assertiveness than they should have. Again, our results revealed that political system justification particularly affected descriptive stereotypes: especially participants low in political system justification derogated politicians on actual competence, morality and empathy, whereas they attributed a higher level of assertiveness to them. In a complementary way, they also considered (more than participants high in system justification did) that politicians should be more competent, moral and empathic, but less assertive. In other words, there seem to be two complementary routes to delegitimize the political system: ascribing to politicians a lack of competence, morality and empathy, but also an excess of assertiveness.

5.4. Study 3

The first two studies investigated the stereotype associated with politicians in general. However, insofar as politics are closely related to power, we may wonder if delegitimization concerns politics itself or power associated with politics. Study 3 aimed to address the issue by analyzing the perception of two specific political functions varying in level of power. Participants had to rate two political figures - one high in power (a minister) and the other low in power (a mayor of a small village). In line with results obtained in Studies 1 and 2, we expected that the high power political figure would be seen as less competent, moral, and empathic than the low power political figure, especially by participants low in political system justification. We further expected that assertiveness would be more attributed to the high power political figure than to the low power political figure. Insofar as perceived assertiveness (descriptive stereotype) was not systematically related to political system justification in our previous studies, and in line with previous research suggesting that assertiveness was not used to legitimize the system (Louvet et al., 2023), we did not expect any moderation on assertiveness.

5.4.1. Method

5.4.1.1. Participants

180 French adults (64 males, 113 females, 1 “others” and two unspecified) took part in the study (*Mean age* = 30, *SD* = 11.8). Half of them were 90 students (*N* = 90), the other half employed in various areas.

5.4.1.2. Procedure and materials

The study was conducted online via various student Facebook groups. Participants were told that the research was about the “French people's perception of politics” and comprised two independent studies. The first study was introduced as measuring “politics in general” and aimed to assess participants’ level of political system justification. We used the same scale as in Studies 1 and 2 (Rutto et al., 2014), and computed a composite score (Cronbach's $\alpha = .85$). The second study was introduced as measuring participants’ perception of some political functions. Participants had to indicate if a series of 12 traits presented in a random order – the same as in the first study – are characteristic of two political figures embodying high or low power: a minister and a mayor of a small village. The two functions were counterbalanced to control for order effects. To make sure that a minister was seen as higher in power than a mayor,

participants were also invited to rate on a 7-point scale ranging from "do not agree at all" to "completely agree" whether this person "has influence over people," "has power," "has the means to implement decisions". Finally, participants indicated their gender, age, and occupation.

5.4.2. Results

Manipulation check

To check for the success of our power manipulation, we averaged the three items measuring perceived power (minister: $\alpha = .84$; mayor: $\alpha = .70$) and performed a one-way ANOVA introducing political function (high power vs. low power) as within-participants factor. Results revealed that the high-power target was associated with a higher level of power ($M = 5.31$, $SD = 1.17$) than the low-power target ($M = 3.97$, $SD = 1.07$), confirming that the power manipulation was successful, $F(1,179) = 144.00$; $p < 0.001$, $\eta_p^2 = 0.447$.

Effect of power on perceived assertiveness, competence, morality, and empathy

To test our hypothesis suggesting that high power political figures are more assertive and more competent than low power political figures, but less moral and less empathic, we performed repeated measure ANOVAs on each dimension (assertiveness, competence, morality, empathy) introducing power (high versus low) as within-participants factor and political system justification as a covariate.

Table 3. Mean and (standard deviation) of assertiveness, competence, morality, empathy as a function of target power and political system justification of participants.

Target	High level of political system justification		Low level of political system justification	
	Mayor	Minister	Mayor	Minister
Assertiveness	4.28	5.23	4.33	5.23
	(1.15)	(0.85)	(1.06)	(0.89)
Competence	4.72	4.50	4.48	3.28
	(1.01)	(1.26)	(1.03)	(1.41)
Morality	4.67	3.57	4.42	2.24
	(0.99)	(1.33)	(1.13)	(1.17)
Empathy	5.23	3.68	4.81	2.63

Results first revealed significant main effects of power (high versus low) on all dimensions. A minister was perceived to be more assertive than a mayor, $F(1, 178) = 22.41$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .112$, but less competent, $F(1, 178) = 80.20$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .311$, less moral, $F(1, 178) = 159.6$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .473$, and less empathetic $F(1, 178) = 114.00$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .390$. These effects were significantly moderated by political system justification for competence, $F(1, 178) = 40.40$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .185$, morality, $F(1, 178) = 37.40$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .174$, and empathy, $F(1, 178) = 15.40$; $p < .001$, $\eta_p^2 = .080$, but not for assertiveness, $F(1, 178) = 0.04$; $p = 0.846$, $\eta_p^2 = .000$ (table 3). To further investigate these interactions, we computed a difference score between the high-power and the low-power target separately for assertiveness, competence, morality, and empathy ratings. The more positive the score, the more participants rated high-power target (the minister) more positively than low-power target (the mayor). We then performed simple regression analyses introducing political system justification (mean score) as the predictor and the difference score for assertiveness, competence, morality, and empathy as the criterion respectively. We also separately regressed high-power and the low-power target on political system justification. Results revealed a similar pattern for competence, morality and empathy. Political system justification positively predicted the difference score for competence $\beta = .43$, $t(178) = 6.35$; $p < .001$, empathy, $\beta = .20$, $t(178) = 2.65$; $p = 0.009$, and morality, $\beta = .18$, $t(178) = 2.50$; $p = 0.013$. The lower participants' political system justification score, the more they derogated the high-power target (minister) by considering this target to be less competent, moral, and empathic than the low-power target (mayor). When considering separately high-power and low-power target, results indicated that political system justification positively predicted perceived competence, $\beta = 0.48$, $t(178) = 7.37$; $p < 0.001$, morality, $\beta = 0.56$ $t(178) = 8.89$; $p < 0.001$ and empathy, $\beta = 0.48$, $t(178) = 7.24$; $p < 0.001$ for the high-power target (minister). The lower participants' political system justification, the less they perceived a minister to be competent, moral and empathic. Political system justification also significantly predicted perceived morality, $\beta = 0.18$, $t(178) = 2.5$; $p = 0.013$ and empathy, $\beta = 0.20$, $t(178) = 2.65$; $p = 0.009$ for a mayor. The lower participants' political system justification, the less they perceived a mayor to be moral and empathic. However, effect sizes revealed to be lower for the mayor than for the minister. Moreover, political system justification did not significantly predict perceived competence for a mayor, $\beta = 0.09$, $t(178) = 1.18$; $p = 0.238$.

5.4.3. Discussion

The pattern of results obtained in Study 3 is very close to findings obtained in the two first studies. Studies 1 and 2 suggested that politicians are derogated on competence, morality and empathy especially by participants low in political system justification. Results of Study 3 extended these findings by suggesting that this derogation more precisely concerns powerful political figures. As hypothesized, and in line with results observed in Studies 1 and 2, we found that high power political figures were judged less competent, moral and empathic than low power political figures, particularly by participants low in political system justification. Similar results were found by Gaubert et al. (2021), who showed that high-power individuals within an organization were derogated on competence by participants low in economic system justification. Finally, as expected and in line with previous research (Fragale et al., 2011), our result indicated that (political) power was positively associated with assertiveness regardless of political system justification. We observed a similar result in Study 1 concerning descriptive stereotypes. This result provides further evidence to the hypothesis that assertiveness, in contrast to competence, does not serve to (de)legitimize power or status differences (Louvet et al., 2023; Yzerbyt et al., 2022). In sum, results of Study 3 support our hypothesis that by derogating politicians on competence, morality and empathy, individuals delegitimize their power, beyond the political function itself.

5.5. General discussion

According to the literature (Fiske et al., 2002; Jost & Banaji, 1994), stereotyping is a way to justify the social, economic, and political system and therefore legitimize and perpetuate the position individuals and groups occupy within the social hierarchy. Focusing on politics and the social group of politicians, the purpose of the present research was to show that stereotypes might also embody a delegitimizing function. In order to test this general hypothesis, we conducted three experiments. In all three studies, we measured participants' stereotypes of politicians and their level of political system justification. In Studies 1 and 2, we measured stereotypes of politicians in general by asking participants to indicate how politicians are (descriptive stereotype) and how they should be (prescriptive stereotype); in Study 3, we measured descriptive stereotypes of two unequally powerful political functions (a mayor and a minister).

Concerning the horizontal dimension of social judgment, our results showed that politicians were devalued on both morality and empathy, especially when political power was

high. These results are in line with previous research indicating that morality is both the most likeable, yet the least typical quality attributed to politicians (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Wojciszke & Klusek, 1996). They are also consistent with general findings on stereotypes and the theoretical framework of the SCM suggesting that most high status groups are derogated on warmth (Cuddy et al., 2011; Fiske et al., 2002; Oldmeadow & Fiske, 2010). Interestingly, our results further highlighted that this derogation of politicians on morality and empathy particularly characterized participants low in political system justification, suggesting that negative stereotyping of politicians on these dimensions can be seen as a way of delegitimizing their high status and power. This finding is innovative insofar as the few studies that investigated the legitimizing role of stereotypes naturally focused on the vertical dimension of social judgment, i.e. the dimension causally relevant to social status (Gaubert & Louvet, 2021; Oldmeadow & Fiske, 2007). Our results can nevertheless be explained by the specificity of our target group (politicians). Politicians are expected to be honest and to care about the people, suggesting that morality and empathy could be considered as a kind of necessary skill to be a good politician. Similar results have been obtained in research showing that warmth traits are perceived to be functional in goal achievement for some professions such as psychologists (Brambilla et al., 2010). Interestingly, in all our studies, perceived morality and perceived empathy were strongly correlated to perceived competence. Taken together, these findings suggest that in specific contexts, traits generally pertaining to the horizontal dimension might contribute to the vertical one insofar as they are important for success. Consequently, derogating high status groups on these traits could be a way of delegitimizing their position.

Furthermore, our results indicated that unlike most high-status groups, politicians were derogated not only on morality and empathy, but also on competence, especially when political power was high. Again, this derogation on competence particularly characterized participants low in political system justification, suggesting that stereotyping politicians as incompetent further contributes to political system delegitimization. In the same vein, previous research suggested that attributing a lack of competence to politicians was especially found in countries with a high corruption index (Fiske & Durante, 2014). These results also provide further support to the hypothesis that the relationship between competence and social status might rely on system justifying motives. Indeed, our results closely mirror previous findings obtained in the socio-economic context. Whereas previous research showed that individuals and groups occupying high socio-economic positions are seen as competent by participants supporting the (economic) system (Gaubert & Louvet, 2021; Louvet et al., 2023; Yzerbyt et al., 2022), our

studies showed that politicians, and especially those at the top of the political hierarchy, are seen as incompetent by individuals challenging the (political) system.

The results on assertiveness showed a completely different pattern. Whereas politicians were considered as low in morality, empathy and competence, they were systematically ascribed a high level of assertiveness, especially when political power was high. These results corroborate previous research suggesting that assertiveness is typically attributed to politicians (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Wojciszke & Klusek, 1996), and high-status groups and individuals in general (Carrier et al., 2014; Dubois, 2010; Louvet et al., 2023; Miraucourt et al., 2022; Mollaret et al., 2016; Yzerbyt et al., 2022). However, interestingly, this attribution of assertiveness to politicians does not fulfil a legitimizing function. First, our results indicated that politicians are seen to be more assertive than they should be, especially by participants low in political system justification (Studies 1 and 2). Second, political system justification was uncorrelated (Studies 1 and 3) or even negatively correlated to perceived assertiveness (Study 2). These results suggest that stereotyping politicians as assertive does not contribute to legitimize their position, and might even play a delegitimizing role. These results are in line with recent work suggesting that perceived assertiveness was strongly related to a target's social status regardless of system justifying beliefs (Louvet et al., 2023; Yzerbyt et al., 2022). Moreover, our research suggested that attributing assertiveness to politicians is not only unrelated to system justification, but also could even serve to challenge the system. This could be explained by the fact that assertiveness defined as the motivation to promote one's own interests could be considered as conflicting with the horizontal dimension which refers to promoting others' interest (Peeters, 1992). In line with this rationale, Cambon (2022) recently showed that the Big Two are negatively correlated when considering the facets of assertiveness (self-interest) and empathy (concern for others). These results are also reflected in our data indicating negative correlations between perceived assertiveness and perceived morality or empathy. These negative relations suggest that people might challenge the political system by attributing to politicians both a lack of warmth and excessive assertiveness.

Although the present research provides greater insight into how stereotypes can function to (de)legitimize the social hierarchy, and more specifically, how individuals perceive politics and politicians, it is not without some limitations. First, it would be interesting to more deeply explore the question of power. Study 3 was a first attempt to disentangle political power from politics itself. However, by operationalizing political power through political functions (mayor versus minister), differences could be explained by stereotypes associated with these specific

functions rather than differences in power. To address this issue, it would be interesting in future work to manipulate power more directly and holding the political function constant. Another potential limitation concerns gender differences. In our work, we focused on politicians in general. However, there are differences in the way female versus male politicians are perceived (Okimoto & Brescoll, 2010; Schneider & Bos, 2014). It would therefore be interesting to introduce this variable as a potential moderator in future research on this topic.

Conclusion

The present research makes some interesting theoretical contributions to the literature. First, it provides further support to the idea that stereotypes could play a major role in legitimizing the social hierarchy, a hypothesis often stated in theory (Fiske et al., 2002; Jost & Banaji, 1994), but rarely addressed empirically. Extending recent previous research suggesting that stereotyping high-status groups and individuals as competent contributes to legitimize their position within the social hierarchy (Gaubert & Louvet, 2021; Louvet et al., 2023; Yzerbyt et al., 2022), our research revealed that, on the contrary, stereotyping them as incompetent could fulfil a delegitimizing function. Innovatively, our research highlights that qualities pertaining to the horizontal dimension of social judgment could also play a role in (de)legitimizing the social hierarchy, as long as these qualities are functional to the social roles considered. Second, the present research provided further evidence to recent theoretical framework on the dimensions underlying social judgment suggesting that it might be interesting to break down the two Big Two in facets (Abele, 2022; Abele et al., 2016, 2021). Our results revealed a very different pattern for the two subcomponents of the vertical dimension, judgments even going in opposite directions: politicians were seen as less competent but more assertive than they should be, especially by participants low in political system justification. In line with some previous studies, these results suggest that attributing competence to high-status groups and individuals seems to play a legitimizing role (Louvet et al., 2023; Oldmeadow & Fiske, 2007; Yzerbyt et al., 2022), whereas assertiveness might even play a delegitimizing role. Finally, from an applied point of view, our research provides a better understanding of some protest behavior in France, and more generally in European countries. For several years now, abstention rates, protest vote, and support for parties at the extremes of the left-right continuum increase (Perrineau, 2007; Science Po CEVIPOF, 2024). These behaviors can be related to our results suggesting that people tend to delegitimize politicians by judging them untrustworthy and incompetent, which means that they are not legitimate to govern, and therefore not legitimate to be voted for. It would be interesting to measure voting behaviors to find out how voting intentions are determined by the way politicians are perceived.

CONFLICT OF INTEREST STATEMENT

There is no conflict of interest.

DATA AND MATERIAL AVAILABILITY STATEMENT

The data and materials that support the findings of this research are available on OSF (anonymous link): https://osf.io/cja3q/?view_only=3276746727fa4cee9aa2cc09be66f330

The research wasn't pre-registered.

References

- Abele, A. E. (2022). Evaluation of the Self on the Big Two and their Facets: Exploring the Model and its Nomological Network. *International Review of Social Psychology*, 35(1), 1-15. <https://doi.org/10.5334/irsp.688>
- Abele, A. E., Ellemers, N., Fiske, S., Koch, A., & Yzerbyt, V. (2021). Navigating the social world: Shared horizontal and vertical dimensions for evaluating self, individuals, and groups. *Psychological Review*, 128, 290–314. DOI: <https://doi.org/10.1037/rev0000262>
- Abele, A., Hauke, N., Peters, K., Louvet, E., Szymkow, A., & Duan, Y. (2016). Facets of the fundamental content dimensions: Agency with competence and assertiveness – Communion with warmth and morality. *Frontiers in Psychology*, 7, 1810. DOI: <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2016.01810>
- Abele, A. E., & Wojciszke, B. (2014). Communal and agentic content in social cognition. A dual perspective model. *Advances in Experimental Social Psychology*, 50, 195–255. DOI: <https://doi.org/10.1016/B978-0-12-800284-1.00004-7>
- Baryla, W., Wojciszke, B., & Cichocka, A. (2015). Legitimization and Delegitimization of Social Hierarchy. *Social Psychological and Personality Science*, 6(6), 669-676. DOI: <https://doi.org/10.1177/1948550615576211>
- Bertolotti, M., & Catellani, P. (2018). The Effects of Counterfactual Attacks on the Morality and Leadership of Different Professionals. *Social Psychology*, 49(3), 154-167. DOI: <https://doi.org/10.1027/1864-9335/a000338>
- Bittner, A., (2011). *Platform or Personality? the Role of Party Leaders in Elections*. Oxford University Press.
- Brambilla, M., Rusconi, P., Sacchi, S., & Cherubini, P. (2011). Looking for honesty: The primary role of morality (vs.sociability and competence) in information gathering. *European Journal of Social Psychology*, 41, 135–143. DOI: <https://doi.org/10.1002/ejsp.744>
- Brambilla, M., Sacchi, S., Castellini, F., & Riva, P. (2010). The effects of status on perceived warmth and competence: Malleability of the relationship between status and stereotype content. *Social Psychology*, 41(2), 82–87. <https://doi.org/10.1027/1864-9335/a000012>

- Bruckmüller, S., & Methner, N. (2018). The “Big Two” in Citizens’ Perceptions of Politicians. In J. P. Forgas, K. Fiedler, & W. D. Crano (Eds.), *Social psychology and politics*. Psychology Press. DOI: 10.4324/9780203703663-13.
- Cambon, L. (2022). Tell me who You are and I’ll Tell You what You are Worth: The Role of Societal Value in the Structuration of Six Facets of the Big Two. *International Review of Social Psychology*, 35(1), 1-15. DOI: <http://doi.org/10.5334/irsp.689>
- Carrier, A., Louvet, E., Chauvin, B., & Rohmer, O. (2014). The primacy of agency over competence in status perception. *Social Psychology*, 45(5), 347-356. DOI: <https://doi.org/10.1027/1864-9335/a000176>
- Catellani, P., & Bertolotti, M. (2015). The perception of politicians' morality: Attacks and defenses. In J. P. Forgas, K. Fiedler, & W. D. Crano (Eds.), *Social psychology and politics*, (pp. 113-128). Psychology Press.
- Chen, F. F., Jing, Y., & Lee, J. M. (2014). The looks of a leader: Competent and trustworthy, but not dominant. *Journal of Experimental Social Psychology*, 51, 27–33. DOI: <https://doi.org/10.1016/j.jesp.2013.10.008>
- Dubois, N. (2010). Theory of the social value of persons applied to organizations: Typologies of “good” leaders and recruitment. *Revue Européenne de Psychologie Appliquée/European Review of Applied Psychology*, 60(4), 255-266. doi:10.1016/j.erap.2010.01.002
- Fiske, S. T. (2019). Political cognition helps explain social class divides: Two dimensions of candidat impressions, group stereotypes, and meritocracy beliefs. *Cognition*, 188, 108-115. DOI: <https://doi.org/10.1016/j.cognition.2018.11.007>
- Fiske, S.T., Cuddy, A.J.C., Glick, P., (2007). Universal dimensions of social cognition: warmth and competence. *Trends in Cognitive Sciences*. 11 (2), 77-83.
- Fiske, S. T., Cuddy, A. J., Glick, P., & Xu, J. (2002). A model of (often mixed) stereotype content: Competence and warmth respectively follow from perceived status and competition. *Journal of Personality and Social Psychology*, 82(6), 878-902. DOI: <https://doi.org/10.1037//0022-3514.82.6.878>
- Fiske, S., & Durante, F. (2014). Never trust a politician? Collective distrust, relational accountability, and voter response. In J. Prooijsen & P. Lange (Eds.), *Power, Politics, and Paranoia: Why People are Suspicious of their Leaders* (pp. 91-105). Cambridge: Cambridge University Press. DOI:10.1017/CBO9781139565417.009
- Fragale, A. R., Overbeck, J.R., & Neale, M. A. (2011). Resources versus respect: Social judgments based on targets' power and status positions. *Journal of Experimental Social Psychology*, 47(4), 767-775.

DOI: <https://doi.org/10.1016/j.jesp.2011.03.006>

- Funk, C. L. (1999). Bringing the Candidate into Models of Candidate Evaluation. *The Journal of Politics*, 61(3), 700–720. DOI: <https://doi.org/10.2307/2647824>
- Gaubert, C., & Louvet, E. (2021). Wealth, Power, Status: Role of Competence and System Justifying Attitudes in the Rationalization of Social Disparities. *Social Psychology*, 52(3), 131–142. DOI: <https://doi.org/10.1027/1864-9335/a000443>.
- Jost, J. T., & Banaji, M. R. (1994). The role of stereotyping in system-justification and the production of false consciousness. *British Journal of Social Psychology*, 33(1), 1–27. DOI: <https://doi.org/10.1111/j.2044-8309.1994.tb01008.x>
- Kay, A. C., & Jost, J. T. (2003). Complementary justice: Effects of « poor but happy » and “poor but honest” stereotype exemplars on system justification and implicit activation of the justice motive. *Journal of Personality and Social Psychology*, 85(5), 823–837. DOI: <https://doi.org/10.1037/0022-3514.85.5.823>
- Kay, A. C., Jost, J. T., & Young, S. (2005). Victim derogation and victim enhancement as alternate routes to system justification. *Psychological Science*, 16(3), 240–246. DOI: <https://doi.org/10.1111/j.0956-7976.2005.00810.x>
- Kinder, D. R. (1986). Presidential character revisited. In R. R. Lau & D. O. Sears (Eds.), *Political cognition: The nineteenth Annual Carnegie Symposium on Cognition*, (pp.233–256). Lawrence Earlbaum.
- Kinder, D. R., Peters, M. D., Abelson, R. P., & Fiske, S. T. (1980). Presidential prototypes. *Political Behavior*, 2(4), 315–337.
- Laustsen, L., & Bor, A. (2017). The relative weight of character traits in political candidate evaluations: Warmth is more important than competence, leadership and integrity. *Electoral Studies*, 49, 96–107. DOI: <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2017.08.001>
- Leach, C. W., Ellemers, N., & Barreto, M. (2007). Group virtue: The importance of morality (vs. competence and sociability) in the positive evaluation of in-groups. *Journal of Personality and Social Psychology*, 93(2), 234–249.
- Louvet, E., Ehrke, F., Gaubert, C., & Tran, H.L. (2023). The role of legitimizing the social hierarchy in the impact of status on perceived assertiveness and competence. *British Journal of Social Psychology*, 63(1), 20–36. DOI: [10.1111/bjso.12664](https://doi.org/10.1111/bjso.12664).
- McAllister, I. (2016). Candidates and voting choice. *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, 1–18. DOI: <http://dx.doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.73>.
- Miraucourt, D., Caruana, S., & Mollaret, P. (2022). How do people evaluate themselves in terms of assertiveness and ability after having failed or succeeded: The (Economic)

- Consequences Matter!. *International Review of Social Psychology*, 35(1), 17. DOI: <http://doi.org/10.5334/irsp.692>
- Mollaret, P., & Miraucourt, D. (2016). Is job performance independent from career success? A conceptual distinction between competence and agency. *Scandinavian Journal of Psychology*, 57(6), 607–617. DOI: <https://doi.org/10.1111/sjop.12329>
- Mondak, J. J. (1995). Competence, integrity, and the electoral success of congressional incumbents. *Journal of Politics*, 57(3), 1043–1069. DOI: <https://doi.org/10.2307/2960401>
- Ohr, D., Oscarsson, H. (2013). Leader traits, leader image, and vote choice. In: Aerts, K., Blais, A., Schmitt, H. (Eds.), *Political Leaders and Democratic Elections*. (pp. 187-212). *Oxford University Press*.
- Okimoto, T. G., & Brescoll, V. L. (2010). The price of power: Power seeking and backlash against female politicians. *Personality and Social Psychology Bulletin*, 36(7), 923-936. DOI: <https://doi.org/10.1177/0146167210371949>
- Oldmeadow, J. A., & Fiske, S. T. (2010). Social status and the pursuit of positive social identity: Systematic domains of intergroup differentiation and discrimination for high and low-status groups. *Group Processes & Intergroup Relations*, 13(4), 425-444. DOI: <https://doi.org/10.1177/1368430209355650>
- Peeters, G. (1992). Evaluative meanings of adjectives in vitro and in context: Some theoretical implications and practical consequences of positive negative asymmetry and behavioral-adaptive concepts of evaluation. *Psychologica Belgica*, 32, 211–231.
- Perrineau, P. (2007). Les usages contemporains du vote. *Pouvoirs*, 120(1), 29-41. DOI: <https://doi.org/10.3917/pouv.120.0029>
- Rutto, F., Russo, S., & Mosso, C. (2014). Development and Validation of a Democratic System Justification Scale. *Social Indicators Research*, 118(2), 645–655. DOI: <https://doi.org/10.1007/s11205-013-0444-2>
- Schneider, M.C. & Bos, A.L. (2014). Measuring Stereotypes of Female Politicians. *Political Psychology*, 35(2), 245-266. DOI: <https://doi.org/10.1111/pops.12040>
- Sciences Po, CEVIPOF. (2024). En qu[o]i les Français ont-ils confiance aujourd'hui ? Le baromètre de la confiance politique, Vague 15. Paris : Sciences Po.
- Volpato, C., Andrighetto, L., & Baldissarri, C. (2017). Perceptions of low-status workers and the maintenance of the social class status quo. *Journal of Social Issues*, 73(1), 192-210. DOI: <https://doi.org/10.1111/josi.12211>

Will, R. (1923) *A Few Shots of Scopolamin*. Nationally syndicated column, 31.

Wojciszke, B., and Abele, A. E. (2008). The primacy of communion over agency and its reversals in evaluations. *European Journal of Social Psychology*, 38(1), 1139–1147.

DOI: 10.1002/ejsp.549

Wojciszke, B., & Klusek, B. (1996). Moral and competence-related traits in political perception. *Political Psychology*, 27(2), 319-324.

Yzerbyt, V., Barbedor, J., Carrier, A., & Rohmer, O. (2022). The facets of social hierarchy: How judges' legitimacy beliefs and relative status shape their evaluation of assertiveness and ability. *International Review of Social Psychology*, 35(1), 18. DOI: <http://doi.org/10.5334/irsp.695>

6. Études complémentaires

Il reste ici des questions ouvertes évoquées brièvement en discussion de l'article sur lesquelles nous allons plus amplement nous intéresser dans cette partie et tenter d'y apporter des réponses en présentant de nouvelles études complémentaires. Tout d'abord, il serait pertinent d'approfondir la question du pouvoir. L'étude 3 constitue une première tentative de manipulation expérimentale du pouvoir, dans l'optique de vérifier si le pouvoir intervient dans le processus de délégitimation indépendamment de la politique en tant que telle. Cependant, en opérationnalisant le pouvoir politique à travers les fonctions de maire et de ministre, les différences observées pourraient davantage refléter les stéréotypes associés à ces rôles spécifiques plutôt que de réelles variations de pouvoir. Pour pallier cette limite, de futures recherches pourraient manipuler le niveau de pouvoir de manière plus directe tout en maintenant la fonction politique constante. Une autre limite potentielle concerne les différences de perception selon le genre. Dans ces études, nous nous sommes concentrées sur les personnalités politiques de façon générale. Or, des travaux antérieurs ont mis en évidence des écarts significatifs dans la manière dont les personnalités politiques sont perçues (Okimoto & Brescoll, 2010; Schneider & Bos, 2014). Il serait donc intéressant d'intégrer cette variable comme modérateur potentiel.

6.1. Étude complémentaire 1 : le pouvoir et la politique

En 2024, 60 % des Français déclaraient avoir confiance dans le maire de leur commune, un chiffre qui, depuis 2009, oscille entre 52 % et 67 %. À l'inverse, seulement 35 % des Français affirmaient avoir confiance dans le Premier ministre, avec une confiance fluctuant entre 25 % et 42 % sur la même période (Cevipof, 2024). Au-delà de la différence de pouvoir détenue par ces deux figures politiques, ces différences de confiance pourraient également s'expliquer, au moins en partie, par les stéréotypes associés à ces fonctions politiques spécifiques. Le maire est souvent perçu comme une figure proche des gens, ancrée dans la réalité locale et moins assimilée aux personnalités politiques traditionnelles. Cette perception est soutenue par les travaux de Brissaud et al. (2004), qui montrent que la sous-catégorie « maire » se distingue nettement de la catégorie générique des personnalités politiques. Les citoyens considèrent souvent qu'un maire « n'est pas vraiment un homme politique ». En revanche, le Premier ministre ou les ministres en général, incarnent davantage les stéréotypes associés à un pouvoir éloigné et abstrait, ce qui peut contribuer à la méfiance envers cette fonction. Cette dynamique soulève une question fondamentale : les différences observées dans l'étude 3 de l'article sont-

elles véritablement liées au niveau de pouvoir détenu par ces figures politiques, ou bien à l'image et aux stéréotypes spécifiques qui leur sont associés ? C'est précisément pour répondre à cette question que nous avons mené une série d'études visant à dissocier la question du pouvoir des deux fonctions politiques très particulières que nous avons choisies dans notre étude précédente. Pour ce faire, nous avons testé différentes façons alternatives de manipuler le pouvoir, afin vérifier si la délégitimation des personnalités politiques est réellement davantage associée à un pouvoir élevé.

Dans un premier temps, nous avons réalisé un premier test visant simplement à choisir deux fonctions politiques différentes du maire et du ministre : un conseiller politique versus un directeur de cabinet et un député versus un conseiller municipal. Dans le premier duo, nous n'avons pas trouvé de différence de pouvoir entre les deux figures politiques. Dans le second duo, on retrouve un effet de la fonction politique sur le pouvoir ; un député étant jugé comme ayant plus de pouvoir qu'un conseiller municipal. Cependant, après réflexion, il est apparu que choisir un conseiller et un député, bien qu'ils diffèrent en termes de pouvoir, ne semblait peut-être pas le choix le plus pertinent. En effet, cette distinction reste similaire à celle entre un maire et un ministre, dans le sens où elle repose sur une différence d'envergure, opposant une fonction liée au gouvernement à une fonction locale. Par conséquent, les stéréotypes associés à ce type de distinction pourraient toujours émerger et donc nous empêcher de conclure à une véritable délégitimation (ou non) du pouvoir.

Nous avons ainsi choisi de manipuler dans une nouvelle étude le pouvoir de manière plus directe, par le biais d'un descriptif mettant en avant un haut ou un bas pouvoir, tout en maintenant constant la fonction politique, ou tout du moins le pouvoir associé à cette fonction. Nous avons choisi une fonction politique relativement floue, peu connue du grand public, à savoir un membre du cabinet d'une personnalité politique, afin de pouvoir manipuler de manière crédible le pouvoir associé à cette fonction. Afin de renforcer la manipulation du pouvoir, nous avons utilisé respectivement les labels de « directeur/directrice du cabinet » (pouvoir élevé) et « conseiller/ conseillère au sein du cabinet » (pouvoir faible). De précédents prétests portant uniquement sur le pouvoir associé à différentes fonctions politiques avaient montré que ces deux fonctions ne diffèrent pas en soi en termes de pouvoir. Nous avons décrit brièvement ces deux fonctions en manipulant le niveau de pouvoir qui leur est associé. Pour ces descriptions, nous avons commencé par décrire brièvement la carrière (similaire pour les deux) de ces fonctions, puis nous avons joué sur leur rôle au sein d'un cabinet d'une personnalité politique. Pour les différencier en termes de pouvoir, nous avons axé leurs différences sur la gestion du budget à leur portée, leur poids dans la prise de décision et leur marge de manœuvre.

On aurait, pour donner quelques exemples, ainsi d'un côté quelqu'un qui « assiste aux réunions » versus quelqu'un qui « anime les réunions », mais aussi quelqu'un qui « n'est pas directement impliqué dans la gestion budgétaire » versus quelqu'un qui « dispose d'une enveloppe budgétaire conséquente », etc. (voir vignette complète en Annexe 5). De même, nous souhaitons différencier le pouvoir du respect, nous avons ainsi veillé à ce que les deux fonctions soient associées au même niveau d'études, même salaire, etc. Avant cela, nous avons mené un prétest (voir ci-après pour la description de l'ensemble du prétest) qui a effectivement montré que les deux descriptifs se différenciaient sur le pouvoir, mais pas sur le respect, ce qui était bien l'effet que nous cherchions à obtenir.

Afin de vérifier la qualité de notre manipulation expérimentale, nous avons réalisé un prétest. Un total de 76 personnes, dont 57 femmes, 18 hommes et une personne se qualifiant comme ager, âgées de 18 à 63 ans ($M = 19.5$, $ET = 2.74$), ont participé à ce prétest. Dans ce prétest, les participants ont été exposés à la description d'une fonction politique, soit celle d'un directeur ou d'une directrice de cabinet, soit celle d'un conseiller ou d'une conseillère politique, dont le descriptif complet est présenté en annexe (Annexe 5). Comme expliqué précédemment, nous avons manipulé le pouvoir associé à ces fonctions à travers une courte vignette précisant leur rôle au sein du cabinet. Le directeur de cabinet représentait une position de pouvoir élevé, tandis que le conseiller politique incarnait un pouvoir plus restreint. L'objectif était de vérifier que la cible présentant comme ayant un niveau de pouvoir élevé était bien perçue comme ayant plus de pouvoir que celle présentée comme ayant peu de pouvoir. Comme dans le prétest sur le maire et ministre présenté précédemment, nous voulions également que les cibles se différencient en termes de pouvoir et de respect.

Les participants étaient invités à lire la vignette puis à évaluer le pouvoir perçu de la cible à l'aide de trois items mesurés sur une échelle de Likert en sept points allant de « pas du tout d'accord » à « tout à fait d'accord ». Ils devaient ainsi indiquer dans quelle mesure ils percevaient que la personne décrite « a du pouvoir », « est capable de mettre en œuvre ses décisions » et « peut modifier le cours des événements ». De la même manière, le respect perçu était évalué à l'aide de trois items mesurant l'accord avec les affirmations suivantes : « cette personne occupe une fonction prestigieuse », « cette personne a un statut élevé » et « cette personne est respectée ».

Les résultats ont montré une bonne cohérence interne pour les mesures du pouvoir perçu ($\alpha = .831$) et du respect perçu ($\alpha = .782$), permettant ainsi de calculer une moyenne pour chacun de ces deux construits. Une première ANOVA, introduisant la manipulation du pouvoir comme facteur inter-participants (élevé vs faible), a révélé un effet significatif sur le pouvoir perçu : la

cible associée à un pouvoir élevé était perçue comme ayant un pouvoir plus important ($M = 4.67$, $SD = 0.99$) que la cible à faible pouvoir ($M = 3.33$, $SD = 1.13$), confirmant ainsi le succès de la manipulation du pouvoir, $F(1,76) = 30.2$, $p < .001$, $\eta^2p = .285$. Une seconde ANOVA, examinant l'impact de la manipulation du pouvoir sur le respect perçu, a montré l'absence d'effet significatif, $F(1,76) = 2.26$, $p = .137$, $\eta^2p = .029$, indiquant que la manipulation du pouvoir n'avait pas influencé la perception du respect de la cible. Ces résultats valident la manipulation expérimentale du pouvoir tout en confirmant que celle-ci a été réalisée indépendamment du respect perçu. Le prétest ayant été validé, nous pouvons à présent nous tourner vers l'étude principale portant sur cette manipulation du pouvoir.

6.1.1 Méthode

6.1.1.1. Participants.

264 adultes français (124 hommes, 136 femmes, 4 « autres ») ont participé à l'étude (âge moyen = 49, écart-type = 16.6).

6.1.1.2. Procédure et matériel.

Cette étude a été menée en ligne via une plateforme de panélistes, Bilendi, en utilisant le logiciel d'enquête Qualtrics. Elle a été présentée comme une enquête sur les perceptions du monde politique. Avant de commencer à répondre à l'enquête, les participants étaient invités à répondre à des questions sociodémographiques (genre, âge, catégorie socioprofessionnelle). L'étude a été présentée comme comportant deux parties indépendantes. (voir Annexe 6 pour le pré-enregistrement)

Dans la première étude, les participants ont été invités à exprimer leur perception du monde politique en général en indiquant sur une échelle de 7 points allant de « pas du tout d'accord » à « tout à fait d'accord » leur degré d'accord avec cinq affirmations sur le système politique présenté dans un ordre aléatoire. Ces items étaient tirés de l'échelle du système de justification démocratique (Rutto et al., 2014), et étaient les mêmes que ceux utilisés dans nos études précédentes (Cronbach's $\alpha = .739$). Les réponses des participants à cette première étude nous permettent d'évaluer leur niveau de justification du système politique.

La seconde partie présentait une description d'une fonction politique spécifique, soit un chef de cabinet, soit un conseiller politique (variable manipulée à un niveau inter-participants) (voir le descriptif complet en Annexe 5). Tout d'abord, les participants étaient invités à évaluer le pouvoir de la cible (vérification de la manipulation) à l'aide de 5 items sur une échelle de 7

points allant de « pas du tout d'accord » à « tout à fait d'accord » : cette personne « a de l'influence sur les gens / a du pouvoir / occupe un statut élevé dans la société / est capable de mettre en œuvre ses décisions / peut modifier le cours des événements ». En second lieu, les participants devaient indiquer si une série de 16 traits (mesurant la compétence, l'assertivité, la moralité et l'empathie) étaient caractéristiques ou non de la personnalité politique présentée. Ces traits étaient présentés dans un ordre aléatoire. Pour cette étude, nous avons choisi d'harmoniser les traits de jugement sur la base de l'ensemble des travaux menés jusqu'ici, afin de mieux refléter le stéréotype associé aux personnalités politiques. Quelques ajustements mineurs ont été apportés par rapport aux études précédentes. Le choix des traits s'est appuyé à la fois sur la littérature existante (Cambon, 2002) et sur des analyses factorielles et corrélationnelles réalisées à partir de nos études et prétests antérieurs, afin d'identifier les traits les plus pertinents pour représenter chacune des dimensions évaluées (voir Annexe 7).

Enfin, dans la mesure où il a été montré que la justification du système politique est liée à l'orientation politique (Caricati, 2019; Garcia and Lammers., 2024; Jost et al., 2004; Labarre et Felonneau, 2022; Langer et al., 2023; Liefket et al., 2022), nous avons choisi d'ajouter cette variable dans nos nouvelles études afin d'en contrôler les effets. En effet, beaucoup d'études montrent que le conservatisme politique entraîne une adhésion plus forte au système (Jost et al., 2004). Ainsi, nous demanderons aux participants d'indiquer leur orientation politique sur une échelle de 100 points allant de « très à gauche » à « très à droite » (il était évidemment possible de sauter la question).

6.1.2. Hypothèses

Dans cette étude, comme précédemment, on s'attend à un effet significatif du pouvoir sur le jugement. Nos études précédentes comparant le stéréotype descriptif et prescriptif associé aux personnalités politiques ont montré que les personnalités politiques étaient dévalorisées sur la moralité et l'empathie, mais également sur la compétence. On retrouve également ces résultats dans notre étude comparant la perception d'un maire et d'un ministre. Selon la littérature, un individu détenant du pouvoir ou un statut élevé est souvent considéré comme compétent (Fiske et al., 2002). Cependant ce n'est pas ce qu'on observe dans notre étude, où un maire est considéré comme plus compétent qu'un ministre. Il y aurait donc une spécificité chez les personnalités politiques par rapport à d'autres catégories sociales de haut statut. Si on transpose nos résultats ici, on devrait s'attendre à ce que les personnalités politiques à fort pouvoir soient jugées plus assertives que les personnalités politiques à faible pouvoir, mais moins morales, moins empathiques et moins compétentes. Cette relation entre le pouvoir et le

jugement devrait être modérée par la justification du système politique, mais uniquement sur la moralité, l'empathie et la compétence. Nous nous attendons à ce que les personnalités politiques de faible pouvoir soient jugées plus positivement sur la moralité, l'empathie et la compétence que les personnalités politiques de haut pouvoir, en particulier par les personnes dont le niveau de justification du système politique est faible. Nous ne nous attendons pas à une modération sur l'assertivité.

6.1.3. Résultats

Vérification de la manipulation. Pour vérifier le succès de notre manipulation du pouvoir, nous avons calculé la moyenne des cinq éléments mesurant le pouvoir perçu ($\alpha = .901$) et effectué une ANOVA en introduisant le pouvoir (élevé vs faible) comme facteur inter-participants. Les résultats ont révélé que la cible à pouvoir élevé était associée à un niveau de pouvoir plus élevé ($M = 4.67$, $SD = 1.32$) que la cible à faible pouvoir ($M = 4.05$, $SD = 1.32$), confirmant que la manipulation du pouvoir était réussie, $F(1,262) = 14.1$, $p < .001$, $\eta^2_p = .051$.

Effet du pouvoir sur la compétence, l'assertivité, la moralité et l'empathie

Pour tester nos hypothèses, nous avons effectué des régressions linéaires sur chaque dimension (assertivité, compétence, moralité, empathie) en introduisant le pouvoir (élevé ou faible), le score moyen centré du niveau de justification du système politique du participant (Cronbach's $\alpha = 0.739$), et leur interaction comme prédicteurs, ainsi que l'orientation politique du participant en variable contrôlée.

On observe qu'il n'y a pas d'effet majeur du pouvoir sur l'attribution de compétence $F(1,208) = 2.34$, $p = .128$, $\eta^2_p = .0011$, de moralité $F(1,208) = 0.89$, $p = .345$, $\eta^2_p = .004$, d'empathie $F(1,208) = 0.40$, $p = .526$, $\eta^2_p = .002$ et d'assertivité $F(1,208) = 1.79$, $p = .182$, $\eta^2_p = .009$.

Effet de la justification du système politique du participant sur la compétence, l'assertivité, la moralité et l'empathie

En revanche, on observe que les personnes ayant un niveau élevé de justification du système politique considèrent les personnalités politiques comme plus morales $F(1,208) = 25.56$, $p < .001$, $\eta^2_p = .109$, empathiques $F(1,208) = 34.45$, $p < .001$, $\eta^2_p = .142$ et tendancielllement plus compétentes $F(1,208) = 3.58$, $p = .060$, $\eta^2_p = .0017$ que celles ayant un niveau de justification du système politique plus bas.

En revanche, il n'y a pas d'effet de la justification du système politique sur l'attribution d'assertivité $F(1,208) = 1.26$; $p = .261$, $\eta^2_p = .006$. (Table 4)

Table 4. Moyenne et (erreur standard) d'assertivité, de la compétence, de la moralité et de l'empathie en fonction de du niveau de pouvoir de la cible et de la justification du système politique des participants

	Justification du système politique élevée		Justification du système politique faible	
	Pouvoir faible	Pouvoir élevé	Pouvoir faible	Pouvoir élevé
Assertivité	4.77 (0.168)	5.06 (0.171)	5.03 (0.173)	5.19 (0.167)
Compétence	4.61 (0.187)	4.62 (0.191)	3.97 (0.192)	4.53 (0.185)
Moralité	4.08 (0.191)	4.23 (0.195)	3.06 (0.196)	3.27 (0.190)
Empathie	4.13 (0.177)	4.32 (0.180)	3.15 (0.181)	3.18 (0.175)

Effet de modération de la justification du système politique sur le lien entre pouvoir et les dimensions de jugement

Il n'y a pas d'effet de modération de la justification du système politique sur le lien entre pouvoir et attribution de moralité $F(1,208) = 0.02$, $p = .877$, $\eta^2_p = .000$, d'empathie $F(1,205) = 0.22$, $p = .634$, $\eta^2_p = .001$, de compétence $F(1,208) = 2.09$, $p = .0150$, $\eta^2_p = .010$, et d'assertivité $F(1,208) = 0.159$, $p = .691$, $\eta^2_p = .001$.

Bien que l'analyse montre que la manipulation du pouvoir a fonctionné, l'écart de pouvoir entre les deux cibles reste limité (0.6). Par ailleurs, les moyennes, y compris en condition de faible pouvoir, ne se situent pas en dessous du point central de l'échelle. Ainsi, la comparaison porte davantage sur un pouvoir élevé par rapport à un pouvoir modéré, plutôt qu'à un pouvoir réellement faible. Enfin, il convient de noter que les tailles d'effet restent relativement peu importantes. Pour pallier cela, comme cela a été fait dans d'autres travaux (Olmeadow & Fiske, 2007), nous avons introduit la variable du pouvoir dans nos analyses, non pas sous une forme manipulée, mais mesurée afin d'obtenir une plus grande variabilité. De plus, cette approche permet d'être au plus près de la perception des participants, en tenant compte du

pouvoir qu'ils attribuent réellement à la cible. Nous avons donc testé à nouveau nos hypothèses en réalisant des analyses de régressions linéaires sur chaque dimension (moralité, empathie, compétence et assertivité) en introduisant la perception du pouvoir, la justification du système politique du participant et leur interaction comme prédicteurs, et l'orientation politique du participant comme variable contrôlée.

Effet du pouvoir sur la moralité, l'empathie, la compétence et l'assertivité

On observe que les cibles perçues comme ayant un niveau de pouvoir élevé sont considérées comme plus morales $F(1,208) = 29.13, p < .001, \eta^2_p = .123$, plus empathiques $F(1,208) = 28.96, p < .001, \eta^2_p = .122$ plus compétentes $F(1,208) = 60.21, p < .001, \eta^2_p = .224$, et assertives $F(1,208) = 117.80, p < .001, \eta^2_p = .362$, que les individus ayant peu de pouvoir. Autrement dit, les fonctions politiques perçues comme associées au pouvoir sont globalement jugées plus positivement que les fonctions politiques perçues comme associées à peu de pouvoir. Notons également que même si les résultats sont significatifs, la taille d'effet est plus importante pour l'assertivité. Viennent ensuite la compétence, et ensuite la moralité et l'empathie avec une taille d'effet moindre.

Effet de la justification du système politique du participant sur la moralité, l'empathie, la compétence et l'assertivité

Les personnes ayant un niveau bas de justification du système politique considèrent les personnalités politiques comme plus morales $F(1,208) = 22.10, p < .001, \eta^2_p = .096$ et plus empathiques $F(1,208) = 31.20, p < .001, \eta^2_p = .130$ que celles ayant un élevé de justification du système politique plus bas. En revanche, il n'y a pas d'effet de la justification du système politique sur l'attribution de compétence $F(1,208) = 1.48, p = .225, \eta^2_p = .007$. À l'inverse, les personnes ayant un niveau élevé de justification du système politique considèrent les personnalités politiques comme plus assertives que celles ayant un niveau de justification du système politique plus bas. $F(1,208) = 6.75, p = .010, \eta^2_p = .031$

Effet de modération de la justification du système politique sur le lien entre pouvoir et les dimensions de jugement

Nous observons également un effet de modération de la justification du système politique sur le lien entre perception de pouvoir et attribution, de moralité $F(1,208) = 18.82, p < .001, \eta^2_p = .083$, d'empathie $F(1,208) = 23.00, p < .001, \eta^2_p = .100$, de compétence $F(1,208) = 13.31, p < .001, \eta^2_p = .060$ et d'assertivité $F(1,28) = 6.69, p = .010, \eta^2_p = .031$ (Table 5).

Table 5. Moyenne et (erreur standard) d'assertivité, de la compétence, de la moralité et de l'empathie en fonction de du niveau de pouvoir perçu de la cible et de la justification du système politique des participants

	Justification du système politique élevée		Justification du système politique faible	
	Pouvoir perçu faible	Pouvoir perçu élevé	Pouvoir perçu faible	Pouvoir perçu élevé
Assertivité	3.84 (0.162)	5.79 (0.128)	4.56 (0.121)	5.79 (0.128)
Compétence	3.51 (0.201)	5.53 (0.176)	3.92 (0.150)	4.70 (0.159)
Moralité	3.14 (0.214)	4.97 (0.188)	3.07 (0.160)	3.32 (0.169)
Empathie	3.25 (0.196)	5.01 (0.172)	3.12 (0.147)	3.27 (0.155)

Les analyses des effets simples ont montré que les participants ayant un haut niveau de justification du système politique attribuent plus de moralité $t(208) = 5.89, \beta = .62, p < .001$ (Figure 14), d'empathie $t(208) = 6.15, \beta = .65, p < .001$ (Figure 15), et de compétence $t(208) = 6.95, \beta = .72, p < .001$ (Figure 16), d'assertivité $t(208) = 8.24, \beta = .79, p < .001$ (Figure 17) aux cibles occupant des fonctions politiques perçues comme associées à un niveau élevé de pouvoir qu'à celles associées à un niveau faible de pouvoir. Les participants ayant un niveau plus faible de justification du système politique attribuent plus d'assertivité $t(208) = 7.68, \beta = .49, p < .001$ et de compétence $t(208) = 3.92, \beta = .27, p < .001$ aux cibles occupant des fonctions politiques perçues comme associées à un niveau élevé de pouvoir qu'à celles associées à un niveau faible de pouvoir. Cependant, la différence est moins forte que pour les participants ayant un niveau élevé de justification du système politique. Il n'y a pas d'effet sur l'empathie $t(208) = 0.75, \beta = .05, p = .453$ et la moralité $t(208) = 1.16, \beta = .08, p = .246$.

De même, les résultats ont montré que les cibles occupant des fonctions politiques perçues comme associées à un niveau faible de pouvoir se voient attribuée plus d'assertivité $t(208) = -3.53, \beta = -.29, p < .001$ par les participants ayant un niveau faible de justification du système politique que ceux ayant un niveau élevé. Il n'y a pas d'effet du niveau de justification du système politique sur l'attribution de compétence $t(208) = -1.66, \beta = -.14, p = .098$, de

moralité $t(208) = 0.23$, $\beta = .02$, $p = .812$ et d'empathie $t(208) = 0.52$, $\beta = .47$, $p = .598$. Les cibles occupant des fonctions politiques perçues comme associées à un niveau élevé de pouvoir se voient attribuer plus de moralité $t(208) = 6.65$, $\beta = .56$, $p < .001$, d'empathie $t(208) = 7.64$, $\beta = .62$, $p < .001$ et de compétence $t(208) = 3.5$, $\beta = .29$, $p < .001$, par les participants ayant un niveau élevé de justification du système politique que cibles occupant des fonctions politiques perçues comme associées à un faible niveau de pouvoir. Il n'y a pas d'effet du niveau de justification du système politique sur l'assertivité $t(208) = -.00$, $\beta = -.00$, $p = .998$.

Figure 14. Attribution de moralité en fonction du niveau de pouvoir perçu élevé (+1SD) vs faible (-1SD) attribué aux fonctions politique et de la justification du système politique des participants

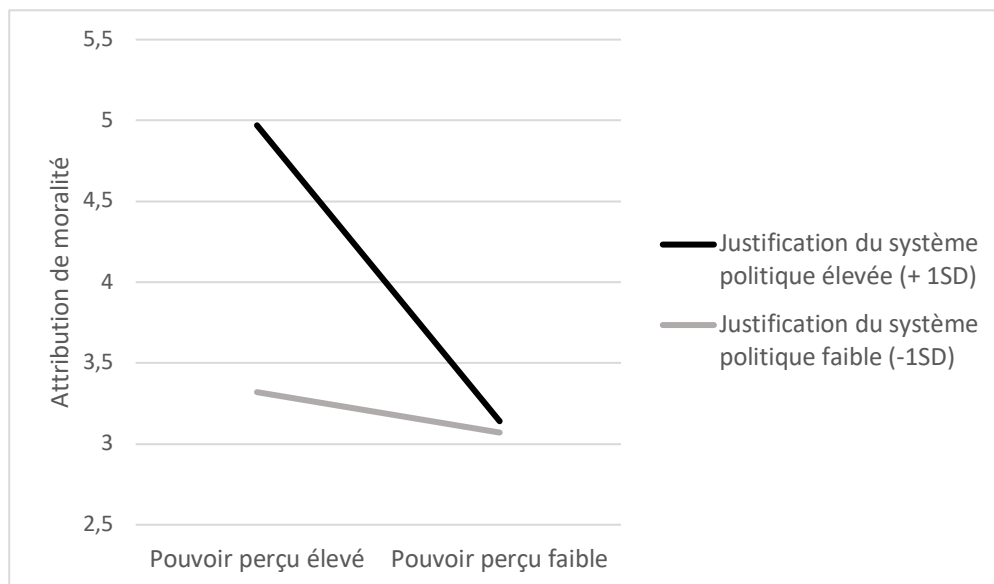


Figure 15. Attribution d'empathie en fonction du niveau de pouvoir perçu élevé (+1SD) vs faible (-1SD) attribué aux fonctions politique et de la justification du système politique des participants

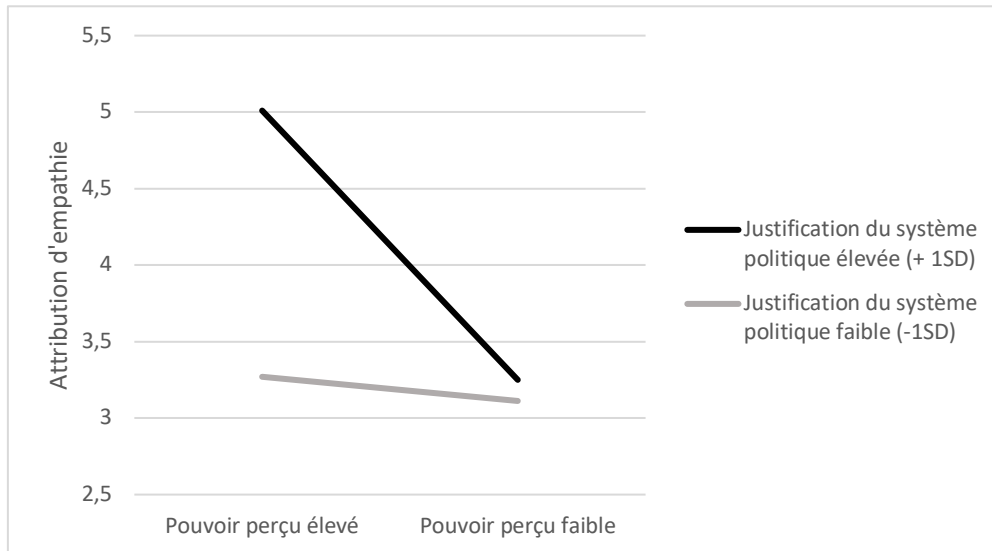


Figure 16. Attribution de compétence en fonction du niveau de pouvoir perçu élevé (+1SD) vs faible (-1SD) attribué aux fonctions politique et de la justification du système politique des participants

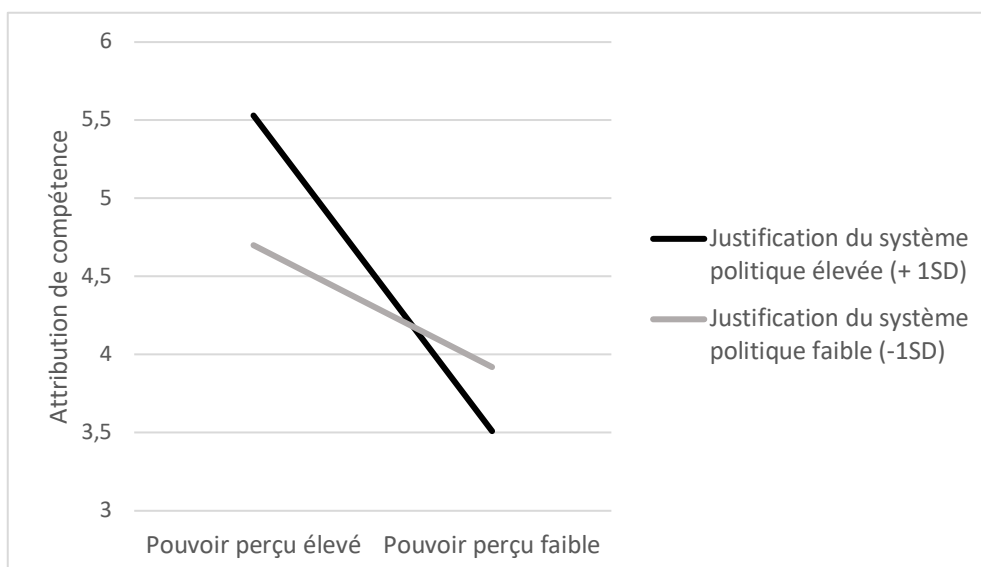
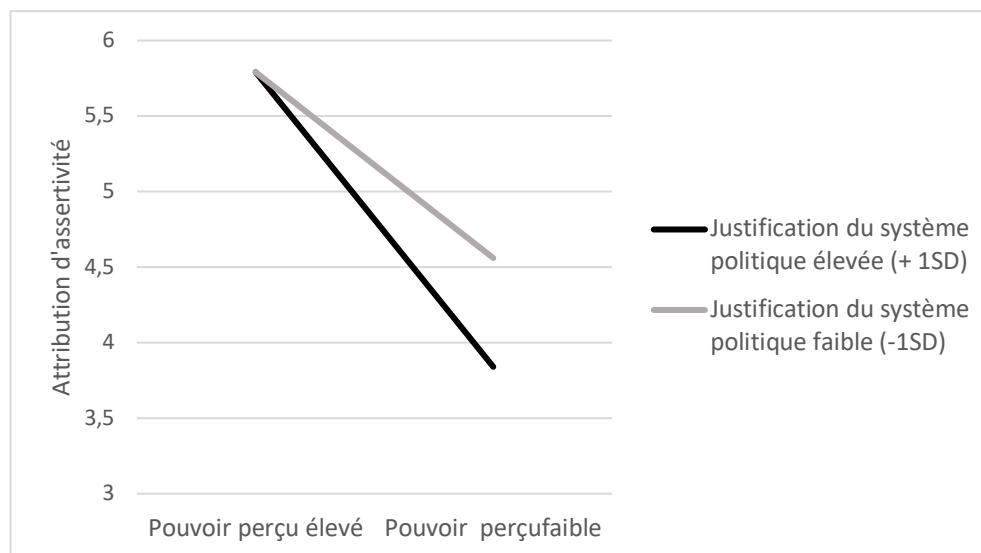


Figure 17. Attribution d'assertivité en fonction du niveau de pouvoir perçu élevé (+1SD) vs faible (-1SD) attribué aux fonctions politiques et de la justification du système politique des participants



6.1.4. Discussion

Tout d'abord, nous confirmons les effets observés dans nos études précédentes quant à l'effet majeur du niveau de justification du système politique sur le jugement à l'égard des personnalités politiques (quel que soit la fonction considérée). En effet, nous observons un lien positif entre justification du système politique et attribution de moralité, d'empathie et de compétence, mais pas d'effet pour l'assertivité. Les personnalités politique sont considérées comme d'autant plus morales, empathiques et compétentes que les individus se caractérisent par un niveau élevé de justification du système politique. Cela confirme bien les résultats antérieurs montrant qu'on juge les personnalités politiques d'autant moins compétentes, morales et empathiques qu'on a tendance à contester le système politique.

Les résultats de cette étude montrent ensuite que la manipulation du pouvoir n'a pas produit les effets escomptés. En effet, même si la manipulation du pouvoir était à priori efficace (les participants ont perçu la cible à haut pouvoir comme ayant davantage de pouvoir que celle à faible pouvoir), il n'y a pas d'effet significatif du pouvoir sur les dimensions de jugement ni de modulation par la justification du système politique. Une explication possible réside dans le niveau de pouvoir attribué aux deux fonctions politiques étudiées. La fonction politique à pouvoir élevé obtient un score de 4.67 sur une échelle de 1 à 7, la positionnant au-dessus du

point central de l'échelle. La fonction politique à faible pouvoir atteint un score de 4.05, la plaçant presque exactement sur le point central de l'échelle (4). Même si cette différence est significative, elle reste relativement faible (en témoigne également la petite taille d'effet), ce qui pourrait expliquer l'absence d'effet de cette variable sur nos variables dépendantes. De manière générale, ces résultats confirment que les personnalités politiques sont plutôt perçues comme associées au pouvoir, indépendamment de leur statut précis dans la hiérarchie politique, ce qui pourrait réduire l'impact d'une manipulation expérimentale visant à différencier leur niveau de pouvoir.

En raison de cette difficulté à mettre en évidence un effet du pouvoir manipulé, nous avons ensuite étudié les effets de la perception subjective du pouvoir. Contrairement aux hypothèses initiales, et aux résultats trouvés dans l'étude 3 concernant les différences de jugement à l'égard d'un maire et d'un ministre indiquant que les fonctions politiques perçues comme dotées d'un pouvoir élevé seraient perçues comme moins compétentes, morales et empathiques que celles perçues comme ayant un pouvoir plus faible, les résultats montrent que plus les figures politiques sont jugées puissantes plus elles sont perçues comme compétentes, morales, empathiques et assertives. Toutefois, cette perception dépend du niveau de justification du système politique des participants. Dans l'étude 3 comparant le maire au ministre, nous avons vu que c'étaient surtout les participants ayant un niveau faible d'adhésion au système politique qui opèrent cette délégitimation du pouvoir du ministre. En miroir de ces résultats, la présente étude montre que ce sont plus particulièrement les participants qui adhèrent fortement au système politique qui tendent à valoriser les fonctions politiques perçues comme associées au pouvoir, attribuant plus de moralité, d'empathie, de compétence et d'assertivité aux personnes occupant ces fonctions qu'à celles occupant des fonctions perçues comme peu associées au pouvoir. Ainsi, à la différence de l'étude sur le maire et le ministre, où ces dimensions, comme la moralité, servirait à délégitimer le pouvoir du ministre, ici, attribuer de la moralité, de l'empathie et de la compétence aux personnalités politique de haut pouvoir servirait à légitimer le pouvoir politique. En revanche, cette valorisation des fonctions politiques perçues comme associées au pouvoir est nettement moins prononcée chez les participants caractérisés par un faible niveau de justification du système politique. Pour ces participants, on n'observe même pas de différence en fonction du pouvoir perçu pour la moralité et l'empathie. Il est ensuite intéressant d'analyser la façon dont est perçue chaque fonction politique selon le niveau de justification du système politique des participant. Ainsi, les cibles occupant des fonctions politiques perçues comme associées à un pouvoir élevé sont perçues comme d'autant moins morales, empathiques et compétentes que les participants se caractérisent par un faible

niveau de justification du système. Nous retrouvons donc le fait que les personnalités politiques de haut pouvoir, tout comme le ministre, sont dévalorisées par les individus ayant un niveau faible d'adhésion au système politique comparativement à ceux ayant un niveau élevé d'adhésion au système politique. Par contre, on n'observe aucun effet du niveau de justification du système du participant sur l'attribution de moralité, empathie et compétence pour les cibles occupant des fonctions politiques associées à un faible niveau de pouvoir. Concernant l'assertivité, il est intéressant de noter que nous observons à nouveau un pattern inverse par rapport à celui observé pour les trois autres dimensions de jugement : cette fois, nous n'observons aucun effet du niveau de justification du système politique pour les cibles occupant des fonctions politiques perçues comme associées à un niveau de pouvoir élevé. Par contre, les cibles occupant des fonctions politiques perçues comme peu associées au pouvoir sont jugées d'autant plus assertives que les participants se caractérisent par un faible niveau de justification du système politique. Ces résultats confirment que l'assertivité ne permet pas de légitimer les inégalités de statut ou de pouvoir (Louvet et al., 2023).

Pour conclure, nos travaux antérieurs ont montré que les participants attribuent d'autant moins de moralité, d'empathie et de compétence aux personnalités politiques que leur niveau de justification du système politique est faible. Il est intéressant que nous retrouvions précisément cet effet dans la présente étude pour la cible présentée comme détentrice de pouvoir. Ces résultats suggèrent donc que cela pourrait bien être le pouvoir politique qui fait l'objet d'une légitimation différenciée selon le niveau de justification du système politique. Toutefois, il est important de souligner que dissocier les fonctions politiques de l'exercice du pouvoir reste un défi conceptuel. En effet, la nature même des fonctions politiques implique, à des degrés divers, une forme de contrôle sur des ressources, rendant complexe l'évaluation d'un jugement portant uniquement sur le pouvoir, indépendamment du rôle institutionnel.

6.2. Étude complémentaire 2 : le genre et la politique

Dans les travaux présentés précédemment, nous nous sommes centrés sur les personnalités politiques en général pour étudier nos effets, sans prendre en compte le genre, ce qui ne nous permet pas de comparer les hommes politiques aux femmes politiques. Il serait ainsi intéressant de vérifier si les dynamiques que nous avons mises en lumière précédemment – les effets de la JSP sur les stéréotypes descriptifs et prescriptifs à l'égard des personnalités politiques – s'appliquent de manière similaire ou différenciée aux hommes et aux femmes politiques. Il serait intéressant de creuser cette question notamment parce que la littérature met en avant que dans le domaine politique, les hommes et les femmes politiques ne sont pas perçus de la même manière (Bauer, 2016; Brown et al., 2018; Huddy & Terkildsen, 1994; Okimoto & Brescoll, 2010; Schneider & Bos, 2014, 2016).

Par exemple, dans l'étude de Schneider et Bos (2014), des étudiants ont été assignés au hasard à une condition parmi six et devaient sélectionner, parmi une liste de traits, ceux qui, selon eux, décrivaient le mieux l'un des groupes suivants : hommes, femmes, hommes politiques, femmes politiques, femmes professionnelles et Hommes politiques (catégorie plus générale que les auteurs ont nommée ainsi). Les résultats mettent en évidence une différence marquée dans la perception des hommes et des femmes en politique. Contrairement aux hommes politiques, qui sont largement perçus comme un sous-groupe des hommes en général et associés à des traits tels que le leadership, la détermination et la compétitivité, les femmes politiques ne bénéficient pas des stéréotypes traditionnellement attribués aux femmes. Des qualités comme l'attention, la maternité ou l'émotivité, souvent associées aux femmes en général, ne sont pas appliquées aux femmes en politique. Elles sont, en revanche, jugées comme ayant moins de traits masculins considérés comme essentiels au rôle politique, notamment le niveau d'éducation, la confiance et le leadership. Elles obtiennent également des scores plus faibles que les hommes politiques en matière de leadership et de compétence. Ces résultats suggèrent que les femmes politiques ne bénéficient ni des qualités traditionnellement féminines ni des traits masculins valorisés en politique.

D'autres études portant de manière plus générale sur les stéréotypes de genre mettent également en avant que les caractéristiques associées aux individus occupant des positions de pouvoir, caractéristiques relevant principalement de la dimension d'assertivité (leadership, ambition, détermination, assurance.), sont des traits stéréotypiques des hommes et contre-stéréotypiques des femmes (Eagly & Karau, 2002; Okimoto & Brescoll, 2010), et ce à la fois sur la dimension descriptive que sur la dimension prescriptive des stéréotypes (Heilman, 2001;

Rudman et al., 2012). Autrement dit, non seulement les femmes sont perçues comme peu assertives, mais en plus, il n'est pas souhaitable qu'elles affichent ce type de caractéristiques. Ainsi, lorsque les femmes occupent des positions de pouvoir (comme des fonctions politiques), elles pourraient subir un effet « backlash » (Brescoll, 2011; Rudman et al., 2012). Cet effet renvoie aux sanctions sociales et économiques que subissent des individus qui ne respectent pas les stéréotypes prescriptifs associés à leur catégorie sociale d'appartenance. Dans une étude menée par Okimoto et Brescoll (2010), les participants ont été confrontés aléatoirement à une cible féminine ou masculine faisant de la politique et ayant ou non l'intention de rechercher le pouvoir. Chaque participant devait examiner la biographie d'un sénateur ou d'une sénatrice de l'État de l'Oregon, identique dans les deux conditions à l'exception d'une déclaration manipulée précisant ou non que la personne envisageait de briguer un poste politique plus élevé. Les évaluations portaient ensuite sur l'agentivité perçue, la communalité perçue, la compétence perçue, l'indignation morale (mépris, colère, dégoût) et la préférence de vote. Les résultats ont montré que les femmes politiques étaient pénalisées lorsqu'elles manifestaient un désir de pouvoir, ce qui se traduisait par une diminution des préférences de vote en leur faveur. À l'inverse, cette même ambition politique renforçait les réactions positives à l'égard des hommes politiques. De plus, l'expression d'une volonté de pouvoir entraînait un déficit de communalité uniquement pour la femme politique, qui était alors perçue comme moins attentionnée et sensible, tandis que la perception de communalité de son homologue masculin restait inchangée. L'effet négatif du désir de pouvoir sur les préférences de vote en faveur des femmes était médiatisé par une perception de communalité plus faible et une indignation morale accrue. Une moindre communalité conduisait également à une perception de compétence réduite chez la femme politique lorsqu'elle exprimait une ambition politique. Les auteurs concluent ainsi que la recherche de pouvoir chez les femmes politiques entraîne des sanctions sociales, contrairement aux hommes, car elle est perçue comme allant à l'encontre des normes de communalité attendues des femmes. En revanche, pour les hommes, l'ambition politique est en adéquation avec les stéréotypes masculins et ne génère pas de telles réactions négatives.

La littérature montre ainsi que les hommes et les femmes ne sont pas perçus de la même manière en politique (Bauer, 2016; Brown et al., 2018; Huddy & Terkildsen, 1994; Okimoto & Brescoll, 2010; Schneider & Bos, 2014, 2016), notamment en raison des dynamiques d'intersectionnalité, où l'appartenance à un genre se croise avec le statut et la fonction occupée. Jusqu'à présent, nous n'avons pas introduit la variable du genre dans notre manipulation, mais il est pertinent de se demander si elle pourrait modérer nos résultats. En d'autres termes, les effets de la JSP sur la perception des personnalités politiques sont-ils similaires pour les

hommes et les femmes occupant une fonction politique ? Étant donné que le pouvoir est plus fréquemment associé aux hommes dans l’imaginaire collectif et que les hommes sont généralement perçus comme plus assertifs, mais aussi plus compétents dans les domaines liés à l’exercice du pouvoir, on peut s’attendre à des résultats différenciés selon le genre des cibles étudiées. Afin de répondre à cette question, une nouvelle étude a été initiée⁶. Nous avons conçu et pré-enregistré cette étude (réplique de l’étude 1 et 2) visant à comparer les perceptions des hommes et des femmes politiques. (voir Annexe 8 pour le pré-enregistrement)

6.2.1. Méthode

6.2.1.1. Population

Notre échantillon est composé de 177 adultes français, 105 femmes, 65 hommes et 4 personnes non-binaires, âgés de 18 à 79 ans ($M = 39.07$, $SD = 15.34$).

6.2.1.2. Matériel et procédure

L’étude a été menée en ligne et diffusée via les réseaux sociaux. Les participants ont été informés que la recherche portait sur « le rapport des Français à la politique », et incluait deux études indépendantes. La première étude a été présentée comme portant sur la « perception générale de la politique », et nous permettant d’évaluer le niveau de justification du système politique des participants. L’échelle était exactement la même que celle utilisée dans nos précédentes recherches (Cronbach's $\alpha = .792$). La deuxième étude a été présentée comme explorant la perception des hommes et des femmes politiques. Les participants ont été invités à indiquer sur une échelle de 7 points allant de « pas du tout » à « tout à fait » si une série de 12 traits présentés dans un ordre aléatoire étaient caractéristiques de « comment sont les hommes (ou les femmes) politiques ». Les participants étaient également invités à indiquer sur une échelle de 7 points allant de « pas du tout » à « tout à fait » si la même série de 12 traits était caractéristique de « comment devraient être les hommes (ou les femmes) politiques ». Nous avons contrebalancé l'ordre de présentation du stéréotype descriptif et du stéréotype prescriptif. Les traits étaient les mêmes que dans nos précédentes études et couvraient, comme d’habitude, les quatre dimensions de jugements pertinents pour évaluer le stéréotype associé aux personnalités politiques (voir annexe 7 pour les items). Chaque participant a été affecté au

⁶ en collaboration avec des étudiants dans le cadre de travaux de master que j’ai co-encadrés.

hasard à l'une des deux versions du questionnaire : ils devaient évaluer soit le groupe des hommes politiques, soit celui des femmes politiques.

Enfin, les participants devaient répondre à des questions sociodémographiques (genre, âge, catégorie socioprofessionnelle). Comme dans l'étude précédente, il leur était également demandé d'indiquer leur orientation politique sur une échelle de 100 points allant de « tout à fait à gauche » à « tout à fait à droite » (la réponse à cette question n'était pas obligatoire).

6.2.2. Hypothèses

Dans cette étude, comme dans nos études précédentes, nous faisons l'hypothèse que les personnalités politiques seront considérées comme moins morales, empathiques et compétentes (stéréotype descriptif) qu'elles ne devraient l'être (stéréotype prescriptif). Cependant, aucune différence n'est attendue entre le stéréotype descriptif et le stéréotype prescriptif en ce qui concerne l'assertivité (les personnalités politiques seront évaluées aussi assertives qu'elles devraient l'être). Nous faisons également l'hypothèse que l'écart entre le stéréotype prescriptif et le stéréotype descriptif les dimensions de moralité, d'empathie et de compétence dépendra de la justification du système politique. Ainsi, on s'attend à ce que l'écart entre les stéréotypes prescriptifs et descriptifs soit plus important pour les participants ayant un faible niveau de justification du système politique que pour les participants ayant un niveau élevé de justification du système politique. De même, nous nous attendons à un effet de la justification du système politique sur le stéréotype descriptif, mais pas sur le stéréotype prescriptif. Sur le plan descriptif, on a fait l'hypothèse que les participants attribueraient d'autant moins de moralité, d'empathie et de compétence aux personnalités politiques qu'ils justifient peu le système politique. Concernant l'assertivité, on ne s'attendait pas à un effet de la justification du système politique du participant sur l'assertivité. On aimerait ici savoir si ces hypothèses se confirment lorsqu'on ajoute la variable du genre comme modérateur potentiel.

6.2.3. Résultats

Différences entre le stéréotype prescriptif et descriptif en fonction du genre

Les analyses ont été réalisées à l'aide du logiciel Jamovi (version 2.3.28). Dans un premier temps, nous avons voulu vérifier si le genre avait un impact sur les stéréotypes associés à la politique. Pour ce faire, nous avons effectué des ANOVAS à mesures répétées sur chaque dimension (moralité, empathie, compétence et assertivité) en introduisant le stéréotype (descriptif vs prescriptif) comme facteur intra-participant, le genre comme facteur inter-participants, ainsi que l'orientation politique du participant en variable contrôlée.

Les résultats ont révélé des effets principaux significatifs du stéréotype (prescriptif contre descriptif) sur la moralité, l'empathie, la compétence et l'assertivité, indiquant que les personnalités politiques sont jugées moins morales, $F(1, 174) = 178.85, p < .001, \eta^2_p = .507$, moins empathiques, $F(1, 174) = 182.47, p < .001, \eta^2_p = .512$ et moins compétentes, $F(1, 174) = 90.31, p < .001, \eta^2_p = .342$, qu'elles ne devraient l'être. En revanche, elles sont jugées plus assertives, $F(1, 174) = 41.44, p < .001, \eta^2_p = .192$, qu'elles ne devraient l'être. Ces résultats sont identiques à ceux observés dans nos précédentes études. Par ailleurs, ces effets ont été modérés par le genre pour les dimensions de moralité, $F(1, 174) = 18.65, p < .001, \eta^2_p = .097$, d'empathie, $F(1, 174) = 12.72, p < .001, \eta^2_p = .068$, de compétence, $F(1, 174) = 14.89, p < .001, \eta^2_p = .092$, et d'assertivité, $F(1, 174) = 38.84, p < .001, \eta^2_p = .182$. (Table 6)

Table 6. Moyenne (et écart type) de moralité, d'empathie, de compétence et d'assertivité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux hommes et aux femmes politiques.

Cible	Femme politique		Homme politique	
	Descriptif	Prescriptif	Descriptif	Prescriptif
Assertivité	5.18 (1.03)	4.85 (1.25)	5.67 (0.902)	4.07 (0.994)
Compétence	4.76 (1.15)	6.16 (0.900)	3.79 (1.02)	6.02 (1.07)
Moralité	4.06 (1.18)	6.40 (0.768)	2.80 (1.14)	6.13 (1.26)
Empathie	4.12 (1.08)	6.10 (0.869)	2.91 (1.11)	5.63 (1.18)

Concernant la moralité, les analyses post hoc montrent que les femmes $t = -13.53, p < .001$ tout comme les hommes politiques $t = -21.40, p < .001$ sont considérés comme devant être plus moraux que ce qu'ils sont en réalité. Cependant, la différence est plus marquée pour les hommes. De même, les résultats montrent que la différence entre hommes et femmes se trouve sur le stéréotype descriptif et pas sur le prescriptif, en effet les femmes sont considérées comme plus morales que les hommes $t = 7.22, p < .001$, mais pas comme devant être plus morales, $t = 1.64, p = .358$. (Figure 18)

Pour l'empathie, les résultats montrent que les femmes $t = -12.49, p < .001$ et les hommes politiques $t = -19.25, p < .001$ sont considérés comme devant être plus empathiques que ce qu'ils sont en réalité. Cependant, comme pour la moralité, la différence est plus marquée pour les hommes. Par ailleurs, la différence entre hommes et femmes se trouve cette fois-ci non seulement sur le stéréotype descriptif, mais également sur le stéréotype prescriptif. Les résultats indiquent que les femmes sont considérées comme plus empathiques que les hommes $t = 7.37, p < .001$, et comme devant plus l'être, $t = 2.93, p = .020$. (Figure 19)

Pour la compétence, les résultats montrent que les femmes $t = -9.657, p < .001$ et les hommes politiques $t = -17.057, p < .001$ sont considérés comme devant être plus compétents que ce qu'ils sont en réalité. Encore une fois, la différence est plus marquée pour les hommes. Par ailleurs, les résultats montrent que la différence entre hommes et femmes se trouve sur le stéréotype descriptif et pas sur le prescriptif. En effet les femmes sont considérées comme plus compétentes que les hommes $t = 5.926, p < .001$, mais pas comme devant être plus compétentes $t = 0.948, p = .779$. (Figure 20)

Enfin concernant l'assertivité, les résultats montrent que les hommes politiques $t = 11.67, p < .001$ sont considérés comme devant être moins assertifs que ce qu'ils sont, alors qu'il n'y a pas d'effet chez les femmes politiques $t = 2.11, p = .155$. Par ailleurs, la différence entre hommes et femmes se trouve sur le stéréotype descriptif et prescriptif. En effet, les femmes sont considérées comme moins assertives que les hommes $t = -3.36, p = .005$, mais comme devant plus l'être, $t = 4.70, p < .001$ (Figure 21).

Figure 18. Attribution de moralité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux hommes et aux femmes politiques

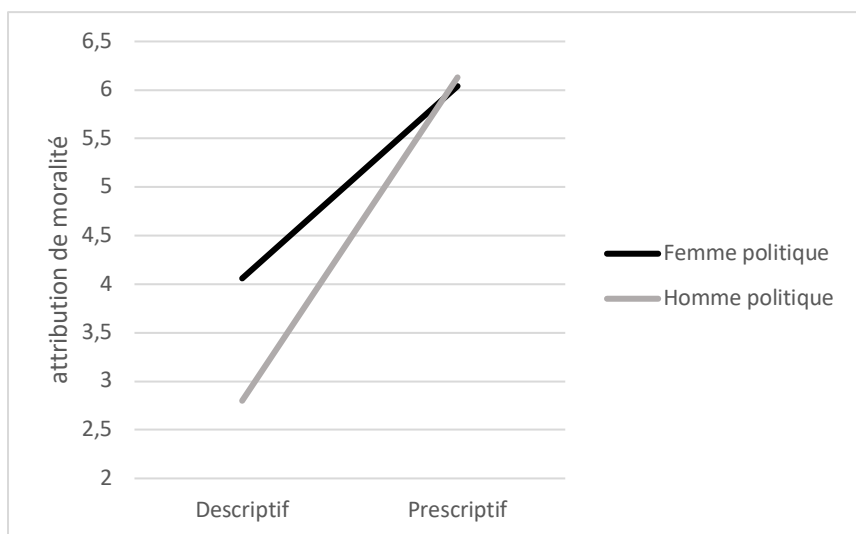


Figure 19. Attribution d'empathie en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux hommes et aux femmes politiques.

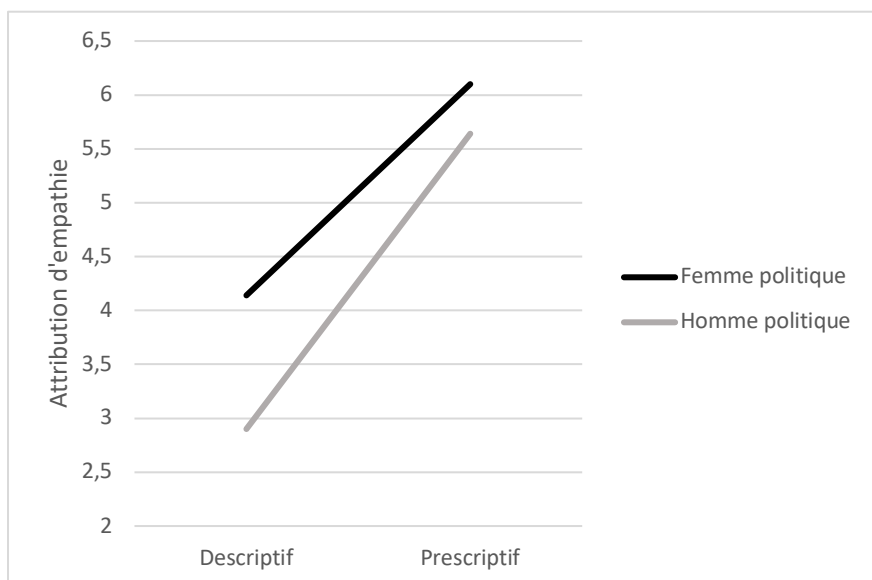


Figure 20. Attribution de compétence en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux hommes et aux femmes politiques

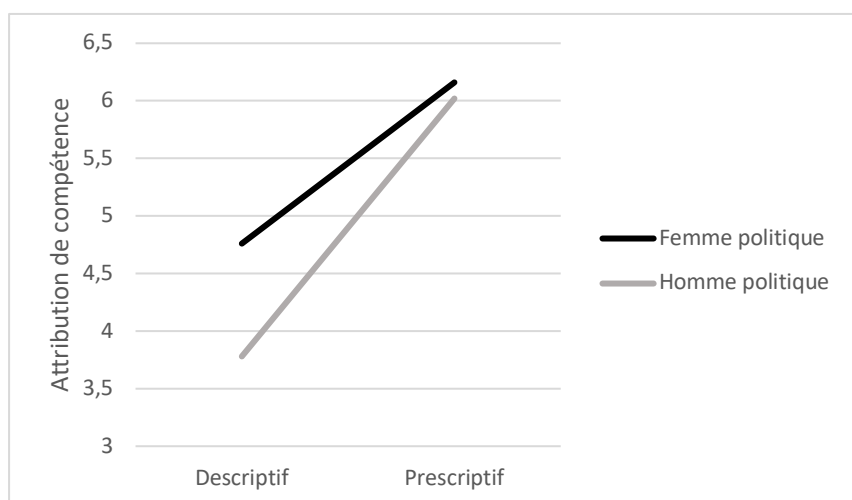
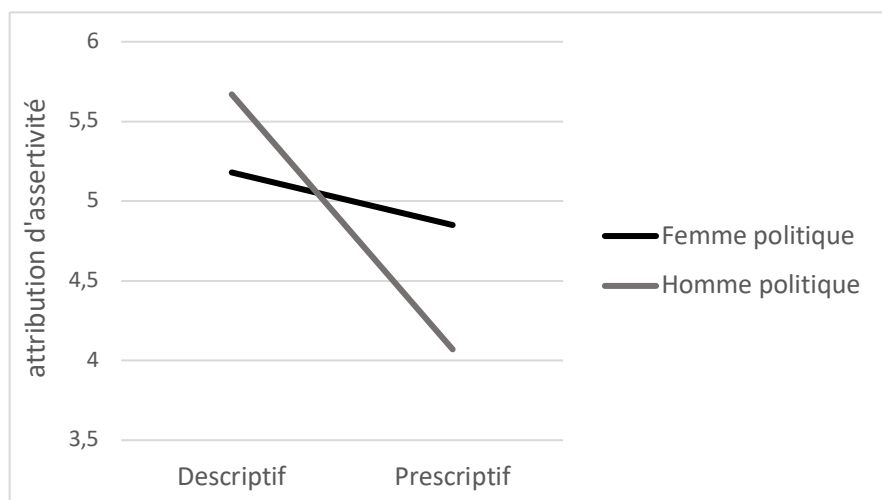


Figure 21. Attribution d'assertivité en fonction des stéréotypes descriptifs et prescriptifs associés aux hommes et aux femmes politiques.



Effet de la justification du système politique sur le stéréotype en fonction du genre

Pour vérifier si les effets de la justification du système politique sur les stéréotypes prescriptifs versus prescriptifs associés aux personnalités politiques se maintiennent en introduisant le genre comme variable potentiellement modératrice, nous avons effectué des ANOVAS à mesures répétées sur chaque dimension (moralité, empathie, compétence et assertivité) en introduisant le stéréotype (descriptif vs prescriptif) comme facteur intra-

participant et la justification du système politique, le genre de la figure politique comme facteurs inter-participants, et l'orientation politique du participant en variable contrôlée.

Nous retrouvons tout d'abord les effets principaux significatifs du stéréotype (prescriptif contre descriptif) sur la moralité, l'empathie, la compétence et l'assertivité, indiquant que les personnalités politiques sont jugées moins morales, $F(1, 173) = 152.39, p < .001, \eta^2_p = .469$, moins empathiques, $F(1, 173) = 164.20, p < .001, \eta^2_p = .487$ et moins compétentes, $F(1, 173) = 75.32, p < .001, \eta^2_p = .303$, qu'elles ne devraient l'être. En revanche, elles sont jugées plus assertives, $F(1, 173) = 21.52, p < .001, \eta^2_p = .109$, qu'elles ne devraient l'être. Ces effets ont été modérés par la justification du système politique pour les dimensions de moralité, $F(1, 173) = 23.57, p < .001, \eta^2_p = .120$, d'empathie, $F(1, 173) = 27.26, p < .001, \eta^2_p = .136$ et de compétence, $F(1, 173) = 12.52, p < .001, \eta^2_p = .067$, mais pas d'assertivité, $F(1, 173) = 0.94, p = 0.331, \eta^2_p = .005$ (Table 6).

Pour approfondir l'étude de ces interactions, nous avons calculé un score différentiel entre les stéréotypes descriptifs et les stéréotypes prospectifs pour chaque dimension. Plus le score est négatif, plus les participants dénigrent les personnalités politiques en les considérant comme moins morales, moins empathiques et moins compétentes qu'elles ne devraient l'être. Nous avons ensuite effectué des analyses de régression simple en introduisant la justification du système politique (score moyen) comme prédicteur, le genre en facteur et le score de différence comme critère. Nous avons également régressé séparément les stéréotypes prescriptifs et descriptifs sur la justification du système politique. Les résultats ont révélé un schéma similaire pour la moralité, l'empathie et la compétence. La justification du système politique prédit positivement le score différentiel pour la moralité, $\beta = .32, t(172) = 4.76, p < .001$, l'empathie, $\beta = .34, t(172) = 5.10, p < .001$, et la compétence, $\beta = .24, t(172) = 3.45, p < .001$. Ainsi, plus la justification du système politique des participants est faible, plus ils désapprouvent les personnalités politiques en les considérant comme moins morales, moins empathiques et moins compétentes qu'elles ne devraient l'être. Si l'on considère séparément les stéréotypes prescriptifs et descriptifs, les résultats indiquent que la justification du système politique prédit positivement les stéréotypes descriptifs pour la moralité, $\beta = .40, t(172) = 6.79, p < .001$, l'empathie, $\beta = .35, t(172) = 5.85, p < .001$ et la compétence, $\beta = .26, t(172) = 3.97, p < .001$. Plus la justification du système politique des participants est faible, moins ils perçoivent les personnalités politiques comme morales, empathiques et compétentes. En ce qui concerne les stéréotypes prescriptifs, la justification du système politique n'a pas d'effet significatif sur la moralité attendue $\beta = -.00, t(172) = 0.11, p = .906$, l'empathie attendue, $\beta = -.06, t(172) = -0.81, p = .417$ et la compétence attendue, $\beta = -.01, t(172) = -0.22, p = .821$.

Indépendamment de la justification du système, tous les participants considèrent que les personnalités politiques doivent être compétentes, empathiques et morales.

En ce qui concerne l'assertivité, les résultats ont révélé le schéma inverse. Cette fois, la justification du système politique a prédit négativement la différence de score entre le stéréotype descriptif et le stéréotype prescriptif, $\beta = -.07$, $t(172) = -1.12$, $p < .263$. Plus la justification du système politique des participants est faible, plus ils perçoivent les personnalités politiques comme étant plus assertives qu'elles ne devraient l'être. Si l'on considère séparément les stéréotypes prescriptifs et descriptifs, les résultats indiquent que la justification du système politique n'a pas d'effet significatif sur l'assertivité perçue, $\beta = -.07$, $t(172) = -0.90$, $p = .365$, ni l'assertivité attendue, $\beta = .04$, $t(172) = 0.57$, $p = .132$.

Il n'y a pas d'interaction de second ordre de la justification du système politique et du genre sur la moralité $F(1, 172) = 0.39$, $p = .532$, $\eta^2_p = .002$, l'empathie $F(1, 172) = 0.78$, $p = .376$, $\eta^2_p = .005$, la compétence $F(1, 172) = 0.45$, $p = .503$, $\eta^2_p = .003$ et l'assertivité $F(1, 172) = 2.37$, $p = .126$, $\eta^2_p = .014$.

6.2.4. Discussion

Les résultats de cette étude confirment en grande partie ceux de l'étude précédente, tout en apportant un éclairage supplémentaire grâce à l'inclusion de la variable du genre. Comme précédemment, nous avons constaté que les personnalités politiques sont perçues comme moins morales, empathiques et compétentes, mais plus assertives qu'elles ne devraient l'être. De plus, les résultats ont mis en avant que ces effets sont plus marqués pour les participants ayant un faible niveau de justification du système politique. Autrement dit, plus les individus ont tendance à contester le système politique, plus ils ont tendance à considérer les personnalités politiques comme moins morales, moins empathiques et moins compétentes qu'elles ne devraient l'être, mais aussi plus ils ont tendance à leur attribuer plus d'assertivité qu'elles ne devraient en avoir.

Cette étude confirme donc un pattern de résultats semblable pour les personnalités politiques en ce qui concerne la différence entre stéréotype descriptif et prescriptif, mais aussi en ce qui concerne l'impact du niveau de justification du système politique par les participants. De plus, nos résultats mettent en avant des effets intéressants du genre des personnalités politiques sur les stéréotypes. Sur le plan descriptif, nos analyses montrent que les femmes politiques sont jugées plus morales, empathiques et compétentes, mais moins assertives que les hommes politiques. Sur le plan prescriptif, nos analyses montrent que les participants

considèrent que les femmes politiques devraient être à la fois plus empathiques et plus assertives que leurs homologues masculins.

Ces résultats impliquent que les femmes politiques doivent donc se conformer à des attentes « émotionnelles » plus élevées – elles doivent être plus empathiques – ce qui pourrait limiter leur liberté d'action en matière de leadership. Ces exigences supplémentaires pourraient expliquer pourquoi certaines femmes en politique doivent adopter un style plus chaleureux et accessible pour être acceptées. Cette dynamique est particulièrement visible dans le paysage politique international actuel, où certaines figures féminines parviennent à capitaliser sur des traits traditionnellement associés au rôle des femmes pour renforcer leur acceptabilité sociale et politique. Des leaders comme Giorgia Meloni en Italie ou Marine Le Pen en France illustrent bien cette tendance. Toutes deux mettent en avant des valeurs perçues comme « féminines » (plus Giorgia Meloni que Marine Lepen), telles que la protection, l'écoute et une forme de bienveillance, tout en les associant à un discours nationaliste et souverainiste. L'image de la « mère protectrice » semble jouer un rôle central dans leur construction politique. Giorgia Meloni, par exemple, insiste régulièrement sur son statut de mère (et de chrétienne) ainsi que sur la nécessité de défendre la patrie comme une extension de la cellule familiale. De son côté, Marine Le Pen a adouci son image au fil des années, adoptant un discours plus axé sur la proximité avec les citoyens, contrastant avec l'image plus radicale et masculine de son père.

Pour s'imposer dans le monde politique, les femmes doivent également redoubler d'efforts pour affirmer leur assertivité. Bien qu'elles soient perçues comme moins assertives que les hommes politiques, les femmes politiques sont également considérées comme devant être plus affirmées. Alors que les hommes bénéficient d'une perception où l'assertivité est perçue comme attendue, les femmes doivent activement démontrer cette qualité – et même être plus assertives encore que les hommes – pour imposer leur autorité. Cette nécessité d'assertivité supplémentaire pourrait s'expliquer à la lumière des théories des rôles de genre, qui suggèrent que le leadership et le pouvoir sont historiquement associés à des traits perçus comme masculins, tels que la domination et la confiance en soi (Eagly & Karau, 2002). En revanche, chez les hommes politiques, l'assertivité semble être perçue comme excessive par rapport aux attentes des participants (ils sont perçus comme plus assertifs que ce qu'ils devraient être). On retrouve cette surévaluation en termes d'assertivité des hommes politiques dans l'étude de Van der Pas (2024). Dans cette recherche, chaque participant devait répondre à 12 questions, chaque question portant sur un groupe social spécifique. Ces groupes étaient : les personnalités politiques en général, les hommes politiques, les femmes politiques, les hommes et les femmes. Pour chaque question, une liste différente de cinq traits a été présentée au hasard, tirée d'une

liste principale de 99 traits, basée sur l'étude de Schneider et Bos (2014). Au lieu de demander directement si un trait particulier correspondait à un groupe social donné, les participants devaient évaluer, pour chaque groupe, combien de traits de la liste leur semblaient représenter ce groupe. Cela permettait d'obtenir une évaluation plus générale des traits associés à chaque groupe social sans se focaliser sur un seul trait à la fois. L'auteur constate que, contrairement à l'évolution positive des stéréotypes associés aux femmes politiques, les stéréotypes des hommes politiques et des personnalités politiques en général ont évolué défavorablement au cours de la dernière décennie. Alors qu'il y a dix ans, ces groupes étaient associés à des traits comme la confiance en soi, le niveau d'éducation élevé, le charisme, l'éloquence, l'ambition et la détermination, ils sont désormais fortement liés à des caractéristiques négatives telles que la soif de pouvoir, l'égoïsme et la manipulation. De plus, alors qu'ils étaient auparavant bien perçus en termes de traits agentiques et de compétences de leadership masculines, leur évaluation a considérablement baissé en ce qui concerne l'agentisme, le leadership fort et la compétence en leadership. Cette baisse n'a pas été compensée par une augmentation de la communalité ou des traits de leadership féminins. Or, dans un contexte de défiance politique généralisée, on pourrait penser que ces traits pourraient être moins bien tolérés, tandis que des qualités associées au rôle traditionnel des femmes, comme la bienveillance et l'écoute, seraient davantage valorisées. Une autre question intéressante à se poser serait de savoir si cette perception du « trop d'assertivité » chez les hommes politiques ne pourrait pas aussi être une manière de délégitimer la surreprésentation des hommes en politique. En effet, cet excès d'assertivité, nous l'avons vu, semble surtout mis en avant par les participants ayant un faible niveau de justification du système politique. Cela soulève la question de l'intérêt de mesurer la justification du système de genre (Jost et Kay, 2005) dans de futures études pour voir si cet effet apparaît davantage chez les personnes ayant un faible niveau de justification du système de genre, ce qui pourrait approfondir notre compréhension des dynamiques de légitimation ou de délégitimation du rôle des hommes et des femmes en politique.

Enfin, ces résultats questionnent les stratégies de communication et de positionnement des figures politiques en fonction de leur genre. Alors que les hommes politiques pourraient bénéficier d'une forme de « réduction » de leur assertivité, les femmes politiques doivent naviguer entre l'affirmation de soi et la conformité aux attentes normatives associées à leur genre en termes d'empathie. Dans cette optique, étudier les effets du genre en politique constitue une perspective intéressante pour de futurs travaux, permettant de mieux comprendre les dynamiques de pouvoir en lien avec les inégalités de genre dans le domaine politique.

7. Conclusion générale de la partie

Cette première partie a mis en lumière le rôle des stéréotypes dans la légitimation et la délégitimation du système politique. En mobilisant les cadres théoriques de la justification du système et du modèle du contenu des stéréotypes, nous avons montré comment les perceptions des personnalités politiques influencent la manière dont les citoyens légitiment – ou plus exactement délégitiment le système politique en place. Ainsi nous avons mis en avant que moins les individus justifient le système politique, plus ils ont tendance à délégitimer les personnalités politiques en termes de compétence, de moralité et d'empathie. Ces derniers sont dévalorisés sur des qualités importantes à posséder dans le cadre de l'exécution de leur fonction.

En effet, alors que la théorie de justification du système met en avant la fonction légitimatrice des stéréotypes, hypothèse confirmée dans un certain nombre de recherches récentes, nos travaux suggèrent qu'en contexte de faible adhésion au système politique – comme c'est le cas en France – les stéréotypes peuvent au contraire contribuer à délégitimer le système. La perception négative des personnalités politiques – notamment celles détenant un pouvoir politique important – sur des dimensions clés telles que la compétence, la moralité et l'empathie traduit ainsi une remise en question du pouvoir en place, plutôt qu'une tentative de le justifier et de le renforcer.

Partie 2 :

La normativité de la contestation du système politique

Dans cette seconde partie, nous cherchons à comprendre pourquoi la France serait le théâtre de mouvements de contestation du système, associés à un niveau de justification du système (politique) relativement faible. Nous faisons ici l'hypothèse que contester le système politique pourrait apparaître comme un comportement socialement valorisé, voire normatif dans le contexte culturel français. Dans un premier temps, nous évoquerons les variations interculturelles d'adhésion au système et leur potentielle explication en fonction du contexte historique, socio-économique et politique caractérisant les différents pays. Dans un second temps, nous aborderons la question de la normativité de la justification du système et des croyances qui y sont associées, en prenant appui sur l'approche sociocognitive des normes (Dubois, 2003; Dubois & Beauvois, 2005). Nous terminerons avec quelques réflexions sur les spécificités du contexte socio-historique et culturel en France.

1. Les différences interculturelles en matière de justification du système

Selon les théoriciens de la justification du système (Jost & Banaji, 1994), ce processus répond à une motivation visant à satisfaire certains besoins psychologiques fondamentaux, dont l'intensité varie selon les individus. Justifier le système permettrait notamment de répondre à trois grands types de motivations : une motivation épistémique, liée au besoin d'évoluer dans un environnement stable et prévisible afin de réduire l'incertitude ; une motivation existentielle visant à se protéger contre les menaces ; et une motivation relationnelle, correspondant au besoin de partager une réalité commune avec autrui (Hennes et al., 2012; Jost et al., 2004; Jost & Hunyady, 2005; Jost et al., 2008). Ainsi, la justification du système est conçue comme une motivation universelle, bien qu'elle ne signifie pas que les individus perçoivent systématiquement le statu quo comme juste ou légitime. L'intensité de cette motivation dépend de nombreux facteurs individuels, groupaux et contextuels. Comme le souligne la littérature (Jost et al., 2010), les recherches en psychologie sociale ont notamment mis en évidence des variations interculturelles importantes dans le niveau d'adhésion à la justification du système. (Caricati, 2019; Langer et al., 2023, 2020; Vargas-Salfate et al., 2018; Vesper et al., 2020).

Une étude de Vargas-Salfate et collaborateurs (2018), basée sur des données d'enquêtes internationales menées dans 19 nations d'Amérique, d'Europe occidentale et orientale, d'Asie et d'Océanie, avec des échantillons en ligne représentatifs, et cherchant à mettre en avant le rôle du statut social et de diverses idéologies dans la justification du système, apporte des résultats

intéressants pour notre propos. Les résultats d'une des études mettent en avant que le niveau de justification du système serait plus important dans des pays ayant un indice de développement humain élevé (Vargas-Salfate et al., 2018). De plus, si on se penche sur le niveau d'adhésion au système dans les différents pays interrogés, on observe une variation de l'adhésion au système particulièrement marquée entre les pays postcommunistes et ceux depuis plus longtemps ancrés dans le modèle capitaliste. Par exemple, sur une échelle de 0 à 7, la Pologne présente une moyenne d'adhésion au système général de 2.87, l'Ukraine de 2.58 contre 3.43 en Allemagne, 3.56 au Royaume-Uni et 3.41 aux États-Unis (Vargas-Salfate et al., 2018). En règle générale, dans les pays post-communistes, la justification du système y est plus faible, une tendance qui peut être expliquée par des facteurs structurels tels que l'instabilité économique et la corruption institutionnelle (Cichocka & Jost, 2014; Mishler & Rose, 2001). En effet, dans des pays comme la Pologne, la Hongrie ou l'Ukraine, l'indice de corruption (calculée sur 100, où 100 représente une très faible corruption) est moyen voir faible, il est respectivement de 54, 42 et 36⁷. La défiance envers les institutions et les personnalités politiques tend à être plus forte dans les sociétés où la corruption est perçue comme très répandue, ce qui est corroboré par des études montrant une relation négative entre l'indice de corruption et la confiance dans les représentants politiques (Fiske & Durante, 2014; Mishler & Rose, 2001). Plus spécifiquement, dans l'étude de Fiske et Durante (2014), les auteurs ont examiné les perceptions des personnalités politiques par les citoyens dans une variété de pays. Les auteurs ont ensuite examiné la relation entre leurs données de perception et le Corruption Perception Index (CPI). Dans l'étude de Mischler et Rose (2001), les auteurs ont combiné des données d'enquête individuelles issues de baromètres avec des indicateurs de performance institutionnelle, notamment l'indice de corruption. Ils ont ensuite analysé la relation entre la moyenne nationale de la confiance politique (mesurée par une échelle composite de six institutions) et les indicateurs de performance, en calculant notamment des corrélations.

Quand on compare le niveau d'adhésion au système présent dans l'étude de Vargas-Salfate et collaborateurs (2018) et les statistiques de niveau de corruption, on observe que tout comme dans certains pays post-communistes, dans certains pays capitalistes et occidentaux, un niveau d'adhésion au système plus faible peut être associé à une corruption moyenne ou importante. Par exemple, l'Italie possède un niveau d'adhésion au système de 2.47 et un indice de corruption de 56/100. On observe ainsi des différences au sein même des pays capitalistes

⁷ Transparency International France. Récupéré le 9 janvier 2025 de : <https://transparency-france.org/2024/01/30/indice-de-perception-de-la-corruption-2023-de-transparency-international-la-france-stagne-encore-la-faute-au-manque-d'exemplarité-du-pouvoir-exécutif-et-au-manque-d'indépendanc/>

et occidentaux, avec des pays où l'adhésion au système est plus élevée (Allemagne, 3.43) et la corruption plus faible (indice de corruption de 78 en Allemagne).

Lorsque nous nous intéressons à présent plus spécifiquement à la France, nous pouvons noter un contexte très particulier. Tout d'abord, la France présente une moyenne de justification du système relativement basse (3.93, sur une échelle de 0 à 7), tandis que ses voisins européens, tels que le Royaume-Uni (4.28) et l'Allemagne (4.47), affichent des scores plus élevés (Vesper et al., 2020). Cependant, la France ne peut être considérée comme un pays particulièrement corrompu, avec un indice de perception de la corruption de 71/100, la plaçant aux 20^e rang mondial sur 180 territoires⁸. De même, sur le plan économique, la France possédait en 2024 un PIB (produit intérieur brut) d'exactly 2917,4 milliards d'euros, la plaçant parmi les 10 pays ayant le PIB le plus élevé.⁹ Toujours dans le même ordre d'idées, la France était à la 28^e place en 2022 en termes d'indice de développement humain (Programme des Nations Unies pour le développement, 2025). Ainsi, bien que la corruption ou encore les difficultés économiques puissent influencer la perception de la légitimité du système, ces facteurs ne permettent pas d'expliquer entièrement les écarts observés, notamment dans le cas spécifique de la France, qui nous intéresse plus particulièrement ici. La particularité de la France dans le domaine de la justification du système et l'intérêt de l'étudier a également été mis en avant dans des travaux scientifiques (Langer et al., 2020). Ces travaux mettent en relation la justification du système avec l'orientation politique des individus. Contrairement à la plupart des pays où la justification du système semble être associée à une idéologie de droite, cette recherche montre qu'elle serait liée en France à une orientation politique de gauche. Les auteurs estiment que cela pourrait s'expliquer par l'héritage de la Révolution française et par un modèle républicain profondément enraciné, fondé sur les idéaux d'égalité, de solidarité et de justice sociale, au point que ce seraient les valeurs de gauche qui constitueraient aujourd'hui le statu quo défendu par une majorité de citoyens. Les auteurs estiment ainsi qu'il serait intéressant d'étudier plus amplement la question de la justification du système en France.

⁸ Transparency International France. Récupéré le 9 janvier 2025 de : <https://transparency-france.org/2024/01/30/indice-de-perception-de-la-corruption-2023-de-transparency-international-la-france-stagne-encore-la-faute-au-manque-d'exemplarité-du-pouvoir-exécutif-et-au-manque-d'indépendance/>

⁹ Ministère de l'économie, de la finance et de la souveraineté industrielle et numérique. Récupéré le 9 janvier 2025 de <https://www.economie.gouv.fr/cedef/PIB>

2. Justification du système et normativité

Une autre approche pour expliquer les variations quant au niveau de justification du système suggère que cette dernière pourrait être soumise à des normes sociales différentes selon les contextes culturels (Alves & Correia, 2008; Cichocka & Jost, 2014). Dans certains pays postcommunistes, caractérisés par un niveau de justification du système plutôt bas, la critique du système serait normative. Cichocka et Jost (2014) parlent d'une « norme de négativité » selon laquelle exprimer une vision critique du monde serait perçu comme plus désirable que de le considérer comme juste et bienveillant. Une étude menée en Pologne illustre ce phénomène (Szymkow et al., 2003, cité par Cichocka & Jost, 2014). L'objectif général de la recherche était d'évaluer si le fait de se plaindre constitue un comportement socialement valorisé, favorisant l'approbation des interlocuteurs et l'établissement de relations interpersonnelles plus étroites. Les différentes études ont exploré la normativité des plaintes dans les interactions interpersonnelles ainsi que les avantages qu'elles peuvent procurer. Une première étude visait à déterminer si les personnes ayant tendance à se plaindre sont plus enclines à sanctionner celles qui enfreignent la norme sociale de la plainte en affichant ouvertement leur satisfaction. Pour cela, les participants ont d'abord rempli un questionnaire mesurant leur adhésion à la culture de la plainte, puis ils ont évalué une personne fictive décrite comme exprimant librement sa joie de vivre. Cette évaluation portait sur plusieurs traits (moralité, égoïsme, chaleur, etc.). Les résultats ont montré qu'une plus faible adhésion à la plainte était faiblement mais significativement associée à une perception négative de cette personne, jugée moins morale, plus superficielle et moins appréciée socialement. Autrement dit, dans un contexte où la plainte est valorisée, ceux qui expriment leur bonheur peuvent être dévalorisés et perçus comme moins profonds ou sincères tandis que ceux qui se plaignent sont jugés plus positivement. Dans une autre étude, les participants ont visionné des vidéos mettant en scène des dialogues entre deux femmes discutant de sujets propices à la plainte/contestation, comme la santé, les revenus, le patron ou les personnalités politiques. Ces échanges étaient construits selon quatre schémas d'interaction : plainte suivie de plainte, plainte suivie d'affirmation, affirmation suivie de plainte, ou affirmation suivie d'affirmation. Ces combinaisons permettent de tester la compatibilité entre les réponses : une réaction est dite compatible lorsqu'elle va dans le même sens que l'interlocuteur (plainte à plainte ou affirmation à affirmation), et incompatible dans le cas contraire. Les participants devaient ensuite évaluer la personne qui répondait sur plusieurs dimensions à l'aide d'échelles en 7 points. Ils jugeaient notamment à quel point sa réaction était typique (c'est-à-dire habituelle ou attendue) et pertinente (adaptée à

la situation), mais aussi sa sympathie, son intelligence, la compréhension perçue par l'interlocuteur, la proximité ressentie entre les deux personnes, la profondeur du contact et la probabilité que la conversation se poursuive. Les résultats montrent que les réactions compatibles étaient jugées plus typiques, plus pertinentes et plus favorables à la poursuite de la conversation. De plus, ces réactions renforcent la sympathie perçue, le sentiment de compréhension, ainsi que la proximité entre les interlocutrices. De manière intéressante, les échanges marqués par une plainte mutuelle sont perçus comme plus profonds que ceux marqués par une affirmation mutuelle. Enfin, les interlocuteurs qui se plaignent sont perçus comme plus sympathiques et plus intelligents, en comparaison avec des partenaires de conversation plus optimistes. Les interactions elles-mêmes sont considérées comme plus authentiques et plus précieuses. Autrement dit, dans un contexte où la plainte est socialement valorisée, se montrer critique face au système est perçu comme plus normal, sympathique et propice à la création d'un lien social que réagir de manière positive. Ainsi, ces études confirment l'existence en Pologne d'une sorte de norme sociale valorisant le fait de se plaindre sur certains sujets de société. (Szymkow et al., 2003, cité par Cichocka & Jost, 2014).

À l'inverse, dans les sociétés occidentales depuis plus longtemps ancrées dans le capitalisme, légitimer le système et adhérer à des idéologies ou des croyances légitimatrices semble socialement valorisé. Notamment parce qu'il s'agit d'un moyen de stabiliser et pérenniser notre propre position dans la société. Par exemple, une recherche de Alves et Correia menée au Portugal (2008) a pour objectif d'examiner si l'expression d'un degré élevé de croyance en un monde juste (BJW) est perçue comme plus ou moins valorisée socialement qu'un degré faible de BJW. Bien que n'étudiant pas directement l'existence d'une norme de justification du système, cette étude est néanmoins intéressante, car elle se focalise sur la croyance en un monde juste, une idéologie légitimant le système (Lerner, 1980 ; Jost & Hunyady, 2005). Prenant appui dans une première étude sur un paradigme d'auto-présentation, les auteurs ont invité leurs participants à remplir une échelle de BJW en répondant de sorte à projeter une image positive ou négative d'eux-mêmes. Les résultats montrent que les scores obtenus dans la condition « image positive » étaient significativement plus élevés que ceux obtenus dans la condition « image négative ». Autrement dit, pour donner une image positive de soi, les participants ont tendance à exprimer une BJW générale élevée, et pour donner une image négative, ils expriment une BJW générale faible. Dans une seconde étude, utilisant la méthode du paradigme des juges, les participants ont dû lire des réponses à l'échelle de BJW, prétendument remplies par un autre étudiant, qui manipulaient un faible degré de BJW ou un

degré élevé de BJW. Les participants ont ensuite dû évaluer l'étudiant sur douze traits reflétant ce qu'on appelle l'utilité sociale.

Avant de décrire les résultats de cette étude, il convient de s'attarder plus longuement sur cette dernière notion. Les termes d'utilité sociale et de désirabilité sociale proviennent de la théorie de la valeur sociale, qui propose un cadre conceptuel visant à comprendre la manière dont les individus sont évalués au sein d'une société (Beauvois & Dubois, 2016; Dubois & Beauvois, 2005; 2012). Selon cette approche, les jugements sociaux ne sont pas de simples descriptions neutres des individus, mais des évaluations qui reflètent l'organisation sociale et les hiérarchies existantes. Cette théorie avance l'idée qu'une personne qui se comporte de façon normative peut être valorisée sur deux dimensions fondamentales : la désirabilité sociale et l'utilité sociale (Beauvois & Dubois, 2016; Dubois & Beauvois, 2005; 2012). La désirabilité sociale renvoie à la valeur « affective » d'une personne, c'est-à-dire l'aptitude d'un individu à susciter des affects positifs chez autrui, à entretenir des relations harmonieuses et à répondre aux attentes relationnelles dans un cadre interpersonnel. Elle est centrale dans les relations amicales ou affectives. L'utilité sociale correspond à la valeur « économique » d'une personne, autrement dit la capacité perçue d'un individu à répondre aux exigences fonctionnelles et structurelles de la société et à occuper des positions valorisées dans la hiérarchie sociale. Elle se manifeste principalement dans les contextes institutionnels, notamment professionnels (Beauvois & Dubois, 2016; Dubois & Beauvois, 2005; 2012). Certaines normes sociales se rattachent ainsi préférentiellement à l'une ou l'autre de ces dimensions. Par exemple, la norme d'ancrage individuel, qui valorise la prise en compte d'autrui dans son individualité, est essentiellement associée à une valorisation sur la désirabilité sociale. D'autres, en revanche, sont davantage ancrées dans l'utilité sociale, comme la norme d'internalité, qui valorise l'attribution de responsabilités à des facteurs internes plutôt qu'externes (Dubois, 2005).

Pour revenir à l'étude d'Alves et Correia (2008), les résultats montrent des scores plus élevés dans la condition « fort degré de BJW » que dans la condition « faible degré de BJW ». Autrement dit, cette étude met en avant que dans un contexte portugais, afficher une forte croyance en un monde permet d'être perçu favorablement et associé à des jugements positifs sur autrui, notamment sur l'utilité sociale.

On retrouve un pattern de résultats différent dans une recherche française menée par Testé et Perrin (2013), qui a pour but d'examiner la valeur sociale attribuée à l'adhésion à la croyance en un monde juste (BJW) dans les sociétés occidentales. Quatre études ont été menées en utilisant le paradigme du juge. Dans chaque étude, les participants ont évalué une cible fictive qui adhère fortement ou faiblement à la BJW. Plus précisément, les participants

prenaient connaissance des réponses attribuées à une cible fictive concernant huit items de l'échelle de croyance en un monde juste. L'adhésion à la BJW était manipulée comme suit : la cible exprimait soit une forte adhésion (scores de 7 ou 8 sur une échelle de 9 points), soit une faible adhésion (scores de 2 ou 3). Ensuite, les participants ont dû évaluer la cible selon deux dimensions : sa désirabilité sociale (probabilité de nouer une amitié avec elle) et son utilité sociale (prévision de réussite professionnelle), à l'aide d'échelles de Likert en 9 points. Les participants ont également jugé la cible sur 12 traits de personnalité en lien avec la désirabilité et l'utilité sociales.

Les résultats de l'étude ont mis en avant qu'il n'y avait pas d'effet significatif de la croyance en un monde juste sur l'utilité sociale perçue d'une cible, ils ont même mis en avant que l'adhésion à la croyance en un monde juste réduit la désirabilité sociale. Selon les auteurs, cela s'explique par le fait que la croyance en un monde juste peut être perçue comme contre-normative, notamment en matière de désirabilité sociale. En effet, elle sous-entend que les personnes défavorisées méritent leur sort, ce qui va à l'encontre des normes sociales condamnant le dénigrement des victimes. Toutefois, dans la mesure où cette croyance peut être vue comme une idéologie servant à justifier le système, rejeter une cible qui y adhère pourrait également être un moyen indirect de remettre en cause la légitimité du système lui-même.

Une autre étude va en partie dans ce sens (Girerd, 2022), et montre que contester le système (ou ne pas adhérer à des idéologies légitimatrices) pourrait être normatif en France, notamment en lien avec la désirabilité sociale. Dans cette étude, les auteurs ont utilisé le paradigme du juge, où les participants devaient évaluer deux cibles présentées comme adhérant fortement ou faiblement à l'idéologie néolibérale. Les participants devaient évaluer ces cibles sur différentes dimensions, dont l'utilité sociale et la désirabilité sociale. Les résultats montrent que la cible adhérant fortement à l'idéologie néolibérale est perçue comme plus utile socialement, mais moins désirable que la cible adhérant plus faiblement à l'idéologie néolibérale.

3. la culture de contestation en France

Comme nous l'avons dit précédemment, la France se distingue par un niveau de justification du système relativement bas, comparable à celui observé dans les pays post-communistes (Caricati, 2019; Langer et al., 2020). Cette constatation peut être mise en relation avec une forte tradition protestataire. Ainsi, le mouvement des Gilets Jaunes, par exemple, illustre cette culture de contestation, ses participants rejetant massivement la légitimité du système politique et économique (Jetten et al., 2020; Morales et al., 2020). Girerd et al. (2020) ont d'ailleurs montré que plus les individus s'identifient à ce mouvement, moins ils ont tendance à justifier le système (néo-libéral). De manière plus générale, la littérature met en évidence l'impact direct de la justification du système sur l'action collective et, par extension, sur les mouvements de protestation. Justifier le système tend à accroître le soutien et la participation à des actions en sa faveur (Hennes et al., 2012; Jost et al., 2017), tandis qu'à l'inverse, le fait de délégitimer le système favorise l'engagement dans différentes formes de contestation. Une étude menée par Jost et al. (2012) illustre bien ce phénomène. Les chercheurs ont d'abord évalué le niveau de justification du système chez des participants, avant de leur faire lire un article sur une décision du gouvernement de renflouer Wall Street (*bail out Wall Street*). Ils leur ont ensuite demandé d'indiquer dans quelle mesure ils étaient prêts à participer à des actions de protestation en réaction à cette décision. Les résultats mettent en évidence une association négative entre la justification du système et la volonté de protester ou de soutenir des actions contestataires. D'autres travaux montrent des résultats similaires (e.g. Hennes et al., 2012; Jost et al., 2017; Osborne et al., 2019; Vesper et al., 2022). Dans certaines études (Jost et al., 2012), cet effet de la délégitimation du système sur la contestation est médiatisé par un sentiment de colère, suggérant que l'indignation joue un rôle clé dans l'engagement protestataire. De la même manière, un faible niveau de confiance dans le système a également été identifié comme un facteur favorisant la participation aux manifestations politiques (Cichoka et al., 2018). Par ailleurs, une étude menée en France a révélé un lien négatif entre le niveau d'adhésion au système et la volonté de faire grève, une relation qui ne se retrouvait pas en Allemagne ni au Royaume-Uni (Vesper et al., 2022). Ces résultats sont intéressants parce qu'ils mettent à nouveau en avant un pattern de résultats différent pour la France comparativement à d'autres pays occidentaux, traduisant une sorte de spécificité française dans son lien à la contestation.

On peut souligner que cette spécificité du contexte français, marquée par un faible niveau de justification du système et une forte présence de mouvements de contestation, se

reflète également dans les rares travaux ayant exploré la normativité sociale de la critique du système en France. Les recherches menées notamment par Testé et Perrin (2013) ou encore Girerd (2022) montrent que, dans ce contexte, ne pas adhérer à certaines idéologies légitimatrices (autrement dit et par extension, remettre en cause le système) peut être perçu comme socialement valorisé. Ce phénomène contraste avec les résultats observés dans d'autres pays occidentaux, où, au contraire, l'adhésion à des idéologies légitimatrices est normative (et donc la contestation du système contre-normative), comme le montrent les travaux d'Alves et Correia (2008) ou ceux de Cichocka et Jost (2014) dans certains pays post-communistes.

Cette spécificité française pourrait s'expliquer par un héritage historique profondément ancré. La contestation occupe une place centrale dans la culture politique française, façonnée par une histoire marquée par les révoltes et révolutions, un modèle institutionnel centralisé et une tradition de mobilisation sociale. Cet héritage se traduit par une propension forte à la protestation et à la remise en cause du pouvoir, perçues comme des leviers légitimes d'action politique. Dès le Moyen âge, on recense en France la présence de révoltes, telles les jacqueries dans les années 1358, initialement des révoltes paysannes en réaction à plusieurs tensions économiques et politiques (Touati, 2000). Pendant l'Ancien Régime, ces révoltes populaires témoignaient à la fois « d'un mécontentement et d'une résistance à l'autorité » (Bély, 1996, p.1094) et étaient souvent dues à l'augmentation de taxes et des impôts, elles pouvaient être violentes et se prolonger sur la durée. Cependant, il ne s'agit pas encore de renverser le pouvoir, le système politique a proprement dit et donc le roi, mais de faire entendre auprès de ce dernier ses exigences ; d'où le célèbre cri des révoltés, « Vive le roi sans gabelle », faisant ici référence à l'impôt sur le sel (Roche, 1993, p.260). C'est véritablement lors de la Révolution de 1789 que la France s'impose comme un pays où la rupture irréversible avec l'autorité constitue un mode d'expression politique. En renversant la monarchie absolue et en instaurant la souveraineté populaire, cet événement fondateur modifie durablement la relation entre gouvernants et gouvernés et la perception du pouvoir en France (Tocqueville, 1856). Les révolutions de 1830 et 1848, la Commune de Paris en 1871 ou encore Mai 68 confirment cette culture de la rupture et ancrent l'idée que le pouvoir peut être contesté et renversé par la mobilisation populaire. Pour certains auteurs, il existerait en France une sorte de culture révolutionnaire française (Furet, 2007; Perrineau, 2011), décrite comme une « culture politique inséparable de la démocratie (française) » (Furet, 2007, p.951). Furet (2007) insiste sur le caractère foncièrement insatisfait de cette culture révolutionnaire, qui pour lui est une « culture politique inséparable de la démocratie ». Pour cet auteur, cette culture est portée par un idéal d'égalité absolue, elle alimente une quête permanente qui ne peut jamais être pleinement réalisée dans un système

démocratique, où subsiste toujours un sentiment d'incomplétude quant à l'égalité entre les individus. Nous pouvons ainsi en déduire que cette insatisfaction constante pourrait faire de la culture révolutionnaire un pilier central de la politique française.

Au-delà de son histoire révolutionnaire, la structure même de l'État français favorise la contestation. Héritier d'une tradition monarchique centralisée, le modèle politique français repose sur un pouvoir exécutif fort, notamment sous la Ve République, où le président joue un rôle prépondérant. Cette concentration du pouvoir alimente un rapport asymétrique entre citoyens et institutions, renforçant le sentiment d'impuissance et la nécessité de contre-pouvoirs (Rosanvallon, 2000).

Ainsi, à la lumière de ces ferments culturels, on pourrait faire l'hypothèse de l'existence d'une valorisation de la contestation en France, autrement dit, d'une norme de contestation du système politique qui pourrait expliquer pourquoi le niveau de justification du système y demeure plus faible qu'attendu, malgré une relative stabilité économique et une corruption contenue. Cette potentielle norme de contestation pourrait témoigner d'un schéma de pensée spécifique dans lequel remettre en cause le pouvoir établi ne relève pas uniquement d'une opinion politique, mais constitue un marqueur identitaire et un critère de jugement social.

4. Hypothèses

Si l'on suppose que la contestation du système politique constitue une norme sociale en France, il convient alors d'examiner la nature de la valorisation sociale associée à cette norme. En d'autres termes, cette norme confère-t-elle à ceux qui la respectent une valeur en termes de désirabilité sociale ou d'utilité sociale ?

Nous formulons l'hypothèse que dans le contexte français, la contestation du système politique serait principalement valorisée en termes de désirabilité sociale, mais non en termes d'utilité sociale, voire qu'elle pourrait être perçue comme un désavantage sur cette dernière dimension. En effet, il est pertinent de s'interroger sur la manière dont la contestation du système politique est perçue socialement. Autrement dit, quelle est la nature de la valorisation associée à la contestation du système politique ? Si l'on considère que la réussite sociale repose sur l'adhésion aux structures en place, il semble peu probable que la contestation du système politique confère une valeur d'utilité sociale élevée. En effet, plusieurs études montrent que l'adhésion à des idéologies légitimatrices est perçue comme normative en termes d'utilité sociale, y compris en France : les travaux de Girerd (2022) indiquent que les individus adhérant à l'idéologie néolibérale sont jugés plus utiles. On retrouve la même chose dans l'étude d'Alves et Correia (2008) où afficher une forte croyance en un monde juste permet d'être perçu favorablement et associé à des jugements positifs sur l'utilité sociale. L'utilité sociale étant liée à la capacité d'un individu à répondre aux attentes fonctionnelles et structurelles de la société, la contestation pourrait être perçue comme une remise en cause de l'ordre établi, ce qui la rendrait moins valorisée dans des milieux institutionnels où la stabilité et la conformité sont privilégiées. À l'inverse, la critique du système pourrait être un facteur de rapprochement interpersonnel et ainsi renforcer la désirabilité sociale. Cette hypothèse trouve un appui empirique dans une étude menée en Pologne, présentée précédemment, qui a montré que les interactions sociales avec un interlocuteur exprimant des critiques envers le système politique étaient perçues comme plus authentiques et de plus grande valeur que celles avec un interlocuteur satisfait du système (Szymkow et al., 2003, cité par Cichocka & Jost, 2014). De même, cette hypothèse peut également être étayée par des recherches antérieures menées en France, qui ont montré qu'une forte adhésion à la croyance générale en un monde juste avait un effet négatif sur les jugements de désirabilité sociale (Testé & Perrin, 2013), et qu'une forte adhésion au néolibéralisme entraînait une baisse d'attribution de désirabilité sociale (Girerd, 2022).

3. Résumé de l'article 2

Mancassola, M., Louvet, E. (en révision) La contestation du système politique est-elle socialement valorisée en France ? (*Psychologie française*).

L'objectif des études présentées dans cet article était d'examiner dans quelle mesure la contestation du système politique pourrait être socialement valorisée en France. Pour tester cette hypothèse, nous avons réalisé deux études expérimentales : la première s'appuie sur le paradigme des juges, tandis que la seconde utilise le paradigme de l'auto-présentation.

Dans la première étude, utilisant le paradigme des juges, les participants étaient exposés aux réponses fictives d'un étudiant (genre non spécifié) à une échelle de justification du système politique. Selon les conditions expérimentales, cet étudiant présentait soit un faible niveau de justification du système, soit un niveau élevé (voir Annexe 9 pour le matériel). Après avoir pris connaissance de ces réponses, ils devaient évaluer la cible sur deux dimensions : son utilité sociale (dans quelle mesure cet·te étudiant·e est bien évalué·e par ses enseignants) et sa désirabilité sociale (dans quelle mesure cet·te étudiant·e est apprécié·e par les autres étudiant·es »), sur une échelle en sept points. Les participants devaient ensuite juger la cible sur des traits de compétence et de chaleur, également sur des échelles en 7 points (voir Annexe 10). Le jugement sur la compétence peut être rapproché de la dimension d'utilité sociale, et le jugement sur la chaleur de la dimension de désirabilité sociale (Beauvois & Dubois, 2016; Cambon, 2022). Les participants devaient également répondre, dans un premier temps, à une échelle de justification du système politique, adaptée de Rutto et al. (2014), comprenant cinq items relatifs au fonctionnement du système politique français (voir Annexe 4). Les participants devaient indiquer leur degré d'accord avec chaque item sur une échelle en 7 points. Bien que cette variable ne soit pas au cœur de notre problématique, elle nous permettra d'en contrôler l'influence et d'examiner son éventuelle interaction avec nos variables d'intérêt. Il est en effet envisageable que la contestation du système soit perçue comme plus désirable, en particulier par les participants qui se caractérisent eux-mêmes par un faible niveau d'adhésion au système.

Nous faisons l'hypothèse qu'une cible exprimant une attitude contestataire envers le système sera perçue comme plus valorisée socialement qu'une cible qui y adhère, mais que cette différence ne se retrouvera pas en termes d'utilité sociale, voire pourrait s'inverser.

Les résultats montrent qu'une cible qui conteste le système politique est considérée comme plus désirable qu'une cible qui adhère au système. À l'inverse, la cible qui adhère au

système politique est jugée plus utile que la cible qui conteste le système. Nous confirmons donc globalement nos hypothèses : la contestation du système politique semble être normative d'un point de vue de la désirabilité sociale uniquement. Au niveau de l'utilité sociale, ce serait plutôt l'adhésion au système qui serait normative. Cependant, il est intéressant de noter que ces effets sont tributaires du niveau de justification du système du participant. Ainsi, seuls les participants qui ont un faible niveau de justification du système politique jugent la cible qui conteste le système plus désirable que celle qui adhère au système. Par contre, l'effet du niveau de justification du système politique de la cible n'est pas significatif pour les participants qui ont un niveau élevé de justification du système politique (Figure 22 et 23). Concernant l'utilité sociale, l'effet du niveau de justification du système politique de la cible n'est pas modéré par le niveau de JSP du participant.

Figure 22. Effet de l'utilité sociale et de la désirabilité sociale en fonction de l'adhésion ou de la contestation du système par la cible, chez les participants ayant un faible niveau d'adhésion au système politique

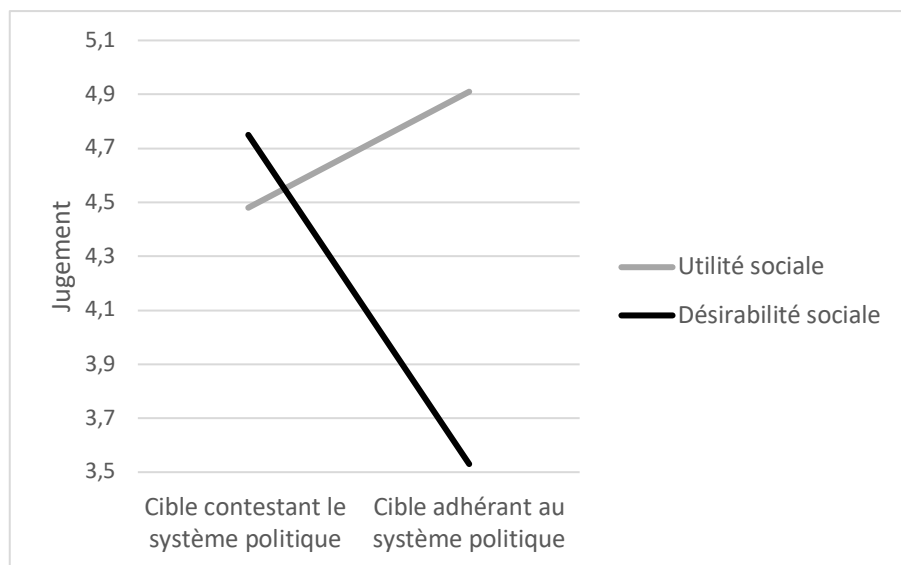
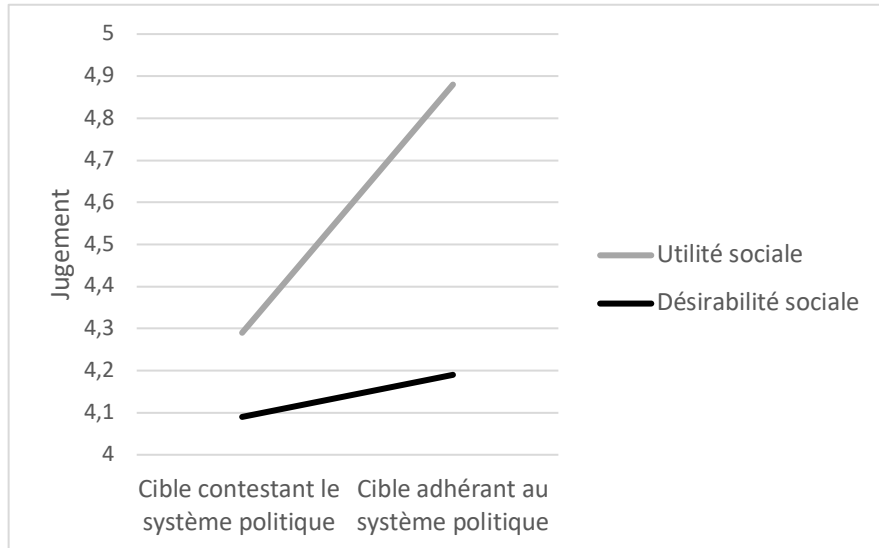


Figure 23. Effet de l'utilité sociale et de la désirabilité sociale en fonction de l'adhésion ou de la contestation du système par la cible, chez les participants ayant un niveau élevé d'adhésion au système politique



Les résultats mettent également en avant qu'une cible qui conteste le système est jugée plus positivement que celle qui adhère au système, et ce à la fois en termes de compétence et de chaleur. Cependant, ceci n'est à nouveau vrai que pour les participants qui se caractérisent eux-mêmes par un faible niveau de justification du système politique (Figure 24). Pour les participants qui ont un niveau élevé de justification du système politique on observe même le pattern inverse : la cible qui conteste le système est jugée moins chaleureuse et moins compétente, que celle qui adhère au système (Figure 25).

Figure 24. Effet de la compétence et de la chaleur en fonction de l'adhésion ou de la contestation du système par la cible, chez les participants ayant un niveau élevé d'adhésion au système politique

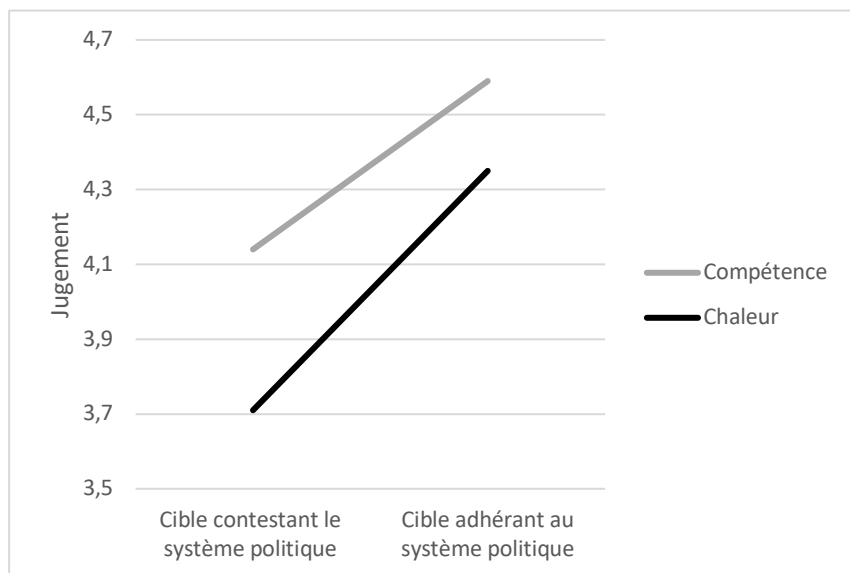
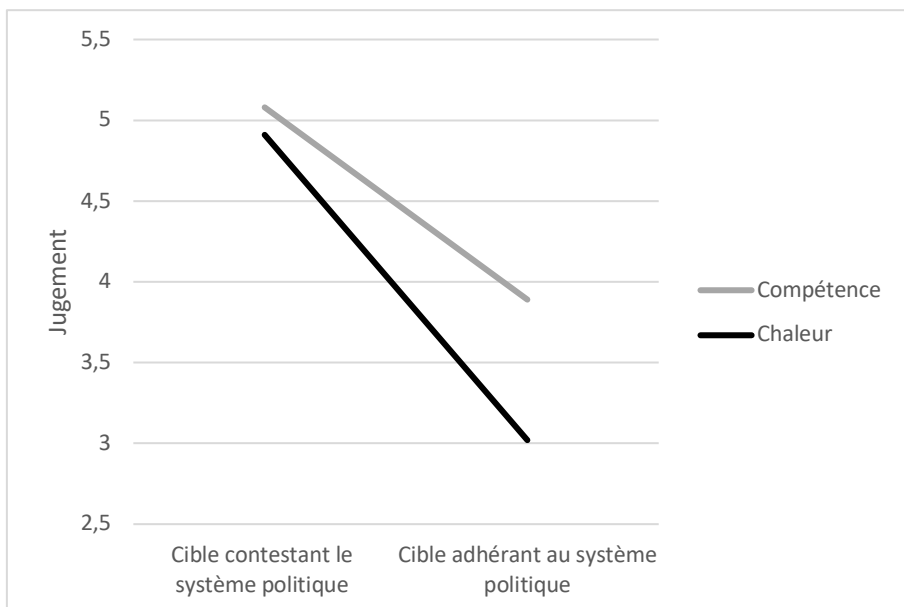


Figure 25. Effet de la compétence et de la chaleur en fonction de l'adhésion ou de la contestation du système par la cible, chez les participants ayant un faible niveau d'adhésion au système politique

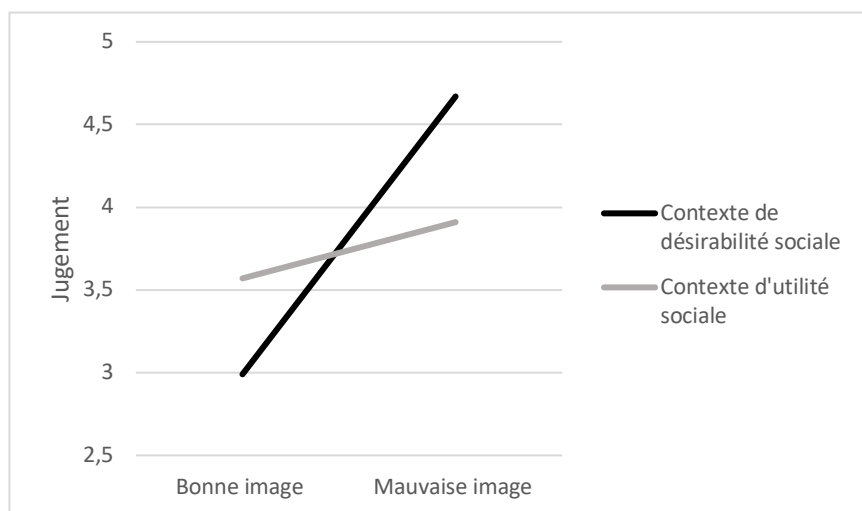


Dans la seconde étude, nous avons utilisé le paradigme d'auto-présentation afin d'évaluer si les participants avaient tendance à délégitimer le système politique lorsqu'ils cherchaient à donner une bonne image d'eux-mêmes. Les participants devaient se projeter dans une interaction avec soit un employeur potentiel lors d'un entretien d'embauche (contexte d'utilité sociale), soit avec une personne rencontrée dans une soirée (contexte de désirabilité sociale). Ils devaient imaginer que la conversation abordait des sujets politiques (voir Annexe 11). Il leur était demandé d'indiquer les opinions politiques qu'ils afficheraient pour donner une bonne (condition normative) ou une mauvaise (condition contre normative) image à leur interlocuteur, en complétant une échelle de justification du système politique (Rutto et al., 2013). Après cette première étape, les participants devaient exprimer leur opinion personnelle en répondant à nouveau à cette même échelle, mais cette fois selon une consigne standard (honnêteté). Cette mesure nous permet de contrôler l'éventuel impact du niveau de justification du système politique du participant et d'examiner ses interactions potentielles avec nos variables d'intérêt. Il est par exemple possible que les participants considèrent que leur propre position personnelle face au système politique correspond à la position socialement valorisée, i.e. normative.

Nous faisons l'hypothèse que les participants afficheront un niveau de justification du système politique plus faible pour donner une bonne image d'eux-mêmes (consigne normative) que pour donner une mauvaise image (consigne contre-normative), mais uniquement dans un contexte de désirabilité sociale. En contexte d'utilité sociale, le type de consigne d'auto-présentation ne devrait pas avoir d'effet significatif, ou alors devrait produire l'effet inverse.

Conformément à nos hypothèses, les participants contestent davantage le système politique lorsqu'ils doivent donner une bonne image d'eux-mêmes que lorsqu'ils doivent donner une mauvaise image. Cependant, toujours conformément à nos attentes, cet effet n'apparaît que dans un contexte de désirabilité sociale. Nous n'observons pas d'effet significatif du type de consigne (normative ou contre-normative) en contexte d'utilité sociale (Figure 26). Par ailleurs, contrairement à l'étude 1, ces effets ne sont pas modérés par le niveau de justification du système politique du participant.

Figure 26. Niveau de justification du système politique affiché afin de donner une bonne ou une mauvaise image de soi dans un contexte d'utilité sociale ou de désirabilité sociale.



Les résultats des deux études confirment en bonne partie nos hypothèses. L'étude 1, basée sur le paradigme des juges, montre qu'une personne contestant le système politique est perçue comme plus appréciée par ses pairs et évaluée plus positivement, tant en termes de chaleur que de compétence, par rapport à une personne adhérant au système. Cependant, cet effet n'est observé que chez les participants ayant eux-mêmes un faible niveau de justification du système politique, ce qui suggère un possible effet de congruence plutôt qu'une véritable norme sociale de contestation. L'étude 2, utilisant le paradigme d'auto-présentation, confirme néanmoins que la contestation du système est bien une norme sociale ancrée dans la désirabilité sociale. Les participants se montrent critiques envers le système politique lorsqu'ils cherchent à donner une bonne image d'eux-mêmes en contexte amical, et cette fois indépendamment de leur propre niveau de justification du système politique. En revanche, cette valorisation sociale ne s'étend pas à l'utilité sociale, certains de nos résultats mettant même en évidence un effet contraire. En effet, une cible qui conteste le système politique est perçue comme moins utile, i.e. moins susceptible de réussir, qu'une cible qui adhère au système politique, et ce quel que soit le niveau de justification du système politique du participant.

Nos résultats apportent un éclairage intéressant à la question de la normativité ou contre-normativité de la justification du système politique en France. Si notre étude constitue la première à examiner directement la normativité de la justification politique du système, elle s'inscrit dans la continuité de recherches antérieures portant sur la normativité de la croyance en un monde juste. Ces travaux ont montré que cette croyance était perçue comme normative

au Portugal, en particulier sur le plan de l'utilité sociale (Alves & Correia, 2008), tandis qu'en France, elle apparaissait comme contre-normative en termes de désirabilité sociale (Testé & Perrin, 2013). Des résultats convergents ont été observés plus récemment dans une étude française sur l'idéologie néolibérale, jugée normative en matière d'utilité sociale, mais contre-normative en matière de désirabilité sociale (Girerd, 2022).

L'ensemble de ces résultats permet également de mieux comprendre la dynamique des comportements politiques en France. Depuis plusieurs années, on observe une montée du vote contestataire et une adhésion croissante à des partis considérés comme « contestataires » (Perrineau, 2007; Langer et al., 2023). Si, comme le suggèrent nos résultats, critiquer le système politique est socialement valorisé en termes de désirabilité sociale, cela pourrait encourager ces comportements contestataires et renforcer la légitimité perçue des mouvements de protestation.

4. La contestation du système politique est-elle socialement valorisée en France ?

Abstract

Introduction et Objectif. Partant de l'idée qu'il existerait en France une forme de « culture contestataire », associée à une justification du système relativement basse, l'objectif de cette recherche était de vérifier l'hypothèse selon laquelle contester le système politique serait socialement valorisé.

Méthode. Afin de tester cette hypothèse, nous avons réalisé deux études expérimentales utilisant respectivement le paradigme des juges (étude 1) et le paradigme d'auto-présentation (étude 2). Dans l'étude 1, les participants devaient porter un jugement en termes d'utilité et de désirabilité sociale sur une cible présentée comme contestant ou non le système politique. Dans l'étude 2, les participants devaient répondre à une échelle de justification du système politique de sorte à donner une bonne versus mauvaise image d'eux-mêmes dans un contexte d'utilité versus de désirabilité sociale.

Résultats. Les résultats montrent qu'une personne qui conteste le système politique est jugée positivement, mais n'est pas perçue comme susceptible de réussir (étude 1). Allant dans le même sens, les participants ont tendance à contester le système politique lorsqu'on leur demande de donner une bonne image d'eux-mêmes dans une situation amicale, mais pas dans une situation professionnelle (étude 2).

Conclusion. L'ensemble de ces résultats mettent en évidence une valorisation de la contestation du système politique, notamment sur la désirabilité sociale.

Mots clés : justification du système politique, jugement social, utilité sociale, désirabilité sociale, paradigmes de la normativité

Abstract

Introduction and objective. Building on the idea that there would be in France a “culture of protest” in line with low system justification, the main purpose of this paper was to test the hypothesis that challenging the political system could be socially valued.

Method. To meet this goal, we conducted two studies using the judge paradigm (study 1) and the self-presentation paradigm (study 2). In the first study, participants were asked to judge a target presented as challenging or endorsing the political system on social utility and social desirability. In the second study, participants had to complete a political justification system scale to give a good or bad image of themselves in a context of social desirability or social utility.

Results. Our results suggest that people who challenge the political system are judged more positively but are perceived as less likely to succeed (study 1). In the same vein, when asking to show a good image of themselves, people tend to challenge the political system, but this is only the case in a close relationship, not in a professional one (study 2).

Conclusion. These results suggest that contesting the political system could be socially valued, especially in terms of social desirability.

Key words: political system justification, social judgment, social utility, social desirability, paradigms of the normative approach

4.1. Introduction

Lors des dernières élections présidentielles en avril 2022, et dans la continuité de ce que l'on peut observer depuis quelques dizaines d'années, l'abstention au second tour a augmenté, atteignant le score historique de 28.01% (Ministère de l'intérieur et des Outre-Mer, 2022)¹⁰. Au-delà de l'abstention, qui peut être considérée comme un signe de protestation à l'égard du gouvernement en place (même si les raisons en sont bien sûr multifactorielles), le vote protestataire, à savoir un « vote dans lequel s'exprime avant tout une opposition au système politique et social », est un autre moyen de faire entendre sa voix et son mécontentement (Perrineau, 2007). Cette problématique de contestation se retrouve également dans le stéréotype dominant à l'égard des Français les présentant comme « râleurs ». Comme l'expriment Grossman & Sauger (2017), « s'il ne fallait retenir qu'une expression pour caractériser la culture politique française, celle de culture protestataire recueillerait probablement le plus large consensus. » (p. 103). L'objectif de cet article est d'analyser cette problématique de contestation du système politique dans une perspective psychosociale. Plus précisément, il s'agit de vérifier l'hypothèse selon laquelle la contestation du système politique serait socialement valorisée au sein de la culture française.

La question de la contestation du système politique peut être abordée sous l'angle du concept de justification du système définie comme la tendance à légitimer et soutenir le système dans lequel on vit (Jost & Banaji, 1994 ; Jost et al., 2004). Dans cette optique, la contestation du système correspondrait à un faible niveau de justification du système, et donc la tendance non pas à le légitimer, mais à le délégitimer. De nombreuses études interculturelles ont montré que le niveau de justification du système n'était pas le même en fonction des pays et des sociétés (Caricati, 2019; Langer et al., 2023, 2020; Vargas-Salfate et al., 2018). La justification du système serait ainsi plus basse dans des pays postcommunistes comparativement à des pays depuis plus longtemps ancrés dans le capitalisme (Cichocka & Jost., 2014; Van der Toorn et al., 2010; Vargas-Salfate et al., 2018). Ce faible niveau de justification du système pourrait tout d'abord s'expliquer par l'histoire de ces pays marquée par de l'instabilité économique, mais aussi un haut niveau de corruption provoquant une méfiance à l'égard des institutions (Cichocka & Jost, 2014). Des études internationales ont effectivement mis en évidence une corrélation négative entre le niveau de corruption d'un pays et la confiance accordée aux hommes

¹⁰ Ministère de l'intérieur et des Outre-Mer. (2022). *Résultats de l'élection présidentielle 2022*. Gouvernement français. Récupéré le 13 octobre 2022 de [https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult_presidentielle-2022/\(path\)/presidentielle-2022/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult_presidentielle-2022/(path)/presidentielle-2022/FE.html)

politiques (Fiske & Durante, 2014). Une autre explication pourrait se situer du côté de la normativité de la justification du système. En effet, dans les pays capitalistes, légitimer le système semble être socialement valorisé (Cichocka & Jost, 2014). Par exemple, dans une étude auprès d'étudiants portugais, les participants affichaient un haut niveau de croyance en un monde juste pour donner une bonne image d'eux-mêmes, et jugeaient plus positivement une cible présentée comme adhérant à la croyance en un monde juste (Alves & Correia, 2008). Par contre, dans les pays postcommunistes, ce serait plutôt la contestation du système qui serait normative. Ces pays seraient caractérisés par une « norme de négativité », impliquant qu'il serait souhaitable de voir le monde comme malveillant plutôt que bienveillant (Cichocka & Jost, 2014; Wojciszke, 2004). Par exemple, une étude polonaise a montré que dans le cadre d'interactions sociales, un partenaire critiquant le système politique et social était jugé plus positivement qu'un partenaire satisfait du système (Szymkow et al., 2003 cité par Cichocka & Jost, 2014).

En France, contrairement à d'autres pays capitalistes, le niveau de justification du système s'avère plutôt bas (Caricati, 2019; Langer et al., 2023, 2020; Vesper et al., 2022), et même comparable à celui observé dans les pays postcommunistes (Caricati, 2019 ; Langer et al., 2020). Cette contestation du système se manifeste également à travers des mouvements protestataires que l'on observe de manière récurrente en France. Ainsi, la France fait partie des pays qui manifestent le plus (Grossman & Sauger, 2017), un exemple particulièrement parlant en est le mouvement des « Gilets Jaunes » qui a vu le jour en 2018. Des travaux ont montré que ce mouvement de contestation repose avant tout sur des émotions négatives à l'égard du président et du gouvernement français (Morales et al., 2020), et traduirait la remise en cause de la politique du gouvernement (Jetten et al., 2020). Il a ainsi été montré que plus les individus s'identifient au mouvement des Gilets Jaunes et s'engagent dans ce mouvement, moins ils justifient le système (Girerd et al., 2020). Cette propension à contester en France pourrait trouver son origine dans son histoire, et plus particulièrement dans la Révolution française et son impact sur la construction de notre société et de notre fonctionnement politique (Perrineau, 2011). Autrement dit, cette « culture révolutionnaire » serait un héritage toujours présent en France (Jost, 2019; Langer et al., 2020). Nous pouvons donc faire l'hypothèse que, contrairement à d'autres pays occidentaux dans lesquels il serait normatif d'adhérer au système (Alves & Correia, 2008, 2010; Cichocka & Jost, 2014), il serait normatif en France de le contester.

Si nous faisons l'hypothèse d'une normativité de la contestation du système politique en France, nous pouvons ensuite nous interroger sur le type de valeur sociale associée à cette

éventuelle norme, ou plus exactement à une personne qui respecterait cette norme. En effet, selon la théorie de la valeur sociale, une personne qui se montre normative peut être valorisée sur deux dimensions fondamentales : la désirabilité sociale et l'utilité sociale (Beauvois & Dubois, 2016; Dubois & Beauvois, 2012). La désirabilité sociale renvoie à la valeur « affective » d'une personne, c'est-à-dire sa capacité présumée à susciter des affects positifs chez autrui et à répondre à ses principales motivations. Cette valeur est particulièrement mobilisée dans les rapports interpersonnels (amicaux). L'utilité sociale renvoie à la valeur « économique » d'une personne, c'est-à-dire sa capacité présumée à répondre aux exigences de la société et à occuper les fonctions les plus élevées dans la hiérarchie sociale. Cette valeur est particulièrement mobilisée dans les rapports institutionnels tels que les rapports au travail. Ainsi, certaines normes, comme par exemple la norme d'ancrage individuel (valorisation de la tendance à considérer autrui dans sa dimension individuelle), donnent surtout lieu à une valorisation sur la dimension de désirabilité sociale, alors que d'autres normes, comme par exemple la norme d'internalité (valorisation de la tendance à privilégier les explications sociales internes), donnent surtout lieu à une valorisation sur la dimension d'utilité sociale (Dubois, 2005). Qu'en serait-il de la valeur sociale attribuée à une personne qui conteste le système politique ? Partir du principe que contester le système politique permettrait de se voir attribuer une forte valeur d'utilité sociale reviendrait à considérer que pour réussir dans la société il serait souhaitable de contester le fonctionnement de cette même société, ce qui semble contradictoire. En revanche, contester le système politique pourrait nous permettre d'être appréciés par autrui dans les relations interpersonnelles. Allant dans ce sens, de précédentes recherches réalisées en Pologne avaient montré que les interactions sociales avec un partenaire critique face au système social et politique étaient jugées plus authentiques et de plus grande valeur que les interactions avec un partenaire satisfait du système (Szymkow et al., 2003 cité par Cichocka & Jost, 2014). Ainsi, nous faisons l'hypothèse que la contestation du système politique serait socialement valorisée en France d'un point de vue de la désirabilité sociale. Par contre, contester le système ne serait pas valorisée d'un point de vue de l'utilité sociale, voire même le contraire. Afin de tester cette hypothèse, nous avons utilisé deux paradigmes classiques de la normativité (Gilibert & Cambon, 2003) : le paradigme des juges (étude 1) et le paradigme d'autoprésentation (étude 2).

4. 2. Étude 1

Dans la première étude, basée sur le paradigme des juges (Jellison & Green, 1981; Stern & Manifold, 1977), les participants devaient juger le niveau d'utilité et de désirabilité d'une

cible présentée comme contestant ou adhérant au système à partir de ses réponses (fictives) à une échelle de justification du système politique. Nous faisons l'hypothèse que la cible contestant le système se verra attribuer plus de valeur que la cible adhérant au système en termes de désirabilité sociale, mais pas en termes d'utilité sociale (voire le contraire). Nous avons également introduit dans cette étude une mesure du niveau de JSP du participant. Même si cette variable n'est pas centrale dans notre problématique, cela nous permettra d'en contrôler les effets, et d'étudier dans quelle mesure elle pourrait interagir avec nos variables d'intérêt. En effet, il est possible qu'une cible contestant le système soit jugée plus désirable qu'une cible adhérant au système notamment par les participants qui contestent eux-mêmes le système.

4.2.1. Méthode

4.2.1.1 Population

La recherche a été diffusée via les réseaux sociaux sur différents groupes d'étudiants en psychologie et en droit. Notre échantillon est composé de 334 étudiants, 206 étudiants en psychologie et 128 étudiants en droit, 77 hommes et 247 femmes, âgés entre 18 et 48 ans ($M = 21.3$; $ET = 4.34$). Une analyse de sensibilité (via G Power) pour une ANOVA à mesures répétées introduisant deux groupes montre que la puissance est proche de 100% pour une taille d'effet moyenne.

4.2.1.2 Matériel et procédure

Dans un premier temps, les participants étaient invités à compléter une échelle de justification du système politique basée sur l'échelle de justification du système démocratique de Rutto et al. (2013). Cette échelle présente une bonne consistance interne ($\alpha = .81$), et était composée des cinq items suivants : *globalement, le système politique français fonctionne comme il devrait* ; *« La plupart des décisions politiques servent l'intérêt général »* ; *« Le système politique français a besoin d'être radicalement restructuré »* (item inversé) ; *« Le système politique est juste et digne de confiance. »* ; *« Aujourd'hui, les hommes et les femmes politiques agissent davantage en faveur des lobbies que des citoyens. »* (item inversé). Les participants devaient donner leur avis en se positionnant sur une échelle en sept points allant de « pas du tout d'accord » à « tout à fait d'accord ». Dans un deuxième temps, les participants étaient confrontés aux réponses fictives d'un étudiant ou d'une étudiante (genre de la cible non spécifié) à cette même échelle de justification du système politique. Selon les conditions expérimentales, les réponses de cette personne traduisaient soit un niveau de justification du

système politique bas correspondant à un score de un ou de deux sur l'échelle (six ou sept pour les items inversés), soit un niveau de justification du système politique élevé correspondant à des scores de six ou de sept sur l'échelle (un ou deux pour les items inversés). Après avoir pris connaissance de ces réponses, les participants devaient évaluer le niveau d'utilité et de désirabilité de la cible en indiquant sur une échelle en sept points dans quelle mesure ils pensaient que « *cet-te étudiant-e est bien évalué-e par ses enseignants* » (utilité sociale), et dans quelle mesure ils pensaient que « *cet-te étudiant-e est apprécié-e par les autres étudiants* » (désirabilité sociale)¹¹. Ces deux items ont été présentés dans un ordre aléatoire. Nous avons choisi d'opérationnaliser la désirabilité et l'utilité sociale de cette manière pour deux raisons : d'une part, selon la théorie de la valeur sociale, c'est bien la nature du rapport social entre le juge et la cible qui détermine le type de valeur mobilisée (Beauvois & Dubois, 2016; Dubois & Beauvois, 2012) ; d'autre part, cela nous permet de conserver le même type d'opérationnalisation dans nos deux études. Par ailleurs, avons déjà utilisé ces indicateurs dans une précédente étude avec un dispositif expérimental similaire, en même temps que d'autres indicateurs plus classiques de désirabilité sociale et d'utilité sociale, et les corrélations entre indicateurs d'une même dimension sont très élevées. Ainsi, nous avons observé une corrélation forte et positive entre la perception de l'évaluation par les enseignants et la perception des notes académiques, $r = .558, p < .001$, ou encore entre la perception de l'appréciation par les pairs et la perception de la capacité à se faire des amis, $r = .653, p < .001$. Les participants étaient ensuite invités à évaluer la cible sur des traits de compétence (*compétent, capable, efficace* ; $\alpha = .88$) et de chaleur (*sympathique, chaleureux et agréable* ; $\alpha = .92$), toujours sur une échelle en sept points (Fiske et al., 2002; Oldmeadow & Fiske, 2007). L'ordre de présentation de ces traits était à nouveau aléatoire. Le jugement sur la compétence peut être rapproché de la dimension d'utilité sociale, et le jugement sur la chaleur de la dimension de désirabilité sociale (Beauvois & Dubois, 2016; Cambon, 2022). Pour terminer, les participants répondaient à quelques questions démographiques (genre, âge, filière d'études).

4.2.2. Résultats

4.2.2.1. Évaluation du niveau d'utilité et de désirabilité de la cible.

¹¹ Nous avons décidé d'utiliser l'écriture inclusive pour ne pas donner d'indication sur le genre de la cible. On peut cependant noter que ce type d'écriture est politiquement situé (Burnett & Pozniak, 2021) et pourrait potentiellement être utilisé pas les participants pour inférer le positionnement politique des chercheurs

Les analyses ont été effectuées avec le logiciel Jamovi (Version 2.3.21.0). Afin de tester nos hypothèses principales, nous avons réalisé une ANOVA à mesures répétées (module ANOVA à mesures répétées) introduisant le niveau de justification du système politique (JSP) de la cible (adhésion versus contestation) comme facteur inter-participants, et la dimension de jugement (utilité versus désirabilité sociale) comme facteur intra-participants. Rappelons que le niveau d'utilité sociale renvoie à l'évaluation (perçue) de la cible par ses enseignants, et le niveau de désirabilité sociale à l'appréciation (perçue) de la cible par ses pairs. Les résultats montrent tout d'abord qu'il n'y a pas d'effet principal du niveau de JSP de la cible, $F(1,330) = 0.07, p = .77, \eta_p^2 = .000$. Cependant, conformément à nos hypothèses, nous observons un effet significatif de l'interaction niveau de JSP de la cible x dimension de jugement, $F(1,332) = 37.90, p < .001, \eta_p^2 = .102$. Les tests post-hoc (correction de Tukey) montrent que la cible qui conteste le système est jugée plus désirable que la cible qui adhère au système, $t = -3.71, p < .001, d = -0.409$. À l'inverse, la cible qui adhère au système est jugée plus utile que la cible qui conteste le système, $t = 3.76, p = .001, d = 0.415$ (Voir Table 1). Il est intéressant de noter que lorsqu'on compare les moyennes observées au point central de l'échelle, la cible qui conteste le système est jugée désirable dans l'absolu, $t = 3.79, p < .001, d = 0.312$, alors que la différence n'est pas significative pour la cible qui adhère au système, $t = -1.21, p = .230, d = -0.088$. Concernant l'utilité sociale, la cible est toujours jugée utile dans l'absolu, même si la différence par rapport au point central de l'échelle est plus importante pour la cible qui adhère au système, $t = 9.86, p < .001, d = 0.723$, que pour la cible qui conteste le système, $t = 4.07, p < .001, d = 0.335$.

Table 7. Moyenne de jugement en termes d'utilité (US) et de désirabilité sociale (DS) selon que la cible adhère ou conteste le système et le niveau de justification du système politique (JSP) des participants.

Cible	Tous		JSP -		JSP +	
	US	DS	US	DS	US	DS
Contestant le système	4.39 (1.17) ^a	4.45 (1.43) ^a	4.48 (0.13) ^b	4.75 (0.15) ^b	4.29 (0.14) ^b	4.09 (0.16) ^b
Adhérent au système	4.89 (1.23) ^a	3.88 (1.34) ^a	4.91 (0.12) ^b	3.53 (0.14) ^b	4.88 (0.12) ^b	4.19 (0.13) ^b

Notes : ^a Les nombres entre parenthèses sont des écart types. ^b Les nombres entre parenthèses sont des erreurs standards.

Afin de vérifier si ces résultats sont affectés par le niveau de JSP du participant, nous avons introduit cette variable dans notre analyse (score moyen centré sur les 5 items de l'échelle), ainsi que toutes les interactions possibles avec nos variables principales. Les résultats montrent que l'effet du niveau de JSP de la cible est modéré par le niveau de JSP du participant, $F(1,330) = 10.88, p = .001, \eta_p^2 = .032$. Nous observons également une interaction de second ordre entre le niveau de JSP de la cible, le niveau de JSP du participant et la dimension de jugement, $F(1,330) = 11.76, p < .001, \eta_p^2 = .034$. Afin de décomposer ces interactions, nous avons réalisé des analyses de régressions (module modèle linéaire général) séparément sur l'attribution de désirabilité sociale et l'attribution d'utilité sociale, en introduisant comme prédicteurs le niveau de JSP de la cible (facteur inter-participants), le niveau de JSP du participant (covariée) et l'interaction entre ces deux variables. Ces analyses montrent tout d'abord que les effets du niveau de JSP de la cible sur le jugement obtenus précédemment se maintiennent, tant pour la désirabilité sociale, $F(1,330) = 14.20, p < .001, \eta_p^2 = .041$, que pour l'utilité sociale, $F(1,330) = 14.53, p < .001, \eta_p^2 = .042$. La cible qui conteste le système est jugée plus désirable et moins utile que celle qui adhère au système. Par ailleurs, l'effet du niveau de JSP de la cible est modéré par le niveau de JSP du participant pour la désirabilité sociale, $F(1,330) = 20.0, p < .001, \eta_p^2 = .057$. L'analyse des effets simples montre que les participants qui ont un faible niveau de JSP (un écart-type en dessous de la moyenne) jugent bien la cible qui conteste le système plus désirable que celle qui adhère au système, $t = 5.87, p < .001, \eta_p^2 = .095$. Par contre, l'effet du niveau de JSP de la cible n'est pas significatif pour les participants qui ont un niveau élevé de JSP (un écart-type au-dessus de la moyenne), $t = -0.49, p = .619, \eta_p^2 = .001$. Pour l'utilité sociale, l'effet du niveau de JSP de la cible n'est pas modéré par le niveau de JSP du participant, $F(1,330) = 0.34, p < .560, \eta_p^2 = .001$.

En résumé, nous observons qu'une cible qui conteste le système politique est considérée comme plus désirable, c'est-à-dire plus appréciée par ses pairs, qu'une cible qui adhère au système. Cependant, ceci n'est vrai que pour les participants qui se caractérisent eux-mêmes par un faible niveau de JSP. Par contre, une cible qui conteste le système politique est considérée comme moins utile, c'est-à-dire moins bien évaluée par ses enseignants, qu'une cible qui adhère au système, et ce quel que soit le niveau de JSP du participant.

4.2.2.2. Jugement de la cible en termes de compétence et de chaleur.

Afin de tester l'hypothèse selon laquelle la cible qui conteste le système politique est jugée plus positivement que celle qui adhère au système, nous avons tout d'abord calculé un score moyen sur les trois traits de compétence d'une part, et les trois traits de chaleur d'autre part. Nous avons ensuite réalisé une ANOVA à mesures répétées introduisant le niveau de JSP de la cible (adhésion versus contestation) comme facteur inter-participants, et la dimension de jugement (compétence versus chaleur) comme facteur intra-participants (module ANOVA à mesures répétées). Les résultats montrent tout d'abord un effet principal du type de cible, $F(1,332) = 16.40, p < .001, \eta_p^2 = .047$, indiquant que la cible qui conteste le système est jugée plus positivement que celle qui adhère au système. Cet effet principal n'est pas modéré par la dimension de jugement, $F(1,332) = 3.53, p = .061, \eta_p^2 = .011$. (voir Table 2). Il est intéressant de noter que lorsqu'on compare les moyennes observées au point central de l'échelle, la cible qui conteste le système est jugée chaleureuse dans l'absolu, $t = 3.16, p = .002, d = 0.260$, alors que la cible qui adhère au système est jugée peu chaleureuse, $t = -2.84, p = .005, d = -0.208$. Concernant la compétence, la cible est toujours jugée compétente dans l'absolu, même si la différence par rapport au point central de l'échelle est plus importante pour la cible qui conteste au système, $t = 6.22, p < .001, d = 0.511$, que pour la cible qui adhère au système, $t = 3.00, p = .003, d = 0.220$.

Table 8. Moyenne de jugement en termes de compétence et de chaleur selon que la cible adhère ou conteste le système et le niveau de justification du système politique (JSP) des participants.

Cible	Tous		JSP -		JSP +	
	Compétence	Chaleur	Compétence	Chaleur	Compétence	Chaleur
Contestant	4.64	4.35	5.08	4.91	4.14	3.71
le système	(1.26) ^a	(1.35) ^a	(0.13) ^b	(0.13) ^b	(0.13) ^b	(0.14) ^b
Adhérent	4.26	3.72	3.89	3.02	4.59	4,35
au système	(1.19) ^a	(1.34) ^a	(0,12) ^b	(0.12) ^b	(0.11) ^b	(0.11) ^b

Notes : *Notes :* ^a Les nombres entre parenthèses sont des écart types. ^b Les nombres entre parenthèses sont des erreurs standards.

Afin de vérifier si ces résultats sont affectés par le niveau de JSP du participant, nous avons à nouveau introduit cette variable (score moyen centré sur les 5 items de l'échelle) dans

notre analyse, ainsi que toutes les interactions possibles avec nos variables principales. Les résultats montrent que l'effet du niveau de JSP de la cible est modéré par le niveau de JSP du participant, $F(1,330) = 86.24, p < .001, \eta_p^2 = .207$. Nous observons également une interaction de second ordre entre le niveau de JSP de la cible, le niveau de JSP du participant et la dimension de jugement, $F(1,330) = 11.76, p < .001, \eta_p^2 = .034$. Afin de décomposer ces interactions, nous avons réalisé des analyses de régressions séparément sur l'attribution de chaleur et de compétence, en introduisant comme prédicteurs le niveau de JSP de la cible (facteur inter-participants), le niveau de JSP du participant (covariée) et l'interaction entre ces deux variables (module modèle linéaire général). Ces analyses montrent tout d'abord que les effets du niveau de JSP de la cible sur le jugement obtenus précédemment se maintiennent, tant pour le jugement de chaleur, $F(1,330) = 22.73, p < .001, \eta_p^2 = .064$, que pour le jugement de compétence, $F(1,330) = 8.32, p = .004, \eta_p^2 = .025$. La cible qui conteste le système est jugée plus chaleureuse et plus compétente que celle qui adhère au système. Les résultats indiquent ensuite que l'effet du niveau de JSP de la cible est modéré par le niveau de JSP du participant, et ce aussi bien pour la chaleur, $F(1,330) = 92.41, p < .001, \eta_p^2 = .219$, que pour la compétence, $F(1,330) = 41.03, p < .001, \eta_p^2 = .111$. L'analyse des effets simples montre que les participants qui ont un faible niveau de JSP (un écart-type en dessous de la moyenne) jugent bien la cible qui conteste le système plus chaleureuse, $t = 10.25, p < .001, \eta_p^2 = .242$, et plus compétente, $t = 6.62, p < .001, \eta_p^2 = .117$, que celle qui adhère au système. Par contre, on observe le pattern inverse pour les participants qui ont un niveau élevé de JSP (un écart-type au-dessus de la moyenne). Dans ce cas, la cible qui conteste le système est jugée moins chaleureuse, $t = -3.41, p < .001, \eta_p^2 = .034$, et moins compétente, $t = -2.48, p = .014, \eta_p^2 = .018$, que celle qui adhère au système.

En résumé, nous observons qu'une cible qui conteste le système politique est jugée bien plus chaleureuse, mais aussi plus compétente qu'une cible qui adhère au système. Cependant, ceci n'est vrai que pour les participants qui se caractérisent eux-mêmes par un faible niveau de JSP. Les participants qui se caractérisent par un niveau élevé de JSP jugent au contraire la cible qui adhère au système plus chaleureuse et plus compétente que celle qui conteste le système.

4.2.3. Discussion

Nos résultats mettent en évidence qu'une personne présentée comme contestant le système politique est perçue comme plus appréciée par ses pairs, plus chaleureuse, mais aussi plus compétente qu'une personne présentée comme adhérant au système politique. Cependant,

ces effets dépendent du niveau de justification du système du participant. La cible présentée comme contestant le système politique est jugée plus positivement uniquement par les participants qui se caractérisent eux-mêmes par un faible niveau d'adhésion au système politique. Les participants qui se caractérisent par un niveau élevé de justification du système ne distinguent pas les deux cibles en termes de désirabilité sociale, et jugent même la cible présentée comme adhérant au système plus chaleureuse et plus compétente. Ainsi, nos résultats pourraient en bonne partie résulter d'un simple effet de congruence entre la position de la cible et celle du juge (les participants valorisent la cible qui pense comme eux), plutôt que d'attester du caractère normatif de la contestation du système politique. Cependant, nous pouvons noter que les effets positifs de la contestation du système sur le jugement restent significatifs même en contrôlant le niveau de JSP du participant et son interaction avec le niveau de JSP de la cible. Par ailleurs, si on observe un effet positif de la contestation du système sur le jugement chez les participants ayant un faible niveau de JSP, l'effet inverse n'apparaît pas forcément (appréciation par les pairs) ou est nettement moins important (chaleur et compétence) chez les participants ayant un niveau élevé de JSP. Par conséquent, la valorisation de la cible contestant le système ne peut pas uniquement résulter d'un effet de congruence, mais devrait également reposer en partie sur la normativité de la contestation du système politique. Nous pouvons enfin noter que les effets de modulation par le niveau de JSP du participant ont pu être accentués par le fait que nous avons systématiquement mesuré cette variable avant la présentation de la cible.

Si les résultats semblent attester d'une valorisation sociale de la contestation du système politique sur la dimension de désirabilité sociale, ils sont plus mitigés en ce que concerne la dimension de l'utilité sociale. En effet, la cible qui conteste le système politique, bien que jugée plus compétente qu'une cible qui adhère au système, est perçue comme moins utile, i.e. moins bien évaluée par ses enseignants. Ce décalage peut paraître surprenant dans la mesure où la compétence est généralement considérée comme un indicateur d'utilité sociale (Dubois & Beauvois, 2012). Il peut néanmoins être compris en référence à des travaux récents qui ont montré que la perception de réussite n'implique pas forcément une attribution de compétence (Carrier et al., 2014; Louvet et al., 2018). Ceci est d'ailleurs particulièrement vrai pour des personnes caractérisées par un faible niveau d'adhésion au système (Gaubert & Louvet, 2021). Considérer que les personnes qui réussissent le mieux au sein de notre société ne sont pas forcément les personnes les plus compétentes, est justement une façon de délégitimer la hiérarchie sociale. Par ailleurs, ces résultats rejoignent ceux observés dans des travaux antérieurs qui ont déjà montré que les personnes critiquant le système politique et social peuvent être considérées non seulement comme particulièrement sympathiques, mais également comme

particulièrement intelligentes (Cichocka & Jost, 2014). Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'une personne contestant le système politique serait perçue comme quelqu'un de réfléchi et capable d'analyser le système de manière critique.

4.3. Étude 2

La seconde expérience a pour objectif de tester nos hypothèses en recourant à un autre paradigme de normativité, le paradigme d'auto-présentation (Jellison & Green, 1981). Partant du principe que les individus disposent d'une certaine clairvoyance normative (Py & Somat, 1991), ce paradigme consiste à demander aux participants de répondre à une échelle de justification du système politique de sorte à donner une bonne image (consigne normative) versus mauvaise image (consigne contre-normative) d'eux-mêmes à autrui. Contrairement au paradigme des juges, les participants ne connaissent pas la position de la personne cible, ce qui devrait limiter l'effet de congruence, et donc permettre de remédier aux difficultés d'interprétation relevées dans l'étude 1. Le type de valeur sociale est manipulé à travers le contexte d'auto-présentation, à savoir un contexte amical (contexte de désirabilité sociale) ou un contexte professionnel (contexte d'utilité sociale). Partant de l'hypothèse que contester le système politique serait socialement valorisé en termes de désirabilité sociale, nous nous attendons à ce que les participants vont davantage se présenter comme contestant le système politique lorsqu'ils doivent donner une bonne image d'eux-mêmes dans un contexte amical. Par contre, le type de consigne d'auto-présentation ne devrait pas avoir d'effet en contexte professionnel (on pourrait même s'attendre à l'effet inverse). Comme dans l'étude 1, nous avons également mesuré le niveau de justification du système du participant (consigne standard) afin d'en contrôler les éventuels effets en interaction avec nos variables d'intérêt. En effet, il est possible qu'une personne se présente d'autant plus comme contestant le système pour donner une bonne image d'elle-même en contexte amical qu'elle conteste elle-même le système.

4.3.1. Méthode

4.3.1.1 Population

Cette recherche a été diffusée via les réseaux sociaux sur des groupes d'étudiants de différentes filières. L'échantillon se compose de 177 étudiants, 26 hommes et 148 femmes, âgés entre 18 et 53 ans ($M = 22.60$; $ET = 6.14$). Parmi ces étudiants, 119 étaient inscrits en psychologie, 45 étudiants en droit, 13 en sciences économiques. Une analyse de sensibilité (via

G Power) pour une régression linéaire introduisant trois prédicteurs (nos deux variables indépendantes et leur interaction) montre que la puissance est proche de 100% pour une taille d'effet moyenne.

4.3.1.2. Matériel et procédure

La recherche a été présentée aux participants comme portant sur l'image que nous laissons aux autres dans nos interactions quotidiennes. Selon les conditions expérimentales, les participants devaient soit imaginer se trouver face à un potentiel employeur rencontré dans le cadre d'un entretien d'embauche (contexte d'utilité sociale), soit imaginer une discussion avec une personne rencontrée au cours d'une soirée entre amis (contexte de désirabilité sociale). On leur demandait ensuite d'imaginer que lors de cette interaction, la discussion viendrait à porter sur la politique. Les participants devaient alors indiquer quelles opinions ils afficheraient dans l'optique de donner une bonne image (consigne normative) ou une mauvaise image (consigne contre-normative) d'eux-mêmes en répondant à une échelle de justification du système politique ($\alpha = .89$). Cette échelle était la même que celle utilisée dans la première étude. Les items ont été présentés dans un ordre aléatoire. Suite à cette consigne d'auto-présentation, tous les participants devaient répondre à cette même échelle de justification du système politique avec une consigne standard ($\alpha = 0.79$), c'est-à-dire en donnant leur opinion spontanée. A nouveau, les items étaient présentés dans un ordre aléatoire. Nous avons choisi de présenter la consigne standard systématiquement après la consigne d'auto-présentation, afin d'éviter que les réponses normatives ou contre-normatives soient affectées par la position personnelle du participant par simple effet d'amorçage. Notons que le niveau de JSP du participant en consigne standard n'est pas affecté par la valence de la consigne d'auto-présentation (normative ou contre-normative) qui précède, $t = -1.03$, $p = .305$, $d = -0.155$. Pour terminer, les participants répondaient à quelques questions démographiques (âge, genre, filière d'études).

4.3.2. Résultats

Afin de tester nos hypothèses, nous avons d'abord calculé un score moyen sur les 5 items de l'échelle de justification du système politique (JSP) en consigne d'auto-présentation. Nous avons ensuite réalisé une ANOVA introduisant la valence de la consigne d'auto-présentation (bonne image versus mauvaise image) et le contexte (employeur versus ami) en facteurs inter-participants (module modèle linéaire général). Les résultats montrent un effet principal de la valence de la consigne sur le niveau de JSP mis en avant par les participants, $F(1, 173) = 17.53$, $p < .001$, $\eta_p^2 = .092$. Les participants contestent davantage le système politique lorsqu'ils

doivent donner une bonne image d'eux-mêmes que lorsqu'ils doivent donner une mauvaise image. Cet effet principal de la valence de la consigne est modéré par le contexte, $F(1, 173) = 7.74, p = .006, \eta_p^2 = .043$. L'analyse des effets simples montre que c'est seulement en contexte amical que les participants contestent davantage le système politique pour donner une bonne image plutôt qu'une mauvaise image d'eux-mêmes, $t = 5.00, p < .001, \eta_p^2 = .126$. La différence n'est pas significative en contexte professionnel, $t = 0.97, p = .329, \eta_p^2 = .006$ (voir Table 3). Il est intéressant de noter que lorsqu'on compare les moyennes observées au point central de l'échelle, les participants contestent le système politique dans l'absolu pour donner une bonne image d'eux-mêmes dans un contexte amical, $t = -6.85, p < .001, d = -1.02$, alors qu'ils ont au contraire tendance à adhérer au système pour donner une mauvaise image dans ce même contexte, $t = 2.32, p = .025, d = 0.342$.

Table 9. Moyenne (et écart type) du niveau de justification du système politique pour donner une bonne ou une mauvaise image de soi dans un contexte d'utilité sociale (US) ou de désirabilité sociale (DS).

Type de consigne	Contexte DS	Contexte US
Bonne image	2.99 (0.99)	3.57 (1.29)
Mauvaise image	4.67 (1.97)	3.91 (1.96)

Afin de vérifier si ces résultats sont affectés par le niveau de JSP du participant, nous avons introduit cette variable dans notre analyse (score moyen centré sur les 5 items de l'échelle en consigne standard), ainsi que toutes les interactions possibles avec nos variables principales. Les résultats montrent que l'effet de la valence de la consigne n'est pas modéré par le niveau de JSP du participant, $F(1, 169) = 0.95, p = .330, \eta_p^2 = .006$. De la même manière, l'interaction de second ordre entre la valence de la consigne, le niveau de JSP du participant et le contexte n'est pas non plus significative, $F(1, 169) = 2.97, p = .086, \eta_p^2 = .017$.

4.3.3. Discussion

En utilisant un paradigme expérimental différent – le paradigme d'auto-présentation – cette deuxième étude apporte un appui empirique supplémentaire à notre hypothèse selon laquelle contester le système politique pourrait être socialement valorisé, notamment en termes de désirabilité sociale. En effet, cette étude met en évidence que les individus contestent davantage le système politique dans un contexte amical lorsqu'ils ont pour consigne de donner

une bonne image d'eux-mêmes plutôt qu'une mauvaise image. Il est enfin intéressant de souligner que les effets observés ne sont pas modérés par le niveau de JSP du participant, ce qui laisse supposer que c'est bien le caractère normatif de la contestation du système politique qui explique sa valorisation d'un point de vue de la désirabilité sociale. En revanche, contester le système politique, ou d'ailleurs adhérer au système politique, n'est pas valorisé d'un point de vue de l'utilité sociale. En effet, le type de consigne (normative versus contre-normative) n'a aucun effet sur le niveau de JSP mis en avant par le participant dans un contexte professionnel. Autrement dit, les participants semblent ne pas savoir s'il est souhaitable ou non de critiquer le système politique pour être bien perçu par un potentiel employeur.

4.4. Discussion générale

Partant de l'idée que la France pourrait se caractériser par une sorte de culture de contestation (Grossman & Sauter, 2017), et prenant appui sur des travaux mettant en évidence que le niveau de justification du système en France est relativement bas (Caricati, 2019; Langer et al., 2023, 2020; Vesper et al., 2022), l'objectif de cette recherche était de vérifier l'hypothèse selon laquelle porter un regard critique sur le système politique, voire délégitimer ce système, pourrait être socialement valorisé, notamment en termes de désirabilité sociale. Afin de tester cette hypothèse, nous avons réalisé deux études expérimentales utilisant deux paradigmes différents de la normativité : le paradigme des juges (étude 1) et le paradigme d'auto-présentation (étude 2). Dans la première étude, les participants devaient juger du niveau d'utilité et de désirabilité sociale d'une personne présentée, selon les conditions expérimentales, comme contestant le système politique ou adhérant au système politique. Dans la deuxième étude, les participants devaient répondre à un questionnaire de justification du système politique de sorte à donner une bonne versus mauvaise image d'eux-mêmes dans un contexte d'utilité ou de désirabilité sociale.

Les résultats des deux études confirment en partie nos hypothèses. Les résultats observés dans le cadre du paradigme des juges (étude 1) montrent qu'une personne qui conteste le système politique est considérée comme étant davantage appréciée par ses pairs, et jugée plus positivement – plus chaleureuse, mais aussi plus compétente – qu'une personne adhérant au système. Cependant, il convient de noter que ces effets ne sont observés que pour les participants se caractérisant eux-mêmes par un niveau relativement faible de JSP, ce qui pourrait en limiter la portée. En effet, ces résultats pourraient de ce fait reposer sur un simple effet de congruence (jugement plus positif à l'égard d'une cible qui nous ressemble), plutôt que d'attester du caractère normatif de la contestation du système politique. Les résultats obtenus

dans le cadre du paradigme d'auto-présentation (étude 2) permettent néanmoins de lever cette ambiguïté en confirmant le caractère normatif de la contestation du système politique d'un point de vue de la désirabilité sociale. En effet, les participants ont davantage tendance à contester le système politique dans une situation amicale lorsqu'on leur demande de donner une bonne image d'eux-mêmes plutôt qu'une mauvaise image, et ce indépendamment de leur propre niveau de JSP. Enfin, si nos résultats confirment globalement que la contestation du système politique est socialement valorisée sur la dimension de désirabilité sociale, il n'en est pas de même au niveau de l'utilité sociale. En effet, la consigne d'auto-présentation (normative versus contre-normative) n'a aucun effet sur le niveau de JSP des participants dans un contexte d'utilité sociale (étude 2), et un étudiant ou une étudiante qui conteste le système politique est même perçu comme moins utile qu'un étudiant ou une étudiante qui adhère au système politique (étude 1).

Nos résultats sont intéressants et innovants à plusieurs égards. Tout d'abord, alors que des travaux antérieurs ont mis en évidence que l'adhésion au système est socialement valorisée dans les pays capitalistes (Alves & Correia, 2008, 2010; Cichocka & Jost, 2014; Testé & Perrin, 2013), notre recherche est la première à montrer le contraire dans le contexte culturel français, avec des résultats qui rejoignent ceux observés dans un pays post-communiste comme la Pologne (Szymkow et al., 2003 cité par Cichocka & Jost, 2014). Ensuite, notre recherche est la première à prendre en compte le type de valeur sociale associée au niveau de justification du système en montrant que la contestation du système serait valorisée en France spécifiquement d'un point de vue de la désirabilité sociale.

D'un point de vue appliqué, nos résultats peuvent être mis en relation avec les comportements des Français à l'égard de la politique. En effet, on observe depuis un certain nombre d'années une accentuation du vote contestataire (Perrineau, 2007). Par ailleurs, on constate également un changement du paysage politique avec une adhésion de plus en plus massive à des partis situés aux extrêmes du continuum gauche-droite, n'ayant jamais occupé les fonctions les plus élevées de la hiérarchie politique et considérés comme des partis « anti-establishment » (Langer et al., 2023). Comme le montre une étude récente réalisée en France dans le contexte des élections présidentielles de 2017, cette tendance à voter pour des candidats issus de partis d'extrême gauche (J.L.Mélenchon) ou d'extrême droite (M.Le Pen) est corrélée négativement à l'adhésion au système (Langer et al., 2023). Si, comme le suggèrent nos résultats, il est socialement valorisé de critiquer le système politique en France, cela pourrait être un facteur facilitateur des comportements contestataires vis-à-vis du pouvoir politique.

Pour terminer, si nos études apportent un éclairage intéressant à la question de la contestation du système politique, elles ne sont évidemment pas sans quelques limites. Tout d'abord, nous pouvons noter quelques limites méthodologiques. Ainsi, dans l'étude 1, nous avons choisi d'opérationnaliser la désirabilité sociale et l'utilité sociale par un seul item (appréciation par les pairs et évaluation par les enseignants). Il serait intéressant de vérifier si nous répliquons nos résultats en ajoutant d'autres indicateurs, et notamment des indicateurs plus classiquement utilisés dans la littérature, tels que le fait d'avoir beaucoup d'amis versus le fait de réussir à l'université. De la même manière, au niveau de l'attribution de traits dans l'étude 1, nous avons introduit uniquement des traits de chaleur et de compétence. Or, les travaux récents dans la littérature sur le jugement social montrent que les deux dimensions fondamentales de jugement comportent différentes facettes, notamment l'assertivité et la compétence pour l'utilité sociale, la moralité et la sociabilité pour la désirabilité sociale (Abele et al., 2016, 2021; Beauvois & Dubois, 2009, 2016). Les effets observés du niveau de JSP de la cible pourraient ne pas être les mêmes selon les facettes considérées. Une autre limite de notre recherche concerne la possibilité de généraliser nos résultats. En effet, les données ont été recueillies auprès de populations jeunes, majoritairement féminines, et composées uniquement d'étudiants, principalement en psychologie, donc des populations qui devraient plutôt se caractériser par un faible niveau de justification du système (Jost & Kay, 2005; Kay & Jost, 2003; Osborne et al., 2019; Vargas-Salfate et al., 2018). On peut alors se demander si les résultats obtenus ne seraient pas spécifiques à cette population. Cette question se pose d'autant plus que certains de nos résultats (étude 1) ont montré que la contestation du système politique serait particulièrement valorisée par des personnes qui contestent eux-mêmes le système. Afin de pouvoir généraliser nos résultats, il conviendrait donc de répliquer nos études auprès d'un échantillon plus large et représentatif de la population française. Ensuite, dans la mesure où nous avons réalisé nos études uniquement en France, nous ne pouvons pas conclure au fait que contester le système politique serait spécifiquement valorisé au sein du contexte culturel français, il faudrait élargir nos travaux à une perspective interculturelle. Enfin, nous avons ciblé dans notre travail la question de la contestation du système politique. Cependant, au regard des mouvements de contestation aux revendications diverses et variées que l'on observe de manière récurrente en France (Grossman & Sauger, 2017 ; Jetten et al., 2020; Morales et al., 2020; Vesper et al., 2022), on peut se demander si cette contestation est spécifique à la sphère politique ou concerne d'autres aspects du système, tel que par exemple le système économique. Autrement dit, la contestation du système politique ne serait-elle pas ancrée dans une sorte de

norme générale de « négativité » (Cichocka & Jost, 2014; Wojciszke, 2004) portant sur le système dans son ensemble ?

Déclaration de liens d'intérêts

Les auteurs déclarent ne pas avoir de liens d'intérêts.

Déclaration d'accessibilité des données

Les données des deux expérimentations sont accessibles sur https://osf.io/azsqt/?view_only=1dd6681d8db14efa9782e5cf7eb93687

4.5. Références

- Abele, A. E., Ellemers, N., Fiske, S., Koch, A., & Yzerbyt, V. (2021). Navigating the social world: Shared horizontal and vertical dimensions for evaluating self, individuals, and groups. *Psychological Review*, 128, 290–314.
<https://doi.org/10.1037/rev0000262>
- Abele, A., Hauke, N., Peters, K., Louvet, E., Szymkow, A., & Duan, Y. (2016). Facets of the fundamental content dimensions: Agency with competence and assertiveness – Communion with warmth and morality. *Frontiers in Psychology*, 7, 1810.
<https://doi.org/10.3389/fpsyg.2016.01810>
- Alves, H., & Correia, I. (2008). On the normativity of expressing the belief in a just world: Empirical evidence. *Social Justice Research*, 21(1), 106–118. <https://doi.org/10.1007/s11211-007-0060-x>
- Alves, H., & Correia, I. (2010). Personal and general belief in a just world as judgement norms. *International journal of psychology : Journal international de psychologie*, 45(3), 221–231.
<https://doi.org/10.1080/00207590903281120>
- Beauvois, J.-L., & Dubois, N. (2009). Lay psychology and the social value of persons. *Social and Personality Psychology Compass*, 3(6), 1082-1095. <https://doi.org/10.1111/j.1751-9004.2009.00225.x>
- Beauvois, J.-L., & Dubois, N. (2016). *Psychologie de la personnalité et évaluation*. Presses Universitaires de Grenoble.
- Burnett, H., & Pozniak, C. (2021). Political dimensions of gender inclusive writing in Parisian universities. *Journal of Sociolinguistics*, 25(5), 808–831. <https://doi.org/10.1111/josl.12489>
- Cambon, L. (2022). Tell me who you are and I'll tell you what you are worth: The role of societal value in the structuration of six facets of the Big Two. *International Review of Social Psychology*, 35(1), 15. <http://doi.org/10.5334/irsp.689>
- Carrier, A., Louvet, E., Chauvin, B., & Rohmer, O. (2014). The primacy of agency over competence in status perception. *Social Psychology*, 45(5), 347-356.
<https://doi.org/10.1027/1864-9335/a000176>
- Caricati, L. (2019). Evidence of decreased system justification among extreme conservatives in non-American samples. *The Journal of Social Psychology*, 159(6), 725-745,
<https://doi.org/10.1080/00224545.2019.1567455>

- Cichocka, A., & Jost, J. T. (2014). Stripped of illusions? Exploring system justification processes in capitalist and post-Communist societies. *International Journal Of Psychology: Journal international de psychologie*, 49(1), 6-29. <https://doi.org/10.1002/ijop.12011>.
- Dubois, N. (2005). Normes sociales de jugement et valeur: Ancrage sur l'utilité et ancrage sur la désirabilité [Social judgment norms and value: Anchoring in utility and anchoring in desirability]. *Revue Internationale de Psychologie Sociale*, 18(3), 43–79.
- Dubois, N. (2009). *La norme d'internalité et le libéralisme. [The internality norm and liberalism]*. Presse universitaire de Grenoble.
- Dubois, N., & Beauvois, J.-L. (2012). The social value of persons: Theory and applications. Dans G. Rossi, N. Dubois, & J.-L. Beauvois (Éds.), *Psychology - Selected Papers* (pp. 307–330). InTechOpen. <https://doi.org/10.5772/38102>
- Fiske, S. T., Cuddy, A. J., Glick, P., & Xu, J. (2002). A model of (often mixed) stereotype content: Competence and warmth respectively follow from perceived status and competition. *Journal of Personality and Social Psychology*, 82(6), 878-902. <https://doi.org/10.1037//0022-3514.82.6.878>
- Fiske, S., & Durante, F. (2014). Never trust a politician? Collective distrust, relational accountability, and voter response. In J. Prooijen & P. Lange (Eds.), *Power, Politics, and Paranoia: Why People are Suspicious of their Leaders* (pp. 91-105). Cambridge: Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139565417.009>
- Gaubert, C., & Louvet, E. (2021). Wealth, Power, Status: Role of Competence and System Justifying Attitudes in the Rationalization of Social Disparities. *Social Psychology*, 52(3), 131-142. <https://doi.org/10.1027/1864-9335/a000443>.
- Gilbert, D., & Cambon, L. (2003). *Paradigms of the sociocognitive approach*. In N. Dubois (Ed.), *A sociocognitive approach to social norms* (p. 38-69). Routledge. <https://hal-univ-bourgogne.archives-ouvertes.fr/hal-00589147/document>
- Girerd, L., Anne Ray, F., Priolo, D., Codou, O., & Bonnot, V. (2020). Free' Not to Engage: Neoliberal Ideology and Collective Action. The Case of the Yellow Vest Movement. *International Review of Social Psychology* 33 (7). <https://doi.org/10.5334/irsp.363>.
- Grossman, E., & Sauger, S. (2017). *Pourquoi détestons-nous autant nos politiques ?* Presses de Science Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.gross.2017.01>
- Jellison, J. M., & Green, J. (1981). A self-presentation approach to the fundamental attribution error: The norm of internality. *Journal of Personality and Social Psychology*, 40(4), 643–649. <https://doi.org/10.1037/0022-3514.40.4.643>

- Jetten, J., Mols, F., & Selvanathan, H. P. (2020). How economic inequality fuels the rise and persistence of the Yellow Vest movement. *International Review of Social Psychology*, 33(1). <http://doi.org/10.5334/irsp.356>
- Jost, J. T. (2019). A quarter century of system justification theory: Questions, answers, criticisms, and societal applications. *The British Psychological Society*, 58(2), 263-314. <https://doi.org/10.1111/bjso.12297>
- Jost, J. T., & Banaji, M. R. (1994). The role of stereotyping in system-justification and the production of false consciousness. *British Journal of Social Psychology*, 33(1), 1-27. <https://doi.org/10.1111/j.2044-8309.1994.tb01008.x>
- Jost, J. T., Banaji, M. R., & Nosek, B. A. (2004). A decade of system justification theory: Accumulated evidence of conscious and unconscious bolstering of the status quo. *Political Psychology*, 25(6), 881-919. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9221.2004.00402.x>
- Jost, J. T., & Kay, A. C. (2005). Exposure to Benevolent Sexism and Complementary Gender Stereotypes: Consequences for Specific and Diffuse Forms of System Justification. *Journal of Personality and Social Psychology*, 88(3), 498-509. <https://doi.org/10.1037/0022-3514.88.3.498>
- Kay, A. C., & Jost, J. T. (2003). Complementary justice: Effects of « poor but happy » and « poor but honest » stereotype exemplars on system justification and implicit activation of the justice motive. *Journal of Personality and Social Psychology*, 85(5), 823-837. <https://doi.org/10.1037/0022-3514.85.5.823>
- Langer, M., Vasilopoulos, P., & Jost, J. T. (2023). Does System Justification Promote Establishment Voting? Mainstream Politics in France, Germany, and the United Kingdom. *Political Psychology*. <https://doi.org/10.1111/pops.12860>
- Langer, M., Vasilopoulos, P., McAvay, H., & Jost, J. T. (2020). System justification in France : Liberté, égalité, fraternité. *Current Opinion in Behavioral Sciences*, 34, 185-191. <https://doi.org/10.1016/j.cobeha.2020.04.004>
- Louvet, E., Cambon, L., Milhabet, I., & Rohmer, O. (2018). The relationship between social status and the components of agency. *The Journal of Social Psychology*, 159(1), 30-45. <https://doi.org/10.1080/00224545.2018.1441795>.
- Morales, A., Ionescu, O., Guegan, J., & Tavani, J. L. (2020). The Importance of Negative Emotions Toward the French Government in the Yellow Vest Movement. *International Review of Social Psychology*, 33(1). <http://doi.org/10.5334/irsp.373>

- Oldmeadow, J., & Fiske, S. T. (2007). System-justifying ideologies moderate status = competence stereotypes: roles for belief in a just world and social dominance orientation. *European Journal of Social Psychology*, 37(6), 1135-1148. <https://doi.org/10.1002/ejsp.428>
- Osborne, D., Jost, J. T., Becker, J.C., Badaan, V. and Sibley, C.G. (2019). Protesting to challenge or defend the system? A system justification perspective on collective action. *European Journal of Social Psychology*, 49, 244-269. <https://doi.org/10.1002/ejsp.2522>
- Perrineau, P. (2007). Les usages contemporains du vote. *Pouvoirs*, 120(1), 29-41. <https://doi.org/10.3917/pouv.120.0029>
- Perrineau, P. (2011). Le pessimisme français : nature et racines. *Le Débat*, 166(1), 79-90. <https://doi.org/10.3917/deba.166.0079>
- Py, J., & Somat, A. (1991). Normativité, conformité et clairvoyance : Leurs effets sur le jugement évaluatif dans un contexte scolaire. *Perspectives Cognitives et Conduites Sociales*. <https://doi.org/10.13140/RG.2.1.4673.8964>
- Rutto, F., Russo, S., & Mosso, C. (2013). Development and Validation of a Democratic System Justification Scale. *Social Indicators Research*, 118(2), 645–655. <https://doi.org/10.1007/s11205-013-0444-2>
- Stern, G. S., & Manifold, B. (1977). Internal locus of control as a value. *Journal of Research in Personality*, 11(2), 237-242. [https://doi.org/10.1016/0092-6566\(77\)90020-4](https://doi.org/10.1016/0092-6566(77)90020-4)
- The jamovi project (2022). *jamovi*. (Version 2.3) [Computer Software]. Retrieved from <https://www.jamovi.org>.
- Testé, B., Maisonneuve, C., Assilaméhou, Y. and Perrin, S. (2012), What is an “appropriate” migrant? Impact of the adoption of meritocratic worldviews by potential newcomers on their perceived ability to integrate into a Western society. *European Journal of Social Psychology*, 42, 263-268. <https://doi.org/10.1002/ejsp.1844>
- van der Toorn, J., Berkics, M., & Jost, J. T. (2010). System justification, satisfaction, and perceptions of fairness and typicality at work: A cross-system comparison involving the U.S. and Hungary. *Social Justice Research*, 23(2-3), 189-210. <https://doi.org/10.1007/s11211-010-0116-1>
- Vargas-Salfate, S., Páez, D., Liu, J., Pratto, F., & Gil de Zúñiga, H. (2018). A Comparison of Social Dominance Theory and System Justification: The Role of Social Status in 19 Nations. *Personality and Social Psychology Bulletin*, 44(7), 1060-1076. <https://doi.org/10.1177/0146167218757455>.

- Vesper, D., König, C. J., Siegel, R., & Friese, M. (2022). Is use of the general system justification scale across countries justified? Testing its measurement equivalence. *British Journal of Social Psychology*, 61(3), 1032–1049. <https://doi.org/10.1111/bjso.12520>.
- Wojciszke, B. (2004). The negative social world: Polish culture of complaining. *International Journal of Sociology*, 34(4), 38-59. <http://dx.doi.org/10.1080/00207659.2004.11043140>

5. La contestation du système politique : une comparaison franco-allemande

À la lumière de nos résultats, et afin de tester une potentielle spécificité française de la norme de contestation du système politique, il serait intéressant de vérifier si la normativité associée à la contestation du système politique que nous avons observée en France, n'apparaît pas dans d'autres pays occidentaux, comme en Allemagne. Des études ont montré que l'adhésion au système était relativement faible en France, comparativement à d'autres pays européens, comme l'Allemagne notamment (Caricati, 2019; Langer et al., 2023; Vesper et al., 2022). Par ailleurs, on peut noter que les mouvements sociaux en France sont généralement plus visibles que dans d'autres pays et sont souvent perçus comme des moteurs de changements radicaux. En Allemagne, bien que la contestation existe, elles semblent souvent plus institutionnalisées, moins fréquentes et, dans certains cas, plus modérées (Staudt, 2024). Ainsi, il pourrait effectivement exister en France, où le niveau de justification du système (politique) est relativement faible, et les mouvements sociaux un moyen courant de remise en question de l'ordre établi, une sorte de norme de contestation du système politique. À l'inverse, dans un pays comme l'Allemagne, avec des structures sociales et politiques plus orientées vers le consensus et un soutien au système plus marqué, la contestation du système politique pourrait ne pas être normative, voire même contre-normative.

Compte tenu des spécificités de ces deux pays quant au rapport des individus au système (politique), nous avons décidé de répliquer en Allemagne notre étude menée en France utilisant le paradigme d'auto-présentation (étude 2 de l'article présenté précédemment), puis de comparer les résultats des deux études (pré-enregistrement en Annexe 12).

6. Résumé de l'article 3

Mancassola, M., Steffens, M., & Louvet, E., (Under review) Is political system justification normative? A comparison between France and Germany (*Social Psychology*).

L'objectif de cet article était d'examiner la normativité de la justification du système politique en comparant la France et l'Allemagne, deux pays se différenciant quant à leur tendance à contester le système politique. Pour ce faire, nous avons mené deux études utilisant exactement le même dispositif expérimental, l'une avec un échantillon français (déjà présentée précédemment), et l'autre avec un échantillon allemand.

Dans les deux études, nous avons utilisé le paradigme d'auto-présentation. Les participants devaient s'imaginer interagir soit avec un employeur potentiel lors d'un entretien d'embauche (contexte d'utilité sociale), soit avec une personne rencontrée dans une soirée (contexte de désirabilité sociale). Ils étaient invités à imaginer qu'au cours de cette interaction, la discussion porterait sur la politique. Il leur était demandé d'indiquer les opinions politiques qu'ils afficheraient pour donner une bonne (condition normative) ou une mauvaise (condition contre normative) image à leur interlocuteur, en complétant une échelle de justification du système politique. Après cette première étape, les participants devaient exprimer leur opinion personnelle en répondant à nouveau à cette même échelle, mais cette fois selon une consigne standard (honnêteté).

Nous faisons l'hypothèse que la justification du système politique sera contre-normative en France, mais normative en Allemagne. Plusieurs éléments nous permettent de justifier cette hypothèse. Tout d'abord, des recherches antérieures ont montré que les personnes qui se plaignent de la politique peuvent être valorisées dans des pays caractérisés par un faible niveau de justification du système (Cichocka & Jost, 2014). Ensuite, les quelques rares études qui se sont intéressées à la normativité de croyances ou idéologies légitimatrices semblent indiquer que ces croyances seraient plutôt normatives dans les sociétés occidentales (Alves & Correia, 2008, 2010), mais pourraient être contre-normatives en France, notamment d'un point de vue de la désirabilité sociale (Testé & Perrin, 2013).

Nos résultats ont montré que, conformément à nos attentes, les participants français affichent un niveau de justification du système politique plus faible lorsqu'ils sont soumis à des instructions normatives plutôt que contre-normatives. Autrement dit, lorsqu'on leur demande de donner une bonne image d'eux-mêmes, les participants français vont avoir tendance à

contester le système politique. À l'inverse, les participants allemands affichent un niveau de justification du système plus élevé en condition normative qu'en condition contre-normative. Autrement dit, lorsqu'on leur demande de donner une bonne image d'eux-mêmes, les participants allemands vont avoir tendance à adhérer au système politique. Ainsi, la justification du système politique semble être perçue comme normative en Allemagne, tandis qu'elle est perçue comme contre-normative en France.

Il est également intéressant de noter que, en Allemagne, cette normativité est ancrée dans l'utilité sociale, tandis qu'en France, elle est ancrée dans la désirabilité sociale. Concrètement, les participants allemands ont affiché un niveau de justification du système politique plus élevé en condition normative qu'en condition contre-normative, mais uniquement dans un contexte d'utilité sociale, c'est-à-dire pour faire bonne impression auprès d'un employeur potentiel (pas d'effet en contexte de désirabilité sociale) (Figure 27). Par contre, les participants français ont affiché un niveau plus faible d'adhésion au système politique en condition normative qu'en condition contre-normative, mais uniquement dans un contexte de désirabilité sociale, c'est-à-dire pour faire bonne impression auprès d'un potentiel ami. (pas d'effet en contexte d'utilité sociale) (Figure 28).

Figure 27. Niveau de justification du système politique affiché par les participants français afin de donner une bonne ou une mauvaise image de soi dans un contexte d'utilité sociale ou de désirabilité sociale.

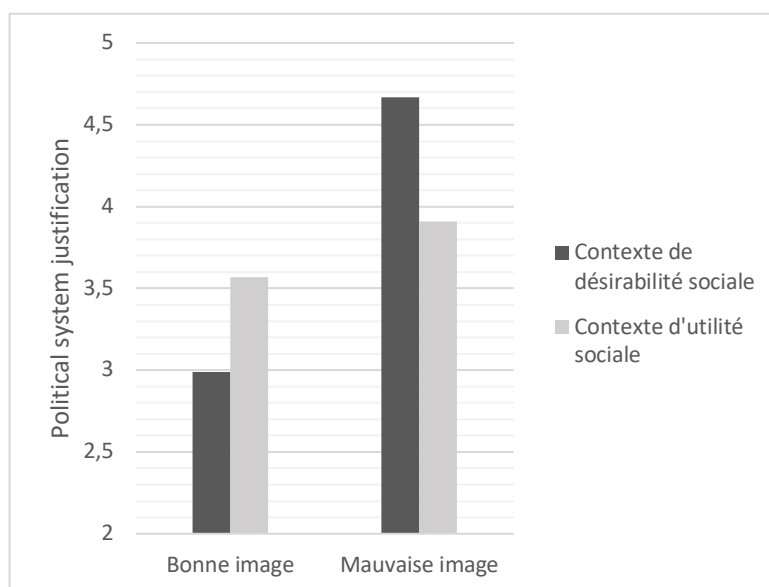
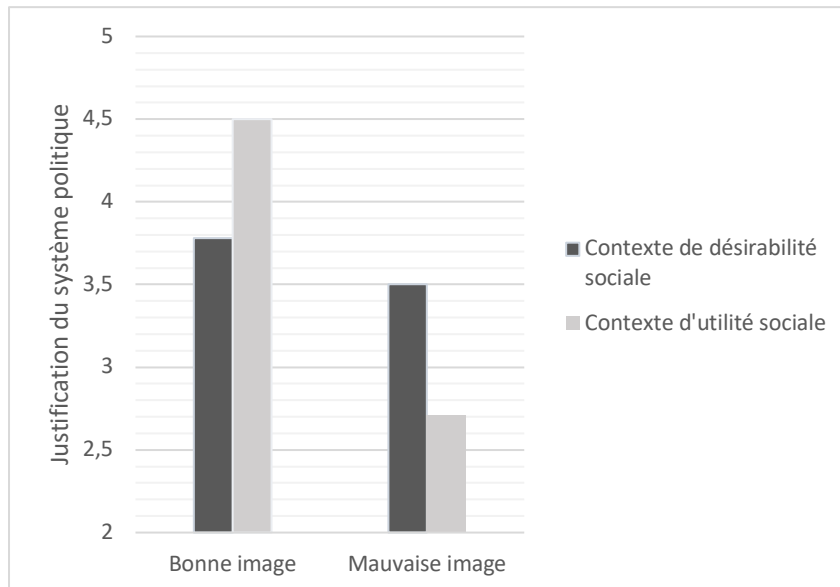


Figure 28. Niveau de justification du système politique affiché par les participants allemands afin de donner une bonne ou une mauvaise image de soi dans un contexte d'utilité sociale ou de désirabilité sociale.



De manière complémentaire à ces résultats principaux, nous avons également vérifié d'éventuels effets de modulation par le niveau de justification du système politique des participants. Les résultats ont montré que ni l'effet principal du type de consigne, ni l'interaction consigne x contexte n'étaient influencés par le niveau de justification du système politique des participants chez les participants français. En revanche, c'était le cas pour l'échantillon allemand. Dans un contexte d'utilité sociale, les participants allemands affichent bien un niveau de justification du système politique plus élevé en condition normative qu'en condition contre-normative, et ce quel que soit leur propre niveau de justification du système politique (Figure 29). Par contre, dans un contexte de désirabilité sociale, les effets de la consigne (normative versus contre-normative) dépendent du niveau de justification du système politique des participants : les participants ayant eux-mêmes un niveau élevé de justification du système affichent un niveau plus élevé de justification du système en condition normative qu'en condition contre-normative, alors qu'on observe l'inverse pour les participants ayant eux-mêmes un faible niveau de justification du système (Figure 30). Il est cependant important de noter que les effets observés concernant nos variables principales d'intérêt restent significatifs : les participants allemands affichent un niveau plus élevé de justification du système politique

en condition normative qu'en condition contre-normative, et ce uniquement dans un contexte d'utilité sociale.

Figure 29. Niveau de justification du système politique affiché par les participants allemands afin de donner une bonne ou une mauvaise image de soi dans un contexte d'utilité sociale en fonction de leur niveau de justification du système politique

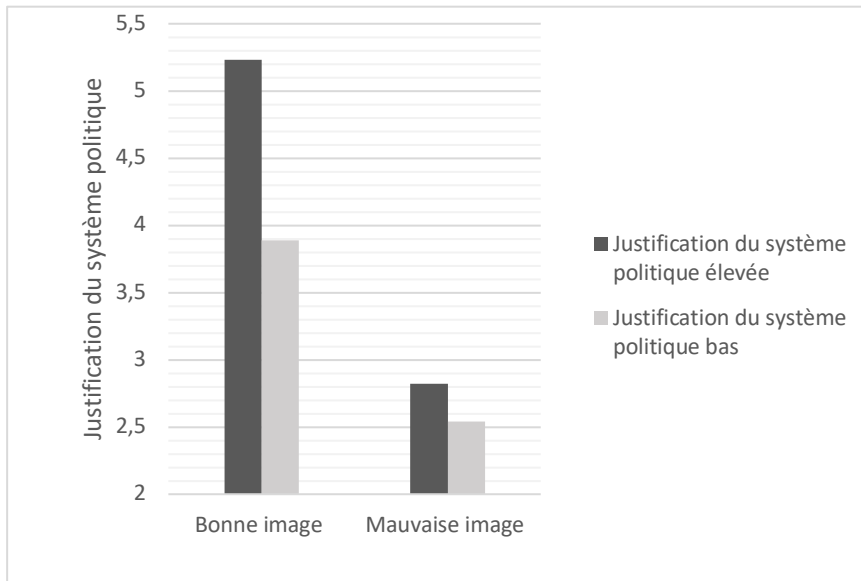
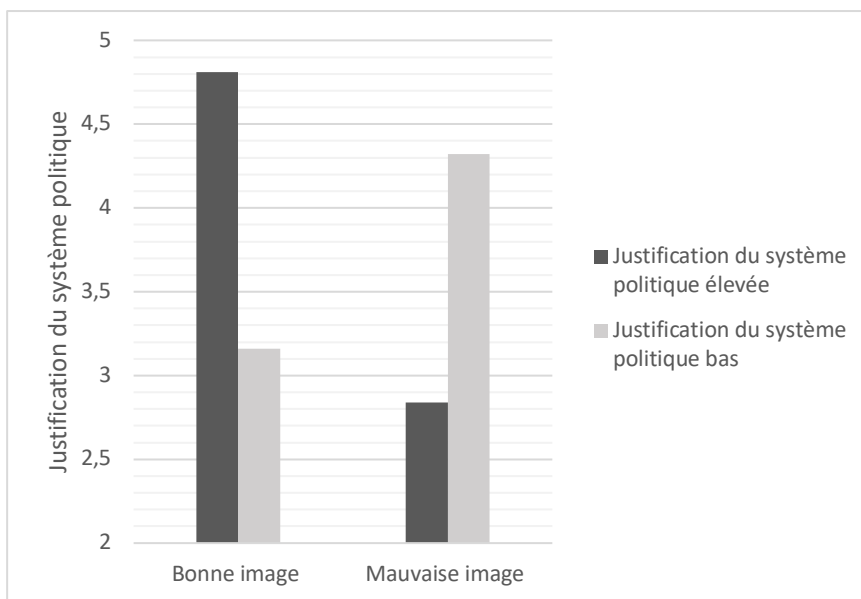


Figure 30. Niveau de justification du système politique affiché par les participants allemands afin de donner une bonne ou une mauvaise image de soi dans un contexte de désirabilité sociale en fonction de leur niveau de justification du système politique



En conclusion, nos résultats mettent en lumière une différence entre la France et l'Allemagne quant à la normativité de la justification du système politique chez les étudiants. En France, c'est la remise en question du système politique qui semble socialement valorisée, en particulier dans un contexte de désirabilité sociale. Par contre, en Allemagne, c'est l'adhésion au système qui serait normative dans un contexte d'utilité sociale. Ces différences pourraient s'expliquer par des différences historiques et culturelles. En effet, la France a une longue histoire de mouvements sociaux et de remise en cause de l'ordre établi, tandis que l'Allemagne, malgré des tensions politiques sociales, présente une culture plus orientée vers le consensus et la stabilité politique.

7. Is political system justification normative? A comparison between France and Germany

Abstract

The present research examined the normativity of political system justification comparing France and Germany, two Western countries that substantially differ in their level of system justification. We conducted two studies, in France ($N = 177$) and Germany ($N = 202$) respectively, using the self-presentation paradigm. Participants were asked to answer a political system justification scale in order to present a good versus bad image of themselves either to a potential employer (context social utility) or a potential friend (context social desirability). Results indicated that political system justification appeared to be counter-normative in France regarding social desirability, but normative in Germany regarding social utility. We relate these results to frequent protest against the political system in France.

Keywords: System Justification – Social Norms – Social Utility – Social Desirability – Politics

7.1. Introduction

In 2023, the Spring Global Attitude Survey (Pew Research Center, 2024) revealed that across 24 countries, only 51% of people surveyed were satisfied with the functioning of democracy in their country. However, there were significant variations between countries. For example, in France and Germany, neighboring countries with rather comparable political systems, 27% and 57% of people, respectively, were satisfied with democracy. The purpose of the present research was to explore whether political system justification, i.e. the tendency to legitimize and support the political system (Jost & Banaji, 1994; Jost et al., 2004), would be less normative in France than in Germany. Even though system justifying beliefs have been postulated to be socially valued in Capitalist societies in general (Cichocka & Jost, 2014), there is little empirical evidence supporting this idea, and as far as we know, no previous research addressed the normativity of political system justification.

Several recent cross-cultural studies have shown that the level of system justification considerably varies across countries and societies (Caricati, 2019; Vargas-Salfate et al., 2018). System justification has been shown to be lower in post-communist countries compared to countries longer rooted in capitalism, especially with respect to political system justification (Cichocka & Jost., 2014; Van der Toorn et al., 2010; Vargas-Salfate et al., 2018). However, system justification also varies within capitalist countries. Studies have shown system justification to be relatively high in Germany, whereas it is rather low in France, and even comparable to post-communist countries (Caricati, 2019; Vesper et al., 2022). Recent research corroborated these findings suggesting that protest against the political system seems to be especially important in France (Morales et al., 2020). This tendency to challenge the system may be rooted in French history, particularly in the French Revolution that can be seen as the starting point of a “protest culture” (Langer et al., 2020; Perrineau, 2011). An important next question is to understand why (political) system justification would be especially low in France as compared to Germany.

Beyond economic instability along with high rates of corruption, low levels of system justification in post-communist countries have been explained by a “social norm of negativity” in line with a “culture of complaint”, that is, the tendency to perceive the world as malevolent and to complain about social and political events (Cichocka & Jost, 2014; Wojciszke, 2004). Supporting the idea that criticizing the system may be socially valued, a polish study indicated that individuals who complained about politics were seen as nicer and more intelligent in

comparison with more optimist individuals. Such a norm of negativity has also been observed in other post-Communist societies (Cichocka & Jost, 2014). In contrast, some research conducted in Western societies indicated that system justifying beliefs such as just world thinking seem to be socially valued. For example, when asked to convey a positive social image, Portuguese participants scored higher on general belief in a just world (Alves & Correia, 2008). Building on the sociocognitive approach of social norms (Dubois, 2003; Dubois & Beauvois, 2005), the same authors also explored the social value associated with a normative target, distinguishing social utility (i.e. perceived capacity to succeed) and social desirability (i.e. perceived likability). Results showed that participants evaluated more positively a target who expressed strong belief in a just world, especially concerning social utility (Alves & Correia, 2010). Interestingly, using a similar paradigm, a French study showed a very different pattern (Testé & Perrin, 2013): The endorsement of general belief in a just world did not significantly affect a target's social utility, and even reduced its social desirability. The authors concluded that belief in a just world is counter-normative in France, at least concerning social desirability, because it reflects the idea that disadvantaged people deserve their fate, thereby violating social norms that proscribe victim derogation. However, insofar as belief in a just world can be considered as a system justifying ideology (Jost et al., 2004), derogating a target who endorsed this belief might also be a way to globally delegitimize the system.

7.2. The Present Research

Assuming that protest against the political system seems to be especially important in France (Morales et al., 2020; Perrineau, 2011), and system justification low as compared to Germany (Caricati, 2019; Vesper et al., 2022), the purpose of the present research was to examine the normativity of political system justification in these two countries. Previous research suggested that criticizing the political system might be normative in countries characterized by a low level of system justification (Cichocka & Jost, 2014). Moreover, some studies indicated that system justifying beliefs seem to be socially valued in Western societies (Alves & Correia, 2008, 2010), but might be counter-normative in France (Testé & Perrin, 2013). In line with this, and building on the idea that France may be characterized by a “protest culture” (Langer et al., 2020; Perrineau, 2011), we expected political system justification to be counter-normative in France, but normative in Germany.

We conducted two studies, one with a French sample¹² and one with a German sample, using the self-presentation paradigm (Jellison & Green, 1981). Participants were asked to answer a political system justification scale to convey either a good (normative instruction) or a bad (counter-normative instruction) image of themselves. We expected French participants to score lower on political system justification in the normative condition than in the counter-normative condition. In contrast, we expected German participants to score higher on political system justification in the normative condition than in the counter-normative condition. Insofar as normative behavior has been shown to be sensitive to the social context and the potential evaluator (Gilibert & Cambon, 2003), we introduced context as an additional independent variable. Assuming that judgment norms can be anchored in social utility or social desirability (Dubois & Beauvois, 2005), and building on previous research on the normativity of system justifying beliefs (Alves & Correia, 2010; Testé & Perrin, 2013), we compared self-presentation strategies in a context referring to social utility or social desirability. As professional success is the most common indicator of social utility and being appreciated by friends the most common indicator of social desirability (Dubois, 2003), we asked our participants to convey a good versus bad image to a potential employer (social utility context) or a potential friend (social desirability context).

7.3. Method

7.3.1. Transparency and openness

Following transparency and openness guidelines, we report all manipulations and measures. Complete data are taken into account in analyses. Pre-registration (German study), data, materials and supplementary analyses are available: https://osf.io/m74q2/?view_only=5d378b4c8a2540ad96d0a6c8557fde5e

7.3.2. Participants and power

The study conducted in France included 177 students, mainly from psychology (119), but also law (45), and economics (13); 26 males, 148 females, and 3 unspecified (*Mean age* = 22.6, *SD* = 6.14). The study conducted in Germany included 202 psychology students; 25 males, 168 females, 3 “others” and 6 unspecified (*Mean age* = 21.5, *SD* = 2.68).

¹² The study conducted with the French sample has already been introduced in a French paper currently in revision (*Psychologie Française*).

In a 2×2 between-subjects design, participants were randomly assigned to self-presentation condition (normative vs. counter-normative) and context condition (social utility vs. social desirability context). A sensitivity power analysis showed that in each sample, we were able to detect at least medium-size effects of $f = .25$ with a good statistical power of .90 in the 2×2 ANOVAs reported below for each study.

7.3.3. Procedure and materials

Procedure and materials were identical for both studies. We presented the study as concerning the image we convey in our everyday interactions. Depending on the experimental condition, participants were asked to imagine either interacting with a potential employer during a job interview or with a potential friend during a party. Participants were asked to imagine that during this interaction, the discussion would turn to politics. Participants were then asked to fill out a political system justification scale to make either a good or a bad impression. This scale, drawn from the Democratic Justification System Scale (Rutto et al., 2014), comprised five statements about the political system presented in a random order. Participants indicated agreement with each statement (7-point scale). Following this self-presentation instruction, participants were asked to indicate their opinion by responding to the same scale with a standard instruction. Again, the items were presented in random order. Finally, participants responded to a few demographic questions (age, gender, course of study).¹³

7.4. Results

We calculated composite scores for political system justification in the self-presentation and standard condition (all Cronbach's alphas > .80). Table 1 shows mean system justification for each condition in each country. Statistical analyses were performed using Jamovi software (Version 2.3.28).

¹³ Participants were also asked to indicate their political orientation and their voting intentions. As these measures were not linked to our hypotheses, we do not report results concerning them.

Table 10. Average (and standard deviation) of the level of political system justification according to self-presentation instruction (normative versus counter-normative) and context (social utility versus social desirability) in France and Germany.

	France		Germany	
	Social Desirability	Social Utility	Social Desirability	Social Utility
Good image	2.99 (0.98)	3.57 (1.29)	3.78 (1.08)	4.50 (0.99)
Bad image	4.67 (1.97)	3.91 (1.96)	3.50 (1.61)	2.71 (1.56)

Effects of country

Before testing our hypotheses separately for each study, we collapsed the data introducing “country” as a supplementary independent variable to directly test differences between countries. We first performed a one-way ANOVA to compare French and German participants’ level of political system justification with standard instruction. As expected, political system justification was substantially higher in Germany ($Mean = 3.96$, $SD = 1.15$) than in France ($Mean = 2.82$, $SD = 1.14$), $F(1, 377) = 94.8$, $p < .001$, $\eta^2_p = .201$.

We then performed a 2 (self-presentation instruction) \times 2 (context) \times 2 (country) ANOVA to check for differences in self-presentation strategies. Results revealed no main effect of self-presentation instruction, all F s < 1.18 . More importantly, results showed a significant self-presentation instruction \times country interaction, $F(1, 371) = 45.3$, $p < .001$, $\eta^2_p = .109$. Simple effects indicated that French participants scored lower on political system justification in the normative condition than in the counter-normative condition, $t = -4.57$, $p < .001$, whereas the opposite effect was observed for German participants, $t = 4.97$, $p < .001$. Moreover, French participants scored lower on political system justification than German participants in the normative condition, $t = -5.47$, $p < .001$, whereas the reverse pattern appeared in the counter-normative condition, $t = 4.04$, $p < .001$. This self-presentation \times country interaction was not moderated by context, $F(1, 371) = 0.07$, $p = .783$, $\eta^2_p = .000$. However, results revealed a significant self-presentation instruction \times context interaction, $F(1, 371) = 22.1$, $p < .001$, $\eta^2_p = .056$. System justification was higher in the normative condition than in the counter-normative condition in a social utility context, $t = 3.39$, $p < .001$, whereas the reverse pattern appeared in a social desirability context, $t = -3.27$, $p = .001$. To further explore the normativity of political system justification in each country, we performed 2 (self-presentation instruction) \times 2 (context) ANOVAs separately for each country.

Results of the French study

For French participants, results revealed a main effect of self-presentation instruction on political system justification indicating that political system justification was lower in the normative condition than in the counter-normative condition, $F(1, 173) = 17.53, p < .001, \eta^2_p = .092$. This main effect was moderated by context, $F(1, 173) = 7.74, p = .006, \eta^2_p = .043$. Simple effects indicated that political system justification was lower in the normative condition only in a social desirability context, $t = 5.00, p < .001$ (social utility context, $t = 0.97, p = .76$).

To ensure that our findings held when controlling for the participants' personal level of political system justification (standard instruction), we conducted supplementary analyses introducing this variable as well as all possible two-way and three-way interactions in our analysis. This did not meaningfully change results (see Online Supplement).

Results of the German study

For German participants, results also revealed a main effect of self-presentation instruction on political system justification. However, this effect went in the opposite direction. Political system justification was higher in the normative condition than in the counter-normative condition, $F(1, 198) = 29.65, p < .001, \eta^2_p = .130$. Again, this main effect was moderated by context, $F(1, 198) = 15.96, p < .001, \eta^2_p = .075$. Simple effects indicated that political system justification was higher in the normative condition only in a social utility context, $t = -6.85, p < .001$ (social desirability context, $t = -1.00, p = .749$).

Supplementary analyses again showed that the inclusion of participants' personal level of political system justification did not meaningfully change results (see Online Supplement).

Supplemental Analyses

In addition to the main analyses presented in our manuscript, we also conducted supplementary analyses for the interested reader. The purpose of these analyses was to check whether our main results were affected by participants' personal level of political system justification (standard instruction). To reach this goal, we performed for each study regression analyses introducing this variable (centered mean score of participant's level of system justification) in addition to our main variables (self-presentation instruction and context), as well as all possible two-way and three-way interactions.

Results of the French study

First and importantly, results still showed a main effect of self-presentation instruction indicating that political system justification was lower in the normative condition than in the counter-normative condition, $F(1,169) = 20.27, p < .001, \eta^2_p = .107$. This main effect was still moderated by context, $F(1,169) = 11.16, p = .001, \eta^2_p = .062$, indicating that political system justification was lower in the normative condition only in a social desirability context, $t = -5.56, p < .001$ (social utility context, $t = -0.81, p = .414$). Moreover, participants' level of political system justification neither moderated the main effect of self-presentation instruction, $F(1,169) = 0.95, p = .330, \eta^2_p = .006$, nor the self-presentation instruction \times context interaction, $F(1,169) = 2.97, p = .086, \eta^2_p = 0.017$.

Results of the German study

First and importantly, results still showed a main effect of self-presentation instruction indicating that political system justification was higher in the normative condition than in the counter-normative condition, $F(1,194) = 44.80, p < .001, \eta^2_p = .188$. This main effect was still moderated by context, $F(1,194) = 18.60, p < 0.001, \eta^2_p = .088$, indicating that political system justification was higher in the normative condition only in a social utility context, $t = 7.99, p < .001$ (social desirability context, $t = 1.64, p = .102$). Moreover, participants' level of political system justification moderated the effect of self-presentation instruction, $F(1,194) = 39.91, p < .001, \eta^2_p = .160$, as well as the self-presentation instruction \times context interaction, $F(1,194) = 9.19, p = .003, \eta^2_p = 0.045$. The simple effects showed that in the social utility context, the effect of self-presentation instruction appeared for both, individuals high in political system justification, $t = 7.43, p < .001$, and individuals low in political system justification, $t = 3.90, p < .001$, and went in the same direction. As in our main analyses, participants scored higher on political system justification in the normative condition than in the counter-normative condition. However, these analyses revealed additional effects in a social desirability context. Participants high in political system justification scored higher on political system justification in the normative condition than in the counter-normative condition, $t = 5.50, p < .001$, whereas participants low in political system justification scored lower on political system justification in the normative condition than in the counter-normative condition, $t = -3.41, p < .001$.

7.5. Discussion

The aim of the present research was to test the normativity of political system justification in France and Germany. We conducted two experiments using the self-presentation

paradigm. Participants were asked to answer a political system justification scale in order to present a good (normative instruction) versus bad image (counter-normative instruction) of themselves either to a potential employer (social utility context) or a potential friend (social desirability context).

First, political system justification was substantially lower in France than in Germany. This result is in line with statistical data indicating that satisfaction with the political system is remarkably lower in France than in Germany (e.g. Spring Global Attitude Survey, 2024). This result is also consistent with previous findings about general system justification indicating that system justification was rather low in France compared to other Western countries such as Germany (Caricati, 2019; Vesper et al., 2022). More importantly, with respect to the main purpose of our research, results clearly indicated that system justification was sensitive to normative considerations: political system justification appeared to be normative in Germany, but counter-normative in France. Interestingly, the normativity of political system justification in Germany was anchored in social utility, whereas the counter-normativity of political system justification in France was anchored in social desirability. Although our research is the first addressing the normativity of (political) system justification, our results can be related to previous research investigating the normativity of belief in a just world (Alves & Correia, 2008, 2010; Testé & Perrin, 2013). This research indicated that just world thinking was normative among Portuguese participants, especially with regard to social utility (Alves & Correia, 2008, 2010), but counter-normative in France with regard to social desirability (Testé & Perrin, 2013). Similar results have been recently obtained in a French study showing that neoliberal ideology was normative with regard to social utility, but counter-normative with regard to social desirability (Girerd, 2022). Innovatively, our results provide further support to the idea that system justifying beliefs may be normative in western societies except in France, where they may even be counter-normative in some circumstances. Moreover, findings confirm that France provides an intriguing context in which to investigate political system justification, maybe because of the legacy of the French Revolution (Langer et al., 2020).

Although the present research provides interesting insights in cultural differences concerning the potential normativity of political system justification, it is not without limitations. First, we conducted our studies among student samples, mainly in psychology, who may score rather low on system justification. Second, it could be interesting to extend our studies to other countries. In line with previous research indicating that system justification is lower in post-communist countries, a comparison between West and East Germany could also be particularly relevant.

From an applied perspective, our results can be related to recent research suggesting that protest against the political system seems to be especially important in France (Morales et al., 2020). They can also be related to the increase in voting for anti-establishment parties, especially in France (Langer et al., 2023).

7.6. References

- Alves, H., & Correia, I. (2008). On the normativity of expressing the belief in a just world: Empirical evidence. *Social Justice Research*, 21(1), 106–118. <https://doi.org/10.1007/s11211-007-0060-x>
- Alves, H., & Correia, I. (2010). Personal and general belief in a just world as judgement norms. *International Journal of Psychology : Journal international de psychologie*, 45(3), 221–231. <https://doi.org/10.1080/00207590903281120>
- Beauvois, J. L., & Dubois, N. (2009). Lay psychology and the social value of persons. *Social and Personality Psychology Compass*, 3(6), 1082-1095. DOI: <https://doi.org/10.1111/j.1751-9004.2009.00225.x>
- Caricati, L. (2019). Evidence of decreased system justification among extreme conservatives in non-American samples. *The Journal of Social Psychology*, 159(6), 725-745, DOI: <https://doi.org/10.1080/00224545.2019.1567455>
- Cichocka, A., & Jost, J.T. (2014). Stripped of illusions? Exploring system justification processes in capitalist and post-Communist societies. *International Journal of Psychology : Journal international de psychologie*. 49(1), 6-29. DOI: <https://doi.org/10.1002/ijop.12011>.
- Dubois, N. (Ed.). (2003). *A sociocognitive approach to social norms*. London: Routledge.
- Dubois, N., & Beauvois, J.-L. (2005). Normativeness and individualism. *European Journal of Social Psychology*, 35(1), 123-146. DOI: <https://doi.org/10.1002/ejsp.236>
- Gilibert, D. & Cambon, L. (2003). Paradigms of the sociocognitive approach. In N., Dubois (Ed.), *A sociocognitive approach to social norms*, (pp 38-69), London: Routledge.
- Girerd, L. (2022). *L'idéologie néolibérale : justification des inégalités de genre et frein à l'action collective féministe* (Doctoral dissertation, Université Paris Cité).
- Grossman, E., & Sauger, S. (2017). *Pourquoi détestons-nous autant nos politiques ?* Presses de Science Po. DOI: <https://doi.org/10.3917/scpo.gross.2017.01>
- Jellison, J. M., & Green, J. (1981). A self-presentation approach to the fundamental attribution error: The norm of internality. *Journal of Personality and Social Psychology*, 40(4), 643–649. DOI: <https://doi.org/10.1037/0022-3514.40.4.643>
- Jost, J. T., & Banaji, M. R. (1994). The role of stereotyping in system-justification and the production of false consciousness. *British Journal of Social Psychology*, 33(1), 1-27. DOI: <https://doi.org/10.1111/j.2044-8309.1994.tb01008.x>

- Jost, J. T., Banaji, M. R., & Nosek, B. A. (2004). A decade of system justification theory: Accumulated evidence of conscious and unconscious bolstering of the status quo. *Political Psychology*, 25(6), 881-919. DOI: <https://doi.org/10.1111/j.1467-9221.2004.00402.x>
- Langer, M., Vasilopoulos, P., & Jost, J.T. (2023), Does System Justification Promote Establishment Voting? Mainstream Politics in France, Germany, and the United Kingdom. *Political Psychology*. DOI: <https://doi.org/10.1111/pops.12860>
- Langer, M., Vasilopoulos, P., McAvay, H., & Jost, J. T. (2020). System justification in France : Liberté, égalité, fraternité. *Current Opinion in Behavioral Sciences*, 34, 185-191. DOI: <https://doi.org/10.1016/j.cobeha.2020.04.004>
- Morales, A., Ionescu, O., Guegan, J., & Tavani, J. L. (2020). The Importance of Negative Emotions toward the French Government in the Yellow Vest Movement. *International Review of Social Psychology*, 33(1). DOI: <http://doi.org/10.5334/irsp.373>
- Perrineau, P. (2011). Le pessimisme français : nature et racines. *Le Débat*, 166(1), 79-90. DOI: <https://doi.org/10.3917/deba.166.0079>
- Pew Research Center (2024). *Representative democracy remains a popular ideal, but people around the world are critical of how it's working*. Pew Research Center. <https://www.pewresearch.org/>
- Rutto, F., Russo, S., & Mosso, C. (2013). Development and Validation of a Democratic System Justification Scale. *Social Indicators Research*, 118(2), 645–655. DOI: <https://doi.org/10.1007/s11205-013-0444-2>
- Testé, B., & Perrin, S. (2013). The impact of endorsing the belief in a just world on social judgments: The social utility and social desirability of just-world beliefs for self and for others. *Social Psychology*, 44(3), 209–218. <https://doi.org/10.1027/1864-9335/a000105>
- Van der Toorn, J., Berkics, M., & Jost, J. T. (2010). System justification, satisfaction, and perceptions of fairness and typicality at work: A cross-system comparison involving the U.S. and Hungary. *Social Justice Research*, 23(2-3), 189-210. DOI: <https://doi.org/10.1007/s11211-010-0116-1>
- Vargas-Salfate, S., Páez, D., Liu, J., Pratto, F., & Gil de Zúñiga, H. (2018). A Comparison of Social Dominance Theory and System Justification: The Role of Social Status in 19 Nations. *Personality and Social Psychology Bulletin*, 44(7), 1060-1076. DOI: <https://doi.org/10.1177/0146167218757455>.
- Vesper, D., König, C. J., Siegel, R., & Friese, M. (2022). Is use of the general system justification scale across countries justified? Testing its measurement equivalence.

British Journal of Social Psychology, 61(3), 1032– 1049. DOI:
<https://doi.org/10.1111/bjso.12520>.

Wojciszke, B. (2004). The negative social world: Polish culture of complaining. *International Journal of Sociology*, 34(4), 38-59. DOI:
<http://dx.doi.org/10.1080/00207659.2004.11043140>

8. Conclusion de la partie

Cette partie a mis en lumière l'existence d'une valorisation de la contestation du système politique en France. À travers une comparaison avec l'Allemagne, nous avons constaté que cette valorisation de la contestation politique semble spécifique à la France, alors qu'en Allemagne, ce serait plutôt le soutien au système qui apparaît comme normatif. Cette spécificité française pourrait être enracinée dans une histoire politique marquée par des mouvements de rupture et une tradition de mobilisation sociale fortement ancrée dans la culture nationale. Ces résultats permettent également d'apporter un éclairage sur la prégnance des mouvements de contestation en France et sur la sympathie qu'ils peuvent susciter au sein de la population, comme en témoigne le mouvement des Gilets jaunes. Cette dynamique pourrait également expliquer la montée des votes contestataires et la progression des partis contestataires qui n'ont jamais été au pouvoir et qui basent, en partie, leur programme sur la remise en question du système (politique) en place.

Si la comparaison avec l'Allemagne apporte une première validation empirique à l'hypothèse de la spécificité de cette norme de contestation au contexte culturel français, des comparaisons avec d'autres pays occidentaux seraient intéressantes afin de confirmer dans quelle mesure ces résultats sont réellement spécifiques à la France. En effet, si la France se distingue par une culture de contestation ancrée dans son histoire politique et sociale, d'autres pays européens tels que par exemple l'Italie ou l'Espagne, ont également connu de nombreux mouvements sociaux, et pourraient de ce fait partager certaines similitudes avec la France en termes de valorisation de la contestation. À l'inverse, des pays nordiques, où le consensus et la stabilité institutionnelle sont des éléments centraux du fonctionnement politique, pourraient davantage se rapprocher du contexte culturel allemand. Un tel élargissement du cadre comparatif permettrait non seulement de mieux cerner les spécificités françaises, mais aussi d'évaluer la portée générale des mécanismes identifiés.

Nos travaux ont également souligné que cette valorisation de la contestation reste ancrée dans la valeur de désirabilité sociale et ne s'étend pas à l'utilité sociale. En d'autres termes, si la critique du système politique est bien perçue socialement dans un cadre interpersonnel, elle n'offre pas nécessairement un avantage dans des contextes professionnels ou institutionnels, où la conformité aux structures établies reste privilégiée. Ce constat apparaît finalement cohérent : il serait paradoxal d'affirmer que critiquer un système constitue un levier d'ascension ou de réussite en son sein. Ainsi, bien que la contestation puisse constituer une norme sociale dans certaines situations, elle ne s'accompagne pas d'une valorisation institutionnelle.

Conclusion générale

1. Retour sur la problématique et les hypothèses

La contestation politique en France est un phénomène ancien, profondément enraciné dans la culture et l'histoire du pays. Si la critique du système politique est une constante observable dans de nombreux régimes, elle revêt en France une dimension singulière, s'inscrivant dans une sorte de tradition protestataire qui semble presque culturelle. De nombreux champs disciplinaires se sont intéressés au rapport que les Français entretiennent avec la politique. Ici, nous avons choisi d'aborder cette question sous l'angle de la psychologie sociale. Ce travail de recherche vise ainsi à mieux comprendre certains mécanismes psychosociaux susceptibles d'expliquer la propension des citoyens français à critiquer leur système politique. Dans ce cadre-là, le concept de justification du système, bien connu en psychologie sociale, nous a permis de mesurer cette contestation ; les personnes contestant plus fortement du système politiques seraient des personnes scorant plus bas à l'échelle d'adhésion au système politique.

Pour étudier cette contestation, nous nous sommes basés – dans un premier temps – sur le champ des stéréotypes, qui est essentiel pour comprendre la perception de la politique, car celle-ci est étroitement liée à la manière dont nous percevons les personnes qui en sont les acteurs. Plus précisément, l'objectif est de montrer en quoi des stéréotypes négatifs envers les acteurs politiques peuvent contribuer à contester le système politique. La théorie de la justification du système nous permet ici d'envisager ce lien entre stéréotypes et contestation. De même, puisque nos processus perceptifs sont façonnés par des normes de jugement, nous nous sommes intéressées – dans un second temps – à la normativité dans la façon de percevoir le monde politique et ses acteurs. De manière plus précise, l'objectif ici est de montrer en quoi cette propension supposée des Français à contester le système politique pourrait être quelque chose de normatif.

Dans cette perspective, la thèse s'est articulée autour de deux axes principaux. Le premier s'est attaché à étudier le rôle des stéréotypes dans la légitimation ou la délégitimation du système politique. Alors que la théorie de la justification du système postule que les stéréotypes permettent de renforcer le système en place (Jost & Banaji, 1994), nous avons formulé l'hypothèse que les stéréotypes – généralement négatifs – associés aux personnalités politiques (ils sont immoraux, incompetents et peu empathiques) contribueraient davantage à sa délégitimation. Cette perspective offre une nuance significative à la théorie de la justification du système, qui met généralement l'accent sur le rôle légitimant des stéréotypes. Notre

hypothèse, encore peu explorée en psychologie sociale, représente une contribution majeure de cette thèse.

Le second axe s'est centré sur l'hypothèse d'une normativité de la contestation en France. Certains auteurs (Cichoka & Jost, 2004) ont suggéré que l'adhésion au système serait perçue comme normative dans certaines sociétés occidentales. Cependant, aucune recherche n'a encore été menée spécifiquement sur la normativité liée à la justification du système politique. Les rares études existantes se sont plutôt focalisées sur la normativité de la croyance en un monde juste (BJW) (Alves et Correia, 2008; Testé et Perrin, 2013), qui peut être vue comme une idéologie légitimatrice, mais aucune ne s'est intéressée directement à la normativité propre à la justification du système. En postulant que la justification du système est relativement faible en France, nous avons fait l'hypothèse que la critique du système politique pourrait constituer un comportement socialement valorisé dans ce contexte culturel spécifique.

2. Partie 1 : Stéréotypes et justification du système politique

2.1. Résumé des résultats et interprétations

Dans la première partie de cette thèse, cinq études ont été menées afin d'examiner la manière dont les stéréotypes associés aux personnalités politiques peuvent contribuer à la délégitimation du système politique. Dans chacune de ces études, nous avons mesuré à la fois le niveau de justification du système politique chez les participants et les stéréotypes qu'ils attribuaient aux personnalités politiques, évalués selon quatre dimensions de jugement : la dimension de moralité, d'empathie, de compétence et d'assertivité. Ces dimensions et leurs traits ont été retenues sur la base de travaux antérieurs portant à la fois sur le modèle du *Big Two* et sa décomposition en facettes (Abele et al., 2016; Brambilla et al., 2012; Cambon, 2022 ; Carrier et al., 2014), ainsi que sur la littérature relative aux stéréotypes associés aux personnalités politiques (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Kinder, 1986; Wojciszke & Klusek, 1996). Certaines études ont également introduit d'autres variables susceptibles d'influencer ces jugements, telles que le genre et le niveau de pouvoir des figures politiques présentées.

Nos résultats mettent en avant que les personnalités politiques sont perçues comme manquant de moralité et d'empathie. Plus précisément, elles sont jugées comme étant moins morales et moins empathiques que ce qu'elles devraient être. Ce constat se retrouve dans la littérature sur la perception des personnalités politiques, qui est assez unanime sur le fait que la moralité constitue la dimension la plus socialement désirable, tout en étant la moins typique des personnalités politiques (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Wojciszke & Klusek, 1996). De manière générale, ces dernières sont perçues comme peu chaleureuses (Fiske & Durante, 2014; Fiske et al., 2019).

Nos résultats montrent également que les figures politiques sont systématiquement perçues comme très assertives, même davantage qu'elles ne devraient l'être. On retrouve ce résultat dans la littérature où l'assertivité - ou le leadership - est fréquemment perçue comme la qualité la plus typique des personnalités politiques (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Wojciszke & Klusek, 1996).

Concernant la compétence, on observe que les personnalités politiques sont jugées comme moins compétentes qu'elles ne devraient l'être. Dans la littérature, la compétence suscite davantage de débats que les autres dimensions. Elle est traditionnellement considérée

comme une qualité attendue chez les personnalités politiques (Kinder et al., 1980), mais elle tend aussi à être retirées aux personnalités politiques (Bertolotti & Catellani, 2018; Catellani & Bertolotti, 2015; Fiske & Durante, 2014; Wojciszke & Klusek, 1996), en particulier dans les pays où la corruption est perçue comme plus répandue. Bien que la France ne puisse pas être considérée comme un pays corrompu, nos résultats vont dans le sens d'un manque de compétence.

De manière novatrice, et directement en lien avec les objectifs principaux de notre recherche, nos résultats mettent ensuite en évidence de façon très consistante que ces perceptions varient en fonction du niveau de justification du système politique des participants. Le schéma de dévalorisation observé sur les dimensions de moralité, d'empathie et de compétence est particulièrement marqué chez les individus affichant une faible justification du système politique. Ces résultats suggèrent que ces stéréotypes négatifs jouent un rôle important dans la délégitimation du système politique. Considérer les acteurs politiques comme immoraux, froids et incompetents constitue ainsi un levier de délégitimation du pouvoir, et plus largement du système politique. En revanche, nos résultats concernant l'assertivité vont à l'encontre de nos hypothèses initiales : nous nous attendions à ce que cette caractéristique soit perçue comme typique (descriptif) et attendu (prescriptif), indépendamment du niveau de justification du système politique. Or, de façon intéressante, les données révèlent systématiquement un schéma inverse à celui observé pour les trois autres dimensions : les personnalités politiques sont jugées plus assertives que ce qu'elles devraient être, et ce surtout par les participants ayant une faible justification du système politique. Bien que systématiquement associée aux personnalités politiques et de manière générale aux groupes à haut statut (ou pouvoir élevé), l'assertivité ne permettrait pas de légitimer la position que les personnalités politiques occupent dans notre société ou le pouvoir dont elles disposent. Au contraire, son excès pourrait même renforcer le rejet du système politique. Contrairement à la compétence, la moralité ou encore l'empathie susceptibles de légitimer les personnalités politiques dans la fonction qu'elles occupent, l'assertivité semble au contraire avoir une fonction de délégitimation.

Ces résultats soulignent l'importance de distinguer les deux sous-dimensions de la verticalité : la compétence et l'assertivité (Abele, 2022; Abele et al., 2016, 2021). La littérature a montré que la compétence joue un rôle clé dans la légitimation des positions de pouvoir : un individu est légitime s'il est perçu comme ayant les compétences requises, tandis que l'assertivité, bien qu'associée au statut élevé, ne suffit pas à justifier une position dominante (Carrier et al., 2014; Louvet et al., 2023; Oldmeadow & Fiske, 2007; Yzerbyt et al., 2022)

Appliquée au domaine de la politique, nos résultats confirment le rôle très différent que jouent la compétence et l'assertivité dans leur association au pouvoir. Tout d'abord, nous avons constaté que la compétence est retirée aux personnalités politiques, tandis que l'assertivité leur est attribuée de manière excessive. Ensuite, le manque de compétences attribué aux personnalités politiques contribue à délégitimer la position qu'elles occupent dans la société et le pouvoir dont elles disposent. À l'inverse, c'est une assertivité perçue comme excessive qui pourrait jouer ce même rôle de délégitimation.

Avant d'aller plus loin, il semble intéressant ici de poser la question de ce qui est précisément légitimé ou délégitimé : s'agit-il du fonctionnement du système politique dans son ensemble, ou bien de la position occupée par les personnalités politiques dans la société et du pouvoir dont elles disposent ? Dans le cadre de nos travaux centrés sur les stéréotypes, il semble que ce soient avant tout les personnalités politiques et la fonction de pouvoir qu'elles incarnent dans la société qui sont délégitimées. En d'autres termes, si les personnalités politiques ne possèdent pas certaines qualités (la compétence, la moralité), elles ne devraient pas posséder cette position dans la société. Leur capacité à décider pour autrui se retrouve ainsi remise en question. Cela dit, dans la mesure où nos travaux mesurent également la relation entre ces stéréotypes et la justification du système politique au sens large (la dévalorisation des personnalités politiques étaient plus importante chez les individus caractérisés par un faible niveau de justification du système politique), on peut envisager que la dévalorisation des individus puisse, par extension, nourrir une forme de délégitimation du système politique tout entier, perçu alors comme dysfonctionnel.

Sur la base de cette réflexion, nous avons mené deux nouvelles études où nous nous sommes plus spécifiquement intéressées au pouvoir politique et à sa délégitimation. Dans une première étude nous avons comparé la perception d'une fonction politique haut placée dans la hiérarchie et donc associée à un niveau de pouvoir élevé (ministre) à la perception d'une fonction politique plus basse (maire d'un petit village). Les résultats confirment que les stéréotypes négatifs de manque de compétence, d'empathie et de moralité sont surtout associés au ministre, ce qui laisserait supposer que c'est bien le pouvoir politique qui est contestée. Cependant, cette façon de manipuler le pouvoir présente des limites importantes : les deux fonctions pourraient se différencier non seulement en termes de pouvoir, mais aussi en termes de prototypicalité. En effet, le maire d'un petit village représente sans doute bien moins les personnalités politiques en général que le ministre. Nous avons alors conclu que la dévalorisation observée à l'égard du ministre pourrait être davantage liée à la fonction politique elle-même (et les stéréotypes qui y sont rattachés) qu'à une véritable différence de pouvoir

perçu. Pour pallier cela, dans une seconde étude, le pouvoir a été mesuré de manière plus directe en maintenant la fonction politique relativement constante. Cette fois, les personnalités politiques décrites comme détenant un pouvoir élevé étaient perçues comme plus compétentes et plus morales. Le fait que les participants attribuent davantage de compétence et de moralité à la cible de haut pouvoir qu'à celle de bas pouvoir confirme que, dans l'étude comparant maire et ministre, ce n'est pas le pouvoir du ministre en tant que tel qui est délégitimé. Ce qui est remis en question, c'est plutôt sa capacité à incarner un bon représentant du monde politique.

De même, nous avons trouvé que la relation entre la justification du système politique (JSP) et l'attribution de compétence ou de moralité n'apparaît que lorsque la cible est perçue comme ayant beaucoup de pouvoir. Ce résultat est particulièrement intéressant, car il montre que c'est le pouvoir en tant que tel qui est plus ou moins légitimé ou délégitimé en fonction du niveau de JSP. Lorsqu'une cible est décrite comme ayant peu de pouvoir, la JSP n'a aucun effet sur les jugements portés.

2.2. Limites et perspectives

Il convient de souligner plusieurs limites et pistes de réflexion pour les recherches futures. Tout d'abord, nous n'avons pas étudié l'impact d'une variable qui pourrait être important dans le domaine de la justification du système (politique), à savoir l'orientation politique des participants. En effet, dans certaines études de la littérature, un lien entre l'orientation politique des participants et justification du système a été mis en évidence, suggérant que le conservatisme politique de droite entraîne une adhésion plus forte au système (Caricti, 2019; Jost, 2021 ; Jost et al., 2004). Même si nous n'avons pas introduit cette variable dans nos hypothèses ni dans nos analyses principales, nous l'avons mesurée dans certaines de nos recherches. De manière complémentaire à nos analyses principales, nous avons vérifié l'impact de cette variable dans ces études. Concernant la relation entre orientation politique et justification du système politique, nos résultats sont mitigés. En effet, dans la moitié des cas (3 études), nous retrouvons une corrélation positive entre justification du système et orientation politique tandis que dans l'autre moitié, nous ne retrouvons pas d'effet. Par ailleurs, il est important de noter que nos résultats principaux ne sont pas affectés par l'orientation politique des participants. Ces résultats sont intéressants, puisqu'ils mettent en évidence, à nouveau, une spécificité du cas français. Dans la majorité des pays occidentaux on retrouve systématiquement ce lien positif entre justification du système et orientation politique (Jost et al., 2004).

Cependant, dans nos travaux, on trouve dans la moitié des cas une absence d'effet. De même, nos résultats vont à l'opposé des travaux de Langer (2020), qui mettent en avant une spécificité française, liée à une tradition égalitaire, qui, à la différence des autres pays occidentaux, entretiendrait un lien, cette fois négatif, entre justification du système et orientation politique. Ces particularités françaises pourraient rendre l'inclusion de cette variable dans de prochaines recherches d'autant plus intéressante, notamment lorsqu'il est question d'intention de vote. Des études menées en France ont ainsi montré que la perception de candidats à une élection présidentielle variait en fonction de l'orientation politique des évaluateurs (Mignon et al., 2016). Cette étude a mis en évidence que comparé à des électeurs de gauche, des électeurs de droite considéraient comme plus important la dimension d'agentisme comme qualité à posséder chez un futur président ou une future présidente, tandis que la moralité et la sociabilité étaient moins importantes pour ces électeurs comparativement à des électeurs de gauche.

Il serait également pertinent d'intégrer cette variable de l'orientation politique sous une autre perspective : il ne s'agirait pas seulement d'opposer les individus de gauche à ceux de droite, mais aussi de considérer leur déviation de la position centrale du spectre politique. Dans cette idée, certains travaux suggèrent que plus les individus s'éloignent du centre politique, notamment vers les extrêmes, plus leur niveau de justification du système a tendance à diminuer, comparé à des individus plus modérés (Caricatti, 2019; Liefket et al., 2022). Ce lien entre radicalité politique et délégitimation du système politique ou du pouvoir politique mériterait d'être exploré dans de futurs travaux, d'autant plus qu'on observe ces dernières années une augmentation de l'adhésion à des partis situés aux extrêmes de l'échiquier politique, qui, pour certains, basent leur programme sur la contestation du système en place. Prendre en compte cette variable permettrait également une analyse plus fine des mouvements contestataires actuels.

Dans cette même idée, nous pourrions creuser plus amplement les questions d'adhésion partisans. Nos résultats ont été obtenus à partir de catégories génériques de figures politiques, sans distinction partisane explicite. L'étude de Langer (2020) a mis en évidence qu'il existerait en France une tradition égalitaire et un statut quo marqué à gauche. Il serait de ce fait pertinent d'examiner dans quelle mesure les candidats de gauche ou de droite font l'objet d'une délégitimation plus marquée, mais aussi de voir si la (dé)légitimation varie selon leur position plus ou moins extrême sur le continuum politique : les figures situées aux extrêmes sont-elles perçues comme plus ou moins légitimes que celles occupant des positions centristes ? Cette question est d'autant plus intéressante que les personnalités politiques issues du centre (ou en tout cas, pas situées sur les extrêmes) ont historiquement davantage accédé aux sphères du

pouvoir. Cela pourrait conduire à une délégitimation renforcée à leur égard, précisément en raison de leur proximité avec le pouvoir établi. Une telle analyse devrait être conduite en contrôlant l'orientation politique du percevant et de sa proximité idéologique avec la cible. À ce sujet, Mignon et al. (2016) ont montré que les participants avaient tendance à juger plus moraux, compétents et sociables les candidats à l'élection présidentielle partageant leur propre orientation politique. Cette tendance souligne l'importance d'isoler les jugements liés aux stéréotypes à l'égard des personnalités politiques de ceux découlant d'un simple biais d'affinité partisane.

Un autre intérêt majeur serait d'examiner dans quelle mesure les perceptions du monde politique influencent les comportements et intentions de vote. Étudier cette relation permettrait d'ancrer l'analyse des stéréotypes politiques dans des dynamiques concrètes de participation citoyenne. Il serait pertinent, par exemple, d'inclure des mesures portant sur des comportements tels que l'abstention ou le vote contestataire – comme le fait de voter pour des partis n'ayant jamais été au pouvoir, ou pour « donner une leçon » au gouvernement en place. Ce lien entre perception et comportement pourrait être particulièrement éclairant dans le contexte spécifique des périodes électorales, où les attitudes envers les figures politiques sont souvent plus polarisées et susceptibles d'influencer directement les choix électoraux.

Une autre piste concerne la question du genre, qui révèle des dynamiques particulières dans la perception des figures politiques. Nos résultats mettent en évidence des effets intéressants : les femmes politiques sont perçues comme plus morales, empathiques et compétentes que leurs homologues masculins, mais elles sont jugées moins assertives. Ce profil renvoie à des stéréotypes traditionnellement associés au genre féminin, comme l'ont montré les travaux de Eagly et Karau (2002), selon lesquels les femmes sont aujourd'hui moins dévalorisées sur le plan de la compétence, mais restent perçues comme moins assertives. Or, cette qualité – l'assertivité – est l'un des traits les plus fortement associés au rôle politique. Cela soulève un problème important : si les femmes sont perçues comme manquant de cette caractéristique essentielle, elles peuvent être considérées comme moins légitimes pour exercer le pouvoir politique, malgré les qualités positives qu'on leur attribue par ailleurs. Notre étude montre également que les participants estiment que les femmes politiques devraient être à la fois plus empathiques et plus assertives que les hommes politiques. Cette attente paradoxale suggère la persistance des stéréotypes de genre prescriptifs, selon lesquels les femmes doivent continuer à incarner les qualités traditionnellement féminines (comme l'empathie) – au risque de subir un effet backlash si elle ne se conforme pas à ces attentes – tout en intégrant des traits attendus pour la fonction politique (comme l'assertivité). Ce double impératif reflète bien ce

que la littérature appelle l'agentisme mitigé (ou *moderated agency*), selon lequel les femmes en position de pouvoir doivent conjuguer douceur et fermeté pour être perçues comme légitimes (Eagly & Karau, 2002 ; Rudman & Glick, 2001). En somme, ces résultats invitent à interroger plus profondément la place des femmes en politique, les injonctions contradictoires auxquelles elles font face, et les mécanismes de légitimation ou de délégitimation qui pourraient en découler.

Enfin, la question de la dimension culturelle de la délégitimation du système politique par le biais des stéréotypes à l'égard des personnalités politiques mériterait d'être approfondie, d'autant plus que nos interprétations s'appuient largement sur les spécificités du contexte français : une culture politique marquée par la contestation et une certaine défiance à l'égard du pouvoir. De nombreuses études interculturelles ont montré que l'adhésion au système variait en fonction des pays (Caricati, 2019; Langer et al., 2022, 2020; Vargas-Salfate et al., 2018; Vesper et al., 2020), ce qui pourrait entraîner une perception différente des figures de pouvoir à travers les pays, en raison de différences historiques, politiques ou culturelles. Des travaux antérieurs ont bien mis en évidence que la perception des figures politiques pouvait considérablement varier d'un pays à l'autre, notamment en fonction du niveau de corruption du pays (Ascensio et al., 2025; Fiske & Durante, 2014). Il serait particulièrement pertinent de reproduire nos travaux sur les stéréotypes à l'égard des personnalités politiques dans d'autres contextes nationaux afin d'examiner dans quelle mesure ces stéréotypes varient selon les pays en fonction du niveau de justification du système. Cela permettrait d'approfondir l'étude du rôle des stéréotypes dans la légitimation ou la délégitimation des systèmes politiques en place. Dans cette perspective, nous avons lancé une réplique de notre étude sur les stéréotypes à l'égard des personnalités politiques en Allemagne. Ce pays constitue une cible de comparaison particulièrement pertinente. En effet, malgré sa proximité géographique, économique et politique avec la France, l'Allemagne se caractérise par un niveau de justification du système politique plus élevé (Caricati, 2019 ; Langer et al., 2020, 2022 ; Vesper et al., 2022). On pourrait donc penser que la perception des personnalités politiques seraient moins négatives. Ainsi, la délégitimation du système politique à travers ses représentants, telle qu'elle apparaît en France, pourrait être absente ou moins marquée dans le contexte allemand. Cela indiquerait une spécificité française dans la manière dont les figures politiques sont perçues et utilisées comme vecteurs de critique du système politique.

3. Partie 2 : La normativité de la contestation

3.1. Résumé des résultats et interprétation

La seconde partie de cette thèse a consisté à tester l'hypothèse selon laquelle la contestation du système politique en France relèverait d'un comportement normatif. Trois études ont été menées pour tester cette hypothèse. Dans une première étude, utilisant le paradigme des juges, les résultats ont montré qu'un étudiant contestant le système politique est perçue comme plus appréciée par ses pairs (i.e. plus désirable) et évaluée plus positivement, tant en termes de chaleur que de compétence, par rapport à une personne adhérant au système. Cependant, cet effet n'est observé que chez les participants ayant eux-mêmes un faible niveau de justification du système politique. À l'inverse, sur le plan de l'utilité sociale, un étudiant contestant le système politique est perçu comme moins susceptible de réussir (i.e. moins utile) qu'un étudiant adhérant au système politique.

Dans une seconde étude, basée sur le paradigme d'auto-présentation, les participants étaient amenés à remplir une échelle de justification du système politique avec une consigne normative (donner une bonne image de soi) ou contre-négative (donner une mauvaise image de soi) dans un contexte amical (contexte de désirabilité sociale) ou professionnel (contexte d'utilité sociale). Les résultats ont révélé que les participants affichaient un niveau de justification du système politique plus faible lorsqu'on leur demandait de donner une bonne image d'eux-mêmes plutôt qu'une mauvaise image, mais seulement dans un contexte de désirabilité sociale. Fait notable, cette fois, cet effet apparaît indépendamment du niveau de justification du système politique initial des participants. Ce résultat suggère que les effets de modération observés dans la première étude ne peuvent pas se réduire à une simple projection de ses propres opinions, où on valoriserait ce que l'on pense personnellement. Dans une volonté de comparaison interculturelle, nous avons répliqué l'étude sur le paradigme d'auto-présentation en Allemagne. Les résultats étaient très différents, voire opposés à ceux observés en France. En effet, les participants allemands affichaient un niveau de justification du système politique plus élevé pour donner une bonne image plutôt qu'une mauvaise image d'eux-mêmes, mais seulement dans un contexte d'utilité sociale. En résumé, si les participants français se sont montrés critiques face au système politique pour faire bonne impression dans un contexte de désirabilité sociale, les participants allemands avaient tendance à soutenir le système politique pour faire bonne impression dans un contexte d'utilité sociale.

Ces résultats apportent une contribution originale à la littérature dans la mesure où il s'agit à notre connaissance de la première étude ayant mis en évidence une sorte de norme de contestation du système (politique) spécifique au contexte culturel français. Il est intéressant de noter que nos résultats rejoignent néanmoins quelques études françaises récentes ayant exploré la normativité, non pas de la justification du système, mais de certaines idéologies légitimatrices. S'intéressant à la normativité de la croyance en un monde juste, Testé et Perrin (2013) montrent que cette croyance pourrait être contre-normative du point de vue de la désirabilité sociale. De manière similaire, Girerd (2022) met en évidence le caractère contre-normatif de l'idéologie néo-libérale, uniquement d'un point de vue de la désirabilité sociale. Concernant plus spécifiquement la normativité ou contre-normativité de la justification du système politique, nos résultats font également écho aux conclusions de certains chercheurs, qui ont mis en évidence l'existence d'une norme de négativité prescriptive d'une attitude critique à l'égard du système dans des pays où le niveau de justification du système est faible (Szymkow et al., 2003, cité par Cichocka & Jost, 2014). Dans ces contextes, la contestation du système serait socialement valorisée car elle est associée à des qualités personnelles telles que l'esprit critique, l'indépendance d'esprit et la capacité à ne pas accepter les discours dominants sans remise en question. Contrairement aux résultats observés en France, nos données recueillies en Allemagne indiquent que la justification du système politique peut y être socialement valorisée, notamment en contexte d'utilité sociale. Cette comparaison transnationale apporte ainsi un premier appui à l'idée que la normativité de la contestation du système politique est sans doute spécifique au contexte français. Elle suggère que, comparativement à d'autres pays occidentaux comme l'Allemagne, la valorisation sociale d'une posture critique envers le système pourrait constituer une particularité culturelle française. Dans l'ensemble, notre étude met en évidence l'importance des normes sociales dans la dynamique de contestation politique.

3.2. Limites et perspectives

Nos études présentent certaines limites qu'il convient de prendre en compte dans la perspective de recherches futures. En premier lieu, notre travail s'est appuyé sur une population étudiante, relativement jeune, exclusivement composée d'étudiants, principalement en psychologie, ce qui empêche la généralisation des résultats à l'ensemble de la population. Or, ce type de population présente des caractéristiques particulières susceptibles d'influencer

l'interprétation des données : les personnes jeunes ont tendance à manifester un niveau de justification du système plus faible que la moyenne (Jost & Kay, 2005; Kay & Jost, 2003) et une orientation politique plus marquée à gauche. Cela soulève une question fondamentale : nos conclusions sont-elles spécifiques à cette population étudiante, ou bien cette norme de contestation du système politique se retrouve-t-elle également dans la population générale ? Une étude auprès d'une population plus large et plus représentative, incluant des individus d'âges et de milieux sociaux variés, permettrait d'évaluer si la contestation politique constitue une norme sociale partagée en France, ou si elle est propre à certains sous-groupes de la société française, notamment les jeunes ou les étudiants.

Dans notre protocole utilisant le paradigme d'auto-présentation, nous avons manipulé la valeur de désirabilité et d'utilité sociale à travers la cible face à laquelle les participants devaient faire bonne ou mauvaise impression (un potentiel ami ou un potentiel employeur. Cependant, cette manipulation expérimentale confond le contexte (amical versus professionnel) et le type de rapport (horizontal versus hiérarchique). Afin d'approfondir nos résultats, il pourrait être intéressant de répliquer notre étude en introduisant un contexte professionnel mais impliquant une relation horizontale, i.e. relation avec un collègue de travail. Ce type de relation permettrait d'éviter toute confusion entre le contexte et le rapport hiérarchique et donc d'isoler plus finement les effets du contexte, sans être confondus avec ceux du statut ou du pouvoir.

De même, ces travaux invitent également à interroger l'objet la normativité de la contestation. En effet, si contester le système politique peut, dans certains contextes, apparaître comme un comportement socialement valorisé et donc normatif lorsqu'il s'agit du système politique, cela ne s'étend pas nécessairement à d'autres dimensions du système, ni du système en générale. Des recherches ont cependant montré que l'adhésion à certaines idéologies légitimatrices – telles que la croyance en un monde juste ou l'idéologie néo-libérale – pouvait, dans certains milieux, être perçue comme contre-normative (Girerd, 2022; Testé et Perrin, 2013). Il serait ainsi intéressant de creuser cette question dans de futures études, afin de mieux cerner l'étendue de cette norme de contestation (française).

Enfin, afin de poursuivre notre démarche interculturelle – qui a déjà mis en lumière des différences notables entre la France et l'Allemagne – il serait pertinent d'examiner si la valorisation de la contestation politique se retrouve potentiellement dans d'autres contextes nationaux ou s'il s'agit réellement d'une spécificité française. En France, la remise en question des figures d'autorité et du système semble ancrée dans son histoire et sa culture. À l'inverse, nos résultats montrent qu'en Allemagne, cette dynamique ne s'exprime pas de la même manière, les mécanismes de (dé)légitimation du pouvoir y étant différents. Il serait donc

intéressant de poursuivre les comparaisons avec d'autres pays occidentaux, tels que l'Italie – également marquée par une tradition de changement politique et social – ou encore les États-Unis, où le niveau d'adhésion au système est plus élevé qu'en France. De telles comparaisons permettraient de mieux comprendre l'influence des contextes culturels et historiques sur la perception et la valorisation de la contestation politique.

4. Conclusion sur le plan appliqué : la contestation en France

Sur le plan appliqué, ces résultats permettent d'éclairer certains aspects du paysage politique français. La perception généralisée d'une classe politique perçue comme corrompue et incompétente alimente une défiance – potentiellement normative – qui se manifeste par des comportements contestataires. En effet, si remettre en question le système politique en place est une norme en France, il n'est guère surprenant d'observer un nombre croissant de mouvements de contestation – tels que le mouvement des Gilets Jaunes ou encore les mobilisations contre la réforme des retraites – qui expriment explicitement cette défiance à l'égard du pouvoir en place. On peut également comprendre que ces mouvements bénéficient d'un soutien notable au sein de la population, dans la mesure où adopter une posture contestataire pourrait permettre aux individus d'être valorisés socialement. Dans cette même logique, certaines formes de défiance électorale – comme le vote protestataire ou, éventuellement, l'abstention – peuvent également être interprétées à la lumière de nos résultats. Pourquoi voter pour des personnalités politiques perçues comme incompétentes et immorales ? Si ces figures ne sont pas jugées légitimes à exercer le pouvoir, alors leur faire confiance en leur accordant son vote perd tout son sens.

Toutefois, bien que cette défiance soit manifeste et vraisemblablement largement partagée, elle ne se traduit pas nécessairement par une remise en cause radicale du système dans son ensemble, ni même du principe démocratique en tant que tel. On revient ainsi à la question soulevée plus haut : qu'est-ce qui est véritablement contesté ou délégitimé ? Est-ce les figures politiques et la position de pouvoir qu'elles occupent dans la société, ou bien le système politique lui-même et son mode de fonctionnement ? Cette distinction reste centrale pour interpréter avec justesse le sens et la portée de cette défiance. En d'autres termes, la baisse de satisfaction à l'égard de la démocratie ne signifie pas pour autant son rejet. En 2024, 68 % des Français estimaient que la démocratie fonctionnait mal en France. Pourtant, ils étaient 65 % à considérer que la démocratie restait le meilleur système possible (Ipsos, 2024). On observe ainsi une forme d'attitude contestataire chez une majorité de citoyens qui ne remettent pas en question la démocratie elle-même, mais bien la manière dont elle est actuellement administrée dans le contexte français. Les citoyens restent majoritairement attachés à l'idéal démocratique, tout en se montrant sceptiques quant à son fonctionnement concret. Dans cette même optique, plusieurs auteurs soulignent que l'abstention croissante et la montée des mouvements de contestation ne doivent pas être interprétées comme des signes de dépolitisation, mais plutôt

comme des formes alternatives d'expression du mécontentement (Mayer & Perrineau, 1992). Pour mieux comprendre cette forme spécifique de défiance, il convient de distinguer le terme de révolte d'une révolution. Historiquement, la révolte désigne un soulèvement contre une autorité établie, sans nécessairement viser un changement structurel profond du système en place (Bély, 1996). Elle traduit un mécontentement face à des injustices perçues ou à des conditions de vie difficiles, et se manifeste par des actes de désobéissance civile, des émeutes ou des insurrections, une révolte peut ainsi être définie comme « signe d'un mécontentement et d'une résistance à l'autorité » (Bély, 1996, p.1094). À l'inverse, le concept de révolution renvoie à un bouleversement profond, souvent rapide, de l'ordre politique, social ou économique, visant à instaurer un nouveau système (Bély, 1996). Contrairement à la révolte, la révolution implique une transformation structurelle durable des institutions et des valeurs. Depuis 1789, la révolution peut être définie comme un « un changement radical fondé sur la destruction de « l'ancien système » et sur la construction d'un « nouveau régime » » (Bély, 1996, p.1101). Cette distinction permet de comprendre pourquoi, malgré la contestation et le mécontentement croissant, nous n'assistons pas en France à ce qu'on pourrait appeler une révolution. Les Français, comme nous l'avons vu, ne rejettent pas le système démocratique en lui-même. Dans cette même idée, nos études portent sur l'adhésion à la légitimité du système politique, et non à celle du système dans son ensemble. Pour qu'il y ait révolution, c'est l'ordre politique fondamental et le système plus généralement qui devraient être remis en question. Or, ce que nous observons actuellement – du moins pour l'instant – relève plutôt de révoltes : des mobilisations visant à ébranler le pouvoir en place, à faire entendre une voix collective face à un mécontentement grandissant, mais sans volonté de renverser totalement le système général ou politique.

Ce positionnement rejoint les travaux qui considèrent la démocratie comme un régime intrinsèquement conflictuel, dans lequel la critique des institutions est non seulement tolérée, mais essentielle à leur vitalité, et peut jouer un rôle structurant dans l'équilibre des pouvoirs (Rosanvallon, 2006; Staudt, 2024). Autrement dit, la critique ne signe pas l'échec du système démocratique ; elle en est le moteur. Elle rappelle que la démocratie est un projet toujours inachevé, en tension, et qui doit se réinventer pour continuer à exister. Cependant, si la critique du système est légitime et nécessaire au bon fonctionnement d'un régime démocratique, elle peut devenir problématique lorsqu'elle devient l'apanage de certains courants politiques, souvent qualifiés de populistes. En effet, lorsque l'expression du mécontentement se concentre autour d'un nombre restreint d'acteurs politiques, elle risque de polariser le débat public et de réduire la diversité des voix susceptibles de porter une contestation pourtant largement partagée.

Ce phénomène peut contribuer à une forme de captation ce qu'on pourrait appeler un mal-être social et politique, où une critique est détournée à des fins électorales ou idéologiques. Pour que la contestation joue pleinement son rôle démocratique, elle ne devrait pas être l'argument d'une orientation politique particulière, mais constituer un outil partagé de régulation du pouvoir, utilisée par différents groupes au sein de la société. La démocratie repose justement sur la possibilité pour une pluralité d'acteurs – citoyens, collectifs, représentants institutionnels – d'exprimer des désaccords, de questionner les décisions publiques, et de proposer des alternatives. Dans cette optique, il est important de redonner aux institutions démocratiques et aux acteurs politiques la capacité non seulement d'accepter, mais aussi d'intégrer dans leur pratique une critique constructive. Cela suppose un renouvellement des pratiques politiques, une meilleure écoute des revendications citoyennes, ainsi qu'une plus grande transparence dans les processus de décision. Cela permettrait non seulement de restaurer une partie de la confiance perdue, mais également de réaffirmer la légitimité des institutions représentatives, tout en assurant une gouvernance plus représentative des aspirations sociales et politiques contemporaines.

5. La place du chercheur dans les recherches sur la politique et les idéologies

Pour conclure cette thèse, il me semble important d'évoquer un point qui m'a souvent habitée au fil de ces années de recherche, et même avant, dès le master, lorsque j'ai commencé à m'intéresser aux questions de politiques. Travailler sur des objets aussi complexes que le pouvoir, l'idéologie ou la politique n'a rien d'anodin. Ce sont des thèmes profondément ancrés dans nos sociétés, qui surgissent aussi bien dans les discussions amicales que professionnelles. Et si l'on en croit nos résultats, exprimer des opinions critiques pourrait même être valorisé dans certains contextes. Ce sont donc des sujets qui engagent inévitablement la subjectivité du chercheur, et cela me concerne directement. L'intérêt que je porte à la politique et aux idéologies ne s'est pas construit seulement au fil de mon parcours universitaire : il lui est antérieur. Avant même d'entrer à l'université, ces thématiques m'attiraient déjà, au point de m'orienter vers la psychologie. Mon besoin de comprendre le monde, les dynamiques sociales, les événements historiques et actuels – qu'ils soient majeurs ou plus discrets, porteurs d'espoir ou profondément destructeurs – m'a poussée à lire et réfléchir bien au-delà de mon champ disciplinaire. Avant de me concentrer sur la psychologie sociale, c'est dans l'histoire, la sociologie ou encore la science politique que je suis allée chercher des éléments de réponse. Dans cette perspective, le cœur de cette thèse est avant tout son objet : la politique et le rapport des Français à la politique. Les cadres théoriques proposés par la psychologie sociale interviennent comme des outils précieux qui permettent d'éclairer, de structurer et d'approfondir la compréhension de cet objet.

Au fil de mon travail, on m'a souvent demandé – parfois de manière directe, parfois plus implicitement – où je me situais personnellement sur le plan politique, ce que je pensais « moi » des résultats que je présentais. Il est commun d'attribuer à Aristote l'idée selon laquelle « *l'homme est un animal politique* », vivant en société organisée. Je n'échappe pas à la règle : comme tout le monde, je vis dans une société donnée et je suis traversée par des opinions politiques, et il serait malhonnête de prétendre que mon regard de chercheuse en est totalement détaché. Affirmer le contraire relèverait du mensonge, et pourrait même nuire à la rigueur scientifique. L'illusion d'une neutralité absolue dans l'étude de la question politique est justement l'un des biais les plus pernicioeux : le chercheur en sciences sociales est lui-même un acteur social et politique, situé, façonné par des représentations, des valeurs et des expériences. Dès le début de mon travail de recherche – dont je savais qu'il attiserait la curiosité et en même

temps pouvait être sujet à débat – j’ai donc cherché à instaurer une forme de scission : d’un côté, la citoyenne liée à un environnement social et politique donné ; de l’autre, la chercheuse.

Ce positionnement s’inscrit dans une distinction bien connue en psychologie sociale, qui oppose la connaissance descriptive, qui informe sur la nature des objets, leurs propriétés ou leurs relations, et la connaissance évaluative, qui a pour fonction d’informer sur la valeur sociale des objets, c’est-à-dire sur ce que l’on peut ou non faire avec eux dans un cadre social donné (Beauvois et Dubois, 2008; Dubois et Beauvois, 2004). L’enjeu, dans cette thèse, était bien d’ancrer le travail dans une logique descriptive – explicative – sans pour autant nier que ces objets de recherche peuvent, par ailleurs, éveiller des réactions évaluatives. C’est ma curiosité sincère pour ces thématiques qui m’a poussée à entreprendre cette thèse, mais j’ai toujours veillé à une règle fondamentale : ne pas confondre la démarche de compréhension scientifique avec l’expression de convictions personnelles. Ainsi, lorsqu’on m’interrogeait sur mes opinions politiques dans un cadre académique, je préférais ne pas répondre. Non par absence de convictions, mais par souci de préserver une certaine rigueur méthodologique. Dans le cadre de ce travail, j’ai tâché d’adopter un regard aussi neutre que possible – tout en étant consciente que cette neutralité ne serait jamais totale. C’est pourquoi il était important pour moi de mener cette recherche avec le plus de rigueur possible : en reconnaissant l’impossibilité d’une objectivité parfaite, mais en assumant la transparence sur les choix méthodologiques, les hypothèses de départ et les limites potentielles. Cela implique, entre autres, de ne pas faire dire aux données ce que l’on souhaiterait entendre, et de rester vigilant face à toute interprétation idéologique. Si certaines premières études – menées durant le master – n’ont pas pu être préenregistrées, toutes celles réalisées durant le doctorat ont été, dans un souci de transparence, systématiquement préenregistrées et les données mises à disposition des pairs. Les nouvelles pratiques de recherche forment ainsi une structure qui garantit, autant que possible, la production d’une connaissance descriptive. Elles laissent une trace, rendent les choix visibles, permettent le débat et le contrôle par les pairs. En somme, elles contribuent à éviter que nos convictions personnelles ne s’immiscent insidieusement dans l’analyse.

Cette thèse a donc suscité chez moi une question importante : quel est le rôle du chercheur en sciences humaines et sociales ? Est-il simple observateur, critique, lanceur d’alerte, médiateur ? Il ne s’agit pas ici de trancher cette question ni de lancer un débat, mais de souligner l’importance de se poser cette question, afin d’en contrôler les potentiels effets sur nos recherches, en particulier lorsque l’on travaille sur des thématiques aussi sensibles. Dans cette recherche, j’ai essayé – dans la mesure du possible – de me positionner comme une observatrice, afin de décrire au mieux les dynamiques sociales et politiques qui traversent la

société française, dans l'espoir de contribuer à cette petite échelle qu'est la mienne au débat démocratique et d'en éclairer certains aspects.

Bibliographie

- Abele, A. E., Ellemers, N., Fiske, S., Koch, A., & Yzerbyt, V. (2021). Navigating the social world: Shared horizontal and vertical dimensions for evaluating self, individuals, and groups. *Psychological Review*, 128, 290–314.
<https://doi.org/10.1037/rev0000262>
- Abele, A., Hauke, N., Peters, K., Louvet, E., Szymkow, A., & Duan, Y. (2016). Facets of the fundamental content dimensions: Agency with competence and assertiveness – Communion with warmth and morality. *Frontiers in Psychology*, 7, 1810.
<https://doi.org/10.3389/fpsyg.2016.01810>
- Abele, A. E., & Wojciszke, B. (2014). Communal and agentic content in social cognition. A dual perspective model. *Advances in Experimental Social Psychology*, 50(50), 195–255. DOI: <https://doi.org/10.1016/B978-0-12-800284-1.00004-7>
- Alves, H., & Correia, I. (2008). On the normativity of expressing the belief in a just world: Empirical evidence. *Social Justice Research*, 21(1), 106–118.
<https://doi.org/10.1007/s11211-007-0060-x>
- Alves, H., & Correia, I. (2010). Personal and general belief in a just world as judgement norms. *International journal of psychology : Journal international de psychologie*, 45(3), 221–231. <https://doi.org/10.1080/00207590903281120>
- Ascenso, I., Ramos, M. R., Moriconi, M., & Marques, S. (2025). Leaders or villains? The role of corruption in shaping the stereotypes of politicians. *European Journal of Social Psychology*, 0(0), 1–17. <https://doi.org/10.1002/ejsp.3143>
- Baryla, W., Wojciszke, B., & Cichocka, A. (2015). Legitimization and Delegitimization of Social Hierarchy. *Social Psychological and Personality Science*, 6(6), 669-676.
DOI: <https://doi.org/10.1177/1948550615576211>
- Bauer, N. M. (2013). Rethinking stereotype reliance: Understanding the connection between female candidates and gender stereotypes. *Politics and the Life Sciences*, 32(1), 22–42.
<http://www.jstor.org/stable/43287266>
- Beauvois, J. L., & Dubois, N. (2008). Deux dimensions du jugement personnnologique: approche évaluative vs approche psychologique. *Psychologia Sociala*, 21, 105-119.

- Beauvois, J.-L., & Dubois, N. (2009). Lay psychology and the social value of persons. *Social and Personality Psychology Compass*, 3(6), 1082-1095. <https://doi/10.1111/j.1751-9004.2009.00225.x>
- Beauvois, J.-L., & Dubois, N. (2016). *Psychologie de la personnalité et évaluation*. Presses Universitaires de Grenoble.
- Bély, L. (dir.). (1996). *Dictionnaire de l'Ancien Régime : royaume de France, XVI^e-XVIII^e siècle*. Presses Universitaires de France. ISBN 2-13-047731-3.
- Bertolotti, M., & Catellani, P. (2018). The Effects of Counterfactual Attacks on the Morality and Leadership of Different Professionals. *Social Psychology*, 49(3), 154-167. DOI: <https://doi.org/10.1027/1864-9335/a000338>
- Bittner, A., 2011. Platform or Personality? the Role of Party Leaders in Elections. Oxford University Press.
- Brambilla, M., Rusconi, P., Sacchi, S., & Cherubini, P. (2011). Looking for honesty: The primary role of morality (vs.sociability and competence) in information gathering.*European Journal of Social Psychology*, 41,135–143. doi:10.1002/ejsp.744
- Brescoll, V. L. (2011). Who Takes the Floor and Why: Gender, Power, and Volubility in Organizations. *Administrative Science Quarterly*, 56(4), 622-641.
- Brissaud - Le Poizat, A., & Moliner, P. (2004). Représentation social et système de catégories. Le cas des hommes politiques. Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale, Numéro 64(4), 13-20. <https://doi.org/10.3917/cips.064.0013>
- Brown, E. R., Phills, C. E., Mercurio IV, D. G., Olah, M., & Veilleux, C. J. (2018). Ain't She a Woman? How Warmth and Competence Stereotypes about Women and Female Politicians Contribute to the Warmth and Competence Traits Ascribed to Individual Female Politicians. *Analyses of Social Issues and Public Policy*, 18(1), 105-125. <https://doi.org/10.1111/asap.12151>
- Bruckmüller, S., & Methner, N. (2018). The “Big Two” in Citizens’ Perceptions of Politicians. 10.4324/9780203703663-13.
- Burnett, H., & Pozniak, C. (2021). Political dimensions of gender inclusive writing in Parisian universities. *Journal of Sociolinguistics*, 25(5), 808–831. <https://doi.org/10.1111/josl.12489>
- Cambon, L. (2022). Tell me who you are and I'll tell you what you are worth: The role of societal value in the structuration of six facets of the Big Two. *International Review of Social Psychology*, 35(1), 15. <http://doi.org/10.5334/irsp.689>

- Cambon, L., Djouari, A., & Beauvois, J.-L. (2006). Social judgment norms and social utility : When it is more valuable to be useful than desirable. *Swiss Journal of Psychology*, 65(3), 167-180. DOI: <https://doi.org/10.1024/1421-0185.65.3.167>.
- Cambon, L., Yzerbyt, V., & Yakimova, S. (2015). Compensation in intergroup relations: An investigation of its structural and strategic foundations. *British Journal of Social Psychology*, 54(1), 140–158. <https://doi.org/10.1111/bjso.12067>
- Carrier, A., Louvet, E., Chauvin, B., & Rohmer, O. (2014). The primacy of agency over competence in status perception. *Social Psychology*, 45(5), 347-356. <https://doi.org/10.1027/1864-9335/a000176>
- Carrier, A., Louvet, E., & Rohmer, O. (2014). Compétence et agentisme dans le jugement social [Competence and agency in social judgment]. *Revue Internationale de Psychologie Sociale*, 27(1), 95–125
- Caricati, L. (2019). Evidence of decreased system justification among extreme conservatives in non-American samples. *The Journal of Social Psychology*, 159(6), 725-745, <https://doi.org/10.1080/00224545.2019.1567455>
- Catellani, P., & Bertolotti, M. (2015). The perception of politicians' morality: Attacks and defenses. In J. P. Forgas, K. Fiedler, & W. D. Crano (Eds.), *Social psychology and politics* (pp. 113–128). Psychology Press.
- Cejka, M. A., & Eagly, A. H. (1999). Gender-stereotypic images of occupations correspond to the sex segregation of employment. *Personality and Social Psychology Bulletin*, 25(4), 413–423. <https://doi.org/10.1177/0146167299025004002>
- Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF). (2024). *En quoi les Français ont-ils confiance aujourd'hui ? Premiers résultats. Le baromètre de la confiance politique Vague 15, février 2024*.
- Cichocka, A., Górski, P., Jost, J. T., Sutton, R. M., & Bilewicz, M. (2018). What inverted U can do for your country: A curvilinear relationship between confidence in the social system and political engagement. *Journal of Personality and Social Psychology*, 115(5), 883–902. DOI: <https://doi.org/10.1037/pspp0000168>
- Cichocka, A., & Jost, J. T. (2014). Stripped of illusions? Exploring system justification processes in capitalist and post-Communist societies. *International Journal Of Psychology: Journal international de psychologie*. 49(1), 6-29. <https://doi.org/10.1002/ijop.12011>.

- Chen, F. F., Jing, Y., & Lee, J. M. (2014). The looks of a leader: Competent and trustworthy, but not dominant. *Journal of Experimental Social Psychology*, 51, 27–33. <https://doi.org/10.1016/j.jesp.2013.10.008>
- Dubois, N. (2005). Normes sociales de jugement et valeur: Ancrage sur l'utilité et ancrage sur la désirabilité [Social judgment norms and value: Anchoring in utility and anchoring in desirability]. *Revue Internationale de Psychologie Sociale*, 18(3), 43–79.
- Dubois, N. (2009). *La norme d'internalité et le libéralisme. [The internality norm and liberalism]*. Presse universitaire de Grenoble.
- Dubois, N., & Beauvois, J. L. (2004). La connaissance évaluative vs descriptive dans l'évaluation des personnes. *Perspectives cognitives et conduites sociales*, 9, 213-244.
- Dubois, N., & Beauvois, J.-L. (2005). Normativeness and individualism. *European Journal of Social Psychology*, 35(1), 123-146. DOI: <https://doi.org/10.1002/ejsp.236>
- Dubois, N., & Beauvois, J.-L. (2012). The social value of persons: Theory and applications. Dans G. Rossi, N. Dubois, & J.-L. Beauvois (Éds.), *Psychology - Selected Papers* (pp. 307–330). InTechOpen. <https://doi.org/10.5772/38102>
- Eagly, A. H., & Karau, S. J. (2002). Role congruity theory of prejudice toward female leaders. *Psychological Review*, 109(3), 573-598. <https://doi.org/10.1037/0033-295X.109.3.573>
- ELABE. (2023). *Les Français et la réforme des retraites : Sondage réalisé après les annonces d'Elisabeth Borne sur le projet de réforme* [Sondage pour BFMTV, 11 janvier 2023].
- Festinger, L. (1957). *A Theory of Cognitive Dissonance*. Stanford University Press.
- Fiske, S. T. (2019). Political cognition helps explain social class divides: Two dimensions of candidat impressions, group stereotypes, and meritocracy beliefs. *Cognition*, 188, 108-115. DOI: <https://doi.org/10.1016/j.cognition.2018.11.007>
- Fiske, S. T., & Bai, X. (2020). Vertical and horizontal inequality are status and power differences: applications to stereotyping by competence and warmth. *Current Opinion in Psychology*, 33, 216-221. DOI : <https://doi.org/10.1016/j.copsyc.2019.09.014>
- Fiske, S., & Berdahl, J. (2007). Social power. *European Journal of Social Psychology - EUR J SOC PSYCHOL*, 36. https://www.researchgate.net/publication/232589326_Social_power
- Fiske, S. T., Cuddy, A. J., Glick, P., & Xu, J. (2002). A model of (often mixed) stereotype content: Competence and warmth respectively follow from perceived status and competition. *Journal of Personality and Social Psychology*, 82(6), 878-902. <https://doi.org/10.1037//0022-3514.82.6.878>

- Fiske, S., & Durante, F. (2014). Never trust a politician? Collective distrust, relational accountability, and voter response. In J. Prooijsen & P. Lange (Eds.), *Power, Politics, and Paranoia: Why People are Suspicious of their Leaders* (pp. 91-105). Cambridge: Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139565417.009>
- Fragale, A. R., Overbeck, J.R., & Neale, M. A. (2011). Resources versus respect: Social judgments based on targets' power and status positions. *Journal of Experimental Social Psychology*, 47(4), 767-775.
DOI :<https://psycnet.apa.org/doi/10.1016/j.jesp.2011.03.006>
- Funk, C. L. (1999). Bringing the Candidate into Models of Candidate Evaluation. *The Journal of Politics*, 61(3), 700–720. DOI: <https://doi.org/10.2307/2647824>
- Furet, F. (2007). *La passion révolutionnaire au XXe siècle. Essai sur le déclin du communisme*. Gallimard.
- García Ferrés, E. A., & Lammers, J. (2024). Temporal comparisons shape system justification processes. *Current Psychology*. <https://doi.org/10.1007/s12144-023-04493-9>
- Gaubert, C., & Louvet, E. (2021). Wealth, Power, Status: Role of Competence and System Justifying Attitudes in the Rationalization of Social Disparities. *Social Psychology*. 52(3).131-142. <https://doi.org/10.1027/1864-9335/a000443>.
- Gilibert, D., & Cambon, L. (2003). *Paradigms of the sociocognitive approach*. In N. Dubois (Ed.), *A sociocognitive approach to social norms* (p. 38-69). Routledge. <https://hal-univ-bourgogne.archives-ouvertes.fr/hal-00589147/document>
- Girerd, L. (2022). *L'idéologie néolibérale : justification des inégalités de genre et frein à l'action collective féministe* (Doctoral dissertation, Université Paris Cité).
- Girerd, L., Anne Ray, F., Priolo, D., Codou, O., & Bonnot, V. (2020). Free' Not to Engage: Neoliberal Ideology and Collective Action. The Case of the Yellow Vest Movement. *International Review of Social Psychology* 33 (7). <https://doi.org/10.5334/irsp.363>.
- Glick, P., & Fiske, S. T. (1999). The Ambivalence Toward Men Inventory: Differentiating Hostile and Benevolent Beliefs About Men. *Psychology of Women Quarterly*, 23(3), 519–536. DOI: <https://doi.org/10.1111/j.1471-6402.1999.tb00379.x>
- Grossman, E., & Sauger, S. (2017). *Pourquoi détestons-nous autant nos politiques ?* Presses de Science Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.gross.2017.01>
- Heath, A., & Ivaldi, G. (1996). Vote protestataire, vote tactique, identification partisane et volatilité électorale. *La lettre de la Maison Française d'Oxford, Maison Française d'Oxford*, 5, 56-72. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03248636/document>

- Heilman, M. E. (2001). Description and prescription: How gender stereotypes prevent women's ascent up the organizational ladder. *Journal of Social Issues*, 57(4), 657-674.
- Hennes, E. P., Nam, H. H., Stern, C., & Jost, J. T. (2012). Not all ideologies are created equal: Epistemic, existential, and relational needs predict system-justifying attitudes. *Social Cognition*, 30(6), 669-688. DOI: <https://doi.org/10.1521/soco.2012.30.6.669>
- Heywood, A. (2013). *Politics* (4th ed.). Palgrave Macmillan.
- Hoffmann, S. (1994). Les Français sont-ils gouvernables ? *Pouvoirs*, 68, 7-14.
- Huddy, L., & Terkildsen, N. (1993). Gender Stereotypes and the Perception of Male and Female Candidates. *American Journal of Political Science*, 37, 119.
- IFOP. (2019). *Le regard des Français sur les Gilets Jaunes* [Sondage pour Atlantico, mars 2019]
- Ipsos. (2024). *Fractures françaises : 12ème édition, novembre 2024* [Sondage].
- Jellison, J. M., & Green, J. (1981). A self-presentation approach to the fundamental attribution error: The norm of internality. *Journal of Personality and Social Psychology*, 40(4), 643-649. <https://doi.org/10.1037/0022-3514.40.4.643>
- Jetten, J., Mols, F., & Selvanathan, H. P. (2020). How economic inequality fuels the rise and persistence of the Yellow Vest movement. *International Review of Social Psychology*, 33(1). <http://doi.org/10.5334/irsp.356>
- Jost, J. T. (2019). A quarter century of system justification theory: Questions, answers, criticisms, and societal applications. *The British Psychological Society*, 58(2), 263-314. <https://doi.org/10.1111/bjso.12297>
- Jost, J. T. (2021). *Left & right: The psychological significance of a political distinction*. Oxford University Press.
- Jost, J. T., & Banaji, M. R. (1994). The role of stereotyping in system-justification and the production of false consciousness. *British Journal of Social Psychology*, 33(1), 1-27. <https://doi.org/10.1111/j.2044-8309.1994.tb01008.x>
- Jost, J. T., Banaji, M. R., & Nosek, B. A. (2004). A decade of system justification theory: Accumulated evidence of conscious and unconscious bolstering of the status quo. *Political Psychology*, 25(6), 881-919. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9221.2004.00402.x>
- Jost, J. T., Becker, J., Osborne, D., & Badaan, V. (2017). Missing in (collective) action: Ideology, system justification, and the motivational antecedents of two types of

- protest behavior. *Current Directions in Psychological Science*, 26(2), 99–108. DOI: <https://doi.org/10.1177/0963721417690633>
- Jost, J. T., & Burgess, D. (2000). Attitudinal ambivalence and the conflict between group and system justification motives in low status groups. *Personality and Social Psychology Bulletin*, 26, 293–305. DOI: <https://doi.org/10.1177/0146167200265003>
- Jost, J. T., Chaikalis-Petrtsis, V., Abrams, D., Sidanius, J., van der Toorn, J., & Bratt, C. (2012). Why men (and women) do and don't rebel: Effects of system justification on willingness to protest. *Personality and Social Psychology Bulletin*, 38(2), 197–208. DOI : <https://doi.org/10.1177/0146167211422544>
- Jost, J. T., & Hunyady, O. (2003). The psychology of system justification and the palliative function of ideology. *European Review of Social Psychology*, 13, 111-153. DOI <https://doi.org/10.1080/10463280240000046>
- Jost, J. T., & Hunyady, O. (2005). Antecedents and consequences of system-justifying ideologies. *Current Directions in Psychological Science*, 14, 260–265. DOI: <https://doi.org/10.1111/j.0963-7214.2005.00377.x>
- Jost, J. T., & Kay, A. C. (2005). Exposure to Benevolent Sexism and Complementary Gender Stereotypes: Consequences for Specific and Diffuse Forms of System Justification. *Journal of Personality and Social Psychology*, 88(3), 498-509. <https://doi.org/10.1037/0022-3514.88.3.498>
- Jost, J. T., Ledgerwood, A., & Hardin, C. D. (2008). Shared Reality, System Justification, and the Relational Basis of Ideological Beliefs. *Social and Personality Psychology Compass*, 2(1), 171-186. DOI: <https://doi.org/10.1111/j.1751-9004.2007.00056.x>
- Jost J. T., Liviatan I., Van der Toorn J., Ledgerwood A., Mandisodza A. et Nosek B. A., « System justification: How do we know it's motivated? », in D. R. Bobocel, A. C. Kay, M. P. Zanna, J. M. Olson, D. R. Bobocel, A. C. Kay, J. M. Olson (dir.), *The psychology of justice and legitimacy*, New York, Psychology Press, 2010, p. 173-203.
- Jost, J. T. & Thompson, E. P. (2000). Group-based dominance and opposition to equality as independent predictors of self-esteem, ethnocentrism, and social policy attitudes among African Americans and European Americans. *Journal of Experimental Social Psychology*, 36, 209–232. DOI: <https://doi.org/10.1006/jesp.1999.1403>
- Judd, C. M., James-Hawkins, L., Yzerbyt, V., & Kashima, Y. (2005). Fundamental dimensions of social judgment: Understanding the relations between judgments of competence and warmth. *Journal of Personality and Social Psychology*, 89(6), 899-913. DOI : <https://doi.org/10.1037/0022-3514.89.6.899>

- Kay, A. C., & Friesen, J. (2011). On social stability and social change: Understanding when system justification does and does not occur. *Current Directions in Psychological Science*, 20(6), 360–364. DOI : <https://doi.org/10.1177/0963721411422059>
- Kay, A. C., & Jost, J. T. (2003). Complementary justice: Effects of « poor but happy » and « poor but honest » stereotype exemplars on system justification and implicit activation of the justice motive. *Journal of Personality and Social Psychology*, 85(5), 823-837. <https://doi.org/10.1037/0022-3514.85.5.823>
- Kay, A. C., Jost, J. T., & Young, S. (2005). Victim derogation and victim enhancement as alternate routes to system justification. *Psychological science*, 16(3), 240–246. <https://doi.org/10.1111/j.0956-7976.2005.00810.x>
- Kinder, D. R. (1986). Presidential character revisited. In R. R. Lau & D. O. Sears (Eds.), *Political cognition: The nineteenth Annual Carnegie Symposium on Cognition* (pp. 233– 256). Hillsdale, NJ: Lawrence Earlbaum.
- Kinder, D. R., M. D. Peters, Robert E Abelson, and Susan T. Fiske (1980). Presidential prototypes. *Political Behavior*, 2, 315-337. <https://doi.org/10.1007/BF00990172>
- Lerner, M.J. (1980). The Belief in a Just World. In *The Belief in a Just World*. Perspectives in Social Psychology. Springer. DOI : https://doi.org/10.1007/978-1-4899-0448-5_2
- Labarre, H., & Félonneau, M. (2022). Environmental threat in France: Two studies testing the effect of threatening messages on system justification and environmental denial. *Frontiers in Psychology*, 13. [10.3389/fpsyg.2022.891329](https://doi.org/10.3389/fpsyg.2022.891329)
- Langer, M., Vasilopoulos, P., & Jost, J. T. (2023), Does System Justification Promote Establishment Voting? Mainstream Politics in France, Germany, and the United Kingdom. *Political Psychology*. <https://doi.org/10.1111/pops.12860>
- Langer, M., Vasilopoulos, P., McAvay, H., & Jost, J. T. (2020). System justification in France : Liberté, égalité, fraternité. *Current Opinion in Behavioral Sciences*, 34, 185-191. <https://doi.org/10.1016/j.cobeha.2020.04.004>
- Laustsen, L., & Bor, A. (2017). The relative weight of character traits in political candidate evaluations: Warmth is more important than competence, leadership and integrity. *Electoral Studies*, 49, 96-107. DOI: <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2017.08.001>
- Leach, C. W., Ellemers, N., & Barreto, M. (2007). Group virtue: The importance of morality (vs. competence and sociability) in the positive evaluation of in-groups. *Journal of Personality and Social Psychology*, 93, 234–249.
- Llorca, R., & de Nervaux, L. (2022). *Dans la tête des abstentionnistes : À l'écoute de ceux qui se taisent*. Fondation Jean-Jaurès.

- Louvet, E., Cambon, L., Milhabet, I., & Rohmer, O. (2018). The relationship between social status and the components of agency. *The Journal of Social Psychology*, 159(1), 30-45. <https://doi.org/10.1080/00224545.2018.1441795>.
- Louvet, E., Ehrke, F., Gaubert, C., & Tran, H. L. (2023). The role of legitimizing the social hierarchy in the impact of status on perceived assertiveness and competence. *British Journal of Social Psychology*, 00, 1–17. <https://doi.org/10.1111/bjso.12664>
- Magee, J. C., & Galinsky, A. D. (2008). 8 social hierarchy: The self-reinforcing nature of power and status. *Academy of Management Annals*, 2(1), 351-398. DOI : <https://doi.org/10.5465/19416520802211628>
- Mayer, N., & Perrineau, P. (1992). *Les comportements politiques* (Coll. Coursus, série Science politique). Armand Colin.
- McAllister, I., 2016. Candidates and voting choice. *Oxf. Res. Encycl. Polit.* 1-18. DOI: <http://dx.doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.73>.
- Mignon, A., Mollaret, P., Rohmer, O., & Bagès, C. (2016). Effect of political orientation on judgment of agency, competence, morality, and sociability: The French presidential election of 2012. *Swiss Journal of Psychology*, 75(1), 35–45. <https://doi.org/10.1024/1421-0185/a000169>
- Mishler, W., & Rose, R. (2001). What are the origins of political trust? Testing institutional and cultural theories in post-communist societies. *Comparative Political Studies*, 34(1), 30-62. <https://doi.org/10.1177/0010414001034001>
- Mondak, J. J. (1995). Competence, integrity, and the electoral success of congressional incumbents. *Journal of Politics*, 57, 1043–1069. DOI: <https://doi.org/10.2307/2960401>
- Morales, A., Ionescu, O., Guegan, J., & Tavani, J. L. (2020). The Importance of Negative Emotions Toward the French Government in the Yellow Vest Movement. *International Review of Social Psychology*, 33(1). <http://doi.org/10.5334/irsp.373>
- Muxel, A. (2008). Abstention : défaillance citoyenne ou expression démocratique ? *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, (23)
- Ohr, D., Oscarsson, H., 2013. Leader traits, leader image, and vote choice. In: Aerts, K., Blais, A., Schmitt, H. (Eds.), *Political Leaders and Democratic Elections*. Oxford University Press, 187-212.
- Okimoto, T. G., & Brescoll, V. L. (2010). The price of power: Power seeking and backlash against female politicians. *Personality and Social Psychology Bulletin*, 36(7), 923-936. <https://doi.org/10.1177/0146167210371949>

- Oldmeadow, J., & Fiske, S. T. (2007). System-justifying ideologies moderate status = competence stereotypes: roles for belief in a just world and social dominance orientation. *European Journal of Social Psychology*, 37(6), 1135-1148. <https://doi.org/10.1002/ejsp.428>
- Osborne, D., Jost, J. T., Becker, J.C., Badaan, V. and Sibley, C.G. (2019). Protesting to challenge or defend the system? A system justification perspective on collective action. *European Journal of Social Psychology*, 49, 244-269. <https://doi.org/10.1002/ejsp.2522>
- Perrineau, P. (2007). Les usages contemporains du vote. *Pouvoirs*, 120(1), 29-41. <https://doi.org/10.3917/pouv.120.0029>
- Perrineau, P. (2011). Le pessimisme français : nature et racines. *Le Débat*, 166(1), 79-90. <https://doi.org/10.3917/deba.166.0079>
- Peeters, G. (1992). Evaluative meanings of adjectives in vitro and in context: Some theoretical implications and practical consequences of positive negative asymmetry and behavioral-adaptive concepts of evaluation. *Psychologia Belgica*, 32, 211-231.
- Pratto, F., Sidanius, J., Stallworth, L. M., & Malle, B. F. (1994). Social dominance orientation: A personality variable predicting social and political attitudes. *Journal of Personality and Social Psychology*, 67(4), 741-763. <https://doi.org/10.1037/0022-3514.67.4.741>
- Programme des Nations Unies pour le développement. (2024). *Rapport sur le développement humain 2023-2024 : Aperçu – Repenser la coopération dans un monde polarisé*. <https://hdr.undp.org>
- Py, J., & Somat, A. (1991). Normativité, conformité et clairvoyance : Leurs effets sur le jugement évaluatif dans un contexte scolaire. *Perspectives Cognitives et Conduites Sociales*. <https://doi.org/10.13140/RG.2.1.4673.8964>
- Roche, D. (1993). *La France des Lumières*. Fayard
- Rosanvallon, P. (2000). *La démocratie inachevée: Histoire de la souveraineté du peuple en France*. Gallimard.
- Rosanvallon, P. (2006). *La contre-démocratie : La politique à l'âge de la défiance*. Seuil.
- Rougier, L. (1955). Pourquoi les français sont-ils ingouvernables ? *Revue Des Deux Mondes (1829-1971)*, 654-664. <http://www.jstor.org/stable/44595278>
- Roussiau, N et Bonardi, C. (2001). Structure et dynamique représentationnelle. La représentation de la politique. *Bulletin de psychologie*. 54-1. 451. 63-79.

- Rudman, L. A. (1998). Self-promotion as a risk factor for women: The costs and benefits of counterstereotypical impression management. *Journal of Personality and Social Psychology*, 74(3), 629–645. <https://doi.org/10.1037/0022-3514.74.3.629>
- Rudman, L. A., & Glick, P. (2001). Prescriptive gender stereotypes and backlash toward agentic women. *Journal of Social Issues*, 57(4), 743-762. <https://doi.org/10.1111/0022-4537.00239>
- Rudman, L. A., Moss-Racusin, C. A., Phelan, J. E., & Nauts, S. (2012). Status incongruity and backlash effects : Defending the gender hierarchy motivates prejudice against female leaders. *Journal of Experimental Social Psychology*, 48(1), 165-179. <https://doi.org/10.1016/j.jesp.2011.10.008>
- Rutto, F., Russo, S., & Mosso, C. (2013). Development and Validation of a Democratic System Justification Scale. *Social Indicators Research*, 118(2), 645–655. <https://doi.org/10.1007/s11205-013-0444-2>
- Sajó, A. (2002). Clientelism and extortion: corruption in transition. In S. Kotkin, & A. Sajó (Eds.), *Political Corruption in Transition. A Skeptic's Handbook* (pp. 1-24). CEU Press.
- Schneider, M.C. and Bos, A.L. (2014), Measuring Stereotypes of Female Politicians. *Political Psychology*, 35, 245-266. <https://doi.org/10.1111/pops.12040>
- Schneider, M.C. and Bos, A.L. (2016), The Interplay of Party and Gender Stereotypes in Evaluating Political Candidates. *Journal of Women, Politics and Policy*, 37(3), 274-294.
- Staudt, A. (2024). *Analyse croisée des cultures contestataires en France et en Allemagne*. Institut français des relations internationales (Ifri).
- Stern, G. S., & Manifold, B. (1977). Internal locus of control as a value. *Journal of Research in Personality*, 11(2), 237-242. [https://doi.org/10.1016/0092-6566\(77\)90020-4](https://doi.org/10.1016/0092-6566(77)90020-4)
- Tajfel, H. & Turner, J. C. (1979). An integrative theory of intergroup conflict. In W. G. Austin & S. Worchel (Eds), *The Social Psychology of intergroup Relations*. Monterey, Brooks/Cole.
- Testé, B., & Perrin, S. (2013). The impact of endorsing the belief in a just world on social judgments: The social utility and social desirability of just-world beliefs for self and for others. *Social Psychology*, 44(3), 209–218. <https://doi.org/10.1027/1864-9335/a000105>
- The jamovi project (2022). *jamovi*. (Version 2.3) [Computer Software]. Retrieved from <https://www.jamovi.org>.
- Tocqueville, A. de. (1856). *L'Ancien Régime et la Révolution*. Michel Lévy frères.

- Touati, F.-O. (dir.). (2000). *Vocabulaire historique du Moyen Âge : Occident, Byzance, Islam* (2^e éd.). Éditions du Bon Albert. <https://www.amazon.fr/Vocabulaire-historique-moyen-age-ed/dp/2910828182>
- Van der Pas, D., Aaldering, L., & Bos, A. L. (2024). Looks Like a Leader: Measuring Evolution in Gendered Politician Stereotypes. *Political Behavior*, 46(1653–1675). <https://doi.org/10.1007/s11109-023-09888-5>
- van der Toorn, J., Berkics, M., & Jost, J. T. (2010). System justification, satisfaction, and perceptions of fairness and typicality at work: A cross-system comparison involving the U.S. and Hungary. *Social Justice Research*, 23(2-3), 189-210. <https://doi.org/10.1007/s11211-010-0116-1>
- Vargas-Salfate, S., Páez, D., Liu, J., Pratto, F., & Gil de Zúñiga, H. (2018). A Comparison of Social Dominance Theory and System Justification: The Role of Social Status in 19 Nations. *Personality and Social Psychology Bulletin*, 44(7), 1060-1076. <https://doi.org/10.1177/0146167218757455>.
- Vesper, D., König, C. J., Siegel, R., & Friese, M. (2022). Is use of the general system justification scale across countries justified? Testing its measurement equivalence. *British Journal of Social Psychology*, 61(3), 1032–1049. <https://doi.org/10.1111/bjso.12520>.
- Volpato, C., Andrighetto, L., & Baldissarri, C. (2017). Perceptions of low-status workers and the maintenance of the social class status quo. *Journal of Social Issues*, 73(1), 192–210. <https://doi.org/10.1111/josi.12211>
- Will, R. (1923) A Few Shots of Scopolamin. Nationally syndicated column, 31.
- Wojciszke, B. (2004). The negative social world: Polish culture of complaining. *International Journal of Sociology*, 34(4), 38-59. <http://dx.doi.org/10.1080/00207659.2004.11043140>
- Wojciszke, B., & Klusek, B. (1996). Moral and competence-related traits in political perception. *Polish Psychological Bulletin*, 27,319-324.
- Yzerbyt, V., Barbendor, J., Carrier, A., & Rohmer, O. (2022). The Facets of Social Hierarchy: How Judges’ Legitimacy Beliefs and Relative Status Shape Their Evaluation of Assertiveness and Ability. *International Review of Social Psychology*, 35(1), 18. DOI: <http://doi.org/10.5334/irsp.695>

Annexes

Annexe 1. Echelle de Js générale de kay et jost 2003¹⁴

- En général, notre société est juste et digne de confiance
- En général, le système politique fonctionne bien
- La société a besoin d'être radicalement restructurée (R)
- Les états unis est un pays où il fait bon vivre
- La plupart des politiques publiques servent le bien commun/l'intérêt général
- Tout le monde a accès à la richesse et au bonheur
- Notre société se dégrade d'années en années
- La société est faite de telle sorte que les gens ont ce qu'ils méritent

Annexe 2. Items de jugements de l'étude 1 et 3 de l'article 1

Moralité	Empathie	Compétence	Assertivité
<ul style="list-style-type: none">- Honnête- Sincère- Digne de confiance	<ul style="list-style-type: none">- A l'écoute- Attentif aux autres- Bienveillant	<ul style="list-style-type: none">- Compétent- Capable- Efficace	<ul style="list-style-type: none">- Ambitieux- Carriériste- Sûr de soi

Annexe 3. Items de jugements de l'étude 2 de l'article 1

Moralité	Empathie	Compétence	Assertivité
<ul style="list-style-type: none">- Honnête- Franc- Intègre	<ul style="list-style-type: none">- A l'écoute- Empathique- Bienveillant	<ul style="list-style-type: none">- Compétent- Capable- Efficace	<ul style="list-style-type: none">- Ambitieux- Carriériste- Sûr de soi

¹⁴ en gris les items communs avec notre échelle de JSP

Annexe 4. Échelle de justification du système politique inspirée de l'échelle du système démocratique de Rutto et al. (2013)¹⁵

- Globalement le système politique français est juste et digne de confiance
- Globalement, le système politique français fonctionne comme il devrait
- Le système politique français a besoin d'être radicalement restructuré (r)
- La plupart des décisions politiques servent l'intérêt général
- Les partis politiques sont le reflet des différentes opinions de la société
- Aujourd'hui, les hommes et les femmes politiques agissent davantage en faveur des lobbies que des citoyens (r)
- La politique est fait de telle sorte que le meilleur puisse voir le jour
- Le système démocratique français est le meilleur possible

¹⁵ *en gris les items que nous avons choisi de ne pas garder dans nos études*

Annexe 5. Matériel de l'étude complémentaire sur le pouvoir - Vignette manipulant un pouvoir faible et haut

CONSEILLER/CONSEILLÈRE POLITIQUE

Un conseiller/une conseillère politique est une personne qui assiste une personnalité politique dans un domaine bien précis.

À son arrivé dans le cabinet de cette personnalité politique, cette personne a souvent déjà eu une longue carrière derrière elle, pas forcément en politique. C'est en lien avec son parcours et son expérience professionnelle qu'il/qu'elle est sollicité.e pour travailler sous la responsabilité d'une personnalité politique.

Un conseiller/ une conseillère politique assiste aux réunions au sein de son cabinet et participe aux échanges autour des projets portés par son équipe. Cependant, ce n'est pas lui/elle qui prend les décisions concernant les questions stratégiques.

Par ailleurs, il/elle joue un simple rôle de conseil, et n'est pas directement impliqué.e dans la gestion budgétaire, ce qui limite son rôle dans la prise de décision relative aux questions traitées par le cabinet.

Un conseiller/ une conseillère politique a généralement un bac + 5 et est rémunéré.e entre 3500 et 5000 euros bruts par mois.

DIRECTEUR/DIRECTRICE DE CABINET

Un directeur/une directrice de cabinet est une personne qui assiste une personnalité politique dans un domaine bien précis.

A son arrivée dans le cabinet de cette personnalité politique, cette personne a souvent déjà eu une longue carrière derrière elle, pas forcément en politique. C'est en lien avec son parcours et son expérience professionnelle qu'il/qu'elle est sollicité.e pour travailler sous la responsabilité d'une personnalité politique.

Un directeur/une directrice de cabinet anime souvent les réunions au sein de son cabinet et joue un rôle majeur dans la construction des projets portés par son équipe. C'est souvent lui/elle qui prend les décisions concernant les questions stratégiques.

Il/elle joue un rôle actif dans la gestion des projets, et dispose d'une enveloppe budgétaire conséquente, lui permettant une marge de manœuvre importante sur de nombreuses questions traitées par le cabinet.

Un directeur/une directrice de cabinet a généralement un bac + 5 et est rémunéré.e entre 3500 et 5000 euros bruts par mois.

Annexe 6. Pré-enregistrement de l'étude complémentaire sur le pouvoir

Project working title: The Stereotypes of politicians and the delegitimization of the political system (French adults)

Description : the aim of this study is to explore the perception of two political functions based on their level of manipulated power through a description. Participants had to rate two political figures - one with high power and the other with lower power - on assertiveness, competence, morality and empathy.

A. Hypotheses

Description of essential elements

1. Describe the (numbered) hypotheses in terms of directional relationships between your (manipulated or measured) variables.
 - I. We expect a significant effect of power on judgement. Specifically, high power political figures are expected to be more assertive and more competent than low power political figures, but less moral and less empathic.
 - II. This relationship between power and judgement is expected to be moderated by political system justification, but only on competence, morality, and empathy. We do not expect any moderation on assertiveness.
2. For interaction effects, describe the expected shape of the interactions.

We expect low power political figures to be judged more positively on competence, morality, and empathy than high power political figures, especially by people low in political system justification.

3. If you are manipulating a variable, make predictions for successful check variables or explain why no manipulation check is included.

We consider our manipulation to be successful if participants assign a higher score on items measuring power to powerful target than to powerless target.

B. Methods

Description of essential elements

Design

List, based on your hypotheses from section A:

1. Independent variables with all their levels
 - a. whether they are within- or between-participants

Level of (manipulated) power of the target: high versus low (between-participants)

- b. the relationship between them (e.g., orthogonal, nested).

NA

- 2. Dependent variables, or variables in a correlational design

Judgement on assertiveness, competence, morality, empathy.

- 3. Variables acting as covariates or moderators.

Political system justification (moderator)

Political orientation of participants (covariate)

Planned sample

- 4. If applicable, describe pre-selection rules.

Our population is a population as representative as possible of the French adult population.

- 5. Indicate where, from whom and how the data will be collected.

Datas will be collected via an online panelist platform called Bilendi.

- 6. Justify planned sample size (if applicable, you can upload a file related to your power analysis here (e.g., a protocol of power analyses from G*Power, a script, a screenshot, etc.).

We used a G-power analysis to determine sample size. With a medium effect size of $f=0.25$, power= .80 and alpha= .05, this analysis resulted in an estimated sample size of 179 participants. To cover the potential data gaps, we are planning to target 200 participants.

- 7. Describe data collection termination rule.

Data collection will stop when the number of participants is reached, i.e. 200. All complete responses will be included in our study.

Exclusion criteria

- 8. Describe anticipated specific data exclusion criteria. For example:

- a. missing, erroneous, or overly consistent responses;

We will exclude of further analysis incomplete data and participants who answered monotonically to the presented scales (standard deviation between 0 and 0.5.), and participants who answer too quickly (according to the criteria set by Bilendi)

Procedure

10. Describe all manipulations, measures, materials and procedures including the order of presentation and the method of randomization and blinding (e.g., single or double blind), as in a published Methods section.

Material:

Power is manipulated through a description of a chief of staff (high power) or a political advisor (low power).

Chief of staff: “A chief of staff is someone who assist a political figure on a specific field. On his/her arrival at the cabinet of this political figure, this person already has a long career behind her/him, and not necessarily in the politic area. He/she has been asked to work for a political figure based on his or her professional background and experience. A chief of staff frequently moderates meetings within the cabinet, and he/she plays an active role in the construction of projects driven by his/her cabinet. He/she is often the decision-maker on strategic issues. He/she plays an active role in project management and has a substantial budget at his/her disposal, giving him/her considerable leeway on many of the issues handled by the firm. A chief of staff usually has a master’s degree and is rewarded between 3500- and 5000-euros gross per month.”

Political advisor: “A chief of staff is someone who assist a political figure on a specific field. On his/her arrival at the cabinet of this political figure, this person already has a long career behind her/him, and not necessarily in the politic area. He/she has been asked to work for a political figure based on his or her professional background and experience. A political advisor attends meeting within his/her cabinet and participates in exchanges about projects driven by his/her cabinet. However, he/she doesn’t make decisions on strategic issues. Moreover, he/she plays a purely advisory role and is not directly involved in budget management, which limits his/her role in decision-making on cabinet matters. A political advisor usually has a master’s degree and is rewarded between 3500- and 5000-euros gross per month.

To measure social judgment, participants are invited to indicate on a 7-point scale ranging from "not at all" to "completely" if a series of 16 traits are characteristic or not of the presented political figure. Judgement is measured with the following items: morality (honest, sincere, fair, high in integrity); competence (capable, efficient, competent, intelligent); assertiveness (careerist, self-confident, ambitious, competitive); empathy (empathic, comprehensive, listening, close).”

To measure political system justification, we will use the political/democratic system justification scale developed by Rutto et al., 2014. We will use 5 statements from this scale: "In

general, the French political system operates as it should," "The French political system is fair and trustworthy," "Most policies serves the collective good," "The French political system needs to be radically restructured," "Today, politicians act more in favor of lobbyists than of the citizens." Participants rated each item on a 7-point scale ranging from "do not agree at all" to "completely agree".

Procedure:

This study will be conducted online via a panelist platform, Bilendi, using the Qualtrics survey software. It will be presented as an investigation of students' perceptions of the political world. The study will be presented as having two independent parts. Before that participants will have to answer sociodemographic questions (gender, age, socio-professional category).

In the first part of the study, participants will be invited to rate statements in line with political system justification. The order of appearance of the items will be randomized.

The second part will present a description about a specific political figure, either a chief of staff or a political advisor (between-participants design). First, participant will be invited to rate the target's power (manipulation check) through 5 items on a 7-point scale ranging from "do not agree at all" to "completely agree": this person "has influence over people / Has power / Occupies a high status in society / Is able to implement his (her) decisions / Can change the course of events. Second, participants will be asked to indicate if a series of 16 traits are characteristic or not of the presented political figure. The items will be presented in a random order.

Finally, participants will also be asked to position themselves on a 100-point scale regarding their political orientation, between the poles of "completely left" and "completely right," (there will be the possibility to skip de question.)

C. Analysis plan

Confirmatory analyses

Describe the analyses that will test each main prediction from the hypotheses section. For each one, include:

1. the relevant variables and how they are calculated;

For all measures (political system justification, competence, morality, empathy, assertiveness, and perceived power), we will calculate composite scores by averaging items.

2. the statistical technique;

To test our hypotheses, we will rely on linear regression analyses.

3. each variable's role in the technique (e.g., IV, DV, moderator, mediator, covariate);

To test our hypotheses, we will rely on linear regression analyses on each of our four dependent variables (morality, empathy, assertiveness, and competence), introducing the target's power, participants' level of political system justification, and their interaction as predictors.

4. rationale for each covariate used, if any;

In order to control for the participants' political orientation (potentially correlated with political system justification), this variable will be introduced in all analyses as covariate.

Answer the following final questions:

Has data collection begun for this project?

- ☐ **No**, data collection has not begun
- ☐ Yes, data collection is underway or complete

If data collection has begun, have you looked at the data?

- ☐ Yes
- ☐ **No**

Annexe 7. Items de jugement de l'étude complémentaire sur le pouvoir et sur le genre

Moralité	Empathie	Compétence	Assertivité
- Honnête	- A l'écoute	- Compétent	- Ambitieux
- Juste	- Empathique	- Capable	- Carriériste
- Intègre	- Proche	- Efficace	- Sûr de soi
- Sincère	- Compréhensif	- Intelligent	- Compétitif

Annexe 8. Pré-enregistrement de l'étude complémentaire sur le genre

Project working title: Stereotyping politicians and delegitimizing the political system

Description: The aim of this study is to explore the impact of political system justification on the gap between descriptive and prescriptive stereotypes toward politicians.

A. Hypotheses

Description of essential elements

4. Describe the (numbered) hypotheses in terms of directional relationships between your (manipulated or measured) variables.

(H1) Politicians will be evaluated more negatively in terms of competence, morality, and empathy (descriptive stereotype) than they should be (prescriptive stereotype). However, no difference is expected between descriptive and prescriptive stereotype concerning assertiveness (politicians will be evaluated as assertive as they should be).

(H2) The gap between prescriptive and descriptive stereotype (on competence, morality and empathy) will be moderated by political system justification.

5. For interaction effects, describe the expected shape of the interactions.

The gap between prescriptive and descriptive stereotypes (on competence, morality and empathy) will be more important for participants low in political system justification than for participants high in political system justification.

B. Methods

Description of essential elements

Design

List, based on your hypotheses from section A:

9. Independent variables with all their levels

- a. whether they are within- or between-participants

Nature of stereotypes: prescriptive vs descriptive (within-participants)

- b. the relationship between them (e.g., orthogonal, nested).

NA

- 10. Dependent variables, or variables in a correlational design

Judgement on assertiveness, competence, morality, and empathy

- 11. Third variables acting as covariates or moderators.

Political system justification (moderator, between-participants)

Politicians' gender (moderator, between-participants)

Political orientation of participants (covariate)

Planned sample

- 12. If applicable, describe pre-selection rules.

Our population is aged over 18 years.

- 13. Indicate where, from whom and how the data will be collected.

Data will be collected online using social media.

- 14. Justify planned sample size (if applicable, you can upload a file related to your power analysis here (e.g., a protocol of power analyses from G*Power, a script, a screenshot, etc.).

We used a G-power analysis to determine sample size. With a medium effect size of $f=0.25$, power= .80 and alpha= .05, this analysis resulted in an estimated sample size of 179 participants.

- 15. Describe data collection termination rule.

Exclusion criteria

- 16. Describe anticipated specific data exclusion criteria. For example:

- b. missing, erroneous, or overly consistent responses;

We will exclude incomplete data and participants who answered monotonically to the presented scales (standard deviation between 0 and 0.5).

Procedure

- 17. Describe all manipulations, measures, materials and procedures including the order of presentation and the method of randomization and blinding (e.g., single or double blind), as in a published Methods section.

Material:

To measure descriptive and prescriptive stereotypes, participants are invited to indicate on a 7-point scale ranging from "not at all" to "completely" whether a series of 16 traits are characteristic of how politicians are and how politicians should be. The traits refer to assertiveness (careerist, self-confident, ambitious, competitive), competence (capable, efficient, competent, intelligent), morality (honest, sincere, fair, high in integrity), and empathy (empathic, comprehensive, listening, close).

To measure political system justification, we will use the political/democratic system justification scale developed by Rutto et al., 2014. We will use 5 statements from this scale: "In general, the French political system operates as it should," "The French political system is fair and trustworthy," "Most policies serves the collective good," "The French political system needs to be radically restructured," "Today, politicians act more in favor of lobbyists than of the citizens." Participants rated each item on a 7-point scale ranging from "do not agree at all" to "completely agree".

Procedure:

This research will be conducted online using a Qualtrics survey software and will be presented as investigating people's perception of politics. Participants will be asked to respond to two ostensibly independent studies.

In the first study, participants will be invited to answer the politic system justification scale. The items are presented in a random order.

In the second study, participants have to indicate if a series of 16 traits presented in a random order are characteristic of politicians (descriptive stereotypes). They have also to indicate if the same traits, again presented in a random order, are characteristic of how politicians should be (prescriptive stereotypes). Participants randomly complete either first descriptive scales and then prescriptive scales, or vice versa. Each participant will be randomly assigned to one of two versions of the questionnaire: they have to either rate male politicians or female politicians.

Finally, participants will answer sociodemographic questions (gender, age, socio-professional category). They will also be asked to indicate their political orientation on a 100-point scale ranging from "completely left" to "completely right," (answer to this question is not required).

C. Analysis plan

Confirmatory analyses

Describe the analyses that will test each main prediction from the hypotheses section. For each one, include:

5. the relevant variables and how they are calculated;

For all measures (political system justification, assertiveness, competence, morality, empathy), we will compute composite scores by averaging the relevant items. We will further compute differential scores for assertiveness, competence, morality and empathy by subtracting prescriptive scores (“how politicians are”) from descriptive scores (“how politicians should be”)

6. the statistical technique;

To test our hypotheses, we will rely on linear analyses (ANOVA and regression analysis).

7. each variable’s role in the technique (e.g., IV, DV, moderator, mediator, covariate);

To test our first hypothesis (H1), we will perform repeated measures ANOVA introducing stereotype (descriptive versus prescriptive) and dimension (assertiveness, competence, morality, empathy) as within-participants factors.

To test our second hypothesis (H2), we will perform linear regression analyses on the differential scores (descriptive – prescriptive) of each of our four dependent variables (assertiveness, competence morality, empathy) introducing participants’ political system justification as predictor. In order to check whether results are the same for male and female politicians, we will also introduce politicians’ gender, and gender x political system justification interaction as predictors.

8. rationale for each covariate used, if any;

In order to control for participants’ political orientation potentially correlated with political system justification, this variable will be introduced in all analyses as covariate.

Answer the following final questions:

Has data collection begun for this project?

- ☐ **No**, data collection has not begun
- ☐ Yes, data collection is underway or complete

If data collection has begun, have you looked at the data?

- ☐ Yes
- ☐ **No**

Annexe 9. Matériel de l'étude 1 de l'article 2 – présentation d'une cible présentant un fort ou faible niveau d'adhésion au système politique

Condition forte adhésion au système politique

	<i>Pas du tout d'accord</i>						<i>Tout à fait d'accord</i>
	1	2	3	4	5	6	7
1 - Globalement, le système politique français fonctionne comme il devrait.							X
2 - Le système politique français est juste et digne de confiance.						X	
3 - La plupart des décisions politiques servent l'intérêt général.							X
4 - Le système politique français a besoin d'être radicalement restructuré.	X						
5 - Aujourd'hui les hommes et les femmes politiques agissent davantage en faveur des lobbies que des citoyens.		X					

Condition faible adhésion au système politique

	<i>Pas du tout d'accord</i>						<i>Tout à fait d'accord</i>
	1	2	3	4	5	6	7
1 - Globalement, le système politique français fonctionne comme il devrait.	X						
2 - Le système politique français est juste et digne de confiance.		X					
3 - La plupart des décisions politiques servent l'intérêt général.	X						
4 - Le système politique français a besoin d'être radicalement restructuré.							X
5 - Aujourd'hui les hommes et les femmes politiques agissent davantage en faveur des lobbies que des citoyens.						X	

Annexe 10. Items de jugements de l'étude 1 de l'article 2

Chaleur	Compétence
- Sympathique	- Compétent
- Chaleureux	- Capable
- Agréable	- Efficace

Annexe 11. Matériel de l'étude 2 de l'article 2 – Manipulation du contexte d'utilité et de désirabilité sociale

Contexte de désirabilité sociale

Imaginez que vous êtes invité à une soirée entre amis, et vous engagez la discussion avec une personne que vous ne connaissiez pas avant. Au cours de cette discussion, et au vu de l'actualité, vous en arrivez à discuter de la situation politique actuelle en France.

Vous trouverez ci-dessous une série d'opinions sur le monde politique. Nous vous demandons d'indiquer dans quelle mesure vous afficheriez chacune de ces opinions afin de donner une **mauvaise image** / **bonne image** de vous-même. Autrement dit, cette personne risque de ne pas vous apprécier / va vous apprécier compte tenu des opinions que vous affichez.

Contexte d'utilité sociale

Imaginez que vous êtes à la recherche d'un travail et vous avez été retenu pour un entretien d'embauche. Au cours de cet entretien, et au vu de l'actualité, vous en arrivez à discuter de la situation politique actuelle en France.

Vous trouverez ci-dessous une série d'opinions sur le monde politique. Nous vous demandons d'indiquer dans quelle mesure vous afficheriez chacune de ces opinions afin de donner une **mauvaise image** / **bonne image** de vous-même à votre employeur. Autrement dit, votre employeur risque de ne pas vous apprécier / va vous apprécier compte tenu des opinions que vous affichez.

Annexe 12. Pré-enregistrement de l'étude de l'article 3 (la norme de contestation franco-allemande)

Project working title: Is challenging the political system socially valued ?

Description: The aim of this research is to replicate a study conducted in France in another cultural context (Germany). Insofar as system justification has been shown to be higher in Germany than in France, we want to find out whether the results obtained in France can be replicated in Germany.

A. Hypotheses

Description of essential elements

6. Describe the (numbered) hypotheses in terms of directional relationships between your (manipulated or measured) variables.

Hypotheses underlying the French study were as follows:

- We expected people to score lower on political system justification when they were asked to make a good impression (normative instruction) than when the asked to make a bad impression (counter-normative instruction)
- Moreover, we expected this effect to be moderated by the context: professional context (social utility) versus context of friendly relationships (social desirability).

7. For interaction effects, describe the expected shape of the interactions.

We expected people to score lower on political system justification when they were asked to make a good impression (normative instruction) than when the asked to make a bad impression (counter-normative instruction), especially in a context of friendly relationships.

B. Methods

Description of essential elements

Design

List, based on your hypotheses from section A:

18. Independent variables with all their levels

- a. whether they are within- or between-participants

Both independent variables, i.e. context (social utility versus social desirability) and instruction (pro-normative versus counter-normative) were manipulated in a between-participants design.

- b. the relationship between them (e.g., orthogonal, nested).

NA

19. Dependent variables, or variables in a correlational design

Level of political system justification.

20. Variables acting as covariates or moderators.

Participants' personal level of political system justification (standard instruction) will be introduced as supplementary moderator in order to check whether challenging the political system would be especially valued by participants low in political system justification.

Planned sample

21. If applicable, describe pre-selection rules.

Our population is a student population from the University of Kaiserslautern-Landau, aged over 18 years.

22. Indicate where, from whom and how the data will be collected.

Data will be collected among psychology undergraduates from the University of Kaiserslautern-Landau during a lecture.

23. Justify planned sample size (if applicable, you can upload a file related to your power analysis here (e.g., a protocol of power analyses from G*Power, a script, a screenshot, etc.).

We used a G-power analysis to determine sample size. With an effect size of $f=0.21$ (observed in our French study), power = .80 and alpha = .05, this analysis resulted in an estimated sample size of 180 participants.

24. Describe data collection termination rule.

Data will be collected during lectures. All complete responses will be included in our study.

Exclusion criteria

25. Describe anticipated specific data exclusion criteria. For example:

- c. missing, erroneous, or overly consistent responses;

We will exclude of further analysis incomplete data and participants who answered monotonically to the presented scales (standard deviation between 0 and 0.5).

Procedure

26. Describe all manipulations, measures, materials and procedures including the order of presentation and the method of randomization and blinding (e.g., single or double blind), as in a published Methods section.

Material

Context

According to the experimental condition, participants were asked to imagine either facing a potential employer during a job interview (Professional/social utility context), or interacting with someone during an evening out with friends (Friendly relationships/social desirability context).

Professional context/social utility context :

Imagine, you are looking for a job and you have been selected for a job interview. During this interview, and in the light of current events, you come to discuss the current political situation in Germany.

Below you will find a series of opinions about politics. We ask you to indicate the extent to which you would display each of these opinions in order to make a bad/good impression on the potential employer. In other words, your potential employer is going to appreciate / may not appreciate you because of the opinions you hold.

Friendly context/social desirability:

Imagine, you have been invited to a party with friends, and you start a conversation with someone you do not know. During this discussion, and in the light of current events, you come to discuss the current political situation in Germany.

Below you will find a series of opinions about politics. We ask you to indicate the extent to which you would display each of these opinions in order to make a bad/good impression on this person. In other words, this person is going to appreciate / may not appreciate you because of the opinions you hold.

Political system justification

To measure political system justification, we will use 5 items drawn from the political/democratic system justification scale developed by Rutto et al., 2014 : "Overall, the German political system functions as it should," "The German political system is fair and trustworthy," "Most policies serve the collective good", "The German political system needs to be radically restructured," "Today, politicians act more in favor of lobbyists than citizens."

Participants have to rate each item on a 7-point scale ranging from "do not agree at all" to "completely agree".

Procedure:

This study will be presented as being about the image we leave others in our everyday interactions. According to the experimental condition, participants were asked to imagine either interacting with a potential employer during a job interview or with a potential friend during a party. Participants will have to imagine that during this interaction, the discussion would turn to politics.

Participants will then be asked to indicate which opinions they would display about politics in order to make a good versus bad impression by responding to a political system justification scale. Items will be presented in random order. Following this self-presentation instruction, participants will be asked to indicate their own personal opinion by responding to the same political system justification scale with a standard instruction, (i.e. by giving their personal opinion). Again, the items will be presented in random order.

Finally, participants will be asked a few demographic questions (age, gender, course of study, political orientation, voting intention).

C. Analysis plan

Confirmatory analyses

Describe the analyses that will test each main prediction from the hypotheses section. For *each one*, include:

9. the relevant variables and how they are calculated;

Political system justification will be calculated through a composite score by averaging the five items of our political system justification scale.

10. the statistical technique;

To test our hypotheses, we will rely on variance analyses (ANOVA)

11. each variable's role in the technique (e.g., IV, DV, moderator, mediator, covariate);

To test our hypotheses, we will introduce instruction (normative versus counter-normative) and context (social utility versus social sociability) as between-participant factors.

Answer the following final questions:

Has data collection begun for this project?

- **No**, data collection has not begun
- Yes, data collection is underway or complete

If data collection has begun, have you looked at the data?

- Yes
- **No**

Any additional comments before I pre-register this project (optional):

Insofar as political system justification has been shown to be related to political orientation, we will ask participants to indicate their political orientation on a 10-point scale ranging from “very left wing” to “very right wing”. In the same vein, we will also consider their voting intentions/protest vote as potential supplementary indicators of challenging the political system. Participants will have to indicate on a 10-point scale from “certainly not” to “most certainly” if in the future, they imagine voting for a party just to teach a lesson to the current politicians / they imagine voting for a party that has never been in power / they intend to vote in the next federal elections.

